

ASHSM/ SVMM

Krieg und Frieden in Europa

Guerre et paix en Europe

1801-1803-1814



COLLOQUE
de l'Association suisse d'histoire
et de sciences militaire

Fribourg - 4 octobre 2003

Guerre et paix en Europe
Les enjeux militaires
de l'Acte de médiation

Krieg und Frieden in Europa

Die militärischen
Konsequenzen
der Mediationsakte

1801
1803
1814

ASHSM/SVMM
Bibliothèque militaire fédérale

2004

**Guerre et paix en Europe
Les enjeux militaires
de l'Acte de Médiation**

**Krieg und Frieden in Europa
Die militärischen Konsequenzen
der Mediationsakte**

1801-1803-1814

Comité de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires

Président : Commandant de corps Adrien Tschumy, route de Bénex 37, 1197 Prangins.

Vice-président : Colonel EMG Jürg Stüssi-Lauterburg, directeur de la Bibliothèque militaire fédérale et Service historique, Palais fédéral-Est, 3003 Berne.

Secrétaire général : Colonel Dominic M. Pedrazzini, chef des Services généraux de la Bibliothèque militaire fédérale et Service historique, Palais fédéral-Est, 3003 Berne.

Trésorier : Colonel Hervé de Weck, historien, rue Saint-Michel 7, 2900 Porrentruy.

Assesseurs : Brigadier Jean Langenberger, rue de l'Eglise, 1122 Romanel-sur-Morges.

Brigadier Fritz Stoeckli, professeur à l'Université de Neuchâtel, chemin des Rochettes 28, 2072 Saint-Blaise.

Colonel Hans Rudolf Fuhrer, privat-docent à l'Académie militaire de Wädenswil, Juststrasse 32, 8706 Meilen.

Colonel Roland Haudenschild, licencié en sciences politiques, Grünenbodenweg 19, 3095 Spiegel b. Bern.

Major Hubert Foerster, archiviste de l'Etat de Fribourg, route Mgr-Besson 5, 1700 Fribourg.

Adresse pour le courrier

Col Dominic M. Pedrazzini

Secrétaire général ASHSM

Bibliothèque militaire fédérale/Palais fédéral-Est

CH-3003 Berne, tél. ++ 41 (0) 31 324 50 98, fax ++ 41 (0) 31 324 50 93

e-mail dominic.pedrazzini@gs-vbs.admin.ch

www.military.ch/ASHSM

Page de couverture: Louis d'Affry représenté sur le vitrail de la salle du Grand Conseil à Fribourg. En filigrane, la carte géographique de la région de Berne-Fribourg et Soleure (1798).

Colloque
de l'Association suisse d'histoire
et de sciences militaires
Fribourg, 4 octobre 2003

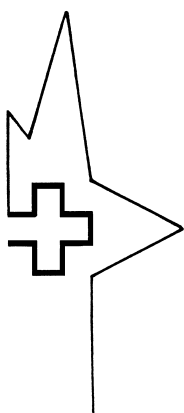
**Guerre et paix en Europe
Les enjeux militaires
de l'Acte de Médiation**

**Krieg und Frieden in Europa
Die militärischen Konsequenzen
der Mediationsakte**

1801-1803-1814

Actes publiés par le
Comité de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires
Rédaction scientifique: Hervé de Weck

ASHSM/SVMM
2004



Publié en collaboration avec la Bibliothèque militaire fédérale
et tiré à 500 exemplaires

© 2004, Association suisse d'histoire et de sciences militaires, Berne
ISBN 2-9700034-6-5

Imprimé en Suisse

Table des matières

Préface

Commandant de corps Adrien Tschumy

Introduction et cadre général..... 9

Oberst Roland Haudenschild

Chronologie 13

Discours du landamann Louis d’Affry (4 juillet 1803)..... 21

D^r Hans Rudolf Fuhrer

Strategische Lage der Schweiz. 1801-1814 23

Résumé 56

D^r Jürg Stüssi-Lauterburg

Britische Freiheit und Schweizer Freiheit..... 57

Résumé 70

Professeur Hervé Coutau-Bégarie

L'Acte de Médiation: les intentions politico-militaires de Bonaparte..... 71

Zusammenfassung 78

Major Hubert Foerster

Die eidgenössische Militärorganisation 1804-1813.

Das Bundesheer und der Beitrag der Kantone..... 79

Résumé 135

Colonel Dominic Pedrazzini

Le tribut des armes: les Suisses au service étranger. 1803-1813..... 137

Zusammenfassung 147

D^r Alain-Jacques Tornare

Les Suisses au service de la France, de la campagne de Russie

à la chute de Napoléon (1812-1814) 149

Zusammenfassung 184

Dr Georges Andrey

L'information militaire dans la presse suisse sous la Médiation.

Le cas de la «Gazette de Lausanne» lors de la campagne

d'Autriche (1809) 185

Zusammenfassung 212

Professeur Jean-Jacques Langendorf

La Suisse à la recherche d'une neutralité crédible, de l'Acte de

Médiation aux traités de Vienne et de Paris 215

Zusammenfassung 228

Adresses des auteurs 231

Veröffentlichungen der SVMM /

Publications de l'ASHSM 232

Préface

Introduction et cadre général

■ Cdt corps Adrien Tschumy¹

Le 200^e anniversaire de la remise de l'Acte de Médiation par Bonaparte à la délégation suisse le 19 février 1803 a été l'occasion de nombreuses manifestations commémoratives dans notre pays. L'événement a été marqué de manières très diverses dans les différents cantons. La perception de cet épisode et du régime de la Médiation ne peuvent être identiques dans les six nouveaux cantons (anciens «pays alliés» «pays sujets» ou «bailliages communs»), entrés à ce moment dans la Confédération, ou dans les treize Etats souverains qui formaient l'ancienne Confédération. D'autant plus que ces manifestations ont été le plus souvent pensées et organisées à l'échelon cantonal.

Fidèle à son engagement au profit de l'histoire militaire de ce pays, l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires a conçu le colloque qui s'est tenu à Fribourg, dans la prestigieuse salle du Grand Conseil, dans un cadre qui dépasse l'intérêt particulier de l'Acte de Médiation. Il semble en effet opportun d'élargir nos réflexions aux prémices, aux conditions de vie dans l'ensemble de la Confédération et aux conséquences que cet acte d'autorité de Bonaparte a eu pour la Suisse.

De 1798 à 1803, la République helvétique, Etat unitaire et centralisé, calqué sur le modèle français, avec un pouvoir fort et des cantons réduits au statut de simples unités administratives, a fait du paisible Corps helvétique de l'ancien régime un champ de bataille européen et une poudrière. A l'intérieur, l'affrontement idéologique entre «unitaires» et «fédéralistes» met en évidence deux visions opposées de la structure étatique du pays. En moins de cinq ans, la République helvétique connaît une suite de soulèvements et de coups d'Etat, plus de cinq constitutions, dont l'une, de «juste-milieu», voit le jour à Paris, après de longues tractations sous la houlette de Bonaparte, Premier consul. Signée à la

¹ Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, il travaille pendant vingt ans dans une entreprise industrielle de Genève pour le compte de laquelle il contribue à la réalisation d'aménagement hydro-électriques en Suisse et à l'étranger. Commandant d'un bataillon de fusiliers de montagne, d'un régiment d'artillerie et officier d'état-major général, il passe au service de la Confédération lorsqu'il prend le commandement de la division de montagne 10 en 1982. Commandant du corps d'armée de montagne 3 de 1989 à fin 1992. Depuis 1994, président de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires.

Malmaison, la résidence de Joséphine, elle est adoptée par le Corps législatif suisse le 29 mai 1801 mais ne sera pas réellement appliquée. C'est une base utile lors de la mise au point de l'Acte de Médiation, deux ans plus tard.

Toujours enlisés dans leurs conflits à la fin de l'année 1802, les leaders unitaires et fédéralistes demandent à Bonaparte de jouer le médiateur. Celui-ci, qui connaît bien le dossier «Suisse», ne passe pas beaucoup de temps à apprécier la situation, à prendre les choses en mains. Deux axes de pensée et d'action, en rien désintéressés, se manifestent.

L'intérêt premier de la France consulaire est de fixer la politique étrangère de la Suisse, donc dans quel camp elle doit se trouver. Pour Bonaparte, la Suisse occupe une position stratégique fondamentale dans le concept des frontières naturelles de la France. «La Suisse est un élément indispensable du dispositif de défense. Donc on a parfaitement le droit d'intervenir dans ses affaires et de demander à la Suisse d'assurer la défense de ce pays.» De plus, le Premier consul donne à la France le droit de lever chaque année en Suisse un important contingent d'hommes pour son armée. La Confédération helvétique, Etat «indépendant» mais satellite de la France, est avant tout un réservoir de soldats, qui possède des passages alpins nécessaires, voire indispensables à sa stratégie européenne.

Le deuxième intérêt majeur de la France est d'ordre économique. La guerre avec l'Angleterre a bouleversé les modalités d'échanges commerciaux. En lieu et place d'un «axe atlantique» se développe un «axe continental» qui va de Milan à Strasbourg et Francfort. La Suisse, nœud routier et voie de passage de transit par le Rhin et les cols alpins, est un élément déterminant de cet axe économique si important pour Bonaparte, Premier consul.

«Résultat arbitré d'une longue négociation bilatérale franco-suisse plutôt que compromis arraché à l'usure aux deux factions helvétiques rivales, l'Acte de Médiation, entré en vigueur le 10 mars 1803, inaugure une période originale de l'histoire suisse. Elle s'étalera sur une bonne décennie (elle prend fin le 29 décembre 1813), durée double de celle de la République helvétique (1798-1803). A titre de comparaison, la Restauration durera seize ans (1814-1830) et la Régénération dix-huit (1830-1848). Quant au «protectorat» sous lequel la Suisse aurait vécu de 1798 à 1813, c'est, pris au sens juridique du terme, une inexactitude. Certains historiens, ou prétendus tels, en ont pourtant fait leur vulgate. D'autres ont insisté sur la «domination», française s'entend, sans voir que, durant des siècles, les rois de France avaient eux aussi exercé une véritable tutelle sur la Suisse. (...). D'autres encore, mais plus justement, ont considéré que

l'hégémonie étrangère en Suisse, faite d'ingérences répétées dans ses affaires intérieures et de pressions de toute sorte, militaires, politiques, diplomatiques, économiques, religieuses, avait duré un demi-siècle, soit de 1798 à 1848, partagé en deux temps, le Congrès de Vienne marquant la césure: 1798-1815 (période française), 1815-1848 (période de la Sainte-Alliance).²»

En 1811, les relations entre Napoléon I^{er} et la Suisse se gâtent sérieusement. L'Empereur l'accuse de ne pas jouer le jeu dans l'application du Blocus continental instauré après la bataille de Iéna. Il la menace même d'annexion pure et simple. En hiver 1812, c'est le désastre de la campagne de Russie. Les contingents suisses paient un lourd tribut lors du franchissement de la Bérézina. Le mécontentement des Suisses envers l'Empereur va grandissant: politique d'annexion de la France, pressions économiques, grosses pertes parmi les militaires suisses engagés au service de l'Empire provoquent en 1813 la fin de la période de la Médiation. La Suisse cherche à retrouver son indépendance et, malgré une affirmation timide de sa neutralité, laisse les troupes austro-russes traverser le Rhin à Bâle en décembre 1813.

Durant le régime de l'Acte de Médiation, les landammans et la Diète conduisent le pays qui se trouve dans une situation difficile aux multiples paramètres:

- problèmes intérieurs;
- relations avec la France, plus particulièrement avec le Premier Consul, puis l'Empereur;
- aspects économiques de niveau européen;
- militaires suisses au service de puissances étrangères;
- relations avec les membres de la coalition (Angleterre, Russie, Autriche, Prusse);
- défaite de l'Empereur français et mise en place d'un nouvel ordre européen concrétisé par les traités de Vienne et de Paris.

Ce bref survol de la période de la Médiation montre que la compréhension historique ne peut pas se limiter au seul Acte de Médiation, d'autant plus qu'il est lui-même le modèle, en 1832-1833, du projet de révision du Pacte de 1815, d'où sortira finalement la Constitution fédérale de 1848, qui marque la naissance de la Suisse moderne³.

² Georges Andrey; Alain-Jacques Tornare: *Louis d'Affry (1743-1810) premier landamman de la Suisse. La Confédération suisse à l'heure napoléonienne*. Genève, Slatkine, 2003, p. 6.

³ Georges Andrey; Alain-Jacques Tornare: op. cit., p. 86-87.

Voilà les réflexions qui sous-tendent le programme du colloque, *Guerre et paix en Europe. Les enjeux militaires de l'Acte de Médiation*. Par touches successives, bien évidemment limitées dans leur nombre, les auteurs de communication donnent une vue d'ensemble sur une période passionnante de l'histoire militaire de notre pays.

Je remercie toutes les instances et les personnes qui ont permis la réalisation de ce colloque. Nous sommes heureux de l'avoir tenu à Fribourg, pensant au rôle déterminant joué par cette ville en 1803, qui fut cette année-là, la capitale de la Suisse et le siège de la première Diète fédérale dirigée par le landammann Louis d'Affry.

A. T.

Chronologie « Mediation »

■ Oberst Roland Haudenschild

Begriff allgemein

– «**Mediation**, die; (...) {lat.} Vermittlung eines Staates in einem Konflikt zwischen andern Staaten; Vermittlung zwischen Streitenden (...)». Duden: *Rechtschreibung der deutschen Sprache*, 21. völlig neu bearb. und erw. Auflage, hrsg. von der Dudenredaktion. Mannheim, 1996, Band 1, S. 484.

– «**Mediation** [lat., «Vermittlung»], Völkerrecht: die Konfliktlösung durch das Anerbieten eines am Streit nicht beteiligten Staates gegenüber den Streitparteien. Von der Leistung «guter Dienste» unterscheidet sich die Mediation dadurch, dass der vermittelnde Staat eigene Vorschläge zur Streitschlichtung unterbreitet. Als Streitschlichtungsmittel ist die Mediation anerkannt in Art. 33 der Satzung der Vereinten Nationen.» *Bertelsmann Lexikon* in 15 Bänden. Gütersloh, 1987, Band 10, S. 10.

– «**Médiation**, (...); bas lat. *mediatio*, de *mediare*. Entremise destinée à mettre d'accord à concilier ou à réconcilier des personnes, des partis. (...) Droit public international. Procédure de conciliation internationale organisée par le pacte de la S.D.N., puis par la charte de l'O.N.U.» *Le Grand Robert de la langue française*. Dictionnaire alphabétique et analogique, deuxième édition entièrement revue et enrichie. Paris, 1985, Tome VI, p. 331.

– «**Mediazione** (...) [dal lat. tardo *mediato* (...), der. di *mediare* (...)]. Azione esercitata da una persona (o anche da una ente, associazione, collettività, da una nazione) per accordarne altre o per far superare ad esse quelle difficoltà che le dividono (...). Diritto internazionale. La mediazione è un procedimento diretto a favorire le soluzioni di una controversia internazionale tramite l'interposizione di uno stato terzo, di un gruppo di stati terzi o di un'organizzazione internazionale, avente lo scopo di favorire l'avvio di negoziati tra le parti della controversia.» *La Piccola Treccani*, Dizionario Enciclopedico. Roma, 1995, Volume VII, p. 371.

– «**Mediation**, a practice under which, in a conflict, the services of a third party are utilized to reduce the differences or to seek a solution. Mediation differs

from «good offices» in that the mediator usually takes more initiative in proposing terms of settlement.» *The New Encyclopaedia Britannica*, 15th edition. Chicago, 1988, Volume 7, p. 999.

Begriff Schweiz

– «**Mediation**, Zeitabschnitt der Schweizer Geschichte zwischen Helvetik und Restauration, umfasst die Jahre 1803-13. Der Name leitet sich von der Mediationsakte her, die Napoleon als «Vermittler» in inneren Streitigkeiten einer schweizerischen Delegation (Helvetische Consulta) diktierte. Damit erhielt die Schweiz wieder eine föderalistische Struktur.» *Schweizer Lexikon in sechs Bänden. Luzern*, 1992, Band 4, S. 500.

Die Chronologie «Mediation» umfasst die Jahre (ab 1789 für einzelne Ereignisse) 1803 bis 1813 und endet 1815 (Zweiter Pariser Frieden).

Weltgeschehen

1789

- 14.07. Erstürmung der Bastille in Paris. Beginn der Französischen Revolution
- 26.08. Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte

1792

- 10.08. Erstürmung der Tuilerien in Paris. Tod der Schweizergarde

1799

- 09.11. Napoleon Bonaparte Erster Konsul

Geschehen in der Schweiz

1798

- 05.03. Einzug der Franzosen in Bern: Untergang der Alten Eidgenossenschaft
- 12.04. Verkündung der «einen und unteilbaren helvetischen Republik»

1802		
	30.09.	Napoleon beruft eine helvetische Consulta nach Paris ein; damit soll der Bürgerkrieg zwischen Unitariern und Föderalisten beendet werden
	10.12.	Eröffnungssitzung der «Conférence helvétique»
1803		1803
		19.02.
	Wiederaufnahme des Krieges zwischen Frankreich und England	Napoleon übergibt der Consulta die Mediationsakte («Acte de Médiation, fait par le Premier consul de la République française entre les partis qui divisent la Suisse»)
	Napoleon verkauft Louisiana an die USA	<i>1.-19. Kapitel:</i> Verfassung der 19 Kantone (13 alte und 6 neue)
25.02.	Reichsdeputationshauptschluss. Aufteilung aller geistlichen Fürstentümer und Säkularisierung des Kirchengutes in Deutschland	a) Land(sgemeinde)kantone
		b) Städtekantone
19.03.	Napoleon gibt der Schweiz eine neue Verfassung (Acte de Médiation)	c) Die neuen Kantone St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt
		<i>20. Kapitel:</i> Bundesakte («Acte fédéral»). Bundesbehörden sind Tagsatzung, Vorort und Landammann der Schweiz
		Schweizerisches Bundesheer von rund 15000 Mann
		Napoleon ernennt Louis d'Afry zum ersten Landammann der Schweiz
		Die Schweiz ist wieder ein Staatenbund mit weitgehender kantonaler Souveränität
	10.03.	Helvetische Regierung hört zu bestehen auf. Inkrafttreten der Mediationsakte. Die Eidgenossenschaft nimmt sechs neue Kantone auf und zählt nun 19 Kantone
	04.07.	Die erste eidgenössische Tagsatzung tritt in Freiburg zusammen
	27.09.	Militärkapitulation mit Frankreich auf 25 Jahre, welches bis zu 16000 Mann Schweizer werben kann
		Defensivallianz mit Frankreich auf 50 Jahre

		Napoleon erlässt Dekrete, welche die schweizerische Wirtschaft schwer treffen: Hohe Zölle, Transitverbot
1804		1804
02.12.	Krönung Napoleons I in Paris zum erblichen Kaiser der Franzosen Einführung des Code civil (Code Napoléon)	28.03. Bockenkrieg: Gefecht beim Wirtshaus Bocken oberhalb Horgen; Aufstand einiger Zürcher Landschäftler - Ablehnung der Wiedereinführung von Zehnten und Grundzinsen - gegen die Stadt Zürich
1805		1805
	Invasionsprojekt Napoleons gegen England Dritter Koalitionskrieg (England, Russland, Oesterreich, Schweden, Neapel) gegen Frankreich	Erstes schweizerisches Schwing- und Aelpferfest in Unspunnen bei Interlaken
21.10.	Vernichtung der französischen und spanischen Flotten vor Trafalgar durch Admiral Nelson (sichert die englische Seeherrschaft für ein Jahrhundert)	
02.12.	Sieg Napoleons bei Austerlitz über die Oesterreicher und Russen (Dreikaiserschlacht)	
26.12.	Friede zu Pressburg zwischen Frankreich und Oesterreich	
1806		1806
06.08.	Auflösung des «Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation» Gründung des Rheinbundes unter dem Protektorat Napoleons Vierter Koalitionskrieg (Preussen und Russland) gegen Frankreich	Preussen tritt das Fürstentum Neuenburg an Napoleon ab Juli Unter französischem Druck verbietet die Tagsatzung die Einfuhr aller englischer Manufakturwaren mit Ausnahme des Maschinengarns (ruinöse Kontinentalsperre)
14.10.	Sieg der Franzosen über die Preussen bei Jena und Auerstädt	02.09. Bergsturz von Goldau
21.11.	Napoleon erlässt das Berliner Dekret (Beginn der Kontinentalsperre gegen England. Verbot des Handels und der Kommunikation mit den Britischen Inseln)	

1807

- Mailänder Dekrete zur Verschärfung der Kontinental-sperre gegen England
- 08.02. Unentschiedene Schlacht von Eylau zwischen Franzosen und Russen
- 14.06. Sieg Napoleons in Friedland über die Russen
- 07./09.07. Friede von Tilsit mit Russland bzw. Preussen

1808

- Intervention und Krieg Napoleons in Spanien
- 02./03.05. Volksaufstand gegen französische Dominanz in Madrid
- 22.07. Kapitulation der französischen Truppen in Bailén (Spanien)
- Juli Landung eines englischen Expeditionskorps unter Wellesley in Portugal
Napoleon interveniert persönlich in Spanien zur Wiederherstellung der Situation (bis 1809)

1809

- Krieg Oesterreichs gegen Frankreich
- Volksaufstand im Tirol gegen die Fremdherrschaft Napoleons
- 22.05. Sieg der Oesterreicher bei Aspern; erste Niederlage Napoleons
- 05./06.07. Sieg Napoleons über die Oesterreicher bei Wagram
- 14.10. Friede von Schönbrunn

1810

- Absage Russlands an die Kontinental-sperre
- Zunehmende Schwierigkeiten Napoleons

1807

- 05.06. Allgemeines *Militärreglement* für die eidgenössischen Kontingentstruppen tritt in Kraft

1809

- Napoleon führt neben seinen sonstigen Kaiser- und Königstiteln auch noch den Titel eines «Médiateur de la Confédération suisse»

1810

- 31.10. Besetzung des Tessins durch italienische Truppen (bis Herbst 1813)
- 12.11. Das Wallis – seit 1803 eine «unabhängige Republik» – wird von Napoleon als «Département du Simplon» Frankreich einverleibt
Eidgenössisches Grenzzollsystem: Konfiskation aller englischen Waren;
Kolonialwaren mit ruinösem Zins belastet

		Baumwollindustrie gerät in Notlage, zunehmende Arbeitslosigkeit
1811	Wirtschaftskrise Zusammenbruch der französisch-russischen Allianz	1811 Schweizer Landeshymne <i>Rufst du mein Vaterland</i> wird offiziell (bis 1961)
1812	Britisch-amerikanischer Krieg (bis 1814) Grösste Ausdehnung des französischen Empires Russlandfeldzug Napoleons mit der «Grossen Armee» 07.09. Sieg der Franzosen über die Russen bei Borodino 14.09. Einzug Napoleons in Moskau 15.-20.09. Brand von Moskau 19.10. Rückzug Napoleons aus Russland 16.-28.11. Nach dem Uebergang über die Beresina, von Schweizer Truppen gedeckt, völlige Auflösung der «Grossen Armee» Ueber 8000 Schweizer Söldner von 9000 sterben für Napoleon in Russland	1812 28.03. Neue Militärkapitulation mit Frankreich: die Schweiz wird verpflichtet Napoleon stets 12 000 Söldner zu stellen
1813	Fünfter Koalitionskrieg (England, Russland, Oesterreich, Preussen, Schweden) gegen Napoleon 28.02. Allianz (Militärbündnis) zwischen Preussen und Russland 14.06. Oesterreich, England und Schweden treten der Koalition gegen Napoleon bei 21.06. Die Engländer besiegen ein französisches Heer bei Vitoria (Spanien) 16.-18.10. Völkerschlacht bei Leipzig. Niederlage Napoleons November Wellesley befreit Spanien; die Engländer überqueren die Pyrenäen	1813 15.11. Ausserordentliche Tagsatzung in Zürich proklamiert bewaffnete Neutralität. Schweizerregimenter verbleiben in Napoleons Heer 21.12. Durchmarsch der Alliierten zwischen Basel und Schaffhausen (Schweizer Grenztruppen ziehen sich kampfflos zurück) 23.12. Erste Erhebung gegen die Mediation in Bern: die Mediationsregierung dankt ab 29.12. Aufhebung der Mediationsverfassung durch eidgenössische Versammlung in Zürich. Beschluss: Eidgenossenschaft auf neuer Grundlage wieder aufzubauen. Neuer Bundesverein wird geschaffen

1814

- Invasion von Holland, Belgien und Frankreich durch die Alliierten
- 31.03. Einzug der Verbündeten in Paris
- 06.04. Abdankung Napoleons in Fontainebleau; er geht nach Elba ins Exil
- 30.05. Erster Pariser Friede (Frankreich behält die Grenzen von 1792)
- 18.09. Eröffnung Wiener Kongress (bis 9.6.1815): Neuordnung Europas

1815

- 01.03. Rückkehr Napoleons und Landung im Golf von Juan (Côte d'Azur)
- 20.03. Napoleon in Paris
- 18.06. Schlacht bei Waterloo (Belle-Alliance): die Verbündeten unter Wellington und Blücher besiegen Napoleon
- 22.06. Zweite Abdankung Napoleons: er wird als Kriegsgefangener der Engländer nach St. Helena (Atlantik) gebracht
- 07.07. Zweiter Einzug der Alliierten in Paris
- 20.11. Zweiter Pariser Friede: Härtere Bestimmungen für Frankreich als im Ersten Pariser Frieden (seine Grenzen werden auf den Stand von 1789 festgelegt)
Die Souveräne Europas schliessen sich in der Heiligen Allianz zusammen

1814

- 06.04. Tagsatzung (19 Kantone) in Zürich eröffnet, mit dem Auftrag, eine neue Verfassung auszuarbeiten, anstelle der Mediationsakte (Lange Tagsatzung, bis 31.8.1815)
- 09.09. Annahme des Entwurfes eines «Bundesvertrages»
- 12.09. Wallis, Neuenburg und Genf werden als Kantone in die Eidgenossenschaft aufgenommen (nun 22 Kantone)

1815

- 24.07. Der von den Alliierten veranlasste Auszug eidgenössischer Truppen endet wenig rühmlich in einem Besammlungslager bei Jougne in Frankreich
- 07.08. Neuer Bundesvertrag in Zürich von der Tagsatzung beschworen; das Heer nimmt als gemeinsame Institution eine zentrale Stellung ein
- 20.11. Zweiter Pariser Friede
In einer besonderen Urkunde anerkennen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen, Russland und Portugal die immerwährende Neutralität der Schweiz und gewähren die Unverletzlichkeit ihres Gebietes

Bibliographie

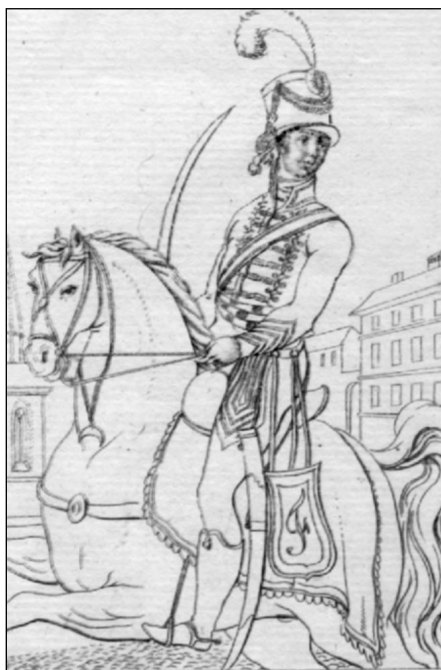
- *Bertelsmann Lexikon* in 15 Bänden. Gütersloh, Verlagsgruppe Bertelsmann, 1986-1988.
- *Handbuch der Schweizer Geschichte*, Band 2. Zürich, Verlag Berichthaus, 1977.
- *Schweizer Armee 2003*. Josef Inauen (Redaktion). Frauenfeld, Verlag Huber, 2002.
- *Schweizer Lexikon* in zwölf Bänden, Volksausgabe. Visp, Verlag Schweizer Lexikon Mengis + Ziehr, 1998-1999.



Soldat.



Tambour.



Officier de hussards.



Gendarme.

Discours de Louis d'Affry, landaman de la Suisse, à la première Diète fédérale

(4 juillet 1803)

« (...) La médiation du Premier consul m'a revêtu de pouvoirs extraordinaires. J'ai l'orgueil de penser que sa prévoyance n'a point été déçue ; j'espère avoir justifié son choix et sa confiance ; je ne pouvais la mériter, Messieurs, qu'en préparant, d'après ses vues bienfaisantes, le bonheur de la Suisse et en rappelant dans ce pays, fatigué par la révolution, la tranquillité qu'il avait perdue par elle. Ce pouvoir dangereux est resté intact dans mes mains. Il avait été calculé par la sagesse. Son existence seule a suffi. L'Acte de Médiation fixe sa durée. Mes pouvoirs extraordinaires cessent aujourd'hui ; je m'en démetts en présence de la Diète de la Suisse confédérée, et mon bonheur est grand, si la dictature que j'ai exercée obtient son suffrage. Il me sera d'autant plus précieux qu'il se trouvera d'accord avec l'approbation que le Premier consul a daigné me témoigner pendant le cours de ces fonctions importantes que sa médiation m'avait destinées.

(...) La Confédération des dix-neuf Cantons est une époque nouvelle pour notre patrie ; elle laisse en arrière les souvenirs de gloire, de prospérité et de malheurs. Oublions surtout ceux que nous aurions pu éviter et rappelons à nous ces temps de gloire, de prospérité et de vertu, qui avaient fait de notre union une nation recommandable. (...) Le Médiateur a prévu que les Cantons anciens devaient ressaisir leurs anciennes bases ; il les leur a offertes. Il a cru que les pays destinés à former de nouveaux Cantons pouvaient établir leur gouvernement sur des bases peut-être plus adaptées à notre siècle : il a deviné le vœu de chacun, il l'a sanctionné par la médiation. Sa tâche est remplie, ici commence la nôtre. J'invoque pour nous le Dieu de nos pères ; il est le même pour toute la Suisse ; son œil vigilant et paternel veille sur nous, et tous nous sommes ses enfants. Notre culte est différent : respectons la Providence.

(...) Rejetons toute pensée qui pourrait conduire à de nouvelles commotions ! Que la médiation du Premier consul demeure sacrée à nos yeux comme la charte fondamentale de la Suisse confédérée ! Sans elle, tout devient incertain, arbitraire. N'oublions pas que nous lui devons la paix dans notre pays, l'ordre qui commence à renaître de toute part, les germes de confiance semés parmi le peuple et dont nous voyons mûrir aujourd'hui les premiers fruits. N'oublions pas surtout que par elle nous sommes le peuple suisse, et que lui porter atteinte serait jeter ses armes alors qu'il faut combattre.

(...) N'ayons pas l'ambition de tout embrasser à la fois, de tout terminer dans cette première session de la Diète. La précipitation ne sympathise point avec notre caractère national. Laissons faire beaucoup au temps; vouloir lutter avec lui, c'est folie; vouloir devancer ses résultats, c'est la plus dangereuse des erreurs. Le temps est la pierre de touche de toutes les institutions humaines. Le peuple dont nous devons servir les intérêts est simple. Soyons simples comme lui. Soyons fermes, modérés et justes. Ces vertus ne se séparent point dans un bon gouvernement. (...)

Connaissez, Messieurs, ma profession de foi politique. Je dis avec franchise aux gouvernements des anciens Cantons: ne cherchez point dans la Suisse d'aujourd'hui cette Suisse que vous regrettiez à juste titre pendant les années de la révolution. Je dis avec la même franchise aux gouvernements des nouveaux Cantons: gardez-vous d'y trouver quelque ressemblance avec la Suisse révolutionnaire. Il n'en existe point. La Médiation ne consacre les erreurs d'aucun parti; elle n'est point le triomphe d'un parti sur l'autre; surtout elle ne veut point de victime. Sous ce rapport essentiel encore, notre première politique est d'être partout et toujours modérés, justes, impartiaux, de suivre une route également éloignée des deux extrêmes, d'apprécier la probité, le mérite, les talents, les services d'un homme, et non seulement son opinion.

(...) Placée au centre de l'Europe, la Suisse, tranquille au milieu des orages que la rivalité de puissance suscite trop souvent entre les grands Etats, obtiendra ce bienfait par une attention circonspecte à honorer les principes constitutifs de tout gouvernement; nous le conserverons en observant une impartialité absolue dans tous les différends qui nous seront étrangers, en empêchant qu'il se passe chez nous rien qui puisse exciter l'attention inquiète de nos voisins. Une nation loyale, paisible, simple et heureuse doit avoir des admirateurs et quelquefois des envieux.

(...) Je lis, messieurs, dans vos regards; vous vous étonnez de m'entendre parler d'une impartialité absolue: l'habitude de plusieurs siècles, le souvenir d'un bienfait immense, tout nous porte à adresser nos premiers vœux à cette puissance, qui, dès les temps les plus reculés, s'est montrée notre grande alliée et notre principal appui. La France, prompt à réparer les maux dont des chefs indignes d'elle nous avaient frappés, ne vous trouve pas moins impatients qu'elle d'en perdre le souvenir.

(...) Je déclare avec satisfaction que le gouvernement français actuel étant à mes yeux le premier bienfaiteur de la Suisse, c'est vers lui que se tourne mon attention et mon espoir. Le Premier consul demeure garant naturel des institutions qu'il a conseillées. Mon admiration pour lui égale mon attachement pour le pays qu'il gouverne; et je me réjouis de la douce certitude qu'ici mon affection n'est pas contraire à la sage politique de nos aïeux¹. »

¹ Andrey, Georges; Tornare, Alain-Jacques: *Louis d'Affry. 1743-1810. Premier landaman de la Suisse. La Confédération suisse à l'heure napoléonienne*. Genève, Givisiez, Slatkine, Fondation d'Affry, 2003, pp. 170-172.

Die strategische Lage der Schweiz (1801 - 1814)

■ Dr Hans Rudolf Fuhrer¹

Die Zeitspanne von 1801 bis 1814, zwischen dem Frieden von Lunéville am 9. Februar 1801 und dem Bundesvertrag vom 9. September 1814 bzw. dessen feierlicher Beschwörung am 7. August 1815, kann in drei markante Abschnitte gegliedert werden:

- 1798 bis 1803 die Helvetik;
- 1803 bis 1813 die Zeit der Mediation als zentraler und uns hier vor allem interessierender Zeitabschnitt;
- 1813-1814/5 der Zusammenbruch des napoleonischen Imperiums und der Beginn der Restauration.

Edgar Bonjour hat für die Darstellung dieser Zeitperiode in seiner Geschichte der schweizerischen Neutralität rund hundert Seiten verwendet. Die Monographien, Spezialstudien, Kantongeschichten, Biographien von berühmten Zeitgenossen füllen die Regale der Bibliotheken. Es scheint deshalb vermessen, auf diesem beschränkten Raum diese zwölf Jahre einigermaßen vertieft fassen zu wollen.

¹ Le colonel Hans Rudolf Fuhrer est officier de milice. Comme privat-docent, il enseigne l'histoire militaire générale et suisse à l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale et à l'Université de Zurich. Il a publié de nombreux ouvrages et contributions, entre autres *Spionage gegen die Schweiz*, *Der geheime deutsche Nachrichtendienst gegen die Schweiz im Zweiten Weltkrieg* et, récemment, *Die Schweizer Armee im Ersten Weltkrieg*, qui en est à sa troisième édition. Il siège aux comités de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires et de la Gesellschaft für Militärgeschichtliche Studienreisen.

Der Verfasser dankt Herrn Ruben Mullis für die Materialsuche und inhaltliche Hilfestellung.

1. Problemstellung

Die strategische Lage der Schweiz ist ein äusserst komplexer Begriff. Eine eigentliche Strategiediskussion können wir hier nicht führen². Nach allgemeiner Auffassung wäre unter der strategischen Ebene diejenige von gesamtstaatlicher Relevanz zu verstehen, sei sie von gesellschaftlichen, politischen, wirtschaftlichen oder militärischen Faktoren dominiert. Dabei geht bereits aus dem Titel des Symposiums hervor, dass die militärischen Aspekte im Vordergrund stehen. Dazu gehören selbstverständlich auch die militärgeographischen Gegebenheiten der Schweiz, die von den politischen und militärischen Akteuren nicht verändert, aber genützt oder vernachlässigt werden können. Diese setzen wir als bekannt voraus³.

² Napoleon spricht nur von zweierlei Arten von Taktik: «la tactique particulière» und «la tactique générale». Die zweite kann mit Strategie gleichgesetzt werden. Clausewitz beschränkt sich ebenso auf zwei Ebenen: «Die Taktik ist die Lehre vom Gebrauch der Streitkräfte im Gefecht, die Strategie die Lehre vom Gebrauch der Gefechte zum Zweck des Krieges». Jomini definiert: «La stratégie est l'art de diriger les armées sur les théâtres d'opérations; la tactique est l'art de diriger les armées sur les champs de bataille» oder «La stratégie est l'art de gagner une guerre, la tactique l'art de gagner une bataille». Im deutschen Sprachraum ist es besonders der ältere Moltke, der den Begriff «Operationen» in seiner Studie «Über Strategie» (1871) als eigenständigen Bereich der militärischen Führungsaufgabe eingeführt hat: «Die nächste Aufgabe der Strategie ist die Bereitstellung der Streitmittel, der erste Aufmarsch der Armee. Es kommen dabei die vielfältigsten politischen, geographischen und staatlichen Erwägungen in Betracht. Ein Fehler in der ursprünglichen Versammlung des Heeres ist im ganzen Verlauf kaum wieder gut zu machen. Aber diese Anordnungen lassen sich lange vorher erwägen. (...) Anders verhält es sich mit den weiteren Aufgaben der Strategie, der kriegerischen Verwendung der bereitgestellten Mittel, also bei den Operationen. Hier begegnet unserem Willen sehr bald der unabhängige Wille des Gegners. Diesen können wir zwar beschränken, wenn wir zur Initiative fertig und entschlossen sind, vermögen ihn aber nicht anders zu brechen, als durch das Mittel der Taktik, durch das Gefecht.» Die Zitate sind einem Exposé der Generalstabsabteilung entnommen, erstellt durch D^e de Quervain, Chef der Militärbibliothek am 22. Juni 1955, BAr 5560 D 1996/188, Band 58.

³ Die Schweiz ist ein europäisches Binnenland und kann stark vereinfachend in drei Bereiche aufgeteilt werden: in den Jura, die Alpen und das Mittelland mit je ihren topographischen, klimatischen, besiedlungsspezifischen und wirtschaftlichen Besonderheiten. Aufgrund der zentralen Lage in Europa ist die Schweiz ein klassisches Durchgangsland. Sie verfügt über kürzeste Verbindungswege zwischen Süddeutschland/Österreich/Frankreich im Norden und Norditalien im Süden, die verschiedenen Alpenpässe. Das Urserental bildet den Knotenpunkt von vier Pässen, was seine zentrale Stellung für den Alpen transit unterstreicht. Die Ost-West-Achsen bilden im Gebirge das Rhein- und Rhôneal, im Jura einzelne wenige Täler sowie das Mittelland, wobei dieses von den vielen Flüsse immer wieder senkrecht zur Haupttrichtung durchschnitten wird. Die Verlängerungen dieser beiden operativen Achsen durch die Schweiz (Alpen transit und Bodensee-Genfersee-Achse) weisen auf wichtige wirtschaftliche Räume Europas hin. Der nördliche Teil der Schweiz wird von der strategischen europäischen Südachse Cluj/Klausenburg-Budapest-Wien-München-Dijon-Paris oder Lyon gestreift. Norditalien ist von eigener strategischer Bedeutung. Die militärgeographische Lage der Schweiz beschert ihr somit in verschiedenen denkbaren europäischen Kriegsfällen eine wichtige Rolle.

Steht allein die strategische Ebene zur Diskussion, so geht es in dieser Studie weder um den Ablauf einzelner Gefechte noch um die detaillierte Beschreibung von Operationen, sondern allein um eine Darstellung derjenigen militärisch relevanten Elemente, welche die staatliche Existenz der Schweiz bedrohten.

Es wird aber noch komplizierter. Die Frage, was denn die Schweiz 1801-1814 sei, was denn diesen speziellen Staat auszeichne, muss in diesem Zusammenhang sofort aufgeworfen werden, um zu verhindern, dass wir – wie es leider in der Geschichtsbetrachtung immer wieder vorkommt – der Vergangenheit moderne Kategorien überstülpen und ihr so nicht gerecht werden. Für eine staatsrechtliche Erörterung – wie ein souveräner Staat, das Subjekt strategischen Handelns – ausgestaltet sei, welche Elemente ihn definieren usw. – fehlen hier wie für eine Strategiediskussion die Zeit und Raum.

Es gilt hier aber im Sinne einer Wertung daran zu erinnern, dass mit dem Wort Staat vor 1798 und nach 1803 primär ein einzelner Kanton gemeint war. Diese historische Tatsache ist von ausserordentlicher Wichtigkeit. Wir werden in der Folge diesen Aspekt – wir haben es im modernen Sinne gar nicht mit einem Nationalstaat zu tun, sondern mit einem mehr oder weniger losen Staatenbund – immer mitdenken müssen, wenn wir versucht sind, unter dem für einen strategischen Entscheid gebündelten eidgenössischen Willen eine bundesstaatliche Politik zu verstehen. Auch hier müssen wir uns thematisch bescheiden, da die Problematik facettenreich ist. Eine Analyse kantonaler Souveränität und Befindlichkeit in je immer wieder unterschiedlichen Spielräumen und Verhältnissen ist nicht möglich und muss den Kantonsgeschichten überlassen werden.

Vor all diesen Hindernissen könnten wir zurückschrecken. Wir wollen es aber mit dem amerikanischen Präsidenten Harry Truman halten, der am Tage des Ausbruchs des Koreakrieges mit Fragen bombardiert worden ist und nur mit einem Satz geantwortet haben soll: *We have got a job to do*. Gehen wir in einem Zwischschritt vor. Zuerst, gleichsam als Fundament dieses Symposiums, verschaffen wir uns einen ereignisgeschichtlichen Überblick. In einem zweiten Schritt analysieren wir zwei Dokumente, um dem Phänomen der «strategischen Lage» der Schweiz in der Mediation nachzuspüren und die Leitfrage zu beantworten: Welche militärische Konsequenz hatte die Mediationsakte?

2. Die Helvetik (1798-1803)

Als Folge des erfolgreichen Ausgangs des Ersten Koalitionskrieges im Herbst 1797 war das Gebiet der Schweiz ins Blickfeld französischer Interessen gerückt. In einer Geheimklausel des Friedensvertrages von Campo Formio hatte

Österreich auf seine linksrheinischen Gebietsansprüche verzichten müssen. Der weitere Ausbau eines «cordon sanitaire» zum Schutze der Ostgrenze Frankreichs führte bekanntlich im Folgejahr zur Eroberung der Alten Eidgenossenschaft. Schwerwiegende innenpolitische Schwierigkeiten erleichterten die Invasion und die ausländische Hilfe blieb aus.

Zwei machtpolitische Elemente prägen die Zeit der sog. *Helvetik*, der Periode nach dem Untergang der Alten Eidgenossenschaft bzw. der Ausrufung des neuen Staates am 12. April 1798 im Rathaus zu Aarau bis zur Inkraftsetzung der Mediationsakte am 10. März 1803. Zum einen ist es die *totale politische Abhängigkeit der Helvetischen Republik vom revolutionären Frankreich*. Zum andern wurde das Land zum *Kriegsschauplatz fremder Heere*.

Beginnen wir mit dem ersten Element. Am deutlichsten sichtbar wird die totale politische Abhängigkeit der Helvetischen Republik vom revolutionären Frankreich in der Helvetischen Verfassung. Das Ancien Régime wurde in einen streng zentralistisch aufgebauten, der französischen Republik nachgebildeten Einheitsstaat verwandelt. Die Struktur der bisher souveränen Orte wurde in den Grundfesten zerstört.

Die Behörden der Helvetischen Republik hatten keine freie Verfügungsgewalt über die staatlichen Gewaltmittel. Sie konnten somit keine souveräne politische Strategie verfolgen, waren Vasallen Frankreichs. Die französische Kontrolle und Bevormundung waren allgegenwärtig. Besonders deutlich wurde dies angesichts der aufflammenden Aufstände, besonders in den katholischen Regionen der Innerschweiz. Dieser Widerstand musste mit Hilfe französischer Bajonette unterdrückt werden, da die eigenen Ordnungsmittel fehlten. Der Brand von Stans und die brutale Massakrierung grosser Teile der Bevölkerung im September 1798 ist nur ein Beispiel dieser Unterdrückung⁴. Die innere Zerrissenheit des neuen Staates konnte damit nicht behoben werden. Die innenpolitischen Auseinandersetzungen zwischen Unitariern und Föderalisten entluden sich in der Folge in verschiedenen lokalen Volksaufständen, Staatsstreichen und schliesslich im «Steckli-Krieg» von 1802⁵.

⁴ Vgl. u.a. Fuhrer, Hans Rudolf: «Es sind Wilde! Krieg und Begegnung der Kulturen am Beispiel des Widerstandes in Nidwalden gegen die Helvetische Republik im Herbst 1798», XXIV. Internationales Kolloquium für Militärgeschichte in Lissabon 1998. Fuhrer, Hans Rudolf/Militärakademie an der ETH Zürich (Hrsg.): «Widerstand gegen die Helvetik», *Militärgeschichte zum Anfassen*, Band 8, Au 1998. Guzzi, Sandro: «Widerstand und Revolten gegen die Republik: Grundformen und Motive», *Helvetik – Neue Ansätze*, hrsg. von der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz 1993.

⁵ Vgl. u.a. Stüssi-Lauterburg, Jürg: *Föderalismus und Freiheit: Der Aufstand von 1802*. Brugg, 1994.

Von weitreichender Bedeutung war auch die kaum eingeschränkte Nutzung der drei wichtigsten strategischen Güter der Schweiz durch Frankreich: Operationslinien, Wirtschaftsgüter und Soldaten. Die Pressionen sind vielfältig sichtbar geworden, beispielsweise in der Offensiv-Defensiv-Allianz vom 24. August 1798. Der Vertrag verpflichtete beide, sich im Kriegsfall mit einem jeweils festzulegenden militärischen Kontingent beizustehen. Der Hilfesuchende bezahlte. Der Hilfesuchende konnte jedoch nur Frankreich sein. Diese Allianz ging weit über das hinaus, was seit Jahrhunderten die beiden «Schwesterrepubliken» militärisch verbunden hatte.

Was die wenigen Gegner der Allianz, die es überhaupt gewagt hatten, sich offen zu äussern, befürchtet hatten, traf bereits im Februar 1799 ein. Als die zweite Koalition Frankreich den Krieg erklärte, musste die Helvetische Republik 18000 Mann Hilfstruppen stellen. Freiwillig kamen jedoch kaum 600 zusammen. Drastische Rekrutierungs-Massnahmen mussten in der Folge vom helvetischen Direktorium ergriffen werden, was die neue Regierung zusätzlich verhasst machte.

Frankreich forderte zudem zwei Heeresstrassen zur freien Verfügung. Die eine Achse verlief vom Genfersee längs Jura-Aare-Rhein an den Bodensee und damit in den süddeutschen Raum; die andere verband den Genfersee durch das Wallis mit Italien, was den Ausbau des Simplons entscheidend förderte.

Schauen wir zeitlich kurz in die Zukunft, um diesen Aspekt zu erweitern. In verschiedenen Schritten hat Napoleon Bonaparte die für ihn wichtigen Operationslinien gesichert und die seit 1790 einsetzende territoriale «Amputation» der Schweiz fortgeführt⁶. In der kommenden Mediationszeit hatte die Schweiz das kleinste Territorium seit der Entstehung der XIII Orte.

⁶ Er erklärte das Wallis am 16. Mai 1802 kurzerhand zur «Rhodanischen Republik» und unterwarf sich das Tal. Die eigentliche Annexion erfolgte dann 1810 als «Departement Simplon». Das gleiche Schicksal erlitt 1807 das Dappental, ein wohl unwirtliches, aber als Rochadeachse militärisch wichtiges Juratal an der waadtländisch-französischen Grenze. Schliesslich wurden 1810 das Tessin und das bündnerische Misox militärisch besetzt und annektiert. Als Vorwand diente hier die Erklärung, dass der im Tessin schwunghaft betriebene Schmuggel mit verbotenen englischen Waren, die falsch deklariert in das französische Kaiserreich gelangten, unterbunden werden müsse. Die Fesseln der Kontinentalsperre wurden deutlich sichtbar. Erst die Niederlage in der Völkerschlacht bei Leipzig 1813 veranlasste Napoleon, die Truppen aus dem Tessin abzuziehen, diese wichtige territoriale Beute preiszugeben und die Wirtschaftsforderungen zu lockern. In diesen Zusammenhang gehören auch die französischen Ansprüche auf die bündnerischen Südtäler, auf Genf, das Bistum Basel, das Fricktal, das Fürstentum Neuchâtel und auf die bündnerischen Herrschaften Tarasp und Rhäzuns.

Damit sind wir beim zweiten Aspekt. Die Schweiz wurde seit dem Frühjahr 1799 zum *Kriegsschauplatz der europäischen Mächte und ihrer Heere*⁷. Das Gebiet zwischen Main und Alpen, zwischen Rhein und Donau einerseits sowie Oberitalien andererseits wurden zum europäischen Kriegstheater. Mit dem Beginn des Zweiten Koalitionskrieges entbrannte ein harter Kampf um den Besitz der operativen Verbindungs-, Einfalls- und Umgehungsachsen. Die Schweiz bot alle diese Möglichkeiten.

Am 14. Juni 1800 besiegte Napoleon mit seinen Truppen in der Schlacht bei Marengo die Österreicher entscheidend und am 9. Februar 1801 wurde mit diesen der Frieden von Lunéville geschlossen und ein Jahr später in Amiens (25. März 1802) ein solcher mit den Briten. Damit sind wir in der Zeitperiode, die uns interessiert.

⁷ Bereits im März 1799 fiel der französische General Masséna mit seinen Truppen über die Luziensteig und mit der Division Lecourbe über die Pässe Oberalp/San Bernardino in Graubünden ein; der österreichische Gegenangriff vertrieb die französischen Truppen und stellte die im Oktober 1798 besetzten Positionen wieder her. In der ersten Schlacht von Zürich vom 2.-6. Juni 1799 wurden die Truppen Massénas durch die österreichischen Korps unter Erzherzog Karl und General Hotze auf die Limmatlinie zurückgedrängt und in der Folge die Schweiz in zwei Fremdherrschaftszonen geteilt. Nach einer Phase des «drôle de guerre» und nach einem Teilabzug der Österreicher wurde in der zweiten Schlacht von Zürich eine russische Armee unter General Korsakow, der nun das Oberkommando in der Ostschweiz innehatte, am 25./26. September 1799 vernichtend geschlagen. Die von Oberitalien aus über den St. Gotthard geführte kühne russische Operation unter General Suworow misslang. Dieser musste unter schweren Verlusten über das Vorarlberg ausweichen; die Franzosen blieben Herr der Lage, unangefochtene Besetzer jetzt wieder in der ganzen Schweiz.

Da insbesondere England auf französische Friedensvorschläge nicht einging, wurde der Krieg 1800 weitergeführt. Napoleon, von seiner Ägypten-Expedition zurückgekehrt und Erster Konsul geworden, suchte die Entscheidung zunächst in Süddeutschland. Dann entschloss er sich, mit dem Hauptheer in Italien einzurücken und mit der Nebenaktion nördlich der Alpen die «Rheinarmee» des Generals Moreau zu beauftragen. Für die Schweiz ist hier die Direktive von Interesse, die Napoleon am 22. März 1800 dem General für seine Operation im süddeutschen Raum erteilte: «*Sie werden von den Vorteilen Gebrauch machen, die Ihnen der Besitz der Schweiz bietet, um den Schwarzwald zu umgehen und dadurch die Vorbereitungen des Feindes zu vereiteln, die er getroffen haben könnte, um dessen Engpässe zu verteidigen.*»

Moreau sollte somit schweizerisches Staatsgebiet dazu benützen, um auf dem Weg über Schaffhausen-Stein am Rhein das starke Geländehindernis des Schwarzwaldes zu umgehen und im Raum Stockach-Ulm den Österreichern in den Rücken zu fallen. Dies zeigt einmal mehr die Rolle des schweizerischen Territoriums als Umgehungsachse.

Für den Vormarsch seiner Truppen nach Italien bediente sich Napoleon seinerseits des Gebietes der heutigen Schweiz, indem er in fünf Kolonnen über die Pässe Mont Cenis, Grosser und Kleiner St. Bernhard, Simplon und Gotthard nach Italien zog. Seinem Heer gelang es, sich unerwartet im Rücken der Österreicher zu vereinigen, die eine gegen die Riviera gerichtete Stellung bezogen hatten.

Vgl. u.a. Fuhrer, Hans Rudolf: «Die beiden Schlachten von Zürich», *Militärgeschichte zum Anfassen*, Band 5. Au, 2002. 4. Auflage. Fuhrer, Hans Rudolf/Heer, Fred: «Suworow. *Militärgeschichte zum Anfassen*, Band 9. Au, 1999. *Bonaparte et les Alpes*. Colloque Bonaparte du bicentenaire. 1800-2000. SVMM (Hrsg.), 2000.

Zusammenfassend kann zur strategischen Lage der Schweiz festgehalten werden: Eine Grossmacht die in Süddeutschland und in Italien Krieg führt, hat ein strategisch-operatives Interesse an den kürzesten Verbindungen über die Alpen.

Und wie steht es mit der strategischen Freiheit des helvetischen Direktoriums und ihrer daraus erwachsenden Verantwortung? Die Antwort ist einfach. Durch die französische Besetzung war eine eigenverantwortliche Souveränität praktisch inexistent. Dass es soweit gekommen ist, haben die untereinander und innerlich uneinigen Kantonsregierungen vor 1798 zu verantworten.

Die Zeit der Helvetik wird immer wieder mit einem Januskopf verglichen⁸. Mit vielen reformerischen und zukunftsweisenden innenpolitischen Ansätzen wurde die Tür zur Neuzeit aufgestossen. Zu schwer wog aber noch weit in die Regenerationszeit hinein die Schmach der französischen Besetzung, um objektiv urteilen zu können. Es brauchte eine grosse zeitliche Distanz, um unbestreitbare Verdienste der Helvetischen Republik zu würdigen. Die Urheberchaft «Helvetik» der gesellschaftlichen Veränderungen musste mindestens unscharf geworden sein. Selbst heute gelingt das noch nicht immer problemlos.

3. Die Mediation (1803-1813)

Die Mediationsakte vom 19. Februar 1803

In den Verträgen von Lunéville und Amiens wurde die Unabhängigkeit der Batavischen, Cisalpinischen, Ligurischen und Helvetischen Republik explizit festgehalten. Faktisch war dies eine Farce. Napoleon liess sich beispielsweise am 25. Januar 1802 in Lyon von der Consulta der Cisalpinischen Republik zum Präsidenten wählen. Noch perfider inszenierte er die Festigung seiner Herrschaft in Helvetien. Er zog, rechtlich geschützt durch die beiden Verträge, im Sommer 1802 die französischen Truppen zurück. Nur wenige erkannten die Gefährlichkeit dieses Manövers. Mit dem Rückzug der französischen Truppen wurde einerseits die Unfähigkeit des Helvetischen Regimes innere Ordnung zu halten provoziert und andererseits die Lawine der Opposition lostreten. Die Wirren und die Flucht der helvetischen Regierung nach Savoyen lieferten den Vorwand, am 21. Oktober 1802 wiederum französische Truppen einrücken zu lassen. Einzig in Grossbritannien regten sich Proteste.

⁸ Jüngstens wieder durch Wartburg von, Wolfgang: *Die grossen Helvetiker*. Schaffhausen, 1997, S. 25.



ACTE DE MÉDIATION

Fait par le PREMIER CONSUL de la République française, entre les Partis qui divisent la Suisse.

BONAPARTE, premier Consul de la République ;
Président de la République italienne , AUX SUISSES.

L'HELVÉTIE , en proie aux dissensions , était menacée de sa dissolution : elle ne pouvait trouver en elle-même les moyens de se reconstituer. L'ancienne affection de la nation française pour ce peuple recommandable , qu'elle a récemment défendu par ses armes et fait reconnaître comme puissance par ses traités ; l'intérêt de la France et de la République italienne , dont la Suisse couvre les frontières ; la demande du sénat , celle des cantons démocratiques , le vœu du peuple helvétique tout entier , nous ont fait un

A

Am 10. Dezember 1802 wurde eine eidgenössische *Consulta*⁹ nach Paris zitiert. Bonaparte wollte mit den Abgeordneten die Verfassungsfrage diskutieren. Die Redaktion der «Bundesverfassung» behielt er sich persönlich vor¹⁰. Es zeugt von der kreativen Kompetenz des Ersten Konsuls, dass er in seinem Staatsmodell für die Eidgenossenschaft wohl einen losen Staatenbund vorsah, aber für all die territorialen und gesellschaftlichen Forderungen der Anhänger der Alten Ordnung wenig Verständnis zeigte. So wurden beispielsweise die Forderungen Berns zur Wiedergewinnung des Aargaus und der Waadt nicht erfüllt. In vielen Bereichen wurde das Konzept Bonapartes zur echten Vermittlung.

Am 19. Februar 1803 liess Napoleon in Paris die sogenannte Mediationsverfassung feierlich unterzeichnen. Der Ort der Unterzeichnung allein zeigt schon deutlich, dass diese Verfassung ein Diktat war¹¹. Die Mediationsakte trat am 10. März in Kraft, ohne dass eine Vernehmlassung in den Kantonen zugelassen worden wäre. Die Souveränität der Kantone wurde wieder weitgehend hergestellt und damit auch die Autorität der früheren Führungsschicht¹². Folgerichtig enthielt das Dokument die Verfassungen der neunzehn Kantone und als Anhängsel eine knapp gefasste Bundesverfassung. Dies war bewusst so geordnet. *Divide et impera*¹³!

⁹ Vgl. Stichwort «Consulta» im *Historischen Lexikon der Schweiz* (HLS).

¹⁰ Die Bestimmungen zum schweizerischen Staatenbund wurden unter dem Titel «Bundesverfassung» als zwanzigstes Kapitel der Mediationsakte nachgestellt. Vgl. *Mediationsakte 1803-2003*, hrsg. vom Schweizerischen Bundesarchiv (CD-Rom), Bern 2003.

¹¹ Die Sonderrolle Bonapartes wird überall manifest, beispielsweise in der Präambel: «*Ayant ainsi employé tous les moyens de connaître les intérêts et la volonté des Suisses, Nous, en qualité de médiateur, sans autre vue que celle du bonheur des peuples sur les intérêts desquels nous avons à prononcer, et sans entendre nuire à l'indépendance de la Suisse, statuons ce qui suit (...).*» oder im folgenden, heute etwas zynisch klingenden Satz: «*Nous reconnaissons l'Helvétie, constituée conformément au présent Acte, comme puissance indépendante. Nous garantissons la Constitution fédérale et celle de chaque canton contre les ennemis de la tranquillité de l'Helvétie, quels qu'ils puissent être.*» Und zum «Geschenk» der Mediation meinte er angeblich: Diese Vermittlung sei der Rettungsbalken, der Schiffbrüchigen in dem Augenblick dargereicht werde, in dem sie in den Abgrund versinken wollten. Sie setze die Eidgenossen wieder instand, unabhängig zu leben und erneut einen Platz unter den Völkern Europas einzunehmen, unter denen sie schon beinahe gestrichen waren.

¹² Sie verfolgte ähnliche, jedoch noch entschieden föderalistischere Ziele als die Verfassung von Malmaison zwei Jahre zuvor.

¹³ «*La chose la plus importante, c'est de fixer l'organisation de vos dix-huit Cantons; il restera enfin à déterminer votre organisation centrale, beaucoup moins importante, en réalité, que votre organisation cantonale.*» Trotz Berücksichtigung einzelner Besonderheiten waren die Kantonsverfassungen weitgehend identisch, nach dem gleichen Grundmuster aufgebaut. Frauen und Juden blieben grundsätzlich von einer politischen Partizipation ausgeschlossen. In den meisten Kantonen herrschte das Zensuswahlrecht, so dass auch unter den wahlfähigen männlichen Bürgern eine Selektion stattfand. Die persönlichen Freiheitsrechte der Helvetik wurden stark beschnitten.

Aargau, Graubünden, St. Gallen, Tessin, Thurgau und Waadt wurden als neue Kantone bestätigt. Nur Graubünden konnte seine Souveränität in die Zeit vor 1798 zurückführen. Alle andern waren erst in irgend einer Form in der Helvetischen Republik entstanden¹⁴. Dadurch entstanden jetzt drei Kantonsgruppen: die Stadtorte, die Landgemeindeorte und die sechs neuen Mediationskantone.

Der Zynismus der angeblichen Unabhängigkeit wird in vielen Beispielen manifest. Die Eidgenossenschaft musste mit Frankreich eine Militärkapitulation abschließen, die Bonaparte das Recht gab, die beiden Operationsachsen weiterhin ungehemmt zu benützen und in der Schweiz sechzehntausend Soldaten anzuwerben; im Falle eines Angriffs auf das kontinentale Territorium Frankreichs konnte er weitere achttausend Mann anfordern. Dazu kamen wiederum protektionistische Wirtschaftsbestimmungen und eine Defensiv-Allianz.

Bockenkrieg und Militärorganisation von 1804

Wie klein der Spielraum der Eigenständigkeit war, zeigen zwei Beispiele aus dem zweiten Jahr der Gültigkeit der Mediationsakte. Die Erledigung eines Aufstandes in der Zürcher Landschaft wegen der Beschneidung helvetischer Rechte, der Ordnungsdiensteneinsatz des Bundes im sog. Bockenkrieg, bewegte sich zeitweise auf Messers Schneide. Der französische Gesandte Vial erlaubte gnädig das Truppenaufgebot; er zeigte sich jedoch ungehalten, als am 28. März die Aufständischen nicht im ersten Anlauf dingfest gemacht werden konnten, und forderte ganze und nicht nur halbe Massnahmen. Bonaparte zeigte sich über die Unruhen verstimmt, betrachtete das Schauspiel als Skandal für ganz Europa, verurteilte die Todesurteile und missbilligte selbst die Gewaltanwendung. Diese Kritik muss auf dem Hintergrund der Verhandlungen über den Rückzug der letzten französischen Truppen aus der Schweiz gesehen werden. Suchte Bonaparte einen nächsten Vorwand, um gewaltsam einzugreifen und die Schweiz endgültig zu anektieren?

Die im Bockenkrieg sichtbar gewordenen Mängel im Militärwesen, wollte man an der nächsten Tagsatzung beseitigen, die Basis für eine effizientere eigene Armee schaffen¹⁵. Wohl waren in der Mediationsakte Höchstzahlen der zulässigen Mannschaft und Geldbeträge für die einzelnen Kantone fixiert worden, aber es fehlten gemeinsame Instrumente. Eine Gruppe von erfahrenen Offizieren (Ziegler und Finsler von Zürich, Müller von Schwyz, Hauser von Glarus,

¹⁴ St. Gallen: Stadt und Abtei, Toggenburg, Rheintal, Werdenberg, Gaster, Uznach und Rapperswil; Aargau: Unteraargau, Freie Ämter, Baden und das Fricktal.

¹⁵ Vgl. Beitrag von Hubert Foerster zu dieser Thematik, S. XX.

Gady von Freiburg etc.) schlugen notwendige Massnahmen vor. Es waren die Gründung einer eidgenössischen Kriegskasse, die Schaffung einer zentralen Militärschule für die Artillerie und eines Generalstabes unter Aloys von Reding vorgesehen¹⁶. Dies stiess bei Bonaparte auf wenig Gegenliebe.

Der Freiburger Louis Auguste Philippe Comte d'Affry berichtete aus Paris: *«L'Empereur est irrité de la nomination de l'état major confédéral, son motif est que le chef de cette force armée est dangereux pour l'indépendance des cantons s'il veut former des projets contre eux. Son véritable motif politique est que l'état-major, ayant Aloys (von Reding) ¹⁷ à sa tête, présente à l'Empereur français qui doute encore de la sincérité du gouvernement suisse à son égard, des motifs d'inquiétude sur l'usage qu'un homme entreprenant pourrait faire de la force suisse contre l'intérêt de la France.»*¹⁸

Aus diesen beiden Ereignissen lassen sich zwei Schlüsse ziehen. Bonaparte, der immer wieder von der schweizerischen Souveränität sprach, meinte dabei die Souveränität der Kantone, die traditionell so uneins waren, dass er von ihnen nichts zu befürchten hatte. Alle Schritte zur Stärkung der Zentralmacht wurden unterdrückt oder mindestens stark behindert. Dem Landammann der Schweiz wurde immer wieder klar bedeutet, was er zu tun habe, wenn er nicht das Risiko einer neuerlichen Besetzung eingehen wolle.

Es ist verständlich, dass der äussere Druck keine nationale Hochstimmung erzeugte, wohl aber, nach den vielen negativen Erfahrungen des Einheitsstaatsgedankens aus der Helvetik, wiederum eine Ausrichtung auf kantonale Traditionen und Eigenarten.

Die Akteure¹⁹

Es ist Zeit, sich mit einzelnen verantwortlichen Staatsmännern auseinanderzusetzen. Sie allein konnten handeln und die strategische Lage der Schweiz beeinflussen.

¹⁶ Luzern, St. Gallen, Aargau, Thurgau, Tessin und Waadt hatten gegen diese Verstärkung der Bundesgewalt gestimmt.

¹⁷ Die Wahl Aloys von Redings zum Generalstabschef erwies sich als geschickter Schachzug, um die konservativ-föderalistische Innerschweiz zu gewinnen.

¹⁸ D'Affry an Landammann von Wattenwyl, 22. August 1804, zit. nach Hunziker: *Der Landammann der Schweiz in der Mediation 1803-1813*. Zürich 1942, S. 70. Trotz dieser Irritation des Ersten Konsuls und des faktischen Verbotes wird das Jahr 2004 als 200-jähriges Jubiläum des schweizerischen Generalstabes gefeiert werden.

¹⁹ Vgl. Ebenda.

Wichtigstes Zentralorgan der Mediation wurde wiederum die Tagsatzung. Neu schuf Bonaparte das Amt eines Landammanns der Schweiz. Erstmals in der Schweizer Geschichte wurde die Aufgabe, die Eidgenossenschaft nach innen und nach aussen zu vertreten, einem Einzelnen zugewiesen. Der Erste Konsul wollte nur einen Verantwortlichen. Wie hilflos die Consulta der Willkür Bonapartes ausgesetzt war, zeigte sich bereits in dessen Rede von 12. Dezember 1802 in St. Cloud: *«Gesetzt den Fall, ich will etwas von der Schweiz, so habe ich bei eurer Zentralregierung nur einige Personen zu bestechen oder einzuschüchtern. Kantonale Magistraten dagegen antworten mir: Ich bin nicht kompetent, kommt und verschlingt unsere Berge, wenn ihr wollt; doch die Tagsatzung muss einberufen werden. Darüber vergehen zwei Monate; das Gewitter verzieht sich, der Aufschub hat das Land gerettet.»*

Die Direktorialkantone (Freiburg, Bern, Solothurn, Basel, Zürich und Luzern) hatten der Reihe nach das Bundesoberhaupt der Eidgenossenschaft zu stellen. Während der elf Jahre der Mediation standen acht Magistraten im Amt²⁰. Drei wurden zweimal ernannt: Der Freiburger Louis Auguste Philippe Comte d’Affry, der Berner Niklaus Rudolf von Wattenwyl und der Zürcher Hans von Reinhard. Alle waren bestimmt keine Windfahnen; von jedem dürfen wir annehmen, dass er gewissenhaft und rechtschaffen war und sich redlich bemühte, wie es sich für ein eidgenössisches Regierungsmitglied mit kantonaler Unterstützung gebührt. Das reicht jedoch nicht aus, wenn man sich im Herzen Europas befindet²¹. Rüttimann und die drei Zweimalernannten gelten als die fähigsten, die Basler und Solothurner als eher blass und überfordert. Jeder brachte seine persönliche Biographie mit, d’Affry als französischer Offizier im Ruhestand, Wattenwyl als Held von Neuenegg und bernischer Patrizier mit soldatischer Ausbildung in den Niederlanden, Reinhard als begüterter Zürcher Beamter und geschickter Organisator, beide letzteren in den Vierzigern. Rüttimann gehörte als einziger der neuen Elite an. Er galt als liberal, geistreich, gebildet und alles andere als lebensfern.

²⁰ 1803: Louis-Philippe d’Affry, Freiburg; 1804 Niklaus Rudolf von Wattenwyl, Bern; 1805 Peter Glutz-Ruchti, Solothurn; 1806 Andreas Merian, Basel; 1807 Hans von Reinhard, Zürich; 1808 Vinzenz Rüttimann, Luzern; 1809 zum zweiten Mal d’Affry; 1810 zum zweiten Mal von Wattenwyl; 1811 Heinrich Grimm von Wartenfels, Solothurn; 1812 Peter Burckhardt, Basel; 1813 zum zweiten Mal Reinhard.

²¹ Während den folgenden zehn Jahren wurde der europäische Kontinent, mit nur kurzen Unterbrechungen, von schweren kriegserischen Auseinandersetzungen erschüttert. Die Schweiz blieb äusserlich verschont; ihr Territorium wurde nicht mehr als Kriegsschauplatz heimgesucht. Dennoch war der Blutzoll hoch: zwischen zehn- bis fünfzehntausend Mann dienten ständig unter Bonapartes Fahnen; Schweizer Regimenter nahmen an den meisten Feldzügen teil, teilweise auf beiden Seiten – besonders in Spanien. Ein Topos des schweizerischen Kampfgeistes und der Treue zur Pflicht ist die Arrière-Garde an der Beresina 1812 geworden. Neben dem Blutzoll entstanden durch die Kontinentalsperre Napoleons und französische Schutzzölle grosse materielle Schäden.

Wattenwyl hat die Persönlichkeit Bonapartes und die Aufgabe des Landammanns schon als Mitglied der Consulta am 4. Januar 1803 aus Paris treffend analysiert: *«Es soll in der Schweiz ihm allein alles verdankt werden, auf dass die bedeutenden Leute mehr zu Frankreich hinneigen als zu anderen Mächten, denen er keinen Einfluss gestatten will; die Neutralität der Schweiz soll bestehen zu ihrem eigenen Wohl und zu Frankreichs Vortheil (...). Wir müssen uns als einen neuen Staat betrachten, unsere Altvorderen brachten den ihrigen durch die Waffen zum Aufblühen, das jetzige Geschlecht muss es thun durch Weisheit und Tüchtigkeit.»*²²

Wattenwyl hat 1804 erfahren, wie der gewährte Spielraum zu nutzen war. Im Bockenkrieg hat er seine Strategie weitgehend durchgesetzt. Es wird 200 Jahre später, d.h. im Gedenkjahr 2004, *sine ira et studio*, zu untersuchen sein, wie sein Verhalten zu werten ist. Hat er an den *«Seeherrn für die aufgesteckten helvetischen Cocarden»* nur ein revanchistisches Exempel statuieren wollen, oder hat er staatsmännisch eine drohende französische Intervention vermieden?

Der dritte Koalitionskrieg und die Grenzbesetzung von 1805

Durch die französische Vorrangstellung sah England seine traditionelle Politik des Kräftegleichgewichts auf dem Kontinent gefährdet und fand die Unterstützung Russlands, Österreichs und Schwedens. So brachte im Jahre 1805 England die dritte Koalition gegen Frankreich zustande. Das militärische Vorgehen gegen Napoleon sah drei Stossrichtungen vor: die Hauptmacht der Österreicher sollte in Italien operieren; eine zweite österreichische Armee, zu der russische Divisionen stiessen, hatte durch Süddeutschland vorzurücken; schliesslich sollte eine nördliche Armee, bestehend vor allem aus Schweden und Engländern, über Stralsund gegen Hannover vorstossen.

Nach alliierten Plänen sollten sich die in Italien und Süddeutschland vorgehenden Heere der Verbündeten auf dem Gebiet der Schweiz vereinigen und von hier aus in das ungeschützte Frankreich einfallen.

Napoleon, jetzt Kaiser der Franzosen, liess sich nicht auf die Zersplitterung seiner Kräfte ein und legte sein Schwergewicht auf Süddeutschland; nur Teilkräfte unter Masséna sollten die Österreicher in Italien aufhalten; die nördliche Angriffsgruppe wurde weitgehend ausser Acht gelassen und schwache Kräfte defensiv dagegen eingesetzt. Mit der für Napoleon typischen Schnelligkeit rückten die französischen Truppen vor und zwangen die Österreicher am 17. Oktober 1805 zur Kapitulation von Ulm. Die französischen Truppen ver-

²² Zit. nach Fischer, E.F. von: *Erinnerungen an Niklaus Rudolf von Wattenwyl*. Bern, 1867, S. 51 f.

folgten die zurückweichenden russischen und österreichischen Truppen längs der Donau und besetzten am 13. November 1805 Wien. Am 2. Dezember kam es zur berühmten Drei-Kaiser-Schlacht von Austerlitz, wo das russisch-österreichische Heer vernichtend geschlagen wurde. Der Friede von Pressburg (Bratislava) vom 26. Dezember 1805 beendete diesen Krieg.

Die Operationen dieses dritten Koalitionskriegs zeigen die Gefährlichkeit der Lage bei Kriegsausbruch. Auf Geheiss Napoleons erklärte die Tagsatzung unter Ruchti am 23. September 1805 in Solothurn die «Neutralität» und wählte einen General für den Neutralitätsschutzdienst²³. Die Wahl fiel auf von Wattenwyl, was Napoleon zu einem wilden Protest veranlasste. Er hätte lieber d'Affry gehabt. Die Grenzschutz-Kontingente rückten nur zögerlich ein und waren zudem grösstenteils von den Kantonen schlecht ausgerüstet und noch schlechter ausgebildet worden. Dennoch bildete dieser Einsatz eine hervorragende Ausbildungsgelegenheit und eine Chance, wieder einmal etwas gemeinsam zu tun. Hinter dem autonomen schweizerischen Operationsplan verbargen sich handfeste französische Interessen. Da österreichische Truppen wiederum in Süddeutschland und Italien standen, fürchtete Frankreich zurecht, der Gegner werde sich der Bündnerpässe als Rochadelinie bemächtigen. Die schweizerischen Aufgebotstruppen sollten die Lücke wenigstens als Stolperstein schliessen oder mindestens die Alliierten zu einer Neutralitätsverletzung zwingen. Das schnelle, siegreiche Vordringen der französischen Truppen befreite die Tagsatzung und ihre Armee von ihrer unlösbaren Aufgabe. Bereits nach der Kapitulation bei Ulm entschärfte sich die Lage, so dass die Schweizer Kontingente in der zweiten Januarhälfte 1806 bis auf fünf Grenzschutzkompanien zurückgezogen werden konnten.

Das schweizerische Truppenaufgebot hat trotz der unübersehbaren Mängel den Auftrag erfüllt. Die Grenzschützer und ihre Auftraggeber in Solothurn profitierten aber zweifellos von den französischen Erfolgen. Im Falle einer österreichischen Neutralitätsverletzung hätte wohl die Schweiz zu bestehen aufgehört²⁴.

²³ In der Bekanntmachung heisst es wie folgt: «(dass die Tagsatzung) (...) es als ihre heilige Pflicht ansehe, sich im Falle eines ausbrechenden Krieges vollkommen neutral zu verhalten; diese Neutralität gewissenhaft und unparteiisch gegen jede der kriegsführenden hohen Mächte und den Verbündeten zu beobachten (...) und an die Anführer ihrer Armeen die gemessensten Befehle ergehen lassen werden, dass dieselben das neutrale Schweizerische Gebiet nicht berühren, viel weniger auf demselben Posto fassen oder den Durchgang nehmen sollen.» 10500 Mann kantonale Streitkräfte wurden in ad hoc Brigaden eingeteilt und hatten die Grenzabschnitte Schaffhausen-Stein am Rhein (Brigade Ziegler), das st. gallische Rheintal (Brigade Sartory) und die Bündnergrenze (Brigade Gady) zu verteidigen. Im Raum Konstanz-Wil wurde eine Reservetruppe aufgestellt.

²⁴ Diese Wertung wird gerechtfertigt durch die Aussage Napoleons vom 25. April 1805: « (...) Car si une seule fois, la Suisse laissait violer son territoire par la Maison d'Autriche, elle serait perdue pour toujours. »

Dieser fatale Mechanismus sollte in der Zukunft noch mehrmals spielen. Bestand für eine kriegführende Macht die berechnete oder auch nur eingebildete Vermutung, der Gegner sei bereit, die Neutralität der Schweiz zu missachten oder die Schweiz sei nicht in der Lage oder Willens, eine Verletzung des neutralen Territoriums zu verhindern, so sah er sich unter Umständen gezwungen, präventiv zu handeln. Dieses präventive Handeln, um dem zur Neutralitätsverletzung bereiten Feind zuvorzukommen, ist die gefährlichste denkbare strategische Lage der Schweiz. Die Strategie der «Bewaffneten Neutralität» geht von der Überzeugung aus, eine Entscheidung zum präventiven Angriff lasse sich nur durch eine glaubwürdige Verteidigung beeinflussen. Von einer solchen kann im Spätherbst 1805 nicht die Rede sein. Hier spielte allein nur das Glück.

Die Grenzbesetzung von 1809

Auf den blutigen Schlachtfeldern von Eylau am 8. Februar 1807 und Friedland vom 14. Juni 1807 wurde der Diktatfrieden von Tilsit ermöglicht. Die harten Bedingungen machten nun auch Preussen zu einem Pufferstaat und erweiterten den französischen «cordon sanitaire» weit nach Osten. Ende des Jahres 1808 gelang der englischen Diplomatie erneut, Österreich in einen Krieg gegen Frankreich hineinzuziehen. Den zeitlichen Vorsprung, resultierend aus der überraschenden Kriegserklärung, konnten die österreichischen Truppen jedoch nicht entscheidend nutzen. Sie wurden bald gestoppt und schliesslich in der Entscheidungsschlacht von Wagram (4.-5. Juli 1809) in der Nähe von Wien besiegt, nachdem sie bei Aspern ein paar Tage zuvor kurzfristig auf einen Endsieg hofften.

In dieser Auseinandersetzung von 1809 zeigt sich eine weitere Konstante der Kriegsgeschichte. Unzählig sind die Kriege, in denen eine Kriegspartei versucht, sich mit befreundeten Kräften im Feindesland abzusprechen und die beiden Bemühungen zu koordinieren. Angriff und Volksaufstand bilden dann eine Einheit. Es ist die Kunst des Feldherrn, den Angriff nicht zu früh und auch nicht zu spät auszulösen und es ist die Kunst der Aufständischen, den Invasor als Freund der Bevölkerung beliebt zu machen. Erinnern wir uns bei dieser Gelegenheit an die Erste Schlacht von Zürich 1799, wo genau dieser Mechanismus spielte und nur die zögerliche Haltung Wiens die Wirkung der Volksaufstände gegen die Helvetische Republik verpuffen liess.

Das Beispiel zehn Jahre später ist Tirol. Tiroler Freiheitskämpfer unter Andreas Hofer und Speckbacher und ihre Freunde im Vorarlberg und im Veltlin leisteten der österreichischen Aufforderung, sich gegen die derzeit bayrische, von Frankreich unterstützte Herrschaft aufzulehnen, Folge. Es lag deshalb in

französischem Interesse, dass eidgenössische Truppen die neutrale Grenze zum Kampfraum wenigstens markierten. D’Affry berief am 30. März eine ausserordentliche Tagsatzung nach Freiburg ein und liess sich die für einen Kriegeausbruch notwendigen Vollmachten erteilen um die Mobilmachung vorzubereiten. Fünf Tage nach der Auflösung der Tagsatzung begann der offene Krieg. D’Affry bot einen Drittel des eidgenössischen Kontingentes auf, nahm mit Wattenwyl Kontakt auf und schickte von Reinhard ins Hauptquartier von Regensburg zu Napoleon, um ihm die schweizerische Neutralität zu melden. Dort erhielt dieser grundsätzlich guten Bescheid. Napoleon sah vorerst keine Veranlassung, die Schweiz für einen Durchmarsch zu nutzen. Allen war jedoch klar, dass er dieses Versprechen nur so lange einhalten werde, als dies für ihn von Vorteil sei. Das Aufgebot von ungefähr 5000 Mann auf der langen Front vom Bodensee bis zum Tessin wirkte zwar völlig unglaubwürdig; die aufgebotenen Einheiten waren zudem in einem noch schlechteren Zustand als 1805 und dennoch erfüllten sie wiederum unter von Wattenwyl wenigstens den symbolischen Zweck des Neutralitätsschutzes. Landammann d’Affry musste in dieser Krise all sein diplomatisches Geschick in die Waagschale werfen. Hier nur drei zusätzliche belastende Faktoren:

- Am 11. März marschierte ein französisches Korps über die Rheinbrücke bei Basel.
- Die französische Presse klagte die Schweiz an, sie unterstütze die Tiroler und benütze den Grenzschutz, um diesen Unterschlupf zu gewähren.
- Es ging das Gerücht, Frankreich wolle die Waadt besetzen, um die Italienachse durch das Wallis besser benützen zu können.

Der Friede von Schönbrunn vom 18. Oktober 1809 beendete den Feldzug, die Tiroler waren besiegt und die aufgebotenen eidgenössischen Kontingente konnten wieder heimkehren. Napoleon befand sich auf dem Höhepunkt seiner Macht.

Zusammenfassend können wir feststellen, dass die schweizerische Regierung weiterhin in einer Scheinautonomie handelte. Einerseits hatte Napoleon auch in diesem Feldzug die Operationsachsen durch die Schweiz nicht nötig und andererseits verhinderte die Schnelligkeit seiner Schläge, dass die Alliierten solche Gedanken überhaupt denken konnten. Napoleon legte in der Folge sein Hauptgewicht auf das Einhalten der Kontinentalsperre und stürzte damit grosse Teile der Schweiz in eine schwere Wirtschaftskrise. D’Affry wurde von Wattenwyl als Sonderbotschafter nach Paris gesandt. Seine Briefe sprachen von erfolgreichen Verhandlungen, doch nach der Rückkehr erlitt der nun Siebzigjährige einen Schlaganfall. Er konnte der Tagsatzung den Inhalt seiner Geheimsprache

mit Napoleon nicht mehr übermitteln, Notizen hatte er sich anscheinend keine gemacht. Die wirtschaftliche Not stieg. Man zählte weit über 100000 Arbeitslose. Das Jahr 1810 kann wohl als das schlimmste der Mediation bezeichnet werden.

Der desolate Zustand des Schweizer Militärs, von Napoleon bewusst nicht gefördert, verhinderte die Grundvoraussetzung für einen kräftigen Grenzschutz: die machtpolitische und militärische Glaubwürdigkeit der Massnahmen. Mit von Wattenwyl hatte die Eidgenossenschaft einen Lenker, der klug genug war einzusehen, dass man sich beugen musste, aber alles tat, sich nicht bedingungslos unterwerfen zu müssen. 1807 hat er in einem Bericht geschrieben: «*Die Schweiz dürfe auf die Huld, die Freundschaft und die Achtung des Kaisers so lange zählen, als sie sich selbst achten und des Rufes einer biederer, ordnungsliebenden Nation würdig zeigen wird; sie habe ferner, wenn auch viele Wünsche jetzt noch unbefriedigt bleiben, keinen Staat um glänzendere Vorzüge zu beneiden; weil der Genuss des Friedens und einer anspruchslosen, aber wirklichen Freiheit für ein kleines Volk unter gegenwärtigen merkwürdigen Zeitumständen schon allein das grösste Glück genannt werden soll*²⁵.»

***Der Feldzug und Durchmarsch der Alliierten von 1814*²⁶**

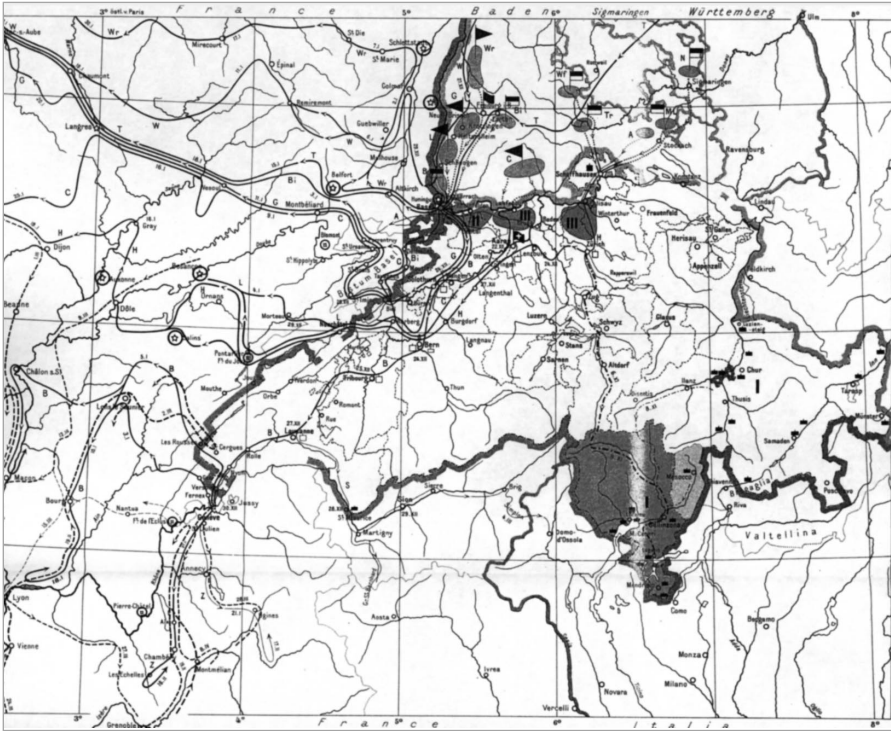
Am 18. Oktober 1813 in der Völkerschlacht bei Leipzig wurde Napoleon von der Übermacht der Verbündeten, in deren Heer sich ein vereinigtes Europa gegen den französischen Kaiser formiert hatte, entscheidend geschlagen. Der Nimbus der Unbesiegbarkeit war damit endgültig gebrochen. Am 2. November 1813 überschritt Napoleon bei Mainz den Rhein und überliess die östlichen Garnisonen ihrem Schicksal.

Der Sieg führte zu Unstimmigkeiten unter den Verbündeten; es herrschte insbesondere Uneinigkeit darüber, wie dieser Sieg auszunutzen sei.

Napoleon nahm in der Schweiz wieder Einfluss. Er drang darauf, die vorhandenen Reste der Befestigung von Genf bis zum 1. Dezember in Verteidigungszustand zu setzen. Kanonen hiez zu Grenoble herangeschafft werden. Genf hatte nicht nur die Operationsachsen aus dem Wallis und aus Savoyen als Zentralstützpunkt zu verteidigen, sondern auch Lyon und das Rhonetal zu schützen.

²⁵ Bericht Wattenwyl Oktober 1807, zit. nach Meier, Elsi: «Markus Mousson. Kanzler der Eidgenossenschaft», Zürcher Beiträge zur Geschichtswissenschaft. Zürich 1952, S. 84.

²⁶ Vgl. zu diesem Kapitel besonders, Kasser, Paul: «Der Durchmarsch der Alliierten durch die Schweiz im Winter 1813 auf 1814» *Schweizer Kriegsgeschichte*, Heft 9. Bern, 1921.



Legende zur Karte 1814

Die französische Verteidigung am Rhein sah drei Abschnitte vor: Macdonald und Molitor im Norden, von der Moselmündung bis Zwolle sowie die Ysselfront, gestützt auf Köln;

Marmont und Bertrand im Mittelabschnitt zwischen Landau und Koblenz, gestützt auf Mainz; hier legte Napoleon sein Schwergewicht; Victor im Süden zwischen Hüningen und Landau, gestützt auf Strassburg. Nun stellte sich die Frage des Hochrheins und des Jura. Das österreichische Kriegsarchiv beschreibt die französische Problematik wie folgt²⁷: «Anschliessend an den Rhein war die Schweizer Grenze zu sichern, nicht als ob man den Schweizern misstrauen würde, sondern in dem richtigen Vorgefühle – am 14. November – dass es gut sei, sich auf allen Seiten vorzusehen.»

Der zu Genf entgegengesetzt liegende Flügelstützpunkt einer Aufstellung hinter dem Jura war Belfort, dessen Kriegsbereitschaft gleichzeitig mit jener aller Sperrbefestigungen an der Schweizer Grenze (in erster Linie: Hüningen, Landskroon, das Kastell von Joux und Genf; in zweiter Linie: Belfort, Blamont, Salins und das Fort de l'Ecluse; in dritter Linie: Besançon und Pierre Châtel. Das logistische Zentrum war in Auxonne an der Saône) am 14. November angeordnet wurde. Verantwortlich für diesen Abschnitt war General Musnier in Besançon. Ihm standen bunt zusammengewürfelte Nationalgarden zur Verfügung. Ähnliche Vorkehrungen waren in den Vogesen getroffen worden.

Bei diesem Verteidigungssystem wird deutlich, dass Napoleon in operativen Linien dachte. Niederrhein/Ysselfront deckt Holland. Köln/Aachen beherrscht die Achsen zur Maas und Sambre. Mainz sperrt die Achsen an die Saar und Mosel; dieser Abschnitt ist der wichtigste, weil der kürzeste. Die Befestigungen von Belfort sperren den Aufstieg auf das Plateau von Langres.

Genf beherrscht das Rhonetal mit Lyon. Im starken Gelände der Vogesen und des Jura mit den klaren Kanalisierungen/Débouchés ist an Sperrpunkten zu halten. Hinter diesen Frontabschnitten sind zentrale Reserven aufgestellt, um je nach Lage eingreifen zu können.

²⁷ Vgl. Mitteilungen des k.u.k. Kriegsarchivs, Wlaschütz, Wilhelm: Bedeutung von Befestigungen in der Kriegführung Napoleons. Wien, 1905.

Napoleon wusste um die Länge und Schwäche der Rheinlinie. Er hatte mehrmals bewiesen, dass jede denkbare Stellung zu durchbrechen ist. Er wusste zudem um die Schwäche des französischen Heeres. Die Truppen im Norden waren in Leipzig geschlagen worden; es fehlte an neuen Rekruten und an erfahrenen Kader; das Restaufgebot der Gardes Nationales war von unsicherem Kampfwert.

Der alliierte Kampfplan sah einen dreifachen Stoss vor, im Norden die Armeen von Winzingerode und Bülow, in der Mitte Blücher und im Süden Schwarzenberg. Uns interessiert hier allein der Südabschnitt, wo die französische Schwäche genützt werden sollte. Feldmarschall Karl Philipp Fürst zu Schwarzenberg hatte also mit seinen Korps von rund 200 000 Mann den oberen Rhein zu überschreiten, das schweizerische Gebiet zur operativen Umfassung zu nützen und mit der Hauptkraft gegen Belfort und das Plateau von Langres vorzustossen. Eine etwas schwächere Nebenarmee unter Ferdinand Graf von Bubna hatte Genf zu erobern und dann sowohl den Jura als auch das Rhonetal in Besitz zu nehmen. Dort sollte Verbindung aufgenommen werden mit einer englischen Armee unter Arthur Wellesley, Duke of Wellington, die von Spanien her anmarschierte.

Die österreichische Analyse stellt die für uns entscheidende Frage: *«Ob da nicht Napoleon bereut haben mag, die Schweiz nicht besetzt zu haben; jahrelang hatte er sich mit dieser Absicht getragen.»*

Damit ist die Frage nach der strategischen Rolle der Eidgenossenschaft gestellt. Einen Monat nach der Entscheidung von Leipzig, am 15. November 1813, trat in Zürich die Tagsatzung zu einer ausserordentlichen Session zusammen und erklärte feierlich die bewaffnete Neutralität der Eidgenossenschaft. Die Tagsatzungsherren waren geschockt. Sie hatten bisher an die französische Allmacht geglaubt und sich entsprechend eingerichtet. Die Briefe des französischen Botschafters wurden plötzlich höflich und liebenswürdig. Er versprach sogar die Räumung des Tessins. Dahinter verbarg sich wahrscheinlich die Furcht, die Alliierten würden sonst die schweizerische Neutralität nicht respektieren. Die Tagsatzungsherren ernannten zum dritten Mal Alt-Landammann Rudolf von Wattenwyl zum Oberbefehlshaber des eidgenössischen Aufgebotes, boten auf Empfehlung Talleyrands rund eine Division, das erste Kontingent (15 200 Mann) auf und sagten sich los von den Bestimmungen der Kontinentalsperre. Aus Finanzgründen verzichtete man auf das doppelte oder gar vierfache Kontingent, das von Wattenwyl verlangt hatte. Die Schweizer Regimenter in Napoleons Diensten wurden nicht zurückgerufen, da noch niemand an das Sinken der Trikolore glauben wollte.

Kritisch muss gesagt werden: Alles waren entweder halbe Massnahmen oder von der Hoffnung getragen, die Respektierung der schweizerischen Neutralität durch die Grossmächte erreiche man auch mit minimalem Truppenaufgebot.

Der Kaiser der Franzosen zögerte denn auch nicht, die Neutralitätserklärung der Tagsatzung anzuerkennen. Auf Seiten der Alliierten war es besonders Zar Alexander I., u.a. beeinflusst durch Jomini und de la Harpe, der einer Anerkennung wohlwollend gegenüber stand. Die Österreicher stellten Bedingungen: Aberkennung des Titels «Mediator», Aufhebung der Militärkapitulation und die Entlassung der Schweizer Regimenter. Das wagte Reinhard nicht. Er blieb weiterhin optimistisch für einen französischen Endsieg. Widerwillig gewährte er schliesslich das zusätzliche Aufgebot eines Drittels des zweiten Kontingents. Es war längst zu spät. Die Verbündeten hatten in einer Lagebesprechung am 15. Dezember 1813 in Frankfurt beschlossen, den Durchmarsch durch die Schweiz auszulösen und den vereinbarten Operationsplan nicht zu ändern.

Am 18. Dezember wurde General von Wattenwyl im Namen des Kaisers von Österreich informiert. Die Folgen jedes unbesonnenen Widerstandes sei durch ihn zu verantworten. In der gegenwärtigen Lage der Schweiz sei die Neutralität ein Unding, «indem sie einzig zum Vortheil des französischen Kaysers diene, der dieselbe nur darum und so lange respectieren würde²⁸». Fast gleichzeitig wurde er aufgefordert, seinen Kommandanten in Basel, Oberst Johann Anton von Herrenschwand, am nächsten Tag nach Lörrach zu schicken, um vom österreichischen Generalstabschef, Friedrich Karl Gustav Freiherr von Langenau, genauere Weisungen zu erhalten. Von Wattenwyl sah die Hoffnungslosigkeit seiner Situation ein: kaum 8000 schlecht ausgerüstete und teils unausgebildete schweizerische Milizsoldaten gegen eine über zwanzigfache Übermacht. Er meldete Reinhard noch am gleichen Abend, er gedenke in den Einheiten die Ordnung aufrecht zu erhalten und sie in eine sichere Stellung zurückzuführen. *«Denn in dieser schrecklichen Crisis, die für die mehrsten Einwohner der Schweyz ein wahrer donnerschlag seyn wird, wird kaum an etwas anderes zu denken seyn²⁹.»*

Auf Betreiben verschiedener Unterhändler (u.a. Joannis Anton Graf Capo d'Istria und Ritter Ludwig von Lebzeltern) liess sich die Mehrheit der Tagsatzung am 20. Dezember 1813 dazu bewegen, den Verbündeten den Durchmarsch durch die Schweiz freizugeben und die eigenen Verbände zurückzuziehen. Reinhard hatte den Kopf verloren, gab Befehle und Gegenbefehle. Von

²⁸ General von Wattenwyl an Landammann von Reinhard, 18. 12.1813, abends. BAr Mediationsakten Nr. 447.

²⁹ Ebenda.

Wattenwyl hatte bereits gehandelt und war hinter die Aare zurückgewichen. Vom 21. Dezember 1813 in der Früh an zog Schwarzenberg mit rund 15000 Österreichern, Russen, Preussen und Süddeutschen in fünf Kolonnen durch die Schweiz. Kämpfe fanden auf schweizerischem Territorium keine statt, dennoch kam es beim Durchmarsch zu Übergriffen und Requisitionen; Krankheiten und Epidemien (Typhus) wurden eingeschleppt.

Reinhard hat in seiner Kritik an von Wattenwyls Massnahmen, vielleicht unbewusst, sein eigenes Versagen erklärt. In diesen Zeiten französischer Vorherrschaft gelte die Devise: «*De ne rien prendre sur lui, mais de représenter, de refuser, de protester et de faire rapport*³⁰.» Am 29. Dezember 1813 hob eine Versammlung der Vertreter von zehn Kantonen in Zürich (ohne Bern, Unterwalden und Solothurn) die Mediationsakte auf³¹.

Zusammenfassend kann zu den rund zehn Jahren der Mediation gesagt werden:

- Die Mediation war der zweite Teil der «Franzosenzeit», eine Periode der aussenpolitischen Ohnmacht und deshalb der fehlenden Souveränität.
- Die Eidgenossenschaft als Ganzes erfuhr durch die Mediation eine innere Befriedung.
- Während Europa in Flammen stand, genoss das Land eine weitgehende Verschonung.
- Trotz grosser Belastungen beispielsweise durch das Bereitstellen von Truppenkontingenten, trotz ständiger Drohung von Zwangsrekrutierungen, trotz verschiedenen Amputationen von Teilen des Landes und trotz verschiedener Wirtschaftskrisen aller Art vor allem in den frühindustrialisierten Gegenden, u.a. bedingt durch die Kontinentalsperre, schien die Akzeptierung der Mediation das kleinere Übel zu sein. Als übergeordnete Gefahr drohte eine ständige Besetzung durch französische Truppen und die vollständige Einbindung in die Kriegführung des Kaisers.

Zudem kann festgestellt werden, dass die Mediation im Vergleich zur Helvetik einen klaren gesellschaftspolitischen Bruch darstellte. Konservative und restaurative Elemente in der Mediationsakte verdrängten zunehmend die aufklärerisch-republikanischen Rechte und Pflichten. Die Kantone und ihre Führungsschicht wurden immer egoistischer. Der französische Gesandte in der Schweiz (1808-1813), Auguste Graf von Talleyrand, hat dies in einem Bericht vom 26. Juli 1814 treffend so umschrieben: «*Depuis cinquante ans les progrès rapides*

³⁰ Zit. nach Hunziker: *Landammann...*, S. 122.

³¹ Vgl. Meier, Elsi: «Markus Mousson...», S. 89 ff.

*que les Suisses ont fait soit dans l'agriculture, soit dans les manufactures ont augmenté l'aisance du peuple, et diminué en proportion son patriotisme. Qu'en est-il résulté? l'intérêt cantonal et l'intérêt particulier l'ont emporté sur l'intérêt national*³².»

Während sich in den sechs neuen Kantonen eine meist neue politische Führungsschicht etablierte, waren in den alten Orten die früheren regierungsfähigen Geschlechter wieder an der Macht, teilweise ergänzt durch liberale Köpfe. Die politische Gleichberechtigung aller Bürger, obwohl in der Mediationsakte vorgesehen, war den Kantonsregierungen gleichbedeutend mit Pöbelherrschaft. Die Wägsten und die Fähigsten, die treuen Hausväter des späteren Liberalismus³³ hatten sich als Obrigkeit ehrenhalber einzubringen. Das Zensuswahlrecht schuf die gewünschten Hürden.

Und die Wertung der Leistungen der Landammänner und Tagsatzungsherren? Ehrlos oder geschickt? Waren sie Täter oder nur Opfer? Verhielten sie sich geschickt wie ein sich biegendes Schilfrohr, um nicht gebrochen zu werden? – das unlösbare ethische Problem der Nidwaldner von 1799!

4. Der Zusammenbruch des napoleonischen Imperiums und der Beginn der Restauration 1813-1814/5

Am 30. März 1814 kapitulierte Paris, am 11. April musste Napoleon in Fontainebleau abdanken und wurde auf die Insel Elba verbannt. Unter dem Schutz österreichischer Truppen erlosch die Mediation und eine «Standeskommission» wurde als provisorische Regierung eingesetzt. Die schweizerische Elite war gespalten über die neue Form der Eidgenossenschaft. Sonderinteressen, kantonale Begehrlichkeiten, föderalistischer Egoismus und schweizerisches Kleinkrämertum zeichneten die Zeit der beginnenden Restauration. Eine gemässigte Partei (parti modéré ou constitutionnel) wollte die bestehende Verfassung reformieren und grundsätzlich eine Bundeslösung anstreben. Eine kleinere reaktionäre Partei (parti anti-constitutionnel ou autrichien) wollte vor allem die

³² Bericht Talleyrand vom 26. Juli 1814, zit nach Meier: «Mousson...», S. 104.

³³ «Im Hause muss beginnen, was leuchten soll im Vaterlande; aus dem Hause stammt die öffentliche Tugend und wer kein treuer Hausvater ist, dem fehlet des alten Schweizers Art und Weise.» Gotthelf, Jeremias: «Eines Schweizers Wort an den Schweizerischen Schützenverein», Sämtliche Werke, Band 15. Erlenbach ZH, 1977, S. 301.

Machtverhältnisse der alten Ordnung wieder herstellen. Der Landammann der Schweiz, der Zürcher Bürgermeister Hans von Reinhard, und seine Gesinnungsgenossen kämpften beharrlich gegen die Altgesinnten in Bern, Solothurn, Freiburg, Luzern sowie in der Innerschweiz. Die Standfestigkeit des Magistraten gehörte auch zu seinem Repertoire. Erst das Machtwort der Alliierten, sie wollten nur eine 19-örtige Eidgenossenschaft anerkennen und würden im anderen Fall militärisch intervenieren, verhinderte eine Spaltung oder eine gewaltsame Auseinandersetzung.

Eine Tagsatzung der neunzehn Kantone, am 6. April 1814 nach Zürich einberufen, hatte nun den Auftrag, eine neue Verfassung auszuarbeiten. Die Verhandlungen dauerten mit Unterbrüchen bis zum 31. August 1815 und gingen als Lange Tagsatzung in die Geschichte ein. Man feilschte, forderte und stritt sich. Zeitweise verhandelten die Parteien getrennt in Sonderbünden und dann wieder gemeinsam.

Die Gegensätze der Interessen waren nicht zu überbrücken. Auf Druck von aussen, die Alliierten waren damit beschäftigt, den französischen *cordon sanitaire* als eigene Pufferzone wiederherzustellen³⁴, raufte man sich endlich zusammen und verabschiedete mit einer Mehrheit der Kantone am 9. September 1814 förmlich und feierlich den Entwurf eines Bundesvertrages zwischen den 19 Kantonen als Grundgesetz der schweizerischen Eidgenossenschaft. Wie bei jedem Kompromiss war niemand recht zufrieden. Grenzstreitigkeiten und Entschädigungsforderungen waren ausgeklammert worden, um das erste eidgenössische Gemeinschaftswerk nach der französischen Vorherrschaft nicht zu gefährden.

Staatskanzler Markus Mousson, der wohl bestausgewiesenste und erfahrenste Politiker der Eidgenossenschaft, sagte es so: «*Qu'est-ce que c'est que cette Confédération du 8 Septembre? rien qu'une illusion, un fantôme, un édifice bâti sur les nuages*³⁵.»

Auch die progressiven Kräfte waren bitter enttäuscht. Paul Usteri, ehemaliger Präsident des helvetischen Senates bezeichnete den Bundesvertrag als «*ein*

³⁴ Belgien wurde mit Holland vereint, Genua und Sardinien zusammengeführt und der Schweiz die verlorenen Gebiete zurückgegeben: die späteren Kantone Neuenburg, Wallis und Genf. In Diskussion stand auch der Anschluss weiterer Gebiete: Pays de Gex, Nordsavoyen, Tirol, Bistum Basel, die früher bündnerischen Südtäler der cisalpinischen Republik (Veltlin, Worms/Chiavenna und Cleven/Bormio).

³⁵ Meier : Mousson..., S. 105.

Meisterstück einer echt elenden, abgeschmackten, den Bedürfnissen der Schweiz auf keine Weise entsprechenden Verfassung.»

Es wäre überzeichnet, den Bundesvertrag von 1814 als österreichisch-russisches Diktat zu bezeichnen, doch zeigen die Protokolle, dass die fremden Gesandten immer wieder eingriffen und lenkten. Der Bundesvertrag bleibt aber im Kerngehalt eine schweizerische Leistung. Dies gilt auch für die 22 kantonalen Verfassungen. Nur in Genf und Graubünden stimmte das Volk darüber ab. In allen übrigen Kantonen blieb es ein obrigkeitlicher Entscheid. Zweifellos wurden die politischen Verhältnisse noch weiter an die Verhältnisse im Ancien Régime angepasst. Nur wenige helvetische Freiheiten überlebten die Restauration. Oft erwiesen sich die Regelungen der Mediation als die vernünftigsten.

Das gleiche zerstrittene und kleinkrämerisch erbärmliche Bild zeigten die Kantone dann auch in der zweiten Phase der langen Tagsatzung zwischen dem Herbst 1814 und dem Frühjahr 1815. Viele der bisher nicht gelösten Probleme waren an den Wienerkongress delegiert worden. Dazu gehörten als wichtigste gemeinsame Anliegen die Vorstellung des Bundesvertrages und die Erwirkung der Anerkennung der Unabhängigkeit und der Neutralität.

In die stagnierenden Verhandlungen hinein, nicht nur der Schweizersektion unter Capo d'Istria, platzte die Nachricht von Napoleons Rückkehr von Elba. Am 20. März erhielt die Eidgenossenschaft noch rasch das Versprechen, dass ihr nach erfolgreichem Feldzug eine Urkunde mit der Anerkennung des Territoriums der 22 Kantone und mit der wohlwollenden Kenntnisnahme der Neutralität abgegeben werde. Die Alliierten entschieden, die Schweiz habe sich der grossen Allianz gegen Napoleon anzuschließen, den Durchmarsch zu gestatten und nicht neutral zu bleiben. In der Konvention verpflichteten sich die Alliierten im Gegenzug, der Eidgenossenschaft nötigenfalls militärisch zu Hilfe zu kommen.

Die Tagsatzung willigte am 20. Mai 1815 ein und zwei Wochen später begannen die Truppendurchmärsche durch das Wallis und über Basel in das Elsass. Das hoffentlich letzte Mal in der schweizerischen Militärgeschichte überquerte ein fremdes Heer die Alpen und überschritt den Rhein. Mit starken, zahlenmäßig überlegenen Armeen rückten die Verbündeten gegen Napoleon vor. Dieser versuchte, mit Schnelligkeit der Bewegungen und überraschenden Manövern die zahlenmäßige Unterlegenheit wettzumachen. Das Spiel war aber aus. In der Schlacht von Waterloo vom 18. Juni 1815 erlag Napoleon einer Übermacht von Engländern und Preußen unter Wellington und Blücher/Gneisenau, was seine zweite Abdankung einleitete. In dieser letzten Kriegsphase liess sich der schweizerische General Niklaus Franz von Bachmann dazu verleiten, sich

an der Liquidation von Überresten des napoleonischen Heeres auf französischem Boden mit einem Vorstoß in die Franche Comté zu beteiligen. Dieser Feldzug wurde in jeder Beziehung ein Fiasko.

Die Garantie des Territoriums und die Anerkennung der immerwährenden Neutralität der Schweiz durch die europäischen Mächte erreichte schliesslich Charles Pictet de Rochemont fast im Alleingang. Beides liege im Interesse aller europäischen Staaten, hiess es in der Pariser Akte vom 20. November 1815.

Unser Überblick über eine der wichtigsten Zeitperioden der Schweizer Geschichte findet damit ein Ende. Der totale französische Einfluss in der Helvetik und in der Mediation war durch einen diffuseren, aber nicht weniger fordernden europäischen ersetzt worden. Jetzt lockten alle europäischen Mächte mit Adelstiteln, Orden und Tabakdosen und drohten mit handfesten Forderungen. 33 Jahre hatte die Restaurationsordnung Bestand. Die Zentralgewalt der Tagssatzung war noch schwächer als in der Mediation und wurde im Zweijahres-Turnus durch Zürich, Bern und Luzern eher administrativ als exekutiv präsiert. Die Macht in diesem Staatenbund lag wiederum bei den Kantonen, was eine sinnvolle gemeinsame Aussen- und Wirtschaftspolitik verunmöglichte.

5. Zur strategischen Lage der Schweiz – der Versuch einer Analyse

Wir kommen nun zu unserer abschliessenden Analyse von zwei Dokumenten, mit deren Hilfe wir das eingangs aufgeworfene Problem abschliessend zu beantworten suchen. Hier das erste.

Freiburg im Breisgau, am 21. Dezember 1813

Am 21. Dezember 1813, der Einmarsch in die Schweiz zum Angriff gegen Frankreich war im alliierten Hauptquartier in Freiburg i.B. soeben beschlossen worden, wurde dieser Entscheid von beiden Herrschern in Wien und St. Petersburg in einer gemeinsamen Erklärung an den Landammann der Schweiz und Bürgermeister des eidgenössischen Standes Zürich, Hans von Reinhard, begründet³⁶. Die verbündeten Mächte anerkannten uneingeschränkt das Recht der

³⁶ Muralt von, Conrad: *Hans von Reinhard, Bürgermeister des eidgenössischen Standes Zürich und Landammann der Schweiz*. Zürich, 1838, S. 488. Vgl. Bonjour, Edgar: *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, Band 2. Basel, 1970, S. 185.

Eidgenossen auf vollkommene Unabhängigkeit und Wiedergewinn der verlorenen Gebiete. Sie versprachen, sich nicht in die inneren Angelegenheiten der Kantone einmischen und strikte Disziplin der Truppen zu beachten. Aber sie wollten nicht weiterhin dulden, dass das Land unter fremder Herrschaft leiden müsse. Diese neugewonnene Souveränität sei die wichtigste Voraussetzung zur Wiederherstellung der Neutralität.

Am Tag der Invasion und der Missachtung der feierlichen Neutralitätserklärung der Tagsatzung vom 12. November versprach man, diese wiederherzustellen, was dann in der Pariser Akte zwei Jahre später schliesslich auch geschehen ist.

In einer ausführlichen Rechtfertigung wurde dieser in den Augen der Koalition nur vermeintliche Rechtsbruch auch öffentlich begründet. Dieses Dokument, das im Bundesarchiv Bern unter den eidgenössischen Mediationsakten zu finden ist, wollen wir ins Zentrum unserer Überlegungen stellen³⁷. Der ungenannte Verfasser, es war wahrscheinlich Friedrich von Gentz, schreibt: *«Der unaufhaltsame Gang eines Krieges, über dessen Charakter und Zweck unter den rechtlichen und aufgeklärten Zeitgenossen keine Verschiedenheit der Meinungen mehr obwaltet, die augenblickliche Nothwendigkeit, den bisher errungenen glücklichen Resultaten dieses Krieges Bestand und Nachdruck zu geben, und den Wunsch, zu dem vorgesteckten Ziele, einen gründlichen und dauerhaften Frieden, durch die schnellsten und kräftigsten Massregeln zu gelangen, führten die Armeen der verbündeten Souverains an die Schweizerischen Gränzen, und nöthigten sie, zur Fortsetzung ihrer Operationen, einen Theil des Schweizerischen Gebietes zu betreten.»*

Es ist wenig erstaunlich, dass die Invasoren ihre eigene Anschauung als die einzig richtige, rechtmässige und vernünftige bezeichnen. Die Befreiung Europas vom französischen Joch und die Wiederherstellung eines dauerhaften Friedens war das Ziel der Koalition. Die alliierten Armeen führten einen «gerechten» Krieg. Operationen im Dienste eines «gerechten» Krieges sind grundsätzlich nicht zu legitimieren. Das schien ihm aber nicht genug. Er argumentiert deshalb weiter: *«In den Augen der Welt ist es vielleicht zur Rechtfertigung dieses Schrittes genug, dass er mit einem anerkannt gerechten und löblichen Unternehmen im nothwendigen Zusammenhange steht. Und doch würden die verbündeten Souverains selbst diese Rücksicht, so gross auch ihr Gewicht ist, nicht für hinreichend halten, wenn die Schweiz sich in einer Lage befände, wo*

³⁷ O.N., 21.12.1813. BAr Zeit der Mediation 1803-1813, CO 569, Dokument 40. Edgar Bonjour zitiert dieses Dokument aus Hilty, Carl: *Die lange Tagsatzung: Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, 2, 1887, S. 147, 149 und nennt den Verfasser: Friedrich von Gentz.

sie dem Fortgange ihrer Waffen eine rechtmässige und ächte Neutralität entgegenstellen könnte. Die Schweiz ist aber so wenig in diesem Falle, dass das, was sie heute ihre Neutralität nennt, nach allen völkerrechtlichen Grundsätzen als unzulässig und nichtig betrachtet werden darf.»

Damit stösst er ins Zentrum seiner Rechtfertigung vor. Das Recht eines unabhängigen Staates, seine politischen Verhältnisse gegen die benachbarten Staaten nach eigenem Gutdünken zu bestimmen, werde von den Alliierten nicht in Zweifel gezogen. Im Gegenteil, diese Respektierung und Wiederherstellung der staatlichen Souveränität auch kleinster Staaten sei ein weiteres Kriegsziel der Koalition.

Er fährt sachlogisch weiter: *«Auch der kleinste Staat, so lange er nur unabhängiger Entschliessungen fähig ist, darf in der Wahl seiner politischen Massregeln nicht gewaltsam beschränkt werden (...).»* Damit ist das Feld vorbereitet für seine Zwischenwertung: *«(...) und wenn er in einem Streite zwischen mächtigern Nachbarn sein Gebiet für neutral erklärt hat, würde jede Verletzung desselben eine widerrechtliche Handlung seyn.»*

Die operative Notwendigkeit der Verletzung neutralen Territoriums wäre somit kein ausreichender Grund für den Einmarsch. Es bedurfte eines weiteren Grundes, um die Grenzverletzung zu rechtfertigen. Diesen fand er in der aktuellen politischen Lage. Die Schweiz existierte nicht. Sie wurde als souveräner Staat von ihm nicht akzeptiert. Warum? Der Verfasser der Rechtfertigungsschrift gibt gleich selber die Antwort: *«Wahre Neutralität aber kann ohne den Besitz wahrer Unabhängigkeit nicht bestehen. Die angebliche Neutralität eines von fremdem Willen nicht bloss zufällig geleiteten, sondern regelmässig beherrschten Staates ist für ihn selbst ein Wort ohne Bedeutung, für seine Nachbarn ein zweyschneidiges Schwert, und nur für den, dessen Fesseln er trägt, ein sicherer Vortheil über seine Gegner, und ein sicheres Beförderungsmittel seiner Pläne. Wenn daher in einem Kriege, der ausdrücklich und einzig darauf gerichtet ist, einer verderblichen Uebermacht Gränzen zu setzen, jene unächte Neutralität ein Bollwerk für diese Uebermacht, und ein Hinderniss für die Verfechter einer bessern Ordnung der Dinge wird, so darf sie eben so wenig bestehen, als der Hauptstamm des Uebels selbst, dem sie zum Schirm und zur Vertheidigung dient.*

Dass dies das Verhältnis ist, in welchem sich gegenwärtig die Schweiz, wenn die von ihrer Bundes-Regierung beschlossene Neutralität aufrecht erhalten werden sollte, gegen Frankreich auf einer Seite und gegen die für die Europäische Freyheit bewaffneten Souverains auf der andern befinden würde, ist eine Wahrheit, die Niemand bezweifeln kann.»

Aufruf an die Bewohner der Schweiz

Damit sind wir beim zweiten Dokument. Der Oberkommandierende der alliierten Südarmee, Feldmarschall Fürst von Schwarzenberg, richtete persönlich einen «Aufruf an die Bewohner der Schweiz», der auch bei den Mediationsakten im Bundesarchiv zu finden ist³⁸. Schwarzenberg war überzeugt, dass sein Einmarsch «unter allen Freunden der alten Unabhängigkeit, des alten Ruhms und Wohlstandes, der alten von aller Welt geachteten und verehrten Foederativ-Verfassung der Schweiz die aufrichtigste Freude verbreiten wird». Bei der «Wiederherstellung eines gerechten und weisen politischen Systems für das gesammte europäische Gemeinwesen» erwarte er «überall die freundlichste Theilnahme und jede Art von Beystand und Hülfsleistung».

Bestimmten Widerwillen besorge ich nur von jenen, die ausgeartet oder verblendet genug sind, die Aufrechterhaltung der französischen Oberherrschaft, dem Wohl ihrer Mitbürger vorzuziehen, und Unzufriedenheit oder Lauigkeit allenfalls von solchen, die bey sonst rechtlichen Gesinnungen, den Einmarsch einer fremden Armee in ihr Land, als das grösste der Uebel betrachten. Die einen werden hoffentlich in einem Zeitpunkt, wo ächt-schweizerische Gefühle, durch ihre eigene Kraft die Oberhand gewinnen müssen, und wo kein fremdes Gebot, kein fremder Druck die freye Volksstimme mehr fesseln wird, wenig Anhänger finden. Die andern mögen wohl erwägen, dass augenblickliche Opfer bald verschmerzt sind, wenn die Erhaltung der höchsten Güter einer Nation, wenn eine heitre freye und glückliche Zukunft der Preis ist, und dass oder in Selbstsucht verlorne Gemüther, den verlängerten Genuss einer zweydeutigen Ruhe, durch den fortschreitenden Verfall und die bleibende Herabwürdigung des Vaterlandes zu erkaufen geneigt seyn können.»

Er verspricht in seinem Aufruf strenge Ordnung und Disziplin in seinen Truppen, pünktliche Vergütung aller Lieferungen an Verpflegungs- und Transportmitteln und möglichste Schonung des Landes. Schwarzenberg schliesst seinen Aufruf mit den hehren Worten: «*Als Freunde Euers Landes, Euers Namens, Eurer Rechte, kehren wir bey Euch ein; als solche werden wir von Eurem guten Willen und Eurer Mitwirkung überzeugt, unter allen Umständen zu Werke gehen, als solche hoffen wir, von Eurem Dank und Segenswünschen begleitet, Euer Land wieder zu verlassen, wenn das grosse Ziel, wonach wir streben erreicht und zugleich mit Eurer Freyheit und Eurem Glück, der Friede der Welt gesichert seyn wird.*»

³⁸ Schwarzenberg, o.D. BAr Zeit der Mediation 1803-1813, CO 569, Dokument 35.

Nicht minder interessant und gleichsam die ideologische Basis des Aufrufs ist Schwarzenbergs Brief vom 12. Dezember 1813 an seine Frau ebenfalls aus Freiburg. Er schreibt: *«Hier wird nun die grosse Frage entschieden werden, ob wir die Neutralität der Schweiz anerkennen oder nicht. Meine Ansicht ist bestimmt: Kein Heil für die verbündeten Heere ohne den Besitz der Schweiz. Die Verhältnisse dieses Landes gegen Frankreich sind von der Art, dass die Neutralität gegen Frankreich nur ein Wort ohne Sinn ist»*³⁹.

Zwei Aussagen sind als besonders wichtig einzustufen. Zum Einen sieht Schwarzenberg in der Befreiung der Schweiz von französischer Bevormundung eine operative Notwendigkeit für die Allianz. Die Schweiz eröffnet den Alliierten über Genf die Operationslinien nach Italien, Savoyen oder ins Rhonetal sowie über Basel und den Jura die Gewinnung des Plateaus von Langres sowie des Elsass und der Burgunderpforte. Erinnern wir uns an die spiegelbildliche Haltung Napoleons. Zum Zweiten bestreitet er die Legitimität der Neutralitätserklärung der eidgenössischen Tagsatzung als souveräne Politik und behauptet implizit, dass diese Neutralität einseitig Frankreich dienlich sei.

Es ist wohl kein Zufall, dass Schwarzenberg und Friedrich von Gentz in seiner offiziellen Rechtfertigung die gleichen Worte braucht. Es gibt gegen Frankreich im aktuellen Umfeld keine Neutralität. Es ist anzunehmen, dass Schwarzenberg das Dictum aufnimmt, mit dem Napoleon selbst 1809 in Regensburg dem eidgenössischen Gesandten, dem Zürcher Bürgermeister Hans Reinhard, angeblich seine Missbilligung der schweizerischen Neutralität kund getan hat: *«Vis-à-vis de moi, cette neutralité est un mot vide de sens qui ne vous sert qu'autant que je le veux»*⁴⁰.

³⁹ Novak, Johann Friedrich: *Briefe des Feldmarschalls Fürsten Schwarzenberg an seine Frau 1799-1816*. Wien, 1913, S. 359. Zit. nach *Schweizer Kriegsgeschichte*, Heft 9. Bern 1921, S. 20. Schwarzenberg fährt fort: *« (...) denn nichts kann sie (d.h. die Franzosen) hindern, sobald sie hinfällige Kräfte sammeln werden, unter dem wichtigsten Vorwande wie damals in die Schweiz einzudringen, und zu spät würden wir alsdann eine militärische Sünde bereuen, die durch nichts mehr in der Welt zu tilgen ist. Bei weitem der grössere Teil der Schweiz wünscht das französische Joch abzuschütteln, der geringere muss sich fügen. Aus der Schweiz kann man Frankreich empfindlich bedrohen, durch den militärischen Besitz der Schweiz wird Italien im Rücken genommen. Unverzeihlich wäre hier eine halbe Massregel.»*

⁴⁰ Steiner, Gustav: *Napoleons I. Politik und Diplomatie in der Schweiz während der Gesandtschaftszeit des Auguste de Talleyrand*, 1. Band. Zürich, 1907, S. 151 ff., hier S. 162. Zit nach: Bonjour, Edgar: *Geschichte der Schweizerischen Neutralität*, Band 2. Basel, 1970, S. 161. Eine andere Interpretation geht davon aus, dass das Zitat nur verstümmelt wiedergegeben worden sei. Napoleon habe einleitend anerkannt, dass die Neutralität für die Schweiz sehr nützlich sei. Erst dann habe er den berühmten Satz gesprochen.

Wir der Landammann der Schweiz und die Mitglieder der Tagsatzung der XIX. Cantone der Schweizerischen Eidgenossenschaft

Entbieten Euch Eidgenossen unsern Gruss!

Der Krieg noch von weniger Zeit ferne von Uns hat sich der Grenze unsers Vaterlandes, unserer Heimath genähert.

Unter diesen Umständen lag es uns den Abgeordneten der sämmtlichen Stände des Schweizer Bundes ob, die Lage des Vaterlandes zu berathen, an die kriegsführenden Mächte die angemessenen Eröffnungen abgehen zu lassen und die ferner erforderlichen Maaßregeln zu treffen.

Treu den Grundsätzen unserer Väter, haben Wir Kraft habender Vollmachten und Aufträge unserer Regierungen, mit einem Wille und einer Stimme, die Neutralität der Schweiz erklärt, und werden nun sogleich die darüber ausgestellte Urkunde den Höhen kriegsführenden Monarchen auf angemessene Weise übergeben und bekannt machen lassen.

Die Beobachtung einer strengen Neutralität hat, unter Gottes allmächtigem Schutze, Jahrhunderte lang die Freiheit und Ruhe des Vaterlandes gesichert; heute wie in jenen verkönnenen Zeiten ist Sie allein unserm Bedürfnis und unserer Lage angemessen. Wir wollen Sie also mit allen in unsern Kräften stehenden Mitteln handhaben und behaupten. Die Freiheit und Unabhängigkeit des Vaterlandes zu bewahren, seine gegenwärtige Verfassung zu erhalten, unser Gebiet unverletzt zu behaupten, das ist der einzige aber große Zweck aller unserer Anstrengungen.

Euch Eidgenossen aller 44 Stände des Bundes, ertheilen Wir von dieser im Namen des gemeinsamen Vaterlandes abgegebenen Erklärung sogleich Kenntniß, damit ein jeder von Euch, er seye wer er wolle, in dem gleichen Sinn handle und so zu dem Vaterländischen Zweck beyntrage; jeder willig und gerne das, was das Wohl und die Erhaltung des Vaterlandes von ihm fordert, leiste und erfülle, und so sich würdig seiner Väter und der Fortdauer seines Glücks bewähre.

Gott dem Allerhöchsten sey ehrfurchtsvoll Unser aller Dank für die unermesslichen Wohlthaten geweiht, mit denen Er unser Vaterland bisanhin gesegnet hat; Seinem allmächtigen Schutze sey dessen fernere Erhaltung und Ruhe durch unser aller Gebet empfohlen.

Gegeben in Zürich den 20. November 1813.

(L. S.)

Der Landammann der Schweiz,

Präsident der Tagsatzung,

Hans von Reinhard.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft,

MOUSSON.

6. Schlussgedanken

Aus der Fülle von Möglichkeiten greifen wir vier zentrale Begriffe heraus.

Militärgeographie - Militärstrategie

Es ist eine Binsenwahrheit, dass der Schweiz aufgrund ihrer speziellen geographischen Lage im Herzen Europas eine besondere strategische Bedeutung zukommt. Oft wird die strategische Lage nur militärgeographisch oder als Kriegstheater von Operationen kriegsführender Mächte verstanden. Differenzierter muss man sagen, dass die Alpentransversalen und die Rochadeachse Bodensee-Genfersee für eine kriegsführende Macht dann von besonderer Bedeutung waren, wenn sowohl der süddeutsche Raum als auch Oberitalien Kriegsschauplatz waren. Napoleon hat diese Schlussfolgerung mit den beiden geforderten Operationslinien im Offensiv-Defensiv-Bündnis vom August 1798 eindrücklich bewiesen.

Schwarzenbergs Operationen im Winter 1813/14 und im Frühsommer 1815 machen deutlich, dass die Achsen auch in umgekehrter Richtung wichtig sind und benützt werden können. Der Weg durch die Schweiz nach Westen führt zwar nicht direkt nach Paris, aber mindestens auf das Plateau von Langres und ins Rhonetal und ist befestigungsmässig der durch Frankreich ungeschützteste. Ein Angriff durch die Schweiz umfasst zudem sowohl in Richtung Ost-West als auch West-Ost jede denkbare Rheinverteidigung südlich.

Im weiteren bildete die Schweiz besonders für Frankreich ein operatives Vorfeld mit starken Geländelinien: der Rheinlinie Chur-Basel, der Linie Linth-Limmat-Aare-Rhein, der Reusslinie vom Gotthard zur Aare sowie der Linie Aare-Saane/Sense bzw. Bieler-Neuenburgersee-Mentue-Promenthouse und endlich Genf-Basel durch die Jura.

Zwischenzone West

Die Schweiz ist Teil der Zwischenzone West von Dänemark bis Italien, dem Landstreifen zwischen den beiden westeuropäischen Machtzentren Frankreich und Habsburg. Diese Zwischenzone ist einmal in der fränkischen Reichsteilung Lothar zugeteilt worden. Diese Zwischenzone dient verschiedenen strategischen Funktionen. Bei gewaltsamen Auseinandersetzungen zwischen den beiden westlichen Kontinentalmächten kann sie

- im Sinne einer abhaltenden Pufferzone besetzt;
- als Aufmarschgebiet und operatives Vorfeld gebraucht;
- oder als Durchmarschgebiet im Sinne der operativen Umfassung benützt werden.

Neutralisierung

Es ist 1815 festgehalten worden, dass eine neutrale Schweiz im Interesse des europäischen Gleichgewichtes stehe. Das müsste grundsätzlich mindestens für den Kriegsfall gelten, denn die Neutralität wird ja völkerrechtlich nur dann in vollem Umfange wirksam.

So sah es auch Clausewitz. Für ihn war die Schweiz ein grosser See zwischen zwei kriegsführenden Parteien; sie unterbrach die Verbindungen und war damit für Angreifer wie Verteidiger grundsätzlich nachteilig – ein Mittel des europäischen Gleichgewichtes. Die Schweiz verkürze aber auch die Fronten und schütze die Flanke und sei deshalb für beide vorteilhaft, so lange die Neutralität von beiden respektiert werde.

Durch diesen anscheinenden Widerspruch ist die Wirksamkeit der Neutralität in den Generalstäben der Kriegführenden vorgezeichnet. Je nach operativ-strategischer Lage war das eine oder andere wichtiger. Clausewitz meinte deshalb im Sinne der zweiten Aussage, *«man überlasse die Schweiz daher besser sich selbst und spare damit Kräfte.»*

Metternich hatte für die Schweiz 1815 eine stabilisierende Rolle in seinem europäischen Gleichgewichtssystem vorgesehen, die er Frédéric de la Harpe so mitteilte: *«Je vous assure que nous désirons rendre la Suisse très forte (...) elle est nécessaire dans notre système.»*

Am meisten nützte die Neutralität der Schweiz bis heute ihr selbst. Henri Dufour hat dies während der Neuenburger-Affäre 1856 als Staatsmaxime postuliert, indem er schreibt:

«Die Neutralität ist nun einmal eine Grundbedingung der Existenz der Schweiz; wir dürfen sie unter keiner Bedingung verletzen. Wir müssen jedes Opfer bringen, um sie zu schirmen und mit den Waffen in der Hand selbst den zurückweisen, der unser Gebiet betritt, unter dem Vorwand, es zu beschützen.»

Wir haben die Neutralität nach 1815 deshalb nie als Neutralisierung im Sinne von Metternich empfunden, sondern immer als freigewählte Strategie.

«Strategische Lage»

Selbstverständlich beeinflussen, wie einleitend gesagt, die verschiedensten Faktoren die strategische Lage eines Landes. Nur schon die verschiedenen Anschauungen von Staatlichkeit in Helvetik, Mediation und Restauration erschweren den Zugang. Jede historische Wertung wird verunmöglicht, wenn wir gar bundesstaatliche Kriterien unkritisch auf diese Zeit übertragen.

Immer wieder wird die fehlende militärische Stärke – die schwächlichen Grenzbesetzungen von 1798, 1805, 1809, 1813/14 und 1815 verleiten zu diesem Schluss – als Grund angeführt, warum die Neutralität 1798 und 1813 unglaubwürdig geworden sei.

Das greift meines Erachtens zu kurz. Wenn auch das strategische Handeln oft erbärmlich war, darf nicht vergessen werden: Die Schweiz war in der «Franzosenzeit» nicht souverän. Ohne Unabhängigkeit und ohne anerkannte territoriale Integrität gibt es keine autonome Strategie. Damit wird die Neutralität zu einer Leerformel oder zum Wunschbild.

Die Entwicklung nach 1815 hat gezeigt, dass die Auseinandersetzung um die Gestaltung der Gesellschaft und der Staatlichkeit noch wartete. Sie ist bis heute nicht abgeschlossen. Die Zeit zwischen 1798 und 1815 hat gelehrt, dass eine innenpolitische Polarisierung der Hauptgrund der staatlichen Schwäche sein kann. Es zeigt die aktuelle Entwicklung, dass wir wiederum auf diesem Wege schon weit fortgeschritten sind. Wir hätten wenig aus der Geschichte gelernt, wenn wir wieder einen Mediator brauchten, dessen Willen wir in autonomem Nachvollzug oder vorauseilendem Gehorsam erfüllen dürften, um die eigene politische Erstarrung und Handlungsunfähigkeit zu überwinden.

H.R. F.

Résumé

La Suisse, de par sa position géographique centrale en Europe, joue un rôle déterminant dans les considérations stratégiques de l'époque de la Médiation. Les transversales alpines et l'axe de pénétration lac de Constance - Genève sont d'une grande importance si l'on considère comme théâtres d'opérations les espaces de l'Allemagne du Sud et de l'Italie du Nord. Les campagnes menées par Bonaparte dès 1798 le démontrent bien. Les opérations menées par Schwarzenberg durant l'hiver 1813-1814 et lors du printemps de 1814 mettent également en évidence l'importance de ces axes.

De plus, la Suisse a toujours représenté pour la France un terrain d'opération avancé marqué par des lignes de défense fortes :

- la ligne du Rhin, de Coire à Bâle;
- la ligne Linth - Limmat - Aare - Rhin;
- la ligne de la Reuss du Gothard à l'Aare;
- la ligne Aare- Saane/Sense, respectivement lac de Bienne - lac de Neuchâtel - Menthue - Promenthouse;
- la ligne Genève - Bâle par les crêtes du Jura.

La Suisse représente également une zone intermédiaire entre les deux puissances dominantes d'alors : la France et l'Etat des Habsbourg. Lors d'un conflit entre ces deux puissances militaires continentales, cet espace peut jouer le rôle d'une zone-tampon, d'un secteur d'approche, d'un avant-terrain opératif ou d'une zone de passage créant les conditions d'un enveloppement opératif.

La fin de la période de domination napoléonienne amène la reconnaissance de la neutralité suisse, dans l'intérêt de l'équilibre européen. Mais il faut préciser que la Suisse n'accède pas à la neutralité dans le sens d'une neutralisation souhaitée par Metternich mais, au contraire, d'une stratégie librement choisie. Les événements de la période de l'Helvétique, de la Médiation et de la Restauration ont tous montré que cette neutralité pouvait être violée, conséquence du manque d'unité politique du pays et de forces militaires trop faibles engagées en protection de la frontière. Durant ce temps, la Suisse, qui n'était plus souveraine, a été le champ de bataille de l'Europe. La neutralité est alors une formule vide de sens ou un vœu sans indépendance et sans intégrité territoriale reconnue.

L'époque 1798-1815 a clairement montré qu'une polarisation politique intérieure est la raison principale de la faiblesse d'un Etat. Dans ces circonstances, la valeur stratégique d'un pays comme la Suisse dépend fortement de cette situation.

Britische Freiheit und Schweizer Freiheit

■ Dr Jürg Stüssi-Lauterburg¹

«*You and I have two countries, our own and Switzerland. When France fell and when we watched the fires of burning dockland on the night of September 7th, 1940, and wondered whether England could continue to take it, second only to the supreme horror of Hitler's evil face gloating over conquered London from the balcony of Buckingham Palace was the possibility that the swastika might fly from the roofs of Berne*².» Arnold Lunn's Worte, am Heiligabend 1942 im Nordatlantik zu Papier gebracht, spiegeln die seit der Zeit des Aufenthalts von John Knox in Genf klar dokumentierbare gegenseitige Wertschätzung zweier freier Völker, der Briten und der Schweizer.³ Ausnahmen von dieser zur Zeit Elisabeth I wie zur Zeit Elisabeth II geltenden Regel sind genau das: Ausnahmen. Milton lobte die Schweizer Freiheit, an den Ufern des Léman fanden die Gefolgsleute Cromwells während der Restauration der Stuarts Zuflucht und Freiburg war rund ein Jahrhundert danach bereit, die Stuarts aufzunehmen⁴.

In Grossbritannien fand der Absolutismus genau so wenig eine bleibende Heimstätte wie in der Schweiz⁵. Die staatliche Ordnung wurde in beiden Ländern vielmehr im Prinzip auf der Grundlage des Herkommens, des guten alten Rechts, des Vertragsrechts weiterentwickelt. Der Zusammenstoss der entschieden modernistischen, aber ebenfalls betont freiheitlichen Lehren der Französischen Revolution mit Grossbritannien und mit der Schweiz erhielt deshalb eine Note, die im Fall der absolutistischen Monarchien, etwa Österreichs oder Russlands, völlig fehlte: Briten und Schweizer betrachteten sich selber als völlig

¹ Le col EMG Jurg Stüssi-Lauterburg, docteur en histoire et chef de la Bibliothèque militaire fédérale et Service historique de l'armée, est l'auteur de nombreux ouvrages et articles relatifs à l'histoire militaire suisse, entre autres avec la collaboration de Hans Luginbühl: *Vivat das Bernerbiet. Bis an d'r Welt ihr End! Berns Krieg im Jahr 1798 gegen die Franzosen*. Historischer Verein des Kantons Bern, 2000.

² Arnold Lunn: *Mountain Jubilee*. London, Eyre & Spottiswoode, 1943, page VI.

³ Peter Barber: *Switzerland 700*. London, The British Library, 1991, ISBN 0 7123 0257 3.

⁴ Sir Walter Scott: Bart., *The Tales of a Grandfather*, vol. III. Edinburgh, Adam & Charles Black, 1888, page 1181.

⁵ Vgl. dazu Hans Luginbühl und andere: *Verachtet Herrenpossen! Verschüchert fremde Gäste! Der Bauernkrieg 1653*. Lenzburg, Merker im Effingerhof, 2003, ISBN 3-85648-124-9.

frei und anerkannten keinerlei französischen Anspruch, andere Völker zu befreien. Andererseits bestand in beiden Ländern relativ viel Verständnis für den französischen Versuch, aus dem Absolutismus herauszukommen, sogar in der Schweiz, deren Erfahrungen mit der Revolution ja aufgrund der Massakrierung der königlich französischen Schweizergarde und der anschliessenden Ermordung auch gefangener Schweizer in den Monaten August und September 1792 alles andere als positiv waren.

Deutlich später als die kontinentalen Monarchien griff Grossbritannien zum Schwert. Während der Kanonade von Valmy im September 1792 war Grossbritannien noch so neutral wie die Schweiz und erst, als die Franzosen der konstitutionellen Inselmonarchie den Kopf eines Königs als Herausforderung vor die Füsse warfen, konnte auch die friedfertige⁶ Regierung William Pitts den Appell an die Waffen nicht mehr verhindern. Dass es sich beim Gegensatz zwischen dem konstitutionellen Grossbritannien mit seinem gewählten Unterhaus und seiner Pressefreiheit und dem revolutionären Frankreich um etwas prinzipiell Anderes handelte als beim Zusammenstoss absoluter Monarchen mit der Republik an der Seine, war vielen Beteiligten von Anfang an klar. Der Karikaturist Thomas Rowlandson gab seiner Sicht des Jahrs 1793 den Titel:

The Contrast 1793
British Liberty French Liberty
Which is best ?

Rowlandsons Antwort ist deutlich: Die majestätisch sitzende britische Freiheit mit der Magna Carta und der Waage der Gerechtigkeit in den Händen, den Löwen zu Füssen, Speer und Schild zur Seite und ein Schiff mit schwellenden Segeln auf dem Meer kontrastiert mit einer buchstäblich über Leichen gehenden französischen Freiheit mit Medusenhaupt, abgeschnittenem Kopf auf dem Dreizack und Gehängtem an Laterne im Hintergrund⁷. War es der revolutionä-

⁶ William Pitt im Unterhaus am 17. Februar 1792: «*We must not count with certainty on a continuance of our present prosperity during such an interval; but unquestionably there never was a time in the history of this country when, from the situation of Europe, we might more reasonably expect fifteen years of peace, than we may at the present moment.*» R. Coupland, M.A.: *The War Speeches of William Pitt*. Oxford, Clarendon, 1915, page 16.

⁷ Die beigelegten Legenden lauten bei der britischen Freiheit «*Religion morality loyalty obedience to the Laws, independence, personal security, justice, inheritance, protection of property, industry, national prosperity, hapiness*» und bei der französischen Freiheit «*Atheism, perjury, rebellion, treason, anarchy, murder, equality, madness, cruelty, injustice, treachery, ingratitude, idleness, famine, national & private ruin.*» M. Dorothy George, Litt.D.: *English Political Caricature, 1793-1832*, **. Oxford, Clarendon, 1959, plate 1.

ren französischen Propaganda im Falle Grossbritanniens noch möglich, mit der Tatsache zu spielen, dass Georg III. immerhin auch ein König war, fiel diese Möglichkeit im Falle der Schweiz und der Vereinigten Staaten von Amerika dahin. Dies spürten die prinzipienfesteren Revolutionäre an der Seine und allen voran Maximilien Robespierre. Hart aber nicht ungerecht bezeichnete Robespierre die für eine Revolutionierung Helvetiens tätigen Agitatoren als «*certains comités ténébreux qui se tiennent à Paris, composés de banquiers, d'étrangers & d'intrigants couverts d'un masque de patriotisme*» und liess die Convention am 17. November 1793 ein Gesetz beschliessen, dessen Artikel II Frieden und Freundschaft mit den beiden einzigen ausser Frankreich damals nennenswerten wirklich republikanischen Staatswesen verkündete: «*Les traités qui lient le Peuple français aux Etats-Unis d'Amérique et aux Cantons Suisses seront fidèlement exécutés*⁸.»

Bedrängt und prinzipienfest blieb die französische Politik bis in den Sommer 1797 dieser Haltung gegenüber den USA und der Schweiz treu. Angesichts der direktorialen Führungséquipe, in welcher an Lebensgenuss, Macht und Wohlstand mehr denn an Grundsätzen orientierte Leute wie Paul Barras den Ton angaben, und insbesondere angesichts des sich seit seinen Erfolgen in Oberitalien immer deutlicher abzeichnenden beherrschenden Einflusses General Napoléon Bonapartes darf es allerdings nicht erstaunen, dass dann ein jäher Wechsel eintrat. Der Umschwung fällt zeitlich ungefähr mit der Ablösung Charles Delacroix (des Vaters des Malers) als Aussenminister durch Charles Maurice de Talleyrand zusammen, ist also auf Mitte Juli 1797 zu datieren. Wie tiefgreifend die Änderung war, illustrieren Tatsachen wie, dass 1795 Frankreich und seine Feinde Preussen und Spanien in Basel Frieden schlossen, dass 1796 Grossbritannien in Basel Friedensfühler nach Frankreich ausstreckte⁹ und dass in den Vorfrieden von Leoben zwischen Frankreich und Österreich noch am 18. April 1797 die folgenden, die Rechte des mit Österreich verbündeten Grossbritanniens respektierenden Worte gesetzt worden waren: «*Les deux parties contractantes enverront au plus tôt des plénipotentiaires dans la ville de Berne, pour y traiter et conclure, dans l'espace de trois mois, ou plus tôt, si faire se pourra, la paix définitive entre les deux puissances. A ce congrès seront admis les plénipotentiaires des alliés respectifs, s'ils accèdent à l'invitation qui leur sera faite*¹⁰.»

⁸ Hans Luginbühl und andere: *Vivat das Bernerbiet...*, Seiten 57, 58.

⁹ R. Coupland, M.A.: *The War Speeches of William Pitt*. Oxford, Clarendon, 1915, pages 137, 153, 156, 157.

¹⁰ Hans Luginbühl und andere: *Vivat das Bernerbiet...*, Seite 66.

Diese – in Grossbritannien sorgfältig und nicht ohne Hoffnung registrierte¹¹ – Bestimmung des Vorfriedens von Leoben wurde den Franzosen und Bonaparte allen voran jedoch sehr bald unangenehm, da angesichts der erschöpften Finanzen der partnerschaftliche Länderraub mit Österreich als materielle Grundlage eines Friedens in den Vordergrund rückte (Venedig an Österreich und die Schweiz an Frankreich). Bereits am 22. April 1797 hatte der Mitunterhändler Bonapartes, General Henri Jacques Guillaume Clarke, nachmals Herzog von Feltre, nach Paris geschrieben, Bern sei ein unangenehmer Verhandlungsort, weil der Kanton Bern Frankreich nicht wohlgesinnt sei, weil es in der Schweiz von Emigranten wimmle und weil dort der britische Diplomat William Wickham aktiv sei.

Die Verhandlungen Bonapartes mit Österreich zogen sich in die Länge, weil die kaiserliche Diplomatie ebenso wie die Briten im Sommer 1797 auf einen royalistischen Umschwung der französischen Innenpolitik hofften, eine Wendung, die durch die Wahlen François Barthélemys zum Direktor und Charles Pichegrus zum Präsidenten des Rats der 500 Ende Mai und zu Beginn des Junis begünstigt wurde. Bonaparte sandte ein Truppendetachment unter Pierre François Charles Augereau aus Italien an die Seine und mit dieser Hilfe vermochte sich sein alter Gönner Paul Barras im Staatsstreich des 18. Fructidor (4. September 1797) durchzusetzen und damit die harte revolutionäre Linie auch gegenüber der Schweiz und den USA definitiv zur Geltung zu bringen. Das langsame, aber in aller Regel wohl informierte (und geschickt agierende) Wien schloss im Oktober 1797 mit Bonaparte den, sowohl gegen Grossbritannien als auch gegen die Schweiz gerichteten, so genannten Frieden von Campo Formio, der (durch das Frankreich von Österreich im Geheimartikel 6 eingeräumte Recht, in der Schweiz die Helvetische Republik einzurichten und überhaupt beliebig mit unserem Land übereinzukommen) die Grundlagen für die Eroberung der Schweiz im März 1798 legte. Was interessierte Bonaparte, Barras, Talleyrand, kurz was interessierte primär die definitiv seit dem Fructidor-Staatsstreich in Frankreich tonangebenden Menschen? Die kurze Antwort auf diese Frage lautet: «*De l'argent, de l'argent, de l'argent!*»¹². Sir William Hamilton, britischer Botschafter in Neapel, beschrieb die damalige Haltung des französischen Direktoriums mit den Worten: «*Deliver your money or I will blow your brains out*»¹³. In unterschiedlichem Ausmass gesellten sich zum zentralen Anliegen

¹¹ R. Coupland, M.A.: op. cit., page 212. Premierminister William Pitts Rede vom 10. November 1797 enthält folgende Passage: «*It is true, too, that, subsequent to that period, in the preliminaries concluded between the Emperor and France, it was agreed to invite the allies of each party to a congress, which, however, was never carried into execution.*»

¹² Hans Luginbühl und andere: *Vivat das Bernerbiet*..., Seite 80.

¹³ David Constantine: *Fields of Fire, A Life of Sir William Hamilton*. London, Weidenfeld & Nicolson, 2001, ISBN 0 297 81888 0, page 214.

Geld zweitrangige Ziele wie die Macht. So erklärte Bonaparte in einer Diskussion mit den österreichischen Unterhändlern am 30. September 1797, wenn er ein russischer Adliger mit 100000 Leibeigenen wäre, würde er daraus Soldaten machen, dem Souverän den Krieg erklären und sich des Throns bemächtigen; am 11. Oktober 1797 liess der Korse in Udine während den Verhandlungen vernehmen «*qu'il se croyait au-dessus de tous les Rois*»¹⁴.

Zu beiden Zielen, Geld und Macht, war Bonaparte durch militärische Erfolge gekommen und so erstaunt es wenig, zu sehen, dass er danach bis zum Ende seiner Karriere dieselbe Methode zum selben Zweck anwendete. Das Direktorium in Paris versuchte mittlerweile, sich von Kriegführenden und von Nichtkriegführenden die Verschonung abkaufen zu lassen. Grossbritannien sollte den Frieden kaufen¹⁵ und selbst den USA wurde die Bezahlung von Bestechungsgeldern und die Gewährung von Krediten zugemutet, was die selbstbewussten Amerikaner ablehnten und was jenseits des Atlantiks die XYZ-Affäre auslöste¹⁶.

Bonapartes altes Rezept – Geld und Macht durch Eroberung – schien sich im März 1798 in der Schweiz ein weiteres Mal zu bewähren. Frankreich behändigte nicht nur die Staatsschätze, sondern griff auch die Privatvermögen von Familien an¹⁷, deren Angehörige bisher zu den politisch bestimmenden Kreisen gehört hatten.

Die Schweiz war aber keine Monarchie und der auch dieser Eroberung umgehängte revolutionär-emanzipatorische Mantel deshalb äusserst fadenscheinig. Die parlamentarische und öffentliche Wirkung der französischen Eroberung der Schweiz war in Grossbritannien entsprechend bedeutend. Typisch ist die Londoner Times, welche am 24. März 1798 schrieb: «*In the Message of the DIRECTORY, we find the subjugation of Switzerland to be considered as a signal victory gained over England; and the Staff of the two Armies of the Rhine and of Italy having met at a civic banquet under the walls of Berne drank, as their first toasts, «to the Ruin of England». The DIRECTORY is therefore not mistaken as to the lively interest we take in the unfortunate fate of Switzerland. No people on earth is better qualified than the English to appreciate the liberty enjoyed by the once happy Swiss for upwards of two centuries; no other nation can therefore be so deeply affected as the English as seeing this gallant People overcome. But the more we are affected by the calamitous fate of our*

¹⁴ Hans Luginbühl und andere, *Vivat das Bernerbiet...*, Seiten 79 bis 84.

¹⁵ Elizabeth Sparrow: *Secret Service*. Woodbridge, The Boydell Press, 1999, ISBN 0 85115 764 5, pages 129 to 149.

¹⁶ Hans Luginbühl und andere: *Vivat das Bernerbiet...*, Seiten 362, 363.

¹⁷ Der grösste, systematischste, aber keineswegs einzigartige Vorgang dieser Art war die sogenannte Confisca im Veltlin. Vgl. dazu Gieri Dermont: *Die Confisca*. Chur, Staatsarchiv Graubünden, 1997, ISBN 3 905 241 82 X.

*ancient friends, the more strongly we feel it incumbent on every Briton to unite and to act with redoubled energy against these atrocious Conquerors with iron feet who would desolate this Land of Liberty*¹⁸.»

Die britische Öffentlichkeit nahm entsprechend lebhaften Anteil am fortgesetzten Widerstandskampf der Schweizer – und der Schweizerinnen¹⁹ – und am Schicksal prominenter Kämpfer. Die Niederwerfung der seit dem Mittelalter ununterbrochen unter einer demokratischen Verfassung lebenden Nidwaldner durch die Franzosen am 9. September 1798 und die anschliessenden Massaker²⁰ fanden in Grossbritannien gewaltigen Widerhall. Den Ton gab die Berichterstattung in der Londoner Times an, wo am 2. Oktober 1798 zu lesen war: «*The inhabitants of the Canton of Unterwald, determined to persist in their refusal of taking the oaths, intrenched themselves (...) they (...) defended themselves with the most obstinate valour*²¹.» Unterwalden nid dem Wald war in diesem Sinn und Geist ein Gegenstand der am 20. November 1798 eröffneten Session des britischen Parlaments. Angesichts der französischen Taten, erklärte der nachmalige Premierminister George Canning, sei das Kriegsziel Grossbritanniens einfach «*The deliverance of Europe*.» Die in London in den letzten Monaten des Jahres 1798 erscheinende Broschürenliteratur weist unter anderem das Werklein «*The Fall of Underwald*»²² auf.

Den Jakobinern, so ist im Vorwort zu lesen, sei der glückliche Zustand der Schweiz unerträglich gewesen: «*The happiness of Switzerland like that of England was a contradiction to all their theories; a living monument of the blessings of regular and well-ordered government, a contrast to the miseries of France more persuasive than a thousand arguments*.» Dieser allgemeinen Haltung Grossbritanniens und insbesondere auch seiner Regierung²³ entsprechend

¹⁸ Hans Luginbühl und andere: *Vivat das Bernerbiet...*, Seite 361.

¹⁹ Rosy Gysler-Schöni und andere: *Helvetias Töchter*. Frauenfeld, Huber, 1989, ISBN 3-7193-1010-8, Seiten 27 bis und mit 33 und Abbildungen 35 bis und mit 38.

²⁰ Ferdinand Keiser und andere: *Nidwalden 1798 Geschichte und Überlieferung*. Stans, Historischer Verein Nidwalden, 1998, ISBN 3-906377-04-0.

²¹ Ferdinand Keiser und andere: op. cit., Seite 116. Die Fundstellen und einzelnen Zitate der unmittelbar folgenden, Nidwalden betreffenden Passage, sind ebenda auf den Seiten 116 bis und mit 144 zu finden.

²² London: *J. Wright, opposite Old Bond Street. Piccadilly*, 1798. Vgl. Ferdinand Keiser und andere: op. cit., Seiten 116 bis und mit 144 und insbesondere Seiten 135 bis und mit 137.

²³ Diese Haltung fand damals auch in den USA ihre Entsprechung. Vgl. dazu etwa die Kongressresolution vom 21. Februar 1799, abgedruckt bei James Morton Smith: *The Republic of Letters, The Correspondence between Thomas Jefferson and James Madison 1776-1826, Volume Two 1790-1804*. New York, London, W.W.Norton & Company, 1995, ISBN 0-393-03591-X, page 1105: «If, however, it be asserted that the system of France is hostile only to despotic or monarchical Governments, and that our security arises from the form of our constitution, let Switzerland, first divided and disarmed by perfidious seductions, now agonized by relentless power illustrate the consequences of similar credulity.»

erhielt der nach dem vergeblichen Widerstand im Grauholz nach Augsburg geflohene ehemalige Berner Schultheiss Niklaus Friedrich von Steiger seit dem Sommer 1798 materielle Unterstützung des Cousins Auguste (Codename «Georgs III»)²⁴. Im Jahr 1799, als sich der Krieg zwischen Frankreich einerseits und Russland, Österreich und Grossbritannien erneuerte²⁵, betrat Steiger, «den man» – selbstverständlich nur auf der Frankreich feindlichen Seite des politischen Hauptgegensatzes jener Tage – «*stillschweigend als das Haupt der Schweitzer betrachtete*»²⁶ an der Spitze einer – je nach Standpunkt konservativ oder vaterländisch zu nennenden – Schar ein letztes Mal den Schweizerboden, den er nach der Niederlage von Russen und Österreichern in der Zweiten Schlacht von Zürich erneut verliess und nie mehr sehen sollte; er starb am 3. Dezember 1799 in Augsburg.

Die Bedeutung der Schweiz in der britischen Politik blieb auch nach dem Tod des tapferen Berners dieselbe. Premierminister William Pitt erwähnte in einer Parlamentsrede am 3. Februar 1800 das schweizerische Beispiel, um die zerstörerische Aggressivität des revolutionären Frankreich zu illustrieren: «*Let us look at the conduct of France immediately subsequent to this period. She had spurned at the offers of Great Britain; she had reduced her continental enemies to the necessity of accepting a precarious peace; she had (in spite of those pledges repeatedly made and uniformly violated) surrounded herself by new conquests on every part of her frontier but one. That one was Switzerland. The first effect of being relieved from the war with Austria, of being secured against all fears of continental invasion on the ancient territory of France, was their unprovoked attack against this unoffending and devoted country. This was one of the scenes which satisfied even those who were the most incredulous, that France had thrown off the mask, < if indeed she had ever worn it. > It collected, in one view, many of the characteristic features of that revolutionary system which I have endeavoured to trace. The perfidy which alone rendered their arms successful, the pretext of which they availed themselves to produce division and prepare the entrance of Jacobinism in that country, the proposal of an armistice, one of the known and regular engines of the Revolution, which was, as usual, the immediate prelude to military execution, attended with cruelty and barbarity, of which there are few examples, – all these are known to the world. The country they attacked was one which had long been the faithful ally of France, which, instead of giving the cause of jealousy to any other Power, had been*

²⁴ Carl Friedrich Rudolf May von Rued: *Haus Cronik*, bearbeitet von Franz Kamber und Markus Widmer-Dean. Schöftland, Druck Rimoldi AG, 2001, keine ISBN, Seiten 34-64.

²⁵ Richard Munday und andere: *Weltgeschichte im Hochgebirge*. Lenzburg, Verlag Merker im Effingerhof, 1999, ISBN 3-85648-092-7; Adrien Tschumy und andere: *Suworow in der Schweiz*. Actes du Colloque Souvorov, Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft, Zürich: Thesis, 2001, ISBN 3-908544-36-X.

²⁶ Carl Friedrich Rudolf May von Rued: op. cit., Seiten 50 bis und mit 53.

for ages proverbial for the simplicity and innocence of its manners, and which had acquired and preserved the esteem of all the nations of Europe; which had almost, by the common consent of mankind, been exempted from the sound of war, and marked out as a land of Goshen²⁷, safe and untouched in the midst of surrounding calamities. Look then at the fate of Switzerland, at the circumstances which led to its destruction; add this instance to the catalogue of aggression against all Europe (...)»²⁸.»

Mit dem Ausscheiden des über die angeblich schlechte Behandlung Alexander Suworows und seiner Truppen durch die Österreicher erzürnten russischen Kaisers Paul aus dem Krieg, den französischen Operationen aus der Schweiz hinaus nach Süden und nach Norden und den österreichischen Niederlagen bei Marengo²⁹ und Hohenlinden³⁰ im Juni und im Dezember 1800 lag, ein knappes Jahr nach Pitts zitierter, die französische Aggression gegenüber der Schweiz kritisierender Rede, Friede aufgrund der allgemeinen Erschöpfung einmal mehr in der Luft. Dieser Friede war der französisch – österreichische Friede von Lunéville vom 8. Januar 1801. Im Friedensvertrag, welcher zur Hauptsache eine Bestätigung des Friedens von Campo Formio darstellte, hatte der die Schweiz betreffende Artikel 11 einen gegenüber dem Geheimartikel 6 von Campo Formio deutlich veränderten Wortlaut: *«Der gegenwärtige Friedenstraktat, namentlich die Artikel acht, neun, zehn und der unten folgende Art. fünfzehn, sind als der batavischen, der helvetischen, der cisalpinischen, und der ligurischen Republik, gemeinschaftlich erklärt. Die kontrahirenden Theile garantieren sich wechselseitig die Unabhängigkeit der besagten Republiken, und den Völkern, welche dieselben bewohnen, das Vermögen, sich jede, ihnen schicklich dünkende Regierungsform zu geben»*³¹.

Dieser klare Wortlaut des französisch-österreichischen Friedens von Lunéville gehörte zum Völkervertragsrecht, als am 27. März 1802 auch Grossbritannien sich zu einem Ausgleich mit Frankreich bereit fand, zum Frieden von Amiens. Frankreich, das seine Truppen noch immer in Helvetien stehen hatte, wollte dort eine seinem Geschmack entsprechende innere Ordnung hinterlassen. Bei

²⁷ 1. Mose 47

²⁸ R. Coupland, M.A.: *The War Speeches of William Pitt*. Oxford, Clarendon, 1915, pages 257, 258.

²⁹ Adolf Ogi und andere: *Bonapartes Sprung über die Alpen. Beilage zur Allgemeinen Schweizerischen Militärzeitschrift ASMZ*, Nr. 3, März 2000. Vgl. zum ganzen Zusammenhang Hervé de Weck und andere: *Bonaparte et les Alpes*. Association suisse d'histoire et de sciences militaires, Zürich: Thesis, 2001, ISBN 3-908544-45-9.

³⁰ Hubert Gundolf: *Um Österreich!* Graz und Stuttgart, Leopold Stocker Verlag, 1995, ISBN 3-7020-0720-2, Seiten 190 bis und mit 193; Christian Birchmeier: *Die Brückenschläge von Büsingen und Rheinklingen 1799 und 1800*. Schleithem, Stamm & Co., 2001, ISBN 3-9522515-2-6.

³¹ Hans Luginbühl und andere: *Vivat das Bernerbiet*..., Seite 369.

der französischen Neuordnung der Schweiz handelte es sich schliesslich um den Erlass der zweiten helvetischen Verfassung. Diese war zwar – im Gegensatz zur ersten – einer Volksabstimmung unterworfen und am 25. Mai 1802 mit 92423 Nein gegen 72453 Ja abgelehnt worden, wurde aber durch die Addierung der Nichtstimmenden zu den Annehmenden für mit 239625 Ja gegen 92423 Nein angenommen erklärt³². Die Ergebnisse sind aber nicht nur dieser offen zutage liegenden Fälschung des Resultats wegen als suspekt zu betrachten: Der amtliche Erwahlungsbeschluss weist Anomalien auf wie die Behauptung, im Distrikt Interlaken des (helvetischen) Kantons Oberland habe von den 1626 Stimmberechtigten niemand für und niemand gegen die Verfassung gestimmt. Es versteht sich, dass das sich auf eine solche Grundlage stützende helvetische System den Abzug der französischen Bajonette im Juli 1802 nicht überlebte. Die Volksstimmung des Sommers 1802 gibt gewiss am besten das Gedicht des Sigriswiler Pfarrers Gottlieb Jakob Kuhn zum Ausdruck:

*«Marsch! Marsch! Franzos gang hey!
Mir thüe der alli Thüren uuf.
Marsch! Marsch! Franzos gang hey!
Mir thüe der d'Thüre uuf.»* ³³

Die drei Bataillone stehende Truppen der Helvetischen Republik vermochten nichts gegen den in der Urschweiz, in Zürich und im Aargau beginnenden Aufstand eines ganzen Volkes, das in den wenigen Tagen vom 28. August bis zum 18. September 1802 die helvetische Regierung aus ihrer dritten Hauptstadt, Bern, warf und an die Ufer des Léman vertrieb, von wo sie ohne Zweifel noch vor dem 10. Oktober 1802 ebenfalls vertrieben worden wäre, wenn nicht der Erste Konsul Bonaparte seine objektiv unnötige, dem Frieden von Lunéville und dem dort niedergelegten Selbstbestimmungsrecht der Schweiz klar widersprechende, angesichts der französischen Militärmacht aber unabweisliche Vermittlung angekündigt hätte. Immerhin weigerte sich die eidgenössische Tagsatzung in Schyz, die neue schweizerische Regierung, blossen Drohungen nachzugeben und Bonaparte musste deshalb seine Hand zeigen und erneut französische Truppen in die Schweiz schicken, diesmal unter Michel Ney.

Die erneute Besetzung der Schweiz durch französische Truppen löste versteckte österreichische³⁴ und offene britische Irritationen aus. Der britische

³² Jürg Stüssi-Lauterburg: *Föderalismus und Freiheit*. Brugg, Effingerhof, 1994, ISBN 3-85648-109-5, Seiten 33, 361 bis und mit 368.

³³ Gottlieb Jakob Kuhn und andere: *Volkslieder und Gedichte*. Bern, Biel, Zürich, Ernst Kuhn, 1913, Seiten 1 bis und mit 3, 57 bis und mit 59.

³⁴ Hans Luginbühl und andere: *Vivat das Bernerbiet...*, Seite 371.

Botschafter in Paris hatte am 3. Oktober 1802 nach London gemeldet, ein nach Paris geschickter Vertrauensmann der Schweizer, gemeint war wohl der vom 28. September bis zum 7. Oktober als Vertreter der bernischen Standeskommission (Regierung) in Paris amtierende Niklaus Friedrich von Mülinen, habe Bonaparte gesagt, französisches Eingreifen in der Schweiz sei unerwünscht. Der Schweizer habe sich ausserdem mit der Bitte um Waffen, Munition, Nachschubgüter und Geld an die Diplomaten Österreichs, Spaniens, Russlands, Preussens und Grossbritanniens gewandt. Gestützt auf diese Demarche schickte die britische Regierung Henry Addington (welcher William Pitt abgelöst hatte) am 10. Oktober 1802 Francis Moore an die Grenzen der Schweiz und zum tatsächlichen Sitz der schweizerischen Regierung. Diese sei über die diplomatische Demarche Georgs III zu informieren, um Bonaparte von einem erneuten Eingreifen in der Schweiz abzubringen. Seien die Schweizer zum Widerstand entschlossen, dürfe ihnen Moore finanzielle Unterstützung im Umfang von £ 200 000 in Aussicht stellen. Sollten sich die Schweizer vor Moores Eintreffen bereits unterworfen haben, habe er seinen Wohnsitz an der Schweizer Grenze zu beziehen und die weiteren Befehle des Kabinetts in London abzuwarten. Moore traf am 27. Oktober, einen Tag nach der Selbstauflösung der Tagsatzung in Schwyz angesichts des französischen Truppenmarsches, in Konstanz ein und wurde am 31. Oktober 1802 durch den ein weiteres Mal ins Exil getriebenen Niklaus Franz Bachmann, den General von 1802 und von 1815, über die Ereignisse informiert. Moores Abberufung war die logische Folge.

Die Schweiz blieb jedoch auch im November 1802 eine brennende Sorge der schwachen britischen Regierung, deren zahlreiche Gegner aus den schweizerischen Entwicklungen Argumente gegen den Friedenskurs des Kabinetts ableiteten. Zwar schrieb Pitt selber an Addington, er zweifle, ob es klug sei, über der Schweizer Frage mit Frankreich zu brechen, nachdem die Schweizer den Widerstand eingestellt hätten. Gleichzeitig aber betrieben Pitts Freunde dessen Rückkehr ins Amt, sah sich Addington seit dem 16. November dem nun zusammengetretenen neugewählten Parlament gegenüber³⁵. Den allgemeinen Ton bezeichnet das Votum William Windhams: *«Wir haben im Frieden die Gründe für den Krieg herausgebracht.... Am prahlerischen Titel des Friedensstifters ist etwas so lächerlich, dass es Verachtung erweckt.... Wenn der Erste Konsul 40 000 Mann in die Schweiz entsendet, sagt er dem «Regelung ihrer Angelegenheiten».* (...)

³⁵ Vgl. für den gesamten Komplex der britischen Reaktionen auf die französische Wiederbesetzung der Schweiz bis und mit zum Kriegeausbruch 1803, Jürg Stüssi-Lauterburg: *Föderalismus und Freiheit*, Seiten 263 bis und mit 281 und die zugehörigen Anmerkungen. Es wird hier ausdrücklich auf die einzelnen Nachweise verzichtet, die angegebenen Seiten sind für ein wirkliches Verständnis der Zusammenhänge integral zu konsultieren.

Wer gegen seine Massnahmen ist, wird Friedensstörer genannt, seine Soldaten und Anhänger jedoch sind lauter Vertreter der Ordnung. Die Römer hatten einen Sprachgebrauch von dieser Art – «Ubi solitudinem faciunt pacem appellant». (...) («Wo sie eine Einöde hinterlassen, nennen sie es Frieden».)»

Richard Sheridan erklärte am 8. Dezember 1802 während der Beratung des Armeebudgets: *«Sir, wenn ich die willentliche Verachtung der Unabhängigkeit einer Nation sehe, wenn ich eine perfide Verachtung der Vertragstreue sehe, wenn ich eine Macht ihre Unterstützung abziehen sehe, nur um zurückzukommen und ein Land von Freien desto sicherer in ihrer Falle zu fangen, ja dann, sage ich, hat es einen Wechsel gegeben und sogar einen grossen Wechsel und eine solche Macht zu beobachten ist unser Recht.»*

Die britischen Gefühle zugunsten der Schweiz – und mehr war vorderhand kaum zu verspüren – irritierten den Ersten Konsul. Am 4. November 1802 schrieb er Talleyrand, der Friede von Amiens spreche nicht von der Schweiz und er, Bonaparte, werde nicht dulden, dass sich England in Schweizerdinge mische, weil er nicht an Frankreichs Grenzen ein neues Jersey sehen wolle; am 11. Dezember 1802 erklärte er in Saint-Cloud den schweizerischen Abgeordneten, er wolle kein zweites Guernsey in der Nachbarschaft des Elsass. Diese und ähnliche, in London sorgfältig registrierte, Äusserungen verstärkten den Druck auf das Kabinett³⁶ und führten es zur Einsicht, dass der Friede mit Bonaparte, solle er dauern, auf eine neue Grundlage gestellt werden müsse. Am 9. Februar 1803 redigierte der britische Aussenminister eine Instruktion für seinen Unterhändler Lord Charles Whitworth. Der Friede von Amiens sei rebus sic stantibus geschlossen worden und dazu gehörten auch die in Lunéville garantierte Unabhängigkeit und das Selbstbestimmungsrecht Hollands und der Schweiz. Die anschliessenden Unterhandlungen zogen sich – durch den einseitigen französischen Erlass der so genannten Vermittlungs – Akte vom 19. Februar 1803³⁷ unbeeinflusst – weitere drei Monate hin, bis am 9. Mai 1803 Whitworth Talleyrand das folgende britische Ultimatum, das heisst die Liste der äussersten, für einen Abschluss noch akzeptablen britischen Bedingungen, zustellte:

³⁶ Vgl. dazu zum Beispiel die Karikatur *A Stoppage to a Stride over the Globe*. Ein gigantischer, mit Säbel bewehrter Bonaparte sitzt auf der Erdkugel, auf der France, Italy und Switzerland namentlich bezeichnet sind, ihm gegenüber ein entschlossener, ebenfalls bewehrter, aber viel kleinerer John Bull, dessen Hand auf Old England ruht. Bonaparte fragt: *«Oh who is it dares interrupt me in my Progress»*. John Bulls Antwort lautet: *«Why 'tis I little Johnny Bull protecting a little spot I clap my hand on and d... n me if you come any further that's all»*. M. Dorothy George, Litt.D.: *English Political Caricature, 1793-1832*, **. Oxford, Clarendon, 1959, plate 26, pages 64, 65.

³⁷ Wilhem Oechsli: *Quellenbuch zur Schweizergeschichte*. Zürich, Schulthess & Co., 1910, Seiten 479 bis und mit 483.

«Projekt

- I. Die französische Regierung verpflichtet sich, der Abtretung der Insel Lampedusa an Seine Majestät (Georg III) durch den König von Sizilien keinen Widerstand entgegenzusetzen.*
- II. Entsprechend dem gegenwärtigen Zustand von Lampedusa bleibt seine Majestät solange im Besitz der Insel Malta, bis die nötigen Vorkehrungen getroffen sind, um Lampedusa zum Flottenstützpunkt zu machen. Danach wird die Insel Malta den Einwohnern überlassen und als unabhängiger Staat anerkannt.*
- III. Die Gebiete der Batavischen Republik werden durch die französischen Truppen innert Monatsfrist nach dem Abschluss einer Konvention geräumt, die von den Grundsätzen dieses Projekts ausgeht.*
- IV. Der König von Etrurien und die Italienische sowie die Ligurische Republik werden von Seiner Majestät anerkannt.*
- V. Die Schweiz wird von den französischen Truppen geräumt.*
- VI. Der König von Sardinien erhält in Italien eine passende territoriale Abfindung.*

Geheimartikel

Vor dem Ablauf von zehn Jahren wird die französische Regierung von Seiner Majestät die Räumung Malτας nicht verlangen.

Die Artikel IV., V. und VI. können gesamthaft weggelassen oder ausnahmslos eingefügt werden.»

Angesichts des Interesses Bonapartes an Artikel IV. war das britische Angebot, nötigenfalls auch auf die Räumung der Schweiz zu verzichten, gewiss nicht all zu ernst gemeint, aber immerhin bleibt festzustellen, dass auch das britische Kabinett 1803 unter bestimmten Umständen bereit war, die Schweiz zu opfern. Staaten haben nun einmal keine dauernd verlässlichen Freunde und müssen zu ihrer eigenen Sicherheit in letzter Konsequenz stets selber sehen. Allein, über Artikel IV. kam es nicht zum erneuten Bruch zwischen Grossbritannien und Frankreich, zum Bruch kam es über dem Projekt als Ganzem. Am 12. Mai 1803 erhielt Whitworth die erforderlichen Pässe und reiste ab, am 18. Mai 1803 erliess König Georg III die Kriegserklärung³⁸.

Der französische Einmarsch in die Schweiz wird als einer der Gründe namhaft gemacht: Die Franzosen, heisst es da, «sind in einer Friedenszeit ins Gebiet der

³⁸ Vergleiche dazu auch Sir Walter Scott: *The Life of Napoleon Buonaparte*, Vol. I. Philadelphia, James B. Smith & Co., 1860, pages 365 up to and including 378.

Schweizer Nation eingefallen, haben ihre Unabhängigkeit verletzt und dies entgegen dem Vertrag von Lunéville, in welchem ihre Unabhängigkeit und ihr Recht, ihre Regierungsform selbst festzulegen, stipuliert worden war.» Wieder in die Scheide kam das einmal gezogene Schwert nach Waterloo, dessen Sieger zu den Unterzeichnern der Anerkennung der schweizerischen Neutralität durch die Mächte im Jahre 1815 gehört. Nach wie vor ist die 1815 garantierte, wehrhafte Neutralität der Schweiz in Geltung, durch annähernd zwei Jahrhunderte von Schweizerinnen und Schweizern erfolgreich behauptet, von fremden Mächten insgesamt respektiert. Der grosse Nachhall des britischen Engagements für die Schweiz in den Jahren 1802 und 1803 (und 1815) aber wird zu spüren sein, so lange William Wordsworth's Gedichte gelesen werden und darunter der von den Ereignissen von 1802 inspirierte, vielleicht auch durch die Erinnerung an 1798 bereicherte

Thought of a Briton on the Subjugation of Switzerland

*Two Voices are there; one is of the Sea,
One of the Mountains; each a mighty Voice:
In both from age to age Thou didst rejoice,
They were thy chosen Music, Liberty!
There came a Tyrant, and with holy glee
Thou fought'st against Him; but hast vainly striven;
Thou from thy Alpine Holds at length art driven,
Where not a torrent murmurs heard by thee.
Of one deep bliss thine ear hath been bereft:
Then cleave, O cleave to that which still is left!
For, high-soul'd Maid, what sorrow would it be
That mountain Floods should thunder as before,
And Ocean bellow from his rocky shore,
And neither awful Voice be heard by thee ³⁹! »*

J. S-L.

³⁹ H.M. Margoliouth, editor: *Wordsworth, selected Poems*. London and Glasgow, Collins, 1959 (reprint 1987), ISBN 0 00 420228 7, page 442.

Résumé

Les aspects militaires de l'Acte de Médiation dépassent largement le texte du document remis par le Premier consul Bonaparte à la délégation de la Diète, le 19 février 1803 à Paris. L'épopée napoléonienne a impliqué l'Europe entière. Si, en Grande Bretagne et en Suisse, on détecte une certaine tendance à la suppression d'un absolutisme d'Etat, il faut également mettre en évidence que, dans ces deux pays, les séquelles de la Révolution française font apparaître des sentiments négatifs à l'égard de la France.

La succession des divers événements du « règne » de Napoléon Bonaparte va finalement réunir la Grande-Bretagne et la Suisse dans une même quête de la liberté, ce qui ne pouvait que contrarier le Premier consul.

L'opinion publique britannique prend par exemple une grande part au combat des populations de la Suisse centrale contre l'envahisseur français en 1798. L'importance de la position précaire de la Suisse qui, en fait, a perdu son indépendance et son occupation *de facto* par les troupes françaises provoque l'irritation des puissances autrichienne et britannique.

En novembre 1802, les sentiments britanniques favorables à la Suisse fâchent Bonaparte qui écrit à Talleyrand que la Paix d'Amiens ne concerne pas la Suisse et qu'il ne tolère pas que les Anglais s'immiscent dans les affaires intérieures de notre pays. En mai 1803, les Anglais remettent aux Français un ultimatum leur signifiant notamment de retirer leurs troupes de la Suisse. Quelques semaines plus tard, le roi Georges III remet aux Français la déclaration de guerre.

Les événements de 1802 et 1803 et, plus tard, de 1815 mettent bien en évidence combien l'Angleterre a, pour diverses raisons, appuyé l'aspiration des Suisses à la liberté et a, dans ce sens, créé des conditions très favorables pour notre pays lors des négociations des traités de Vienne et de Paris pour une réorganisation de l'Europe, suite à l'effondrement de Napoléon.

Acte de Médiation: les intentions de Bonaparte

■ Professeur Hervé Coutau-Bégarie¹
avec la collaboration du professeur Jean Avenel

S'il est une erreur communément répandue en France, c'est bien celle qui consiste à sous-estimer l'importance stratégique de la Suisse. Ce pays montagneux au cœur de l'Europe n'aurait au fond préservé sa neutralité que parce qu'il est facile à contourner par le Nord ou par le Sud. Les historiens et analystes militaires français ont naturellement tendu à ne s'intéresser qu'à l'Allemagne, ennemi héréditaire, ou à l'Italie, théâtre des plus brillantes campagnes de Bonaparte en 1796 et en 1800. Bonaparte lui-même a beaucoup contribué à ce désintérêt relatif pour la Suisse par sa volonté d'éclipser la campagne de 1799 qui avait eu lieu sans lui et qui avait sauvé la France de l'invasion avec la brillante victoire de Masséna à Zurich².

Edouard Guillon parle de «*cette admirable campagne de quinze jours où Bonaparte aurait trouvé la matière de quinze victoires aux noms retentissants et qui reste simplement dans l'histoire sous le nom de bataille de Zurich*³.» Déformation historique dont il était coutumier! On reverra le phénomène avec la réécriture de l'histoire de la bataille de Marengo et surtout avec l'occultation de l'acte majeur de la victoire de 1806, la victoire de Davout à Auerstädt.

Mais Bonaparte n'était pas dupe de son propre discours. Il était trop instruit des réalités de la géographie et de l'histoire militaire pour ne pas être conscient de l'importance décisive du théâtre suisse⁴. Il avait certainement lu les récits de la célèbre campagne de la Valteline conduite par le duc de Rohan en 1638, il avait

¹ Etudes aux universités de Bordeaux et de Paris; docteur d'Etat en science politique. Président de la Commission française d'histoire militaire et de l'Institut de stratégie comparée à Paris, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études et directeur du cours d'introduction à la stratégie au Collège interarmées de défense (anciennement Ecoles de guerre). Son activité se partage entre l'enseignement, la recherche et l'édition. Directeur de la revue *Stratégique*, auteur d'une douzaine d'ouvrages consacrés aux questions stratégiques, entre autres le monumental *Traité de stratégie* (1999). Hervé Coutau-Bégarie étant empêché, sa communication a été revue et lue par le professeur Avenel.

² Il faut toujours lire le commentaire de Clausewitz dans *La Campagne de 1799 en Italie et en Suisse*. Paris, Champ libre, 1979.

³ Edouard Guillon: *Napoléon et la Suisse, 1803-1815*. Paris, Lausanne, Plon, Payot, 1910, p. 64.

⁴ Une brève synthèse historique dans: Colonel Robert Weber: *La Suisse. Son importance stratégique*. Paris, Lavauzelle, s.d. (Original en allemand, Berne, Fritz Haller, s.d.).

vu l'importance de la Suisse pour ses communications dans la campagne de 1796. Cet intérêt s'était traduit dans les faits puisque, par le traité d'alliance du 19 août 1798, la France avait obtenu de la République helvétique un droit de passage vers l'Italie par le col du Simplon. En 1800, il prescrivait à Moreau de profiter «*des avantages que nous offre l'occupation de la Suisse pour tourner la Forêt noire*⁵», et lui-même faisait de la Suisse la base d'opérations de l'armée d'Italie.

Le Premier consul se soucia aussitôt d'aménager une route carrossable qui n'existait pas jusqu'alors. Les travaux furent lancés en 1800 et Bonaparte songea même à transformer ce droit de passage en contrôle territorial par l'annexion du Valais. Mais la République helvétique fit de l'obstruction, essaya de faire traîner les choses en longueur, dans l'espoir d'échapper à cette amputation territoriale. Bonaparte riposta en envoyant sur place le général Turreau pour activer les travaux de construction de la route du Simplon et surtout pour s'assurer le contrôle politique du Valais en détachant ses habitants de la République helvétique. Turreau avait été choisi parce qu'il avait précédemment séjourné dans la région sous le commandement de Masséna. Malheureusement, autoritaire et cassant, il n'était absolument pas l'homme d'une telle mission, d'abord politique. Il avait suscité une haine universelle en Vendée, il y ajouta un mépris universel en Suisse⁶. Il devait finalement être rappelé sous la pression de Talleyrand qui comprenait très bien les dégâts que causait la présence de cet encombrant personnage.

Le problème du Valais n'était qu'un élément d'une agitation générale dans tous les cantons suisses. La Révolution française y avait suscité des émules et l'opposition entre les partisans de l'Ancien Régime et les adeptes de l'Ordre nouveau avait carrément dégénéré en guerre civile, aboutissant en 1798 à la fin de l'ancienne Confédération et à son remplacement par une République helvétique une et indivisible. Celle-ci ne réussit pas à s'imposer et la division entre unitaires et fédéralistes menaçait à chaque instant de ranimer les hostilités. Chaque camp essayait de s'assurer des appuis extérieurs, c'était le meilleur moyen d'achever de ruiner l'ancienne neutralité et de provoquer l'ingérence de la puissance hégémonique du moment: la France, toute puissante sur le continent depuis le traité de Lunéville signé le 9 février 1801. Le Premier consul n'y manqua pas. Dans sa minutieuse étude sur Napoléon et la Suisse, Edouard Guillon suggère bien que la Suisse aurait pu davantage préserver sa neutralité et ses

⁵ Lettre du 22 mars 1800 à Moreau.

⁶ Sa mission est bien décrite dans Laurence Wodey: «Une Vendée après la Vendée: Turreau dans le Valais», Musée de l'Armée, *Terminer la Révolution*. Paris, Economica, 2003.

intérêts si elle avait été capable de définir une ligne politique cohérente. Mais les passions étaient trop exacerbées pour qu'il fût possible de conduire une véritable politique étrangère. Bonaparte sut en profiter pour imposer ses vues, avec son habituel mélange de perspicacité et de brutalité.

Il montra ses intentions dans l'audience qu'il accorda à une délégation suisse le 30 avril 1801. Il commença par déclarer *«qu'il s'occupait de leurs affaires non comme chef de gouvernement, mais comme simple particulier; que s'ils croyaient avoir besoin d'une constitution, celle dont il leur soumettait le projet lui paraissait la meilleure⁷.»* Le projet, connu sous le nom de Constitution de la Malmaison, instaurait un régime unitaire modéré avec un pouvoir central et une organisation propre à chaque canton. Mais les unitaires trouvèrent que ces institutions n'allaient pas assez dans leur sens, il en résulta un conflit qui se termina au mois d'octobre par la dissolution de la Diète mené avec le soutien des troupes françaises. Bonaparte dut intervenir, désapprouva le coup de force, et le général Montchoisy qui commandait la division française stationnée en Suisse fut rappelé. Le 6 janvier 1802, Bonaparte adressait une longue lettre au chef de l'Exécutif suisse, Reding, pour lui mettre les points sur les i: *«Depuis deux ans vos concitoyens m'ont demandé quelques conseils sur leurs affaires. Les conseils que je leur ai donnés auraient pu les mener à bien et leur épargner deux ans d'angoisse, ils en ont peu profité.»*

Après ce coup de semonce, il annonçait le postulat qui devait guider sa politique, donc celle du pouvoir politique suisse: *«La base du droit public est désormais de maintenir en tout l'ordre existant.»* De cette ligne, il ne devait jamais dévier.

Le ministre suisse à Paris rendait compte peu après que *«Le Premier consul témoigne de l'humeur toutes les fois qu'on lui parle de la Suisse et il trouve nos affaires plus épineuses et plus difficiles à arranger qu'aucune de celles qui l'ont occupé.»* Un mois après, Talleyrand lui répétait que *«le gouvernement français était las de se mêler des affaires de la Suisse.»*

Les choses allaient encore empirer avec la reprise de la guerre civile durant l'été 1802, suite au départ des troupes françaises ordonné par Bonaparte, dans le dessein, disent les historiens suisses, de pouvoir imposer sa volonté à la faveur de l'anarchie qui ne manquerait pas de s'ensuivre⁸. Le gouvernement de la République helvétique dut abandonner Berne aux insurgés financièrement

⁷ Edouard Guillon: op. cit., p. 69.

⁸ Edgar Bonjour: *Histoire de la neutralité suisse*. Neuchâtel, La Baconnière, 1949, p. 95.

soutenus par l'Angleterre. La réaction du Premier consul fut d'une extrême brutalité. Le 21 septembre, il écrivait à son ministre des Affaires étrangères: *«Consolider les événements qui viennent d'avoir lieu, c'est de gaieté de cœur et sans raison consolider le règne des ennemis de la République. Et certes ce serait une étrange ineptie de ma part de livrer un pays que nous avons défendu contre les armées russes ou autrichiennes.»*

Bonaparte ordonnait à Talleyrand de dire à l'envoyé des insurgés à Paris, qu'il refusait de recevoir: *«qu'il parte dans douze heures, qu'il arrive à Berne comme un trait et qu'il rende compte de tout ce que vous venez de lui dire; car si un drapeau français entre en Suisse ce sera un malheur pour eux. Qu'il dise bien à ses compatriotes que depuis deux ans cela est un véritable jeu d'enfants, qu'il est temps que cela finisse et que je ne vois pas de milieu entre un gouvernement suisse fortement organisé et ami de la France ou pas de Suisse⁹.»*

Il doublait peu après ce message aux dirigeants par une proclamation destinée aux 18 cantons de la République helvétique: *«Vous offrez depuis deux ans un spectacle affligeant. Des factions opposées se sont successivement emparées du pouvoir (...). Vous vous êtes disputé trois ans sans vous entendre; si l'on vous abandonne plus longtemps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans sans vous entendre davantage. Votre histoire prouve d'ailleurs que vos guerres intestines n'ont jamais pu se terminer que par l'intervention efficace de la France.*

Il est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler en rien de vos affaires. J'avais vu constamment vos différents gouvernements me demander des conseils et ne pas les suivre, et quelquefois abuser de mon nom, selon leurs intérêts et leurs passions.

Mais je ne puis, ni ne dois, rester insensible au malheur auquel vous êtes en proie. Je reviens sur ma résolution. Je serai le médiateur de vos différends, mais ma médiation sera efficace, tel qu'il convient aux grands peuples au nom desquels je parle. (...)

Il est temps enfin que vous songiez que si le patriotisme et l'union de vos ancêtres fondèrent votre République, le mauvais esprit de vos factions s'il continue la perdra infailliblement et il serait pénible de penser qu'à une époque où plusieurs Républiques se sont élevées, le destin eût marqué la fin d'une des plus anciennes¹⁰.»

⁹ Lettre à Talleyrand du 21 septembre 1802, *Correspondance de Napoléon*. Tome VIII.

¹⁰ Proclamation du 29 septembre 1802, *Correspondance*, tome VIII.

Ce n'étaient pas des paroles en l'air. Le général Rapp fut expédié incontinent en Suisse où il arriva dès le 5 octobre avec la fameuse proclamation, l'ordre pour le gouvernement rebelle de se dissoudre et pour les groupes armés de se disperser et de déposer leurs armes. Il n'était plus temps de tergiverser! La Diète fit mine de résister, les troupes françaises, conduites par le général Ney, la dispersèrent et prirent quelques otages. Ney reçut les pleins pouvoirs pour traiter avec les dirigeants suisses. Une délégation fut envoyée à Paris, où elle arriva à la fin du mois de novembre.

Le 10 décembre, elle prit connaissance d'une lettre du Premier consul, tout aussi claire que la précédente, mais cette fois plus détaillée. *«Citoyens députés, la situation de votre patrie est critique. La modération, la prudence et le sacrifice de vos passions sont nécessaires pour la sauver. J'ai pris à la face de l'Europe l'engagement de rendre ma médiation efficace, je remplirai tous les devoirs que cette auguste fonction m'impose.»*

Il fixait alors les grandes lignes de l'organisation politique à venir, avec ce réalisme qui a fait la marque de ce que Thierry Lentz a récemment appelé le «Grand consulat» et que l'Empire ne devait pas toujours respecter. *«La Suisse ne ressemble à aucun autre Etat, soit par les événements qui s'y sont succédés, depuis plusieurs siècles, soit par sa situation géographique et topographique, soit par les différentes langues, les différentes religions et cette extrême différence de mœurs qui existe entre ses différentes parties.*

La nature a fait votre Etat fédératif, vouloir la vaincre ne peut être d'un homme sage. Ce qui est en même temps le désir, l'intérêt de votre nation et des vastes Etats qui vous environnent donc

- 1) l'égalité des droits de vos 18 cantons;*
- 2) une renonciation sincère et volontaire aux privilèges des familles patriciennes;*
- 3) une organisation fédérative où chaque canton se trouve organisé suivant sa langue, sa religion, ses mœurs, son intérêt, son opinion. (...)*

Après vous avoir tenu ce langage qui conviendrait à un citoyen suisse, je dois vous parler comme magistrat de deux grands pays¹¹ et ne pas vous déguiser que jamais la France et la République italienne ne pourront souffrir qu'il s'établisse chez vous un système de nature à favoriser leurs ennemis. (...) Il faut qu'aucun parti ne triomphe chez vous. Une contre-révolution ne peut avoir lieu. (...) Le premier devoir, le devoir le plus essentiel du gouvernement français, sera de veiller à ce qu'un système hostile ne prévale point parmi vous et que des hommes dévoués à ses ennemis ne parviennent à se mettre à la tête des affaires¹².»

¹¹ Bonaparte était en même temps Premier consul de la République française et Président de la République italienne.

¹² Lettre du 9 décembre 1802, *Correspondance*, tome VIII.

Sont exprimés très clairement dans cette lettre, les deux axes de l'action de Bonaparte. Sur un plan politique, c'est la voie du juste milieu: la révolution est finie et il ne convient pas d'encourager les éléments unitaires les plus extrémistes; mais elle est finie parce que ses principes sont dorénavant enracinés et il ne peut y avoir de retour à l'ordre ancien, c'est-à-dire patricien dans le cas de la Suisse. Sur un plan stratégique, le souci exclusif est la sûreté de la France: sûreté défensive avec un régime politique suisse acquis à la France et sûreté offensive avec le contrôle des grands passages alpins, ce dernier souci étant omniprésent mais sous-entendu, la lettre n'y fait aucune mention.

Le 12 décembre, trois jours après, Bonaparte reçoit une délégation de cinq députés suisses et il développe, pendant plus de deux heures, ses idées. Sur un plan politique, il répète qu'«*il faut diversité de gouvernement à des pays si divers*» et donne la clé d'un régime qui dure: «*que la masse du peuple soit contente et pas d'impôt.*» Sur un plan stratégique, il répète avec force: «*Il faut que la Suisse, toute puissante chez elle pour tout ce qui la regarde, ne le soit pas pour ce qui regarde la France. Soyez indépendants pour vos affaires, vous ne pouvez l'être pour les nôtres. Dans vos affaires, vous n'avez qu'à songer à vous, dans les nôtres, il faut être pour nous. L'histoire prouve que la Suisse a toujours été gouvernée par les influences de la France. A l'égard des Anglais, ils n'ont rien à faire en Suisse. Je ne puis souffrir que la Suisse soit un autre Guernesey du côté de l'Alsace.*» Il aurait même dit avec plus de brutalité: «*Je ne souffrirai jamais aucune autre influence en Suisse que la mienne, dût-il m'en coûter cent mille hommes*¹³.»

Le 29 janvier 1803, Bonaparte reçoit de nouveau les délégués suisses et les garde avec lui pour une séance de travail de sept heures. Cette durée témoigne à elle seule de l'importance que Bonaparte attache au règlement de l'affaire suisse. La séance nous est connue par les mémoires de Roederer. Dans les propos que celui-ci prête à Bonaparte, on retrouve ce réalisme qui lui fait prendre en compte la spécificité suisse et l'affirmation constante des intérêts français: «*Que les patriotes commandent ou les aristocrates cela m'est égal, mais il faut que ceux qui gouvernent marchent avec nous. Quand je les vois demander des secours à Vienne, à Berlin et ailleurs, je dis: ils ne savent ce qu'ils font. Ils ne peuvent être assis sans la France. Elle seule fera des sacrifices pour la Suisse. (...) L'Angleterre peut bien vous payer quelques millions mais ce n'est pas là un lien permanent. La France vous sera unie par un lien réel puisque vous couvrez ses frontières*¹⁴.»

¹³ Cité dans Edgar Bonjour, op. cit., p. 96.

¹⁴ Roederer, *Œuvres*, tome III.

C'est au cours de cette séance qu'est rédigé l'Acte de Médiation qui sera solennellement remis à la délégation suisse trois semaines plus tard, le 19 février 1803.

Bonaparte, dans cette affaire, a toujours agi en politique. Intransigeant dans ses rapports avec les gouvernants qui ne lui plaisent pas, il sait se montrer attentif et ouvert à la discussion avec les députés suisses. Manifestement, il a bien étudié le dossier et a une idée très nette des buts à atteindre. Ce n'est que lorsque ceux-ci sont obtenus par l'Acte de Médiation que l'on passera à des modalités pratiques, parfois plus contraignantes. C'est ainsi que l'Acte de Médiation sera suivi d'un traité d'alliance défensive accompagné d'une capitulation militaire, signés tous les deux le 27 septembre 1803. La Suisse obtenait quelques avantages commerciaux et la satisfaction symbolique de recouvrer les drapeaux enlevés en 1798 mais elle devait fournir un contingent de 16 000 hommes. La dette fut liquidée, un peu plus d'un an plus tard, après des discussions assez âpres. Quant à la récupération du Valais il n'en était plus question.

Pour être tranquille, Bonaparte s'opposa à l'organisation d'une armée centralisée: *«La Suisse ne doit pas perdre de vue que rendue au système fédératif elle ne doit pas avoir les institutions militaires qui conviendraient au régime de l'unité. (...) La constitution d'un état-major serait contraire aux dispositions de l'ordre de chose actuelle par l'ascendant qu'acquerrait en Suisse cette nouvelle autorité et par les attributions qui lui seraient nécessairement conférées.»*

La Suisse ne pouvait donc survivre qu'à condition de ne pas chercher à acquérir une quelconque indépendance. C'était un moindre mal dont un certain nombre d'Etats allemands se seraient volontiers accommodés. Finalement, Napoléon resta fidèle à l'Acte de Médiation imposé par Bonaparte, alors qu'il bouleversa de fond en comble le nouvel ordre allemand mis en place par le Recès de 1803 pour lui substituer un contrôle territorial direct. Il n'est pas interdit de penser que la connaissance précise que Bonaparte avait acquise du système suisse l'a incité à cette relative modération qu'il n'a malheureusement pas eue avec le reste de l'Europe.

H. C.-B.

Zusammenfassung

Es ist ein weitverbreiteter Fehler in Frankreich, die strategische Bedeutung der Schweiz zu unterschätzen. Bonaparte hat die Geschichte deformiert, darin hatte er Übung. Er kannte die Geographie und die Militärgeschichte zu gut, um sich nicht im klaren zu sein, über die entscheidende Bedeutung des Kriegstheaters Schweiz. Frankreich erhielt 1798 von der Helvetischen Republik ein Durchgangsrecht über den Simplonpass nach Italien; 1800 wurde die Schweiz Operationsbasis für die Italienarmee. Der 1. Konsul dachte auch an den Ausbau einer fahrbaren Simplonstrasse, sowie eine Annexion des Wallis. Die von Frankreich aufoktroyierte Helvetische Republik konnte sich nicht durchsetzen; die Spaltung in Unitarier und Föderalisten drohte jeden Augenblick in Feindseligkeiten auszuarten. Der 1. Konsul legte deshalb 1801 ein Verfassungsprojekt vor, bekannt unter dem Namen Verfassung von Malmaison. Das Projekt wurde in der Schweiz bekämpft und nicht verwirklicht; nach Abzug der französischen Truppen 1802 brach erneut ein Bürgerkrieg aus. Bonaparte sah nur eine gut organisierte Schweizer Regierung, die Freund von Frankreich ist, oder gar keine Schweizer. Da die 18 Kantone nicht selber Ordnung schaffen könnten, müsse zu diesem Zweck Frankreich effizient intervenieren. Bonaparte wollte als Mediator zu einer Lösung gelangen. Die Schweiz sollte ein föderativer Staat mit 18 gleichberechtigten Kantonen werden. Politisch soll ein Weg der Mitte eingeschlagen werden, strategisch steht die Sorge um die Sicherheit Frankreichs im Vordergrund.

Am 19. Februar 1803 wird die Mediationsakte der Schweizer Delegation von Bonaparte übergeben; er kennt die Sachlage und weiss genau, was er erreichen will. Der Mediationsakte folgt ein Defensivbündnis, begleitet von einer Militärkapitulation, am 27. September 1803 unterschrieben. Die Schweiz erhält einige Handelsvorteile, muss jedoch ein Kontingent von 16000 Mann bereitstellen. Die Schulden werden erlassen, aber das Wallis kann nicht zurückgewonnen werden. Napoleon bleibt der Mediationsakte treu, die Bonaparte aufgezwungen hat. Dank präziser Kenntnisse der schweizerischen Verhältnisse hat er sich zur Mässigung befleissigt, was er im übrigen Europa nicht getan hat.

Die eidgenössische Militärorganisation 1804-1813

Das Bundesheer und der Beitrag der Kantone

■ Major Hubert Foerster¹

1. Eine nationale Volksarmee in einem Kleinstaat?

Angesichts der Bildung eines neuen Staates, der wenigstens auf der Stufe der Kantone mit allen nötigen Strukturen versehen war, stellt sich die Frage: Ist ein Heer in einem kleinen Land überhaupt notwendig? Ein Blick auf die Verhältnisse in Europa um 1800, welche den Zeitgenossen aus der Presse oder aus Korrespondenzen mehr oder weniger bekannt waren, zeigt verschiedene Lagen auf.

Gegen Ende des 18. Jahrhunderts zeigte es sich, dass einerseits eine Armee aus Söldnern einer nationalen Volksarmee in der Regel und auf Dauer nicht widerstehen konnte. Sprechendes Beispiel dafür ist der nordamerikanische Unabhängigkeitskrieg. Andererseits trug eine Söldnerarmee wenig oder praktisch nichts zur Bildung des Nationalgefühls oder des gemeinsamen Vaterlandes bei. Die Notwendigkeit einer starken Nationalstreitmacht im Dienste des Staates diente, damals wie heute, zur Erhaltung der staatlichen Souveränität und zur Abwehr auswärtiger Feinde. Dies zeigt das revolutionäre Frankreich in aller Deutlichkeit².

Wie steht es nun bei den Kleinstaaten, die weder eine Respekt heischende stehende Truppe noch eine Volksarmee besaßen? Sie hofften, dank ihrem diplomatischen Geschick und der Erklärung ihrer Neutralität einem auswärtigen

¹Hubert Foerster, qui a effectué des semestres d'étude et de recherche à Besançon, à Münster et à Paris, est licencié ès lettres de l'Université de Fribourg. Depuis lors, il travaille aux Archives de l'Etat de Fribourg et en devient le directeur en 1998. Ses recherches et ses travaux portent surtout sur la période 1750-1850. Il a publié de nombreux ouvrages et articles consacrés à l'histoire de son canton et à l'histoire militaire suisse (milices cantonales, armée fédérale, corps-francs, émigration militaire, maintien de l'ordre).

²Den besten bibliographischen Überblick gibt D. D. Howard: *Napoleonic Military History: A Bibliography*. New York, 1986. Zu den Revolutionskriegen T. C. W. Blanning: *The French Revolutionary Wars 1787-1802*. London-New York-Sydney 1996, und zu den napoleonischen Kriegen Alain Pigeard: *L'Armée napoléonienne*. Entremont-le-Vieux, 1993, mit reichhaltigen Literaturangaben, und Idem: *Dictionnaire de la Grande armée*. Paris, 2002.

Druck erfolgreich widerstehen zu können. Frankreich, im Bestreben allen Völkern und Ländern die Revolutionsideale bringen zu wollen und bessere Staatsgrenzen zu finden, war aber Meister in der Anwendung des diplomatischen Drucks, der Erpressung über die Besetzung bis zur Angliederung von Territorien, um unzimperlich seine Ziele zu erreichen. Venedig³, Hamburg⁴ oder das Rheinland⁵, blühende und reiche Länder aber ohne überzeugende Verteidigungsanstalten, sind sprechende Beispiele dafür. Das Fehlen einer starken Armee an und für sich, der mangelnde Wille zum Sieg-orientierten Einsatz getragen von der ganzen Bevölkerung und verbunden mit einem ernsthaften inneren Widerstand hätte jedem dieser Länder sehr wahrscheinlich ein anderes Schicksal beschert als das, das dann mit Frankreich als Gegner wirklich eingetreten war. Wenn auch das Territorium dieser Staaten zu klein war, um ein «Krebsgeschwür»⁶ der spanischen Art gegen den französischen Besatzer hervorzurufen, wäre eine Wiederholung des «Fall Schweiz» durchaus denkbar gewesen. Hier führte nämlich die unmissverständliche politische und militärische Opposition während der Helvetik⁷, was Napoleon Bonaparte sehr wohl zur Kenntnis genommen hatte, zur Mediationslösung und zu einer gewissen Koexistenz mit Frankreich.

Der Fall von Serbien⁸, einem 1804 unabhängigen Staat, zeigt aber, dass es neben den oben angeführten Gründen noch eine weitere Komponente zu berücksichtigen gibt. Es handelt sich um das Verhältnis mit allen Nachbarstaaten. Allein der Wille zur Unabhängigkeit und die beachtlichen militärischen Machtmittel genügten diesem Staat nicht, sich gegenüber den Interessen von Habsburg-Österreich, dem osmanischen Reich und Russland selbst mit der Unterstützung des fernen Frankreich nicht einmal mit einer beschränkten Autonomie behaupten zu können. Die Schweiz hatte während der Mediation viel Glück, ein gewisses Wohlwollen und Verständnis des übermächtigen Frankreich ge-

³ Amable de Fournoux: *Napoléon et Venise (1796-1814)*. Paris, 2002.

⁴ Burghart Schmidt: *Hamburg im Zeitalter der Französischen Revolution und Napoleons (1789-1823)*, 2 vol. Hamburg, 1998 (= Veröffentlichungen aus dem Staatsarchiv der Freien und Hansestadt Hamburg, 15).

⁵ Sabine Graumann: *Französische Verwaltung am Niederrhein. Das Roerdepartement 1798-1814*. Fulda, 1990 (= Düsseldorf Schriften zur Neueren Landesgeschichte und zur Geschichte Nordrhein-Westfalens 27).

⁶ David Gates: *The Spanish Ulcer. A History of the Peninsular War*. Londres, 1986.

⁷ Hubert Foerster: «L'opposition populaire à la République helvétique (1798-1803). De la résistance civile par les soulèvements armés à la victoire politique», *La Révolution française: idéaux, singularités, influences*. Actes des journées d'études en hommage à Albert Soboul, Jacques Godechot et Jean-René Suratteau à Vizille (20-21 septembre 2001), 2002, p. 151-176, und Idem: «Les émigrés suisses et leurs troupes pendant la deuxième guerre de coalition», Jean-Clément Martin (s.d.), *La Contre-Révolution en Europe, XVIII^e-XIX^e siècle. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*. Rennes, 2001, p. 103-120.

⁸ Wayne S. Vucinich (Lt.): *The First Serbian Uprising 1804-1813*. New York, Columbia University Press, 1982, et Idem: «Serbian Military Tradition», *East Central European Society and War in the Era of Revolutions: 1775-1856*. New York, Columbia University Press, 1983, p. 285-324 (= War and Society in East Central Europe, 4).

niessen und gleichzeitig auf eine gewisse Schwäche der anderen Nachbarn zählen zu können. Dabei spielten natürlich das Verständnis, das Wohlwollen und der Eigennutz von England mit.

Auch auf die Erfahrungen der nordischen Staaten⁹ mit ihrer Politik der Selbstständigkeit oder der Allianzen kann hier hingewiesen werden. Dänemark mit seinen 40000 Mann und einer starken Flotte war 1801 zu schwach, um selbst nur Teilen der Marine Englands Widerstand leisten zu können. Dies, obwohl es mit Russland einen mächtigen, doch zu weit entfernten Verbündeten hatte. Doch auch Dänemark bildete, wie Schweden, eine bemerkenswerte Verstärkung der Alliierten gegen Frankreich im Endkampf 1813-1815. Man erkennt Parallelen mit der Schweiz: Während der Mediation isoliert und zu schwach, tritt sie 1815 ein Bündnis mit den siegreichen Alliierten ein und versucht, allerdings mit einem heilsamen militärischen Misserfolg, doch noch Stärke zu zeigen.

Es ist aber nicht zu vergessen, dass die Schweiz, wenn sie auch nicht mehr direkt von den kriegesischen Ereignissen im eigenen Land betroffen war, im Spannungsfeld zwischen Frankreich und den anti-napoleonischen Koalitionen lag¹⁰. Weder die nur bedingt anerkannten Neutralitätserklärungen noch der Verlauf der militärischen Auseinandersetzungen schlossen eine Implikation aus oder garantierten die Unversehrtheit des eidgenössischen Territoriums. Die Organisation eigener militärischer Mittel unter den gegebenen politischen Rahmenbedingungen zur Aufrechterhaltung der nationalen Souveränität war deshalb gezwungenermassen gegeben.

2. Die eidgenössische Militärorganisation

Voraussetzungen

Die Mediationsakte¹¹ beinhaltete als wesentlichen Teil der Bundesverfassung Bonapartes Vorschriften zur Bildung des schweizerischen Bundesheeres mit

⁹ So Ole L. Frantzen: «*The Danish Armed Forces 1800-1814*», S. 179-212, und Pär Frohnert: «Sweden in the Continental Wars of 1805 - 1814: a Pawn in the Great Game», p. 255-286, beide in: Johan Engström (Lt.): *Between the Imperial Eagles. Swedens Armed forces during the Revolutionary and Napoleonic Wars 1780-1820*. Stockholm, 2000; dazu auch C. Würdler-Hansen: *Den Danske Haer i Napoleonstiden 1801-1814*. Kopenhagen, 1992, und O. FeldbaeckK - K.J.V. Jespersen: «Revanche og neutralitet 1648-1814». Copenhagen, 2002, als Bd. 2 der *Dansk udenrigspolitik historie*.

¹⁰ Dazu z. B. David Gates: *The Napoleonic Wars 1803-1815*. London - New York - Sidney, 1997, und David Christopher D. Hall: *British Strategy in the Napoleonic War 1803-15*. Manchester - New York, 1992.

¹¹ Eingangs ist festzuhalten, dass der Kanton Tessin 1810 von italienischen Truppen besetzt wurde und seine Souveränität nur in bedingtem Rahmen ausüben konnte. Die heutigen Schweizer-kantone Wallis, Genf und Neuenburg gehörten nicht zur Eidgenossenschaft der Mediation. Dazu Michel Salamin: *La République indépendante du Valais 1802-1810*. Sierre, 1971; André Palluel-Guillard: *L'aigle et la croix. Genève et la Savoie 1798-1815*. Yens, 1999; Jean Courvoisier: *Le maréchal Berthier et sa principauté de Neuchâtel (1806-1814)*. Neuchâtel, 1959.

der Festlegung der kantonalen Kontingente bezüglich Mannschaft und Kriegsgeld. Die Umsetzung dieser Pflicht blieb der allerdings schwachen Zentralgewalt, der Tagsatzung und den Kantonen vorbehalten¹². Schon die Existenz dieser drei Kompetenzträger zeigt, dass die Schaffung des Bundesheeres nicht einfach werde und schnell vor sich gehen konnte. Das Militär, Ausdruck und Träger des Föderalismus, wurde damit ein Opfer der angenommenen Staatsform, des eidgenössischen Staatenbundes.

Neben den verschiedenen politischen Ebenen sind aber hauptsächlich drei weitere Aspekte zu berücksichtigen. Zum einen war Frankreich als faktische Schutzmacht nicht an einer starken Schweizer Armee interessiert, könnte sie sogar als potentielle Bedrohung seiner eigenen Interessen gesehen haben. Zum andern war die Finanzierbarkeit des Militärwesens ein Hindernis. Der Bund hatte nur im Falle einer eidgenössischen Mobilisation Geld, das die Kantone liefern mussten und es mit verschiedenen grosser Zahlungsmoral 1805, 1809 und 1813 auch taten. Die Kantone ihrerseits glaubten, im Allgemeinen kein Geld und im Besonderen auch für ihr Militärwesen keines oder nur wenig zu haben. Wenn sie auch noch die helvetische Nationalschuld von 21 Millionen abtragen mussten, so zeigen doch die mehrheitlich positiven Jahresabschlüsse ansehnliche Einnahmenüberschüsse, welche die Bildung von nennenswerten Reserven ermöglichten.

Des weitem ist die Wehrtradition zu berücksichtigen. Die einen Kantone konnten keine Militärtradition und mussten sich, wie der Thurgau erst an die eigene Miliz gewöhnen. Anderen – man glaubt sich in die Gründungszeit der Eidgenossenschaft mit Gewalthaufen, Hellebarden und Morgensternen versetzt – lag die straffe Ordonnanz und Vereinheitlichung schwer auf. Der Weg zu einem schlagkräftigen Bundesheer auf der Grundlage der Kantonskontingente konnte nur schwierig und langwierig sein.

Die verfassungsmässigen Grundlagen

Die grundlegenden Bestimmungen zum Militärwesen der Schweiz während der Mediation finden sich in der Mediationsakte. Die Bundesverfassung formulierte einerseits den Zweck der bewaffneten Macht (§ 1) zur Verteidigung von

¹² Immer noch lesenswert ist Karl Hilty: «Die Militärorganisationen der schweizerischen Eidgenossenschaft», *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft* 9 (1894/95), S. 29-162. Die eidgenössischen Quellen befinden sich im Bundesarchiv in Bern. Dazu Guido Hunziker - Andreas Fankhauser: *Das Archiv der Mediationszeit 1803-1813*, Bern, 1982, mit praktischen bibliographischen Angaben. Die kantonalen Belange sind in den Staatsarchiven aufbewahrt. Oft vergessen wird der rote Faden zur Mediation, Jakob Kaiserr: *Repertorium der Abschiede der eidgenössischen Tagsatzungen aus den Jahren 1803 bis 1813*, 2. Aufl. Bern, 1886.

Verfassung, Staatsgebiet, Freiheit und Unabhängigkeit gegen aussen oder gegen Angriffe eines Kantons oder einer Partei im Innern¹³.

Sie bestimmte auch die Stärke des Bundesheeres (§ 2) mit 15203 Mann, das entsprach einem Prozent der Bevölkerung, und den Bestand der Kantonskontingente, welche das Schweizer Heer bilden sollten. Gestützt auf die Finanzkraft und Bedeutung der Kantone legte die Verfassung auch die kantonalen Geldkontingente fest, welche mit Fr. 490507.– die Finanzierung des Bundesheeres erlauben sollten.

Die Regelung des in der Bundesverfassung nicht genannten Milizwesens blieb jedem Kanton freigestellt. Die Kantonsverfassung legte die Wehrpflicht fest. Begrenzt wurde in der Bundesverfassung jedoch die Stärke an besoldeten Truppen (§ 9). Jedem Kanton wurde erlaubt, ein Korps von 200 Berufssoldaten zu errichten.

Einsatzkompetenz über das Bundesheer hatten der Landammann bzw. die Tagsatzung (§ 20). Bei einem Aufstand in einem Kanton oder bei anderen dringenden inneren Bedürfnissen liess der Landammann Truppen eines oder mehrerer Kantone in den gefährdeten Kanton auf dessen Hilfesuch marschieren. Der Kleine Rat des Vorortes konnte dazu ein Gutachten abgeben. Bei andauernden Unruhen war die Tagsatzung einzuberufen.

Die Mobilisation des Bundesheeres, bzw. eine Kriegserklärung oder ein Friedensschluss lag in der Kompetenz der Tagsatzung (§ 31). Der diesbezügliche Beschluss erforderte eine 3/4 Mehrheit. Die Tagsatzung ernannte auch den eidgenössischen General¹⁴ (§ 34) als Oberbefehlshaber der Bundesarmee.

Jeder Kanton durfte gemäss der Kantonsverfassung nach Entscheid seines Kleinen Rates zur Regelung seiner inneren Angelegenheiten bis zu 500 Milizen aufbieten (§ 19). Wollte er über mehr Truppen verfügen, musste der eidgenössische Landammann darüber informiert werden.

Es oblag nun der eidgenössischen Tagsatzung und den Kantonen, diese Verfassungsvorgaben umzusetzen. Der Weg sollte sich als langwierig erweisen. Er war aber als Ausgangspunkt für die nächste Phase, das eidgenössische Militärreglement von 1817, unabdingbar und zeigte die gute Richtung auf.

¹³ Es ist verständlich, dass in der Aufbauphase des Bundesheeres weiterführende Einsatzpläne noch nicht «vorgedacht» wurden. Hans Rapold: *Strategische Probleme der schweizerischen Landesverteidigung im 19. Jahrhundert*. Frauenfeld, 1951.

¹⁴ Wenn auch der im «Bockenkrieg» 1804 als Oberkommandierende und oft General genannte Oberst Ziegler in der Liste fehlt, ist doch Victor Monnier: *Le général. Analyse juridique de la fonction du commandant en chef de l'armée fédérale suisse de 1798 à 1874*. Basel-Frankfurt, als Basisinformation nicht zu übergehen.

Die Militärkommission

Am 7. Juli 1803, anlässlich der ersten eidgenössischen Tagsatzung in Freiburg, ernannte Louis d’Affry¹⁵, erster eidgenössischer Landammann, auf Antrag der Kantonsvertreter die Mitglieder einer nationalen Militärkommission. Sie hatte ein Projekt zur Organisation des Bundesheeres vorzubereiten. Bei den Mitgliedern, alles reputierte Militärpersonen¹⁶, handelte es sich den Freiburger de Castella (1767-1830), vormals Brigadegeneral im französischen Dienst, die Obersten Ziegler (1768-1859) von Zürich, Kaspar von Müller (1767-1816) aus Glarus/Schwyz, den Berner von Steiger von Bipp, den Solothurner Ludwig Karrer (1741-1823) von Solothurn, den Aargauer Friedrich Hünerwadel (1779-1849) und den Waadtländer Chatelain. Am 10. Oktober in Freiburg versammelt, legte sie in kurzer Zeit den Entwurf zur allgemeinen Organisation des eidgenössischen Bundesheeres, zum Generalstab, zu einer Militärschule und Militärkasse vor. Bereits am 3. Dezember 1803 erhielten die Kantone das Projekt zur Vernehmlassung.

Die Tagsatzung von 1804 ersetzte Oberst von Steiger durch Oberst Ludwig von Kirchberger von Bern, und ernannte zusätzlich den neuen Flügeladjutanten des Landamanns, Fridolin von Hauser (1759-1832) von Glarus, und Rudolf von Luternau (1769-1849) von Bern, 1809 eidgenössischer Artillerieinspektor¹⁷, zu Mitgliedern der Militärkommission.

Diese Offiziere hatten die heikle Aufgabe, der Tagsatzung schnell und konkrete Vorschläge zur Bildung des Bundesheers zu machen und praktisch gleichzeitig die nötigen Arbeitsinstrumente, die Militärreglemente zu schaffen. Wesentlich sollten sich die Arbeiten von de Castella und Ziegler erweisen¹⁸.

3. Die eidgenössischen Reglemente

Das eidgenössische Militärreglement 1804/07¹⁹

Das eidgenössische Militärreglement 1804/07 enthält die Ausführungsbestimmungen des Verfassungsartikels der Mediationsakte zum Militär. Die Einlei-

¹⁵ Dazu die eigentliche Biographie des grossen Freiburgers: Georges Andrey – Alain-Jacques Czouz-Tornare: *Louis d’Affry, 1743-1810, premier Landamman de la Suisse*. Genève, 2003.

¹⁶ Biographische Angaben zu diesen Offizieren sollten sich bei Jaun: *Generalstab*, Bd. 3, Anm. 26, im *Historisch-biographischen Lexikon der Schweiz* und im *Historischen Lexikon der Schweiz* finden.

¹⁷ Diese personellen Wechsel sind in Kaiser, *Repertorium*, Anm. 11, nicht angeführt.

¹⁸ BABE, Mediationsarchiv (= C 0) 358, 359.

¹⁹ Im heutigen Sprachgebrauch würde es sich um das eidgenössische Militärgesetz und nicht «nur» um ein Reglement handeln.

tung hält die Grundsätze zu Verfassungsauftrag, Ziel, Zweck, und Gestaltung der eidgenössischen Militärorganisation auf 9 Seiten fest. Danach folgen, mit 12 Seiten, die eigentlichen Fachkapitel: Generalstab, Feldingenieurkorps, Oberstkriegskommissar, Oberkriegsgericht, Bewaffnung, Exerzier- und Tambour-ordonnanz, Uniformierung, Besoldung und Verpflegung. Einen wesentlichen Abschnitt, 25 Seiten, bildet die Organisation der eidgenössischen Artillerie mit Mannschafts- und Waffenetat und Fuhrwesen (Personal, Fuhrwerk, Pferde). Allen Ausführungen folgen Tabellen. Hier besonders interessant ist jene mit der Aufteilung der Kontingentstruppen bezüglich Mannschaftsstärke und Waffenzugehörigkeit, da ja diese Kontingente das eidgenössische Bundesheer bilden sollten.

Das eidgenössische Militärreglement ist aber auch Zeugnis für die grundlegenden richtigen Pläne der Schweiz für ihre Militärorganisation, aber auch für die politisch oder organisatorisch bedingten Modifikationen. So konnte Napoleons Weigerung wegen kein permanenter Generalstab gebildet werden. Möglich waren nur temporär eingesetzte Generalstabsoffiziere. Diese Einschränkung verhinderte natürlich wesentlich eine schnellere und umfassendere Organisation des eidgenössischen Bundesheeres. Damit zusammen ging das praktisch fehlende Feldingenieurwesen.

Nachdem das eidgenössische Militärstrafgesetz trotz ansprechender Entwürfe 1807, 1809 und 1812 während der Mediation nicht approbiert werden konnte, hing auch das geplante Oberkriegsgericht in der Luft. Die Annahme der provisorischen Version von 1809 liess nicht erahnen, dass die endgültige Fassung (Strafgesetz, Organisation der Rechtspflege, Instruktion für das Verfahren und mit den Kriegsartikeln) erst 1818 approbiert und gedruckt werden konnte²⁰.

In kantonalem Eigennutz, unter Verkennung der nationalen Bedürfnisse und im Bestreben, Napoleon, Beschützer der Waadtländer Freiheit, zu umschmeicheln, lehnte die Waadt das Projekt der eidgenössischen Militärorganisation völlig ab. Als Vorwand diente die angebliche Wahrung der kantonalen Souveränität. Dass aber bedeutende Punkte des Projekts zum Vorbild und zur Verbesserung der Waadtländer Militärorganisation übernommen wurden, tönt paradox²¹. Die

²⁰ BABE, Mediationsarchiv (= C 0) 361; Archiv der Tagsatzung 1260. Eine gute Illustration zum Problem des Militärstrafrechts und des Kriegsgerichts zu Beginn der Mediation bildet Hubert Foerster: «Das Ende des Stabbrechens im Schweizer Militärstrafrecht: Das eidgenössische Kriegsgericht 1804», *Forschungen zur Rechtsarchäologie und Rechtlichen Volkskunde* 9 (1987), S. 55-78.

²¹ François Cojonnex: *Benjamin Muret-Grivel, Inspecteur des Milices vaudoises*. Yens sur Morges, 2003, S. 28-31. Ironie des Schicksals, ausgerechnet der Generalinspektor der Waadtländer Truppen, Benjamin Muret-Grivel, der als überzeugter helvetischer Patriot bereits auf diesem Posten war und noch während der Helvetik die Notwendigkeit der zentral geleiteten Nationalarmee erkannt und gefördert hatte, initiierte die Waadtländer Opposition... War bei Murets Stellungnahme etwa die verletzte persönliche Eitelkeit im Spiel, da er nicht zur vorbereitenden eidgenössischen Kommission zugezogen worden war?

Die Zusammensetzung des Schweizer Bundesheeres

Stärke der Kontingente und Waffengattungen

Kanton	total Mann	Infanterie	Scharfschützen Füsiliere/Jäger	Kanoniere	Kavalleristen	Stab	Franken
BE	2292	1018/800 ²²	120	240	50	64	91695
ZH	1929	1511/–	160	160	50	48	77153
VD	1482	972/100	80	240	50	40	59273
SG	1315	970/197	60	20	30	38	39451
AG	1205	983/–	–	160	30	32	52212
GR	1200	1075/–	80	–	13	32	12000
TI	902	475/383	–	–	12	32	18039
LU	867	546/200	80	–	25	16	26016
TG	835	480/289	20	–	20	26	25052
FR	620	504/–	40	40	20	16	18591
AP	486	470/–	–	–	–	16	9728
SO	452	376/–	–	40	20	16	18097
BS	409	336/–	–	40	20	13	20450
SZ	301	–/209	80	–	–	12	3012
GL	241	–/192	40	–	–	9	4823
SH	233	194/–	–	20	10	9	9327
UW	191	–/106	80	–	–	5	1907
ZG	125	–/97	25	–	–	3	2497
UR	118	–/90	25	–	–	3	1184
Total	15203	9910/2663	890	960	350	430	490507

²² Die ersten Ziffern sind die Vorhaben der Mediationsverfassung.

damit gezeigte Unreife des neuen Kantons wandelte sich glücklicherweise in der Folge. Neben der Waadt verweigerte nur noch Sankt Gallen die Ratifikation des eidgenössischen Militärgesetzes.

Die Zusammensetzung des Bundesheeres

Die Mediationsakte gab nur den Kontingentsbestand der 19 Kantone mit 15203 Mann zur Bildung des Bundesheeres. Dies entsprach 1 % der Bevölkerung, was einem üblichen Prozentsatz in anderen Ländern entsprach. Die Ausführungsbestimmungen dazu finden sich im eidgenössischen Militärreglement 1804/07. Bei der Festlegung der Waffenstärken der einzelnen Kantone wurde auf deren Eigenheiten und Wünsche Rücksicht genommen. Die «reichen» Kantone, welche sich bereits im Ancien Regime die teure Artillerie erlaubt hatten, legten Wert darauf, diese prestigeträchtige Waffe wiederum zu besitzen und in den Dienst der Eidgenossenschaft zu stellen²³. Kantone mit einer guten Pferdezucht wollten die ebenfalls geschätzte Kavallerie liefern²⁴. Zählte ein Kanton starke oder gewandte Einwohner und Schützen, so stellten sie Scharfschützen²⁵ und Jäger²⁶. Auf jeden Fall wurde auf die sensibeln Wünsche der Kantone geachtet und es war ihnen gestattet, selbst kleine Waffendetachements zu stellen. So lieferte z.B. Schaffhausen aus seiner Kavalleriekompanie und aus den Kanoniereinheiten noch 10 Dragoner und eine Viertelkompanie Artillerie zum Bundesheer. Das Gros des Bundesheeres bildete aber weiterhin und traditionsgemäss die Infanterie.

Die Eidgenossenschaft zeigte sich aber auch im Militärwesen lernfähig und flexibel. Die kantonalen Wünsche und praktisch-finanzielle Überlegungen führten in der modifizierten Reglementsfassung von 1807 zu einer Erhöhung der Basler Infanterie um 40 Mann und zur Reduktion der Kanoniere um die gleiche Anzahl. Letzteres verpflichtete nur Stellung einer halben Artilleriekompanie. Im Gegenteil dazu verkleinerte der Aargau seine Infanterie um 40 Mann und erhöhte den Bestand der Artilleristen um 40 Mann. Dies führte zur Lieferung von zwei ganzen Artilleriekompanien. Waren 1804 von der Eidgenossenschaft, begründet im vorhandenen Bestand, noch acht 12-Zoll Haubitzen, 18 18-Pfünder und 40 4-Pfünder Kanonen gefordert, so spezifizierte die Fassung von 1807 die

²³ So die Kantone Zürich, Bern, Freiburg, Solothurn, Basel Schaffhausen, Aargau, St. Gallen, Waadt.

²⁴ Ohne die Kantone Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Appenzell. Der Fall von Schwyz ist interessant. Die Benediktinerabtei Einsiedeln besass nämlich bis 1798 eine hervorragende Pferdezucht. Die während der Helvetik erfolgten Requisitionen schädigten das Gestüt derart, dass Schwyz nicht mehr zu den Kantonen mit Pferdezucht zu zählen war. Die später wiederum getriebene Aufzucht in Einsiedeln hatte zwar den guten Namen beibehalten, doch nur höchstens regionale Bedeutung.

²⁵ Ohne die Kantone Tessin, Appenzell, Schaffhausen, Basel, Aargau, Solothurn.

²⁶ Ohne die Kantone Graubünden, Appenzell, Zürich, Schaffhausen, Basel, Aargau, Solothurn.

Die eidgenössischen Militärreglemente 1804-1813

1804	Allgemeines Militär Reglement für den Schweizerischen Bundesverein
1804	Exerzier-Reglement für die Eidgenössische Linien und leichte Infanterie (Soldatenschule, Zugsschule, Bataillonsschule)
1804	Ordonnanz zur Bedienung der Zwei- und Vierpfünderkanonen ²⁷ der eidgenössischen Artillerie
1805	Reglement für die eidgenössischen Truppen über die innern Einrichtungen, die Disziplin und die Dienstordnung für jeden Grad
1805	Eidgenössisches Exerzierreglement für die Linien- und leichte Infanterie
1805	Artillerie-Exerzier-Ordnung der Eidgenössischen Truppen
1805	Instruktionen für den Oberstkriegskommissär
1806	Eidgenössisches Reglement für die innern Einrichtungen und die Dienstordnung für jeden Grad
1806/07	Exerzier- und Dienstreglement für die Eydgenössischen leichten Truppen. 2 Teile.
1807	Allgemeines Militärreglement der eidgenössischen Kontingentruppen.
1807	Reglement über die Bildung des eidgenössischen Artilleriekontingents
1807	Unterricht und Reglement über den Felddienst für die eidgenössischen Truppen
1809	Règlement pour les troupes confédérées (Devoirs du soldat, du sous-officier, de l'officier)
1810	Reglement für die eidgenössische Infanterie: 1. Unterricht des Soldaten (Haltungen, Gewehrausbildung, Marschieren) 2. Der Pelotons-Unterricht ²⁸ (Formationen, Märsche, Feuer, Trommler-Ordonnanz) 3. Der Bataillons-Unterricht (Formationen, Märsche, Feuer) 4. Bewegungen mehrer Bataillons (Formationen, Märsche, Feuer)
1810	Ordonnanz betreffend den Bau von Militärfuhrwerken
1810	Instruktion für den Oberstkriegskommissär der eidgenössischen Truppen
1813	Reglement für die Eidgenössischen Truppen über die innern Einrichtungen, die Disciplin und die Dienst-Ordnung für jeden Grad.

²⁷ Es fällt auf, dass, obwohl keine 2-Pfünder gefordert bzw. erlaubt waren, doch ein Reglement zu deren Handhabung verfasst wurde. Ein Zugeständnis an den bestehenden Bestand dieser Geschütze besonders in den kleinen Kantonen.

²⁸ = Zugsschule.

Kaliber auf 2 12-Pfünder, 14 8-Pfünder, 40 4-Pfünder Kanonen und 10 12-Zoll Haubitzen. Die Artillerie zählte 10 Artilleriedivisionen zu Fuss und zwei zu Pferd. Das Bundesheer war mit 66 Geschützen dotiert und damit recht artilleries-tark. Napoleon begnügte sich mit einem Geschütz auf 1000 Mann.

Nach dem Militärreglement von 1804 war die Bildung von sieben Legionen vorgesehen.²⁹ In der Praxis bzw. der Mobilisation von 1805 erfolgte dann aber die Zusammensetzung des Bundesheeres ad hoc aus Bataillonen, deren Einheiten aus einem oder aus mehreren Kantonen zusammengesetzt waren. Die Bataillone wurden nach Bedarf und Aufgabenerteilung zu Brigaden und Divisionen vereint. Diese Praxis führte dann in der modifizierten Reglementsfassung von 1807 zum Streichen der Legionseinteilung.

So kam es zur «endgültigen» Bildung der eidgenössischen Bundesarmee mit 99 Kompanien Füsiliere (= 72 %) und 26 mit Jägern (20 %), bei beiden Waffen die Kompanie zu 100 Mann, 11 Kompanien Scharfschützen (8 %) zu 80 Mann, 7 der Kavallerie (2 %) zu 50 Mann, 12 Artilleriedivisionen (7 %) zu 80 Mann. Im Stab waren, über alle Kantone verteilt, 430 Mann (3 %) eingeteilt³⁰.

Die Militärreglemente wurden deutsch verfasst und publiziert. Dies entsprach den Bedürfnissen der deutschen Kommandosprache. Ihr hatten sich auch frankophone Truppenkörper zu unterwerfen, wenn sie mit deutschsprachigen Einheiten gemeinsam Dienst taten, wie den Waadtländern anlässlich der Grenzbesetzung 1805 zu verstehen gegeben wurde³¹. Nur das Reglement zur inneren Einrichtung mit der Dienstordnung für jeden Grad von 1806 scheint übersetzt worden und 1809 gedruckt worden sein³². Eine Folge der fehlenden Finanzen oder die gewollte Durchführung einer militärischen Einheitssprache?

²⁹ So wurden die Kontingente von Uri, Schwyz, Unterwalden, Luzern, Glarus et Zug theoretisch in der 1. Legion (1843 Mann) zusammengefasst, die von Graubünden und vom Tessin in der 2. (2102), die von Appenzell, St. Gallen und dem Thurgau in der 3. (2636), die von Zürich und Schaffhausen in der 4. (2162), die von Basel und dem Aargau in der 5. (1614), die von Bern und Solothurn in der 6. (2744) und die von Freiburg und der Waadt in der 7. (2102).

³⁰ Zum Stab: *Der Schweizerische Generalstab*, Bd. 1: Georges Rapp - Viktor Hofer: «Von den Anfängen bis zum Sonderbundskrieg», Basel, 1983, und Bd. 3, Rudolf Jaun: «Das eidgenössische Generalstabskorps 1804-1874, eine kollektiv-biographische Studie». Basel-Frankfurt 1983.

³¹ Ainsi le *Règlement pour les troupes confédérées: devoirs du soldat*. Zurich, 1809, p. 7, donne, par exemple, l'appel de la sentinelle en français «Halte-là! qui vive?» suivi entre parenthèses de «(Halt! wer da?)». La traduction de l'ordre allemand en français ne figure logiquement pas dans le règlement en allemand. Diese zweisprachigen Kommandokenntnisse waren auch im fremden Dienst geläufig. Dazu etwa Hubert Foerster: *Das Regiment Bachmann im Dienste von Sardinien 1793-1798*. Ms., Freiburg.

³² Es fällt auf, dass nach dem Bestand in der Eidgenössischen Militärbibliothek, Bern, und im Militärmuseum in Morges, nach der freundlichen Auskunft von H. Pascal Pouly, zu schliessen, dieses Reglement das einzige in französischer Sprache sein dürfte.

So oder so, die Einheit der Kommandosprache verlangte von den französisch- und italienischsprachigen Soldaten einen zusätzlichen Aufwand. Mit der Einheitssprache wurde zwar die militärische Führung auf verschiedenen Stufen vereinfacht und beschleunigt. Es ist jedoch fraglich, ob dadurch aber auch das Gemeinschaftsgefühl gefördert wurde.

Neben der grundlegenden eidgenössischen Militärordnung 1804/07 erliess die Eidgenossenschaft nach der Vernehmlassung und mit der Zustimmung der Kantone folgende Reglemente, die Ausbildung und Dienst grundlegend bestimmen sollten.

Die eidgenössischen Militärreglemente 1804-1813

Auf der Grundlage der Mediationsakte von 1803 und des eidgenössischen Militärreglements von 1804/07 wurden spezifische Vorschriften für das eidgenössische Militär und damit auch für die Kantonstruppen erlassen. Diese Reglemente modifizierten das von der eidgenössischen Tagsatzung «im Allgemeinen als Grundlage» angenommene französische Exerzierreglement von 1791. Dieses deckte nämlich die Bedürfnisse von Linientruppen ab, Bedürfnisse, die denen der Milizeinheiten nicht entsprachen.

Es ist zu unterstreichen, dass es sich bei den eidgenössischen Reglementen hauptsächlich um Vorschriften für die Truppe, Kader und Mannschaft, handelte. Eigentliche Verwaltungsvorschriften wurden nur für den Oberstkriegskommissar³³ erlassen.

Randbemerkungen zum Reglementswesen

Bei der Reglementierung des eidgenössischen Militärwesens sind verschiedene Punkte hervorzuheben. Zum ersten schufen diese Reglemente auf der Suche der notwendigen Vereinheitlichung endlich eine für die ganze Eidgenossenschaft gültige Instruktionsvorgabe. Diese war, obwohl bereits von der Helvetik angestrebt und unvollendet geblieben, nach dem Wirrwarr der kantonalen Reglemente im Ancien Regime eine wahre Wohltat. So sind aus der Zeit vor 1798 allein 137 gedruckte Reglemente bekannt³⁴, Zahl, die sich mit den nur handschriftlichen Vorschriften wahrscheinlich verdoppeln dürfte.

³³ Als Oberstkriegskommissar waltete umsichtig der Glarner Kaufmann und Magistrat Niklaus Heer, 1805 eidgenössischer Oberst. C. Weber: *Landamann Niklaus Heer, 1755-1822*. Näfels, 1921.

³⁴ Die beste Übersicht über die vor 1798 bestehenden gedruckten Militärreglemente gibt Alfred Zesiger: *Wehrordnungen und Bürgerkriege im 17. und 18. Jahrhundert, Schweizer Kriegsgeschichte* 7. Bern, 1918, S. 5-58, bes. S. 49-58.

Nicht zu übersehen ist das «Zielpublikum» der eidgenössischen Reglemente. Man konnte nicht einfach die ausländischen Vorschriften übernehmen, diese waren ja an Berufssoldaten gerichtet. Die bereits ausgebildeten Truppenstämme der alten Regimenter und die langen Instruktionszeiten ermöglichten einen höheren bzw. ausgefeilteren Standard der Ordonnanzen und der Instruktion. Die eidgenössischen Militärreglemente richteten sich an einfache Milizen, für deren Ausbildung nur wenig Zeit zur Verfügung stand. Die Instruktion hatte sich also auf das Wesentliche des Militärhandwerks in einfacher, klarer und knapper Form zu beschränken. Die diesbezüglich gemachten Erfahrungen der Kommissionsmitglieder wie Ziegler, Gady usw. als Offiziere der Emigrantentruppen 1799-1801, in denen Zivilisten in kürzester Frist zu einsatztauglichen Soldaten geformt worden waren, waren äusserst wertvoll und konnten nutzbringend umgesetzt werden.

Es ist auch auf den Zeitfaktor zwischen der Auftragserteilung zur Erarbeitung der Reglemente bis hin zur praktischen Ausbildung der Truppen hinzuweisen. Die mit der Erarbeitung und Formulierung beauftragten Kommissionen waren zwar mit besten Köpfen besetzt und arbeiteten sehr speditiv. Der Weg zwischen dem Entwurf, der Vernehmlassung bei den Kantonen, der Verabschiedung durch die Tagsatzung, der Approbation durch die Kantone, dem Druck der Reglemente, der Bestellung und Auslieferung, der korrekten Anwendung durch die lokalen Instruktoren bzw. durch die oft den Traditionen dem bereits vorhandenen Wissensstand verhafteten alten Trüllmeister und schliesslich der konkreten Assimilierung durch die Truppen bedeutete eine lange Geduldsprobe. Dies war aber bei der schwachen eidgenössischen Zentralgewalt und mit der Souveränität der Kantone dem demokratischen Staatenbund systeminhärent und nicht zu umgehen.

Ein anderes Problem lag in der Anwendung dieser anerkanntermassen qualitätsvollen und der Schweiz angepassten Reglemente. Es lag nämlich in der Kompetenz der Kantone, selbst die von ihnen ratifizierten Reglemente auch anzuwenden. So billigte z. B. der Aargau zwar das Artilleriereglement von 1807, anerkannte aber die Tätigkeit des mit der Kontrolle dessen Anwendung betrauten eidgenössischen Artillerieinspektors nicht. Die Eidgenossenschaft konnte aber keine wirksame Kontrolle über die Beachtung ihrer Militärvorschriften ausüben oder gar erzwingen, da ihr die diesbezüglichen Mittel fehlten und die Einhaltung der Reglemente vollständig in die Kompetenz der souveränen Kantone fiel.

Die eidgenössischen Reglemente wurden, schon damals wie heute, durch praktisch geglaubte Erläuterungen und Hilfsreglemente, Eigenschöpfungen natürlich begabter Offiziere, ergänzt. Sie konnten, wie die Schriften der Aargauer von Schmiel und Plüss als nützliche Information über den kantonalen Rahmen heraus

reichen, ohne aber Vorschriftcharakter zu erreichen. Andere Kantonalreglemente waren Übernahmen von ausländischen Vorbildern wie des französischen Exerzierreglements von 1791, wie es von Bern und der Waadt benutzt wurde³⁵.

Illustrationen verdeutlichten den Text mit der Beschreibung der Handgriffe. Damit wurde auch die Vereinheitlichung gefördert. Dass die Gelegenheit zur Darstellung der kantonalen Uniformordonnanz benutzt wurde, erhöht nicht nur den Reiz der Darstellung, sondern stellt eine bedeutende ikonographische Quelle dar³⁶.

Und es fehlen...

Auch wenn man mit dem heute juristisch verbildeten Auge auf die Militärorganisation und Reglementierung der Mediation schaut, fallen doch einige Aspekte auf, wo man grundlegende eidgenössische Weisungen hätte erwarten können. Diese seien hier nur kurz erwähnt.

Nicht die nötige Beachtung fanden die Truppsanität und der Spitaldienst. Wie bereits die Zustände 1805 zeigen, war das Problem erkannt und man suchte, auf dem Verwaltungsweg Abhilfe mit Weisungen für die Besteckkiste der Chirurgen oder zur Organisation von Militärspitälern zu schaffen. In diesem Bereich sollte die Eidgenossenschaft noch etliche Jahre hinter den Menschen-erhaltenden Erkenntnissen der Kriegführenden Staaten wie namentlich Frankreich hinterher hinken³⁷.

Ein Problem war auch die Organisation des Train. Die Fuhrleute 1. Klasse für die Artillerie hätten nach dem Reglement 1807 zwar militärisch organisiert sein müssen und die 2. Klasse für das «Parkfuhrwesen» nicht. Da es aber noch keine eigene Traintruppe gab, musste in der Wirklichkeit auf zivile Fuhrunternehmen und -knechte zurückgegriffen werden. Dies hatte natürlich für den Einsatz, den Dienstbetrieb und die Finanzen negative Auswirkungen³⁸.

³⁵ *Reglement für die Disziplin und den Dienst in der aargauischen Kompagnie*, o. O., 1803. Johann Nepomuk von Schmiel: *Unterricht über den Militärdienst. Der Miliz des Schweizerischen Freystaates gewidmet*. Aarau - Basel, 1806. Johann Jakob Plüss: *Auszug der Handgriff- und Manöver-Commandos aus der Soldaten-, Pelotons- und Bataillonsschule*. Aarau, 1806. *Reglement für die Bernischen Truppen. Pflichten der Unter-Offiziers der Dragoner*. Bern, 1813. *Règlement pour les Milices du Canton de Vaud concernant le régime intérieur, la discipline et le service de chaque grade*. Lausanne, 1813. Dazu auch Hubert Foerster - Bernard Stettler: «Das Schweizer Exerzierreglement 1799/1804 und seine bildliche Umsetzung in Bern», *Figurina Helvetica* 1991, S. 3-12, 1992, S. 25-32.

³⁶ Vgl. Foerster - Stettler: *Exerzierreglement*, obige Anmerkung.

³⁷ Max Winzenried: *Das Militärsanitätswesen von der Mediation bis zum Sonderbundkrieg*. Basel, 1954. Dazu *Journal des campagnes du baron Percy, chirurgien en chef de la Grande Armée*. Paris 2003, und Alain Pigeard: *Le service de santé de la Révolution au 1^{er} Empire, 1792-1815*. Paris, 2004.

³⁸ Karl Oechslin: *Aus der Geschichte des schweizerischen Trainwesens, unter Berücksichtigung der Entwicklung des schweizerischen Heerwesens im allgemeinen*. Pfäffikon, 1955, bes. S. 18-20.

Die Verpflegung wurde erst 1813 im Detail geregelt. Es wurde in Natural- und Geldverpflegung und «Hausmannskost» bei Einquartierungen unterschieden. Die Verpflegung stellte gerade bei den eidgenössischen Aufgeboten mit der grossen Anzahl von Verpflegungsbedürftigen heikle Anforderungen an die kantonalen Kriegskommissare und den eidgenössischen Verwaltungsdienst. Es war unvergessen, dass 1799 ein wesentlicher Grund für die Desertion der helvetischen Milizen die fehlende oder unregelmässige Verpflegung gewesen war. Dem diesbezüglich begründeten Missmut der Truppe war vorbeugend Rechnung zu tragen³⁹.

Noch nicht reglementiert wurden die Militärspiele. Die «offizielle Militärmusik» beschränkt sich auf die Tambouren und Pfeifer der Einheiten. Durch die private und kantonale Initiative entstanden aber in der ganzen Schweiz zahlreiche Formationen der Art «Türkenmusik». Diese hatten ein verschiedentlich langes Leben. Ein schönes Beispiel ist dafür im Kanton Freiburg die heutige Stadtmusik von Bulle von 1803 und in der Stadt Freiburg die Landwehrmusik, die 1804 als Musik des Freikorps ihre Tätigkeit aufgenommen hat⁴⁰. Dieser Aspekt des Militärwesens verdient in diesem Zusammenhang auch festgehalten zu werden.

Es ist verständlich, dass nicht alle Zweige des eidgenössischen Bundesheeres sofort und in der schwierigen Aufbauphase geregelt werden konnten. Eine grundlegende Verbesserung dieser unbefriedigenden Lage trat erst mit der neuen Bundesverfassung von 1814 und mit dem eidgenössischen Militärgesetz von 1817 ein.

4. Einheit in Waffen und Uniform

Die Sorge um die Vereinheitlichung im eidgenössischen Bundesheer betraf natürlich auch die Waffen und die Uniformen. Der Vorteil dafür liegt mit der Vereinfachung der Wartung und der Munitionsversorgung bzw. der Identifikation der Truppen auf der Hand. Dabei musste jedoch auf die kantonalen Eigenheiten und Möglichkeiten Rücksicht genommen werden. Bei den Gewehren, Karabinern und Pistolen war das Kaliber 18 mm (= 2 Lot), die französische

³⁹ G. Bühlmann: *Die Entwicklung des Verpflegungs- und Verwaltungsdienstes der schweizerischen Armee*. Zürich, 1916, passim.

⁴⁰ Walter Biber: *Von der Bläsermusik zum Blasorchester. Geschichte der Militärmusik und Blasmusik in der Schweiz*. Luzern, 1995. Bedauerlicherweise ist, dass der Autor die bestehende Literatur zu den Spielen der Mediation nicht berücksichtigt hat. Vgl. Hubert Foerster: *Militärmusikkorps während der Mediation*, Ms. Freiburg. Zum Kanton Freiburg, Pierre Alain Stolarski: *Une harmonie dans la cité. Corps de Musique de la ville de Bulle (1803-2003)*. Bulle, 2003 und Georges Corpataux - Alfred Collomb: *La Landwehr. Corps de musique de l'Etat et de la ville de Fribourg 1804 -1879 -1929*. Freiburg, 1929.

Ordonnanz, vorgeschrieben. Den Scharfschützen, die vorläufig noch mit ihren privaten Stutzern Dienst leisten konnten, wurde das Kaliber noch freigestellt.

Bei der Artillerie wurde die Kompanie bzw. Division zu 6 Rohren befohlen. Angesichts des vielfältigen Bestandes an kalibermässig verschiedenen Rohren vom 2-Pfünder bis zum 24-Pfünder befahl die Eidgenossenschaft auch hier eine Vereinfachung. An Geschützkalibern waren die kurzen oder halblangen 12- und 8-Pfünder Kanonen nach dem französischen Modell und die kurzen 4-Pfünder Kanonen und 12-Zoll Haubitzen nach dem Berner Kaliber⁴¹ gefordert. Die beiden Kaliber entsprachen den bestehenden Geschützen in den Kantonen, die für teures Geld im Ancien Regime beschafft worden waren⁴². Bern und Solothurn durften ihre, eine moderne, teure und in der Eidgenossenschaft sonst unübliche reitende Artilleriedivision beibehalten. Mit den Vorschriften zum Fuhrpark ermöglichte man zusätzlich den problemlosen Ersatz bei defekten Fahrzeugen.

Bei der Uniform wurden einerseits einheitlich Rang- und Gradabzeichen gefordert. Dies erleichterte bei einem eidgenössischen Zusammenzug den Dienstbetrieb. Bezüglich der Farbe des Uniformstoffes sollte das dunkle Flaschengrün bei den Scharfschützen, grau, dunkel- oder hellblau für die anderen Waffengattungen verwendet werden. Bei den Kopfbedeckungen erstreckten sich die Möglichkeiten vom Dreispitz über den Zeittafelhut bis zum Tschako⁴³. Dass daneben im Aargau sogar noch der Zylinder getragen, sei nur am Rande vermerkt.

Es fällt auf, dass bei den militärischen Erkennungszeichen das kantonale Element vorherrscht. Auch im eidgenössischen Dienst trugen die Kontingentstruppen die kantonale Kokarde und marschierten unter der Kantonsfahne. Als einheitlicher Typus wurde das weisse durchgehende Kreuz mit den Feldern in den geflammten Kantonsfarben propagiert. An den eidgenössischen Dienst erinnerte nur die weisse Armbinde. Erst 1815 führte General Bachmann die eidgenössische Armbinde, auf Rot ein weisses Kreuz, ein. Die eidgenössische Fahne in derselben Gestaltung findet sich mit 1841/42 erstaunlicherweise spät⁴⁴. Dies

⁴¹ Die Artillerie der Kantone Bern, Aargau und der Waadt - die beiden letzteren hatten bei der Aufteilung des Berner Zeughausbestandes diese Waffen «geerbt» - behielt aus Kostengründen vorläufig das alte Berner Kaliber bei.

⁴² Dazu zum Beispiel für Freiburg, Hubert Foerster: «Die freiburgischen Waffenkäufe 1772-1778», *Freiburger Geschichtsblätter* 61 (1977), S. 189-202, mit der Beschaffung der Artillerie und der Infanteriegewehre in Frankreich.

⁴³ Hugo Schneider: *Vom Brustharnisch zum Waffenrock - De la cuirasse à la tunique*. Das Wehrkleid des Schweizer Soldaten - L'uniforme du soldat suisse, 1650-1915. Frauenfeld, 1968, und Roland Petitmermet - Lucien Rousselot: *Schweizer Uniformen - Uniformes suisses 1700-1850*. Bern, 1976.

⁴⁴ Das Schweizerfahnenwesen wird ausführlich dargestellt von Albert und Berta Bruckner: *Schweizer Fahnenbuch*. St. Gallen 1942, und kurz zusammengefasst Louis Mühlemann: *Wappen und Fahnen der Schweiz*. Lengnau 1991. Dazu auch Günter Mattern: «Das Fahnenwesen der Schweiz zwischen 1792 und 1812», *Figurina Helvetica* 38 (1979), S. 33-39.

verdeutlicht aber auch den Stellenwert eines eidgenössischen Feldzeichens bzw. der Verbreitung und Bedeutung des Staats- bzw. Nationalgefühls.

5. Die Einsätze des Bundesheeres

Das schweizerische Bundesheer hatte zwei Hauptaufgaben, welche während der Mediation in beeindruckender Weise auch erfüllt wurden:

1. Die Erhaltung von Ruhe und Ordnung im Landesinnern. Dazu gehörte auch die Garantie der verfassungsmässigen Zustände in den Kantonen.
2. Schutz des eidgenössischen Territoriums nach aussen.

Der eidgenössische Ordnungsdienst im Landesinnern

Unter den vielfältigen Folgen der Helvetischen Republik ist auch der Unmut eines Teiles der Bevölkerung mit den neuen politischen und administrativen Zuständen der Mediation zu nennen. In verschiedenen Gebieten im Kanton Zürich nahm die Unbotmässigkeit unter der helvetischen Flagge derartige Züge an, dass der eidgenössische Landammann Niklaus von Landammann das weitere Ausbreiten des Aufstandes mit militärischer Macht verhindern musste. Damit sollte auch Frankreich eine weitere Besetzung unter dem Vorwand der Erhaltung der Ordnung genommen werden. Damit erhielt der an und für sich einfache eidgenössische Ordnungsdienst nationale Bedeutung.

Der «Bockenkrieg» 1804⁴⁵ sah den Einsatz von Truppen, 4245 Mann, aus allen Kantonen mit Ausnahme von Luzern, Uri, Innerrhoden, dem Tessin, Thurgau und der Waadt. War die Abwesenheit der Luzerner und Waadtländer noch, in den Überlegungen des eidgenössischen Landammanns, in deren politischen Unzuverlässigkeit begründet, so fehlte es in den anderen Kantonen ganz

⁴⁵ Den neuesten Überblick gibt Joseph Jung (Hrsg.): *Der Bockenkrieg 1804. Aspekte eines Volksaufstandes*. Zürich, 2004, mit namentlich den Beiträgen von Jürg Stüssi-Lauterburg zum internationalen Umfeld, von Otto Sigg zur Lage im Kanton Zürich, von Peter Ziegler zu den Auführern, von Hubert Foerster zum eidgenössischen Ordnungsdiensteinsatz, von Hans Rudolf Fuhrer zum Kräfteverhältnis und von René Bieri zur Landjägerorganisation in der Schweiz. Dazu auch Hans Rudolf Fuhrer: «Der Bockenkrieg 1804. Aufstand des Zürcher Landvolkes», als Heft 17 der *Militärgeschichte zum Anfassen*. Au 2004. Viel Sympathie mit den Aufständischen zeigt Rolf Graber: *Zeit des Teilens. Volksbewegungen und Volksunruhen auf der Zürcher Landschaft 1794-1804*. Zürich, 2003, S. 301 ff. Die Haltung der Obrigkeit, der grosse politische Kontext mit der französischen Invasionsgefahr und die Militäraktion mit dem Kriegsgericht finden jedoch kaum ansatzweise Verständnis.

einfach am Militärverständnis der Bevölkerung und/oder an den grundlegenden organisatorisch-materiellen Unterlagen, Vorgaben und Möglichkeiten.

Es sollte eigentlich verständlich sein, dass die Kantonsmilizen noch nicht oder nur ungenügend organisiert waren: Das eidgenössische Militärreglement von 1804 mit all seinen detaillierten Ausführungsbestimmungen der Verfassungssartikel zum kantonalen Militärwesen sollte ja erst am 28. Juni 1804, also nach den unvorhersehbaren Zürcher Unruhen, verabschiedet werden. Umso höher ist der erfolgte Einsatz von organisierten Militärkräften einzuschätzen.

Das Aufgebot von 1804 war der erste Test der neuen, wenn auch noch rudimentären Bundesarmee, den sie, wenn auch nur teilweise aufgeboden, auftragsgemäss und zur grossen Zufriedenheit von Frankreich erfüllt hat. Die dabei aufgetretenen Verschiedenheiten oder Mängel bei den kantonalen Kontingenten erstaunen aus den Zeitumständen nicht. Sie sollten in der Folge mit den Grenzbesetzungen, mit dem nachgebesserten Militärreglement 1804/07 schrittweise und nach den bestehenden Finanzen in den Kantonen behoben werden.

Die eidgenössischen Grenzbesetzungen

Die kantonalen Kontingente wurden 1805 anlässlich des 3. Koalitionskrieges, 1809 des Aufstands der Tiroler wegen und 1813 im Zusammenhang mit dem Befreiungskrieg zum eidgenössischen Grenz- und Neutralitätsschutz⁴⁶ aufgeboden. Truppenanzahl⁴⁷ und Dauer des eidgenössischen Dienstes hingen nicht nur vom politischen bzw. militärischen Umfeld ab, sondern auch von der Finanzlage der Kantone. Diese scheuten natürlich weitergehende Militärausgaben und schränkten deshalb die militärisch eigentlich benötigte Truppenstärke stark, ja zu stark ein.

⁴⁶ Immer noch nützlich ist Hans Nabholz: «Die Schweiz unter Fremdherrschaft 1798-1813», als Heft 8 der *Schweizer Kriegsgeschichte*. Bern, 1921, und Wilhelm Oechsli: *Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert*. Bd. 1. Leipzig, 1903. Hubert Foerster: «Die bewaffnete Neutralität der Schweiz während der Mediation, 1803-1814/15», *1648-1798-184 - 1998: 350 Jahre bewaffnete Neutralität der Schweiz – 350 ans de neutralité suisse. Permanente Neutralität und Milizsystem im Wandel. – Permanence et évolution de la neutralité armée et de l'esprit de milice en Suisse*. Kolloquiumsakten (1998) der Schweizerischen Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft. Bern, 1999, S. 53-77.

⁴⁷ Die genaue Anzahl der Kontingentstruppen lässt sich nicht auf einen Blick erfassen. Es gibt zwar Tabellen mit detaillierten Angaben zu den Brot- und Fleischrationen, zum Munitionsbestand, zu den Pferdeschatzungen, doch keine einzige detaillierte Bestandesübersicht über den Etat der Kontingente. Diese sind nur als Bataillon bzw. als Kompanie einer Spezialwaffe buchhalterisch für alle Ausgaben und für die ganze Dauer des Dienstes festgehalten. Die folgenden Zahlen der Truppenstärke sind deshalb nur Richtwerte.

1805⁴⁸ kommandierte General von Wattenwyl⁴⁹ das eidgenössische Bundesheer, auch wenn Napoleon 1805 lieber seinen vertrauteren Freiburger Schultheissen und 1803 zum 1. Landammann der Schweiz ernannten Louis d’Affry gesehen hätte. Ihm standen, mit dem neuen Generalstab⁵⁰ 10 500 Mann, zwar nur 2/3 des geforderten ganzen eidgenössischen Bundesheeres, zu Verfügung, doch waren immerhin alle Kantone vertreten. Die Grenzbesetzung begann mit der Neutralitätserklärung vom 21. September. Die Truppe besetzte namentlich die Ostgrenze zwischen Schaffhausen und Martinsbruck im Unterengadin. Das Gros der Armee wurde am 4. Dezember 1805 entlassen. Fünf Kompanien übernahmen die letzten Ordnungsaufgaben. Diese konnten am 1. Januar 1806 auch entlassen werden.

Anlässlich des Aufstandes der Tiroler⁵¹ 1809 stand das Bundesheer wiederum unter General von Wattenwyl. Mit der Neutralitätserklärung vom 4. April erfolgte auch die Mobilisation der eidgenössischen Truppen. Rund 10 000 Mann übernahmen den Grenzschutz besonders in Graubünden und im Rheintal. Im Oktober waren die letzten Einheiten wiederum demobilisiert.

Nachdem im Frühjahr auf Weisung von Frankreich einige eidgenössische Bataillone unter Oberst Ziegler aufgestellt werden mussten⁵², kam es im Herbst zur erneuten Bildung des Bundesheeres mit rund 10 000 Mann⁵³. Der eidgenössische Grenzschutz im europäischen Befreiungskrieg gegen Frankreich führte anfänglich zu einer erfolgreichen Demonstration der ersten eidgenössischen Detachements unter Oberst Ziegler in Graubünden und im Tessin. Beim Neutralitätsschutz der Nordwestschweizer Grenze hingegen verzichtete aber General von Wattenwyl mit Einverständnis und auf Weisung der Tagsatzung bei einer gegnerischen 10fachen Übermacht und aus politischen Rücksichten auf einen blutigen und nutzlosen kriegerischen Einsatz seiner Armee. So

⁴⁸ BABE, Mediation (= C 0) 362-390. Tagsatzungsprotokoll 1806, S. 19-32, hier StAFR, D/NS I.6. - Dazu Hubert Foerster: «Die militärische Erfassung der Schweizer Alpen: Ein Problem für das neue Bundesheer von 1804?», *La guerre et la montagne. Actes du XVII^e colloque de la Commission internationale d’histoire militaire à Zurich en 1991*, Bd. 1, S. 177-191.

⁴⁹ Emanuel Friedrich von Mülinen: *Erinnerungen an Niklaus Rudolf von Wattenwyl, weiland Schultheiss der Stadt und Republik Bern, gewesener Landammann der Schweiz und General über die eidgenössischen Aufgebote von 1805, 1809 und 1813*. Bern, 1867, passim.

⁵⁰ Dazu Rapp - Hofer: *Generalstab*, Bd. 1, Anm. 26, bes. S. 95-102.

⁵¹ BABE, Mediationsarchiv (= C 0) 391-444; Tagsatzungsprotokoll 1810, S. 7-25 und Beilage B, hier StAFR, D/NS I.11. Dazu auch Wolfgang Friedrich von Mülinen: «Die schweizerische Grenzbesetzung des Jahres 1809», *Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern* 22 (1915), S. 141-242.

⁵² BABE, Mediationsarchiv (= C 0) 445.

⁵³ BABE, Mediationsarchiv (= C 0) 446-478. Tagsatzungsprotokoll 1813/14, S. 76-77, hier StAFR D/NS I.17a. - Paul Kasser: «Der Durchmarsch der Alliierten durch die Schweiz 1813/14», als Heft 9 *der Schweizer Kriegsgeschichte*. Bern, 1921. Zum Nebenschauplatz Tessin Célestin Trezzini: «Le lieutenant-colonel Jean-Louis Girard et l’occupation du Tessin en 1813», *Annales fribourgeoises* 15 (1927), S. 4-28.

dauerte deren Mobilisation bis am 24. Dezember nur 11 Tage. Doch konnte der General der Tagsatzung immerhin einen reibungslosen und erfolgreichen Auf- und Rückmarsch des Bundesheeres mitteilen. Der angekündigte Rapport des Generals wurde aber wohl infolge der «Wirren» um die neue Bundesverfassung nicht abgegeben.

General von Wattenwyl sah 1805 die bestehenden Mängel der Kontingente namentlich auch in der mangelnden Vereinheitlichung und Ausbildung, wie sie auch als Folge des Föderalismus und der unterschiedlichen Finanzlagen der Kantone gesehen werden mussten. Er stellte 1809 aber auch die erfolgten Verbesserungen und die Fortschritte im kantonalen und damit auch im eidgenössischen Militärwesen fest. Das Fehlen der kriegerischen Auseinandersetzungen mit ausländischen Armeen ermöglichte es hingegen, «friedensmässig» die verschiedenen Schwachpunkte der Armee mit Erfolg aufzugreifen, zu bearbeiten und im Rahmen der Möglichkeiten zu beheben. Diese Truppenzusammenzüge von 1805 und 1809, von der Kürze her jener von 1813 in minderm Masse, können als gelungene «Korpsmanöver» in den verschiedenen Landesgegenden betrachtet werden.

Der Einsatz der Schweizer Armee ist natürlich innerhalb der geographischen Verhältnisse zu sehen. Auf die Topographie, welche den taktischen Einsatz bis zu den strategischen Plänen einwirkt, ist hier nur hingewiesen⁵⁴. Als erfolgreicher Nebeneffekt, wenn auch anfänglich eher unbeabsichtigt, trug die Bundesarmee wesentlich zur Bildung des eidgenössischen Staat und Vaterlandsgeistes bei. Einheitsfördernde nationale zivile Gesellschaften wie die der Turner, Sängergesellschaften, Schwingen, Schützen usw. entstanden ja erst mit der Restauration⁵⁵.

6. Die kantonalen Truppen

Nachdem das eidgenössische Bundesheer aus kantonalen Kontingenten zusammengesetzt werden musste, drängt sich ein Blick auf die Militärverhältnisse in den Kantonen auf. Eine Schlüsselrolle für die Entwicklung der kantonalen Milizen trugen in den Kantonen die Pannerherren bzw. die Generalinspektoren. Zusätzlich zeigt sich dem neugierigen Betrachter, dass in den Kantonen, meist unbeachtet, neben der Miliz noch weitere militärische Einheiten bestanden. Sie

⁵⁴ Vgl. für die Schweiz Foerster: «Alpen», Anm. 46, und für den Gesamtraum der Alpen Honoré Coquet: *Les Alpes, enjeu des puissances européennes. L'union européenne à l'école des Alpes?* Paris – Budapest – Turin, 2003.

⁵⁵ Hubert Foerster: «L'armée suisse, école de la Nation? La formation de l'esprit national pendant la Médiation (1803-1813/14)», Kolloquiumsakte vom März 2003 in Paris (im Druck). Weiterführend Daniel Frei: *Die Förderung des schweizerischen Nationalbewusstseins nach dem Zusammenbruch der Alten Eidgenossenschaft*. Zürich, 1964.

sind in das Gesamtbild und die Beurteilung der Wehrkraft in der Schweiz natürlich einzubeziehen, um dem Militärwesen in der Mediation gerechter zu werden.

*Die Generalinspektoren der Miliz*⁵⁶

Nachdem die militärische Stärke des Bundesheeres in der Qualität der kantonalen Kontingente lag, muss kurz auf die Bedeutung der kantonalen Militärverantwortlichen, Landeshauptmann, Generalinspektor oder Kantonsobers genannt, hingewiesen werden. Die Stelle wurde nach dem helvetischen Vorbild geschaffen. Dabei wirkte das eidgenössische Truppenaufgebot im März 1804 zur Niederschlagung der Rebellion im Kanton Zürich als Auslöser. Es war nämlich einigen Kantonsregierungen damit klar geworden, dass ohne einen Fachmann als kantonale Drehscheibe der Verwaltungsweg für Militärfragen zu langsam und zu mühsam war.

Der Generalinspektor war der Motor für den Aufbau in der Regel aller Militärinstitutionen, das Landjägerkorps eingeschlossen, im Kanton. Er sorgte für die Ein- und Durchführung der eidgenössischen Vorschriften bei der Miliz. Ihm waren natürlich Grenzen durch die politischen Behörden und deren Wille zum Einsatz der Finanzmittel gesetzt.

Es ist klar, dass ein Generalinspektor allein die Ansprüche zur guten Organisation der Kantonsmiliz nicht durchsetzen konnte. Es brauchte dazu das Verständnis und die tatkräftige Unterstützung der übergeordneten Stellen in Verwaltung und in den Räten. Als Beispiel für die wirkungsvolle Zusammenarbeit dient der Kanton Freiburg. Generalinspektor von Gady, Offizier im königlich-französischen Dienst und Aide-Major im Schweizer Emigrantenregiment von Bachmann, war von der Notwendigkeit eines starken Bundesheeres und effizienter Kantonstruppen überzeugt. Er hatte den gut bezahlten Posten des ersten eidgenössischen Staatsschreibers 1804 aufgegeben, um das neue Amt des kantonalen Landeshauptmanns, des Generalinspektors aller Militärtruppen, zu übernehmen. Gady fand bis zur Desavouierung seines Projekts einer neuen globalen Militärorganisation 1811 durch den Grossen Rat den notwendigen

⁵⁶ Es erstaunt, dass in der Aufarbeitung der kantonalen Milizen die Militärbehörden und darunter die Stelle des Generalinspektors, wenn überhaupt, meist nur gestreift wurden. Es scheint, dass es vielen Autoren mehr daran lag, nur «Knöpfe zu zählen», als die notwendige Institutionengeschichte und Militärpolitik zu erfassen und aufzuhellen. Literaturhinweise zu den Generalinspektoren sind nur angeführt, sofern sie wesentliche Aussagen machen. Ansonsten gilt stillschweigend der Rückvermerk auf die Publikation zur Kantonsmiliz in der Übersicht zu den kantonalen Truppen.

Rückhalt im Freiburger Kriegsrat⁵⁷. Deren Mitglieder, drei Angehörige des Kleinen Rates, waren Patrizier und helvetische Patrioten. Sie hatten im französischen Dienst, in der Kantonsmiliz vor 1798 und während der Helvetik das Militärwesen unter den verschiedenen Aspekten kennen gelernt. Sie waren, in guter Zusammenarbeit über die Standesgrenzen und über die unterschiedlichen politischen Meinungen hinweg, an einem starken Kantonsmilitär interessiert und fanden dabei auch das Verständnis des Schultheissen d’Affry. So entstanden in Freiburg nicht nur ein Freikorps, eine Standeskompanie und ein Landjägerkorps, sondern auch drei Milizkontingente, obwohl zum eidgenössischen Bundesheer nur ein einziges Bataillon gefordert wurde. Dies schlug sich dann aber auch in der Staatsrechnung mit rund 21 % der Gesamtausgaben nieder. Das Militär hatte in Freiburg seinen Preis, den die Politiker bezahlen wollten. Dies war allerdings nicht in allen Kantonen der Fall.

⁵⁷ Präsident des Kriegsrats war Franz Xaver von Fegely (1753-1824). Hauptmann im französischen Dienst und Major in der Kantonsmiliz, sass er 1793-1798 und 1803-1831 im Grossen Rat. Als Kleinrat stand er 1803-1816 dem Kriegsrat vor. Die gemässigt-konservativen Patrizier waren vertreten durch Charles de Gottrau (1763-1855) von Pensier und Philippe de Praroman (1745-1815) von Montet. Ersterer, vor 1798 Milizhauptmann, war 1785-1798 im Grossen und 1803-1831 im Grossen und Kleinen Rat. Der zweite war 1767-1792 und 1803-1815 im Grossen Rat, 1812-1815 im Kleinen Rat, 1793-1797 60er, 1782-1787 Vogt von Montagny und 1802 Stadtrat von Freiburg. Rodolphe Gapany (1764-1812) von Marsens, Franz Xaver Jenny (17-1817) von Tifers und François-Nicolas Blanc (1754-1818) von Charmey gehörten zu den helvetischen Politikern. Gapany, in der französischen Schweizergarde als Unteroffizier und in der Miliz als Leutnant, amtierte 1788-1797 als Untervogt. 1798 und 1801 gehörte er dem Verfassungsrat an. 1799 wirkte er als extremer Regierungskommissar in Freiburg und 1803 als letzter helvetischer Statthalter. Er war 1803-1812 Gross- und Kleinrat. Jenny, helvetischer Bezirksgerichtspräsident 1798-1803, war 1803 Gross- und Kleinrat und gehörte bis 1814 dem Appellationsgericht an. Blanc, 1773 Notar, Historiograph, 1775-1782 im französischen Dienst, war 1798-1801 Mitglied der Verwaltungskammer und 1802 der Consulta. 1803-1814 im Grossen Rat. Er wurde 1807 Appellationsrichter und gehörte bis 1814 dem Kleinen Rat an. Einzig Blanc hat in der Geschichtsschreibung eine grössere Beachtung gefunden: Alain-Jacques Tornare: «De la Garde-Suisse au Conseil d’Etat: l’itinéraire de l’avocat François-Nicolas-Constantin Blanc (1754-1818)», Patrick Rudaz (Hg.): *La Révolution au Pays et Val de Charmey*, 1789-1815. Bulle, 1998, S. 51-172.

⁵⁸ David Nüscher (Hrsg.) «Erinnerungen aus dem Leben des Generalmajors Jakob Christoph Ziegler (1768-1859), von ihm selbst erzählt», als 79. und 80. *Neujahrsblatt der Feuerwerkergesellschaft*. Zürich, 1884, S. 3-47; 1885, S. 3-42.

⁵⁹ Ephrem Omlin: «Die Landammänner des Standes Obwalden und ihre Wappen», *Obwaldner Geschichtsblätter* 9 (1966), S. 175-179.

⁶⁰ Hans Laupper: *General Niklaus Franz von Bachmann, eidgenössischer Oberbefehlshaber im Feldzug von 1815 (1740-1831)*. Zürich, 1974.

⁶¹ Die Biographie von Gady ist noch zu schreiben. Sein vorrevolutionärer Dienst und sein Einsatz im Emigrantenregiment Bachmann sind bekannt. H. Foerster geht in seiner Doktorarbeit der militärischen Tätigkeit bis 1811 nach, D. Pedrazzini behandelt ihn im französischen Dienst 1816-1830.

⁶² Fankhauser, HLS.

⁶³ Zu Pellizari und Castelberg Friedrich Pieth: «Aus der Geschichte des bündnerischen Milizwesens» *Festschrift zur 100-Jahrfeier der Bündner Offiziersgesellschaft*. Chur, 1934, S. 104-111, und Roland Petitmermet, «Die Uniformen des Johann Florian Pellizari», *Figurina Helvetica* 27 (1968), S. 2-7.

⁶⁴ Siehe Cojonnex, Muret, Anm. 9.

Die kantonalen Generalinspektoren 1803-1813
Provisorische Übersicht

Kanton	Generalinspektor	Namen	Vor 1798	Helvetik	Nachher
ZH	Generalinspektor	Ziegler Christoph ⁵⁸ (1768-1854)	F Lt	E Major	NL 1814 Generalmajor
BE	Kriegsrat				
LU	Oberinspektor				
UR	Pannerherr				
SZ	Pannerherr				
OW	Pannerherr	Flüe Simon von ⁵⁹ (17.. -1824)			+ 1824
NW	Pannerherr				
GL	Generalinspektor	Bachmann Niklaus Franz von ⁶⁰ (1740-1831)	S Generalmajor	E Oberst	CH 1815 General
ZG	Generalinspektor	Landtwing Franz Leonz (1751-1834)	F Lt	Gi	–1823
FR	Landeshauptmann 1804-1811 1811-1817	Gady Nicolas de ⁶¹ (1766-1840)	F Lt	E Aide-Major	F 1816 General
		Lanther Ignaz Xaver von (1752-1831)	F Hptm	?	Staatsrat
SO	Generalinspektor	Gibrlin Viktor von ⁶² (1771-1853)	F Aide-Major	–	1807-1814
BS	Generalinspektor	Lichtenhahn Ludwig von (1770-1824)	F		1804-1824
SH	Kriegsoberst	Schalch Karl Eugen (1750-1830)	F Hauptmann		1804-1828
AR	Pannerherr				
IR	Pannerherr				
SG					
GR	Generalinspektor 18.. -1810	Pellizair Johann Florian von ⁶³ (1763-1810)	NL		+ 1810
	Generalinspektor 1812-1814	Castelberg Joachim von (1760-1837)	S Major		S 1815 Oberst Lt
AG	Kriegsrat 1804-1819 -				
TG	Generalinspektor 1804-1805	Rutishauser Jakob (1764-18)		Gi	+ 1805
	Generalinspektor 1805-1811	Rogg Placidus (1769-1830)		Gi	Kriegsrat 1811
TI	General				
VD	Generalinspektor 1803-1829	Muret Benjamin ⁶⁴ (1764-1840)	F Lt	Gi	Gi - 1829

Abkürzungen: Gi = Generalinspektor E = Emigrantenregiment F = Frankreich NL = Holland S = Sardinien-Piemont

Die Nützlichkeit dieser von der Helvetik geschaffenen Stelle wurde in den Kantonen teilweise nur langsam eingesehen. Ernannte z. B. Solothurn 1807 einen Generalinspektoren, schuf Obwalden diesen Posten erst 1819, dafür aber gleich mit zwei Verantwortlichen. Man erkannte nicht überall sofort, dass die alten Strukturen mit einem Landespannerherrn, einem Kriegsrat oder einer Militärkommission den neuen Anforderungen durchgehend genügen konnten.

Die Liste muss doch erweitert werden. Mit der besseren Erfassung der Funktion des Generalinspektors bzw. Pannerherren in den Kantonen und der Resultate ihrer praktischen Militärarbeit wird ihr Anteil am Militärwesen der Mediation erst deutlich. Die Vertiefung der biographischen Angaben erlaubt es dann auch, die Einflüsse aus dem Ausland bzw. den Erfahrungen aus dem fremden Dienst oder die Umsetzung der eidgenössischen Weisungen besser zu verfolgen. Es ist bereits jetzt festzuhalten, dass ein kantonaler Führungsposten nicht automatisch eine Berufung in den eidgenössischen Generalstab nach sich zog. Die hier aufgeworfenen, umfangreichen offenen Fragen können im Rahmen dieser Arbeit nur angetönt werden.

Die Kantonsmilizen

Nachdem das eidgenössische Bundesheer aus kantonalen Kontingenten, etwa 1 % der Bevölkerung, zusammengesetzt war, ist ein kurzer Blick auf das kantonale Militärwesen zu werfen. Jedem Kanton stand es frei, ausserhalb des Bundeskontingents weitere Milizen zu organisieren. Nachdem Bonaparte keine grosse Achtung vom Wert der Miliz als Kampftruppe hatte, begrenzte er deren Anzahl nicht⁶⁵. So schweigen sich denn sowohl die Mediationsakte wie auch das Militärreglement von 1804 über den Bestand der Kantonsmilizen aus.

Jeder Kanton konnte deshalb seine Miliz nach eigenem Gutdünken und nach den politisch bedingten Finanzmitteln organisieren. So bildete zum Beispiel Zürich direkt drei Kontingente mit 5787 Mann, während die Waadt jeden Einwohner zur Erfüllung der Dienstpflicht, rund 8000 Mann, anhalten wollte. Freiburg hingegen begnügte sich in einem ersten Schritt mit einem eidgenössischen Kontingent, dem bis 1813 aber noch zwei weitere folgten. Dies bedeutet, dass der Kanton mit der Stadtgarnison, mit dem Freikorps und dem Landjägerkorps rund 6 % der Bevölkerung militarisiert hatte. Glarus hingegen mobilisierte schrittweise je nach eidgenössischem Aufgebot und schuf seine Militärorganisation in verschiedenen Etappen. Diese Beispiele unterstreichen die Vielfalt

⁶⁵ Napoleon hatte Unrecht. Er wusste sehr gut, dass mit der nötigen Ausbildung auch Milizer sehr gute Soldaten wurden und den Vergleich mit der länger dienenden Linieninfanterie nicht zu scheuen brauchten.

Die kantonalen Bestimmungen zur Wehr- und Dienstpflicht (Provisorische Übersicht)

Kanton	Wehrpflicht ⁶⁶	Dienstpflicht	Stellvertretung
ZH	Jeder Schweizer ab 16 16-45jährige	Kontingent 4 Jahre, Los & Freiwillige 20-25jährige 1. Reserve 20-30jährige 2. Reserve 16-20 & 30-45jährige	Ja
BE	Jeder Schweizer ab 16 16-50jährige	1. Klasse 18-30jährige Los für Kontingent 6-9 Jahre 2. Klasse 16-18, 30-50jährige als Reserve	Ja
LU	Jeder Schweizer ab 16 16-45jährige	Eliten 3 Jahre, Ledige 18-30jährige daraus Kontingen Rekrutenkorps 16-18jährige Reserve alte Eliten, 30-45jährige	Ja
UR	–		
SZ	–		
OW	– 1805 alle Einwohner 20-40jährige	4 Klassen, Los zu Kontingent	?
NW	–		
GL	–	Kontingent 1 Jahr Los 20-23jährige Reserve Rest 20-23jährige	
ZG	– Alle Einwohner 20-50 jährige 1809: 20-45 jährige	Kontingent 6 Jahre, Los 1809: 20-26jährige Reserve = 2. Kontingent 1809: 26-45jährige	1809: Ja
FR	Jeder Schweizer ab 16 16-50jährige Ledige ⁶⁷	Kontingent 6 Jahre; Freiwillige & Los Reserve = 2. Kontingent Landsturm = Rest Reserve & 50-60jährige	Ja
SO	Jeder Schweizer ab 16	Kontingent 20jährige & älter Engänzungskorps 16-20jährige Reserve bis 50-jährige 1807 2 Kontingente 4 Jahre 1. Reserve 20-35jährige 2. Reserve 35-50jährige & nach Kontingent	
BS	Jeder Schweizer ab 16		
SH	Jeder Schweizer ab 16		
AR	–		
IR	–		
SG	Jeder Schweizer		
GR	Jeder Bündner ab 16 1809 alle Einwohner	Kontingent 4 Jahre Los 18-30jährige 1. Reserve Rest 18-30 jährige 2. Reserve 16-18, 30-60jährige & nach Kontingentsdienst	Ja
AG	Jeder Schweizer 16-46jährig	Elite alle 20-25jährige, daraus Los zu Kontingent mit 1 Jahr Pikettwechsel Reserve 26-36jährige Stammkompanie 16-19 & 36-46jährige	Ja
TG	Jeder Schweizer ab 16 18-40jährige	Elite alle 20-39jährige, daraus Los zu Kontingent 6 Jahre Reserve 18-19, 39-40jährige & nach Kontingentsdienst	Ja
TI	Jeder Schweizer ab 16		
VD	Jeder Schweizer ab 16 16-50jährige	Elite Los & Freiwillige Ledige, Verheiratete bis 35, daraus Los Kontingent Reserve 35-50jährige Rekruten 16-18jährige	

⁶⁶ Werner Baumann: *Die Entwicklung der Wehrpflicht in der Schweizerischen Eidgenossenschaft, 1803-1874*. Zürich, 1932. In der Doktoratsedition fehlen die Jahre 1803 bis 1848. Diese sind nur in der eigentlichen Buchverlagesedition aufgeführt. Vgl. auch Anm. 93.

⁶⁷ Nach der Kantonsverfassung in der Mediationsakte mit den späteren Korrekturen.

der Lösungen, wie es dem föderalen System zwar entsprach, doch nicht zur Vereinheitlichung und Stärkung des Militärwesens beitrug.

Einzig Zürich und die Waadt gingen die Milizorganisation im Schnellgang, im Februar und Juni 1803, beinahe zeitgleich mit dem Erlass der Mediationsakte an. Ein Nachteil war, dass ihnen nur der Bestand des Kantonskontingents bekannt war und sie weitere eidgenössische Ausführungsbestimmungen ignorieren mussten. So blieb die Organisation vorerst auch erst auf dem Papier als schöne Absichtserklärung. Es brauchte die Unruhen im Kanton Zürich im März 1804, um den meisten Kantonen die Notwendigkeit und Dringlichkeit einer Milizorganisation vor Augen zu führen. Das am 22. Juni 1804 von der Tagsatzung verabschiedete Militärreglement lieferte dann die nötigen Angaben zum effektiven Aufbau des kantonalen Bundeskontingents bzw. einer darauf fussenden umfänglicheren Kantonsmiliz. Diese Angaben schlugen sich dann auch in den Militärorganisationen der Kantone nieder. Glarus, Zug und Ausserrhoden entschlossen sich zu diesem Schritt aber nur angesichts des drohenden 3. Koalitionskrieges und der damit verbundenen eidgenössischen Mobilisation. Graubünden folgte sogar erst 1809.

Obwohl die Dienst- und Wehrpflicht, die Stellung von Waffe und Uniform noch beinahe von Kanton zu Kanton verschieden waren, setzten die kantonalen Milizorganisationen doch die eidgenössischen Weisungen im Wesentlichen um. Die Kantone nutzten dabei den gegebenen Handlungsfreiraum, um ihre kantonalen Eigenheiten und Traditionen vorläufig noch beizubehalten.

Dienstplicht und Wehrpflicht

Die Sorge für die Erfüllung der Dienstplicht oblag den Kantonen. Die Wehrpflicht galt jedoch nur bedingt. Je nach Gesundheitszustand, beruflicher (Magistraten, Sakristane, Ehemann der Hebamme usw.) oder sozialer Stellung – Knechte waren häufig vom Militärdienst ausgeschlossen – oder Ausbildungsstand (Studenten) konnte der Pflichtige vom Dienst befreit werden. Zusätzlich konnte ein begüterter Vater einem vom Los befohlenen Sohn durch Bezahlung eines Stellvertreters vom Militär befreien.

War auch die allgemeine Wehrpflicht unbestritten, so konnte es durch das Kontingentsystem zu einer zusätzlichen Wehrungleichheit bzw. –ungerechtigkeit kommen. Mit der Vervierfachung des eidgenössischen Kontingents 1817 wurde aber ein wesentlicher Schritt zur Verwirklichung der allgemeinen Dienstplicht getan, wie sie 1874 eingeführt werden konnte⁶⁸.

⁶⁸ Verheiratete dieser Altersgruppe konnten als Freiwillige dienen.

7. Die Berufs- und Freiwilligenformationen

Da sich viele Kantone infolge der fehlenden Finanzen nur, wenn überhaupt und wie, an die Organisation ihres Bundeskontingents hielten, war der Bestand an Milizen mit 1 % der Bevölkerung bescheiden. Diese militärische Schwäche, die bei parallelen Aufgaben zur Verteidigung nach aussen zur Sicherung der inneren Verhältnisse nicht genügen konnte, war eine Sorge von vielen Bürgern.

Die Standeslegionen⁶⁹

Zur Stärkung der Regierung und der eigentlichen Ordnungsmacht formierten sich Freiwillige in so genannten Standeslegionen oder Freikorps. Die Wahl des Schultheissen zum Kommandanten wie in Luzern Rüttimann oder doch zum Ehrenkommandanten wie in Freiburg mit d’Affry unterstrich diesen Charakter. Zudem hatte eine Legion den Vorrang vor allen anderen Militärformationen.

Die Standeslegionen unterstanden direkt dem Befehl der Kantonsregierung. Da die Angehörigen der Legion in der Regel in der Hauptstadt wohnten, konnten sie kurzfristig aufgeboden werden. Da die Aufnahmebedingungen den Status eines Kantonsbürgers, die Selbstbewaffnungs- und Selbstausrüstungspflicht formulierten, traten nur begüterte Bürger in die Legion ein. Damit war die Interessengemeinschaft der bürgerlichen Besitzerklasse mit der Existenz der Mediationsregierung und -ordnung gegeben und der Ordnungseinsatz innerhalb des Kantons gesichert. Die Schlagkraft ergab sich aber aus der Vertretung aller Waffen in der Legion. Infanterie mit Füsiliern, Jägern, Scharfschützen, Artillerie und Kavallerie, alles kommandiert durch einen politisch genehmen Legionsstab. Mit der Errichtung und Erstarkung der Kantonsmilizen war die Notwendigkeit der Legion nicht mehr gegeben, weshalb sie sich selbst auflösten.

Die Standeskompanien⁷⁰

Die Mediationsakte (§ 9) gestattete jedem Kanton, 200 Mann als Berufssoldaten fest anzustellen. Nach der Absicht von Bonaparte genügten diese, um den Kantonsregierungen ein permanentes Macht- und Schutzmittel in die Hand zu geben. Der bescheidene Bestand bildete zudem, auch bei einem rein theoretisch denkbaren gesamtschweizerischen Zusammenzug, keine Gefahr oder Bedrohung für Frankreich. Es waren hauptsächlich die vormaligen patrizischen Stadtkantone, welche die ihnen vor 1798 bekannte Institution einer Stadtgarnison damit

⁶⁹ Vgl. Anm. 106-108, 113-115, 117-118, 120, 121.

⁷⁰ Vgl. Anm. 106-107, 114-116, 120.

wiederum ins Leben riefen. Diesen Einheiten oblag der Schutz von Regierung und Hauptstadt. Sie übten auch die städtische Polizei aus. Sie konnten allenfalls auch als schnelle, sofort einsetzbare Einsatztruppe bei Unruhen in Stadt und Land dienen. Selbst der neue Kanton Aargau leistete sich dieses Berufsmilitär. Gerade in dem so heterogen zusammengesetzten Kanton diente es als militärische Rückversicherung der Regierung. Doch die Garnison wurde auch effizient zur Instruktion der Kantonsmiliz.

Die Standeskompanien bestanden aus Berufssoldaten und gehörten zur Infanterie. Um Sold zu sparen, konnten die Soldaten jeden dritten Tag in ihrem angestammten Beruf arbeiten. Die Standeskompanien kamen anlässlich der Zürcher Unruhen 1804 als «militärische Feuerwehr» zu ihrem ersten und erfolgreichen Einsatz ausserhalb ihrer Hauptstadt bzw. ihres Kantons. Die letzten Einheiten verschwanden mit der Bildung der neuen Schweiz von 1848.

Die Landjägerkorps

Seit dem Ancien Regime gab es in jedem Kanton eine mehr oder weniger stark ausgebildete Landjägertruppe. Sie hatte die Landschaft auf Bettler, fahrendes Volk und Vagabunden zu durchstreifen, für Ruhe und Ordnung zu sorgen und die Bevölkerung im Auge zu behalten⁷¹.

In der Mediationszeit entwickelten sich die Landjäger zu straff organisierten militärischen Einheiten. Wenn sie auch nicht für den eidgenössischen Grenzschutz gedacht waren, so übernahmen sie die tagtägliche «gewöhnliche» Sicherheit und Ordnung der Landbevölkerung. Damit waren gerade die neuen Kantone gezwungen, ihr Landjägerkorps schnell aufzubauen, während die alten Kantone es sich eher erlaubten, dies unter der vorläufigen Beibehaltung der alten Strukturen als sekundären oder gar tertiären Schritt in der Kantonsorganisation tun zu können. Die Landpolizeiordnung in diesen Ständen wurde dann aber mehrheitlich mit und wegen den Ereignissen 1804 im Kanton Zürich reorganisiert⁷².

Die aus Berufssoldaten bestehenden Landjägerkorps waren militärisch organisiert, uniformiert und bewaffnet, wenn auch ohne Fahne. Diese Korps konnten damit auch als Militäreinheit eingesetzt werden. Diese in der Mediation begründete Institution wirkt als Kantonspolizei, an die zeitgenössischen Aufgaben angepasst und erweitert, wohl «ewig» weiter⁷³.

⁷¹ Hubert Foerster: «Die Maréchaussée (1748-1804) und das Jägerkorps (1771-1804) im Kanton Freiburg», *Freiburger Geschichtsblätter* 59 (1974/75), p. 219-234.

⁷² Bestens aufgearbeitet hat diese Etappen René Bieri: «Die Landjägerkorps», Jung: *Bockenkrieg*, Anm. 40, S. 131-167.

⁷³ Der Überblick von G. A. Schmoll: *Geschichte der Schweizer Polizei*, Bd. 1: «Ursprünge und Traditionen», MuttENZ ,1990, wird von René Bieri, Zürich, korrigiert, erweitert und zur baldigen Publikation vorbereitet.

8. Was kostet Freiheit?

Die Bundesaussgaben

Um das Militärwesen der Mediation besser beurteilen zu können, muss der Finanzaufwand der Kantone dafür einbezogen werden. Dies, auch wenn die Frage: «Was kostet die militärisch gesicherte Freiheit?» nicht beantwortet wird bzw. werden kann.

Die Eidgenossenschaft verfügte gemäss der Mediationsakte zur Bestreitung der Militärausgaben nur über das Geldkontingent der Kantone. Während die Mobilisation von 1804 noch über die Kasse des Kantons Zürich gelaufen war⁷⁴, mussten die Kantone für die Grenzbesetzungen 1805, 1809 und 1813 via Bund beträchtliche Geldmittel aufbringen.

Jahr	Einnahmen Fr.	Ausgaben Fr.
1805 ⁷⁵	981 014	978 940
1809 ⁷⁶	1 542 415	1 529 700
1813 ⁷⁷	781 755	781 736
Total⁷⁸	3 305 184	3 290 376

Die Bundesarmee, vom eidgenössischen Kriegsgeld bei eidgenössischen Mobilisationen abgesehen ohne eigene Mittel, lebte ja nur aus den kantonalen Milizen und Zeughäusern. Die folgenden Angaben der Kantone⁷⁹ zeigen allerdings nur die Tendenzen auf und müssten unter Einbezug aller Kantone buchhalterisch unter Berücksichtigung einheitlicher Kriterien und des Buchhalterjahres⁸⁰ näher examiniert werden, haben genügend Aussagekraft.

Die «Musterkantone»

Da es im Rahmen dieser Arbeit nicht möglich ist, alle Kantone zu ihren Militärausgaben innerhalb der Ausgaben und Einnahmen zu erfassen, beschränken sich die Angaben auf einige ausgewählte Kantone. Betrachtet wird der Kantonshaushalt der alten Stadtrepubliken mit ihrer Führungsschicht aus dem

⁷⁴ Die Ausgaben beliefen sich auf Fr. 312000.–. Sie wurden weitgehend mit der über die aufständischen Gemeinden verhängte Kriegssteuer von Fr. 400000.– gedeckt. Dazu kommen kleinere Ausgaben der Eidgenossenschaft zum Beispiel für die Bulletins usw.

⁷⁵ Tagsatzungsprotokoll 1806, S. 23-27, hier StAFR, D/NS I.6.

⁷⁶ Tagsatzungsprotokoll 1810, Beilage C, hier StAFR D/NS I.11.

⁷⁷ BABE, Mediationsarchiv (= C 0) 475-477.

⁷⁸ Die Frage nach der Verwendung bzw. der Rückerstattung der zu viel gelieferten Kantons Gelder ist gestellt, doch noch nicht beantwortet.

⁷⁹ Vgl. Anhang 6. Mein herzlichster Dank geht an Herrn Philipp Foerster, der meine ausgezogenen Zahlen in Tabellenform umgesetzt hat.

⁸⁰ So erstreckte sich z. B. in Schwyz die Staatsrechnung von Ende April des einen Jahres bis Anfang Mai des nächstfolgenden.

Patriziat von Zürich, Bern, Freiburg und Solothurn. Die Innerschweizer und Landsgemeindekantone vertreten Uri, Schwyz und Zug. Dazu kommen die alten Untertanengebiete und neuen Kantone Aargau, Thurgau und die Waadt.

Von der militärischen Bedeutung dieser Kantone in der Mediation finden sich die «grossen Grossmächte» Zürich (1929 Mann) und Bern (2292), die «kleinen Grossmächte» Waadt (1482) und Aargau (1205), der «grosse und kleine Mittelstand» Thurgau (835), Freiburg (620) und Solothurn (452) und die «Kleinen» Schwyz (301), Zug (125) und Uri (118). Diese Zahlen werden verdeutlicht, wenn man den rein mathematischen Bestandsdurchschnitt von 936 Mann pro Kanton betrachtet.

Der kantonale Staatshaushalt

Aus den unterschiedlichen kantonalen Buchhaltungen bzw. einer bestehenden Rubrik «Militärwesen» darf aber nicht der Schluss auf ein sehr gutes, mittelmässiges oder schlechtes Kantonsmilitär gezogen werden. Vorbildlich ist die Staatsbuchhaltung von Bern. In Freiburg und Solothurn wurden die Militärausgaben erst nach dem System des Ancien Regimes die Ausgabengruppen nach Lust und Laune aufgeführt und wurden erst um 1806 zusammengefasst. Die einzelnen Posten wurden in Schwyz unter der Rubrik «Zufällige und unbestimmte Ausgaben», in Uri unter «Verschiedenes» oder in Zug unter «Vermischte Ausgaben» in der Staatsrechnung eingetragen. Dies bedingt natürlich ein zeitaufwendiges Zusammenführen und Umgruppieren, um vergleichbare Werte zu erhalten. Hier findet sich eine «moderne» Buchhaltung mit der Rubrik Militärwesen erst nach 1815.

Es war zu hoffen, dass der kantonale Finanzhaushalt in den bestehenden Publikationen namentlich zur Miliz berücksichtigt worden wäre. Dies erwies sich als Irrtum, da nur die eigentliche Institution behandelt wurde⁸¹. Auch Arbeiten zu den Kantonsfinanzen fehlen oder sind hier unbrauchbar. Wenn zum Beispiel für das Militär im Tessin zwar 26% der Ausgaben berechnet werden und die Kosten für die bestehende Miliz und das Zeughaus nicht vorkommen, muss man die Aussage doch ernsthaft bezweifeln und kann sie nicht zu Vergleichszwecken beziehen. Oder wenn im Thurgau nur alle fünf Jahre aufgeführt werden, drängt sich im Zusammenhang hier nur der Schluss auf, dass der Kanton Geld für das Militär ausgegeben hat⁸²!

⁸¹ Eine lobenswerte Ausnahme macht Nussbaumer: *Zuger Milizwesen*, Anm. 60, S. 112-120, auch wenn er nur die «militärische Finanzpolitik» betrachtet.

⁸² Pierluigi Borella: *Le finanze pubbliche e la situazione economica del Cantone Ticino nel periodo della Mediazione napoleonica 1803-1813*. Bellinzona, 1971, S. 116-117, 144, 150; Bernhard Böni: *Der Finanzhaushalt des Kantons Thurgau 1803-1903*. Frauenfeld, 1906, liefert mit den Fünfjahresschnitten ohne verwertbaren Kommentar keine Erkenntnisse ausser der, dass Geld für das Militär ausgegeben worden ist. Eine Arbeit wie Fäh: *Militärausgaben 1848-1874*, Anm. 84, fehlt für die 1. Hälfte des 19. Jahrhunderts.

Auch die Prozentzahlen für die Militärausgaben sind nicht absolut, sondern nur sehr relativ zu sehen. Bei einem grossen Finanzhaushalt können nämlich auch «kleine» Militärposten ein geregeltes Militärwesen bedeuten, während umgekehrt grosse Militärausgaben in einem kleinen Staatshaushalt nicht unbedingt für ein umfassendes Militärwesen sprechen müssen. Verfälscht werden die Zahlen zudem, wenn, wie in Uri, die Defizite auf die Bezirke bzw. auf die Gemeinden verteilt werden oder, wie die Militärausgaben von 5000 Gulden für 1805 direkt, unabhängig vom Staatshaushalt, von der Salzkasse beglichen werden. Der Ausdruck der Relativität hat bei den Tabellen hier damit durchaus seine Berechtigung.

Die folgenden Angaben geben nur Tendenzen der kantonalen Politik wieder. Auch wenn es sich bei den angegebenen Geldwerten, Franken, oder Gulden, nicht um die Rappengetreuen Beträge handelt⁸³, so zeigen die Summen und Prozente doch den Stellenwert und die Entwicklung der verschiedenen buchhalterischen Rubriken. Beim Militär zeigt es sich, dass ernst zu nehmende Ausgaben dafür erst mit dem Erlass des eidgenössischen Militärreglements von 1804 beginnen. Jede der Mobilisationen, 1805, 1809 und 1813, wirkte wie eine belebende Vitaminspritze, welche nicht nur die anfallenden ausserordentlichen Mehrkosten zu decken, sondern ein verschiedentlich stagnierendes Militär wiederum zu beleben vermochte.

Die Werbekosten für den französischen Dienst sind in den Militärausgaben enthalten. Auch wenn die Kantone in den Jahren 1807 bis 1813 damit finanziell unterschiedlich schwer belastet waren – der menschliche Aspekt des fremden Dienstes für Frankreich und des Sterbens für Napoleon wird hier nicht angesprochen –, so erhöhen diese Ausgaben die Militärkosten auf die ganze Mediation gesehen nicht wesentlich.

Das Kantonsvermögen und die Militärausgaben 1803-1813

Kanton	Kantonsvermögen +/-	Ausgaben für Militär %	Kanton	Kantonsvermögen +/-	Ausgaben für Militär %
ZH	+ 220959	13,45	FR	+ 403180	21,45
BE	+ 4125710	16,50	SO	+ 773993	11,94
UR	- 50324	14,62	AG	+ 735510	12,43
SZ	- 10031	20,23	TG	+ 887921	15,02
ZG	+ 18343	15,76	VD	+ 239415	11,83

⁸³ Neben Fehleintragungen ergeben sich hier im Gegensatz zur offiziellen Staatsrechnung automatisch kleinere Totalsummen, da die Rappenbeträge nicht berücksichtigt sind.

Arm und reich

Im Überblick zeigt es sich, dass es auch in der Mediationszeit bezüglich der Finanzstärke zwischen den Kantonen sehr beachtliche Unterschiede gegeben hat. Grosse Flächen, Korn- und Weinproduktion, Protoindustrie und Textilheimarbeit versprachen auch ein gutes Staatseinkommen. Ein sparsamer Staatshaushalt, eine sichere Finanzanlagepolitik und ein geordneter Schuldendienst (Helvetische Staatsschulden⁸⁴ und Trennung von Kantons- und Hauptstadtvermögen infolge der Dotationsakte) schufen eine gute Ausgangslage für die Finanzierung auch des Militärwesens. Dies war der Fall der alten Kantone wie Zürich und Bern, doch auch bei den im Aufbau begriffenen neuen Kantonen wie dem Aargau, Thurgau und der Waadt. Selbst mittelgrosse Kantone wie Freiburg und Solothurn konnten sich das Militär in den verschiedenen Formen leisten, Freiburg, wohl aus Prestigegründen überproportional militärfreundlich, mit grösserer gesetzgeberischen Anpassung und politischer Vernunft Solothurn.

Bei den alten und kleinen Kantonen der Innerschweiz sah es nicht gut aus. Wenn auch Zug finanzmässig noch in den schwarzen Zahlen und mit einem ansprechenden Militär da steht, so wirken sich die während der Helvetischen Republik erlittenen Kriegsschäden in Schwyz, aber besonders in Uri für den Kanton und das Militärwesen sehr nachteilig aus. Dabei hat Uri sogar sein Defizit mit der Überwälzung von Ausgaben noch geschönt. Es zeigt sich jedoch, dass gerade bei kleinen und armen Kantonen das Militär trotz der Überwälzung verschiedener Kosten für Waffen und Uniform auf den Soldaten zu einer finanziellen Belastung, ja zu einem Problem geführt hat.

Es ist klar, dass diese grobe Übersicht mit erweiterten Zahlen und Kantonen verfeinert werden muss⁸⁵. Doch in diesem Rahmen hier müssen diese ersten Ansätze genügen.

⁸⁴ Es gelangten gesamtschweizerisch Forderungen von rund 21 Millionen an die Liquidationskommission. Anerkannt wurden helvetische Schulden von Fr. 3757031.–. Zum Beispiel Zürich sah seine Verpflichtungen von gut 3 Millionen auf Fr. 509480.– reduziert, Freiburg von Fr. 881189.– auf Fr. 211543.–. Kaiser: *Repertorium*, Anm. 10, S. 230-249, 753-767. Zu Zürich gut dargestellt von Reto Weiss: «Tableaus, Generalabellen, recapitulationen: Die Erhebung der helvetischen National-schuld», Staatsarchiv des Kantons Zürich: (Hrsg.), *Actum 1803 – Geschichten aus dem Zürcher Regierungsprotokoll zum kantonalen Neubeginn vor 200 Jahren*. Zürich 2003, S. 26-31. Zu Freiburg StAFR, Verwaltungshilfsbuch N.S. 21. – Die Reduktion von Schulden ist noch heute festzustellen. So gingen Forderungen von rund 350 Milliarden Dollars zur Begleichung der Schäden der Invasion und Besetzung von Kuweit durch irakische Truppen 1990/91 bei der Uno-Kompensationskommission (UNCC) ein. Anerkannt wurden 46,6 Milliarden, rund 1/8 der Forderungen. *Neue Zürcher Zeitung* Nr. 218 vom 20./21. September 2003, S. 11.

⁸⁵Wegleitend für die Aufarbeitung Emil Fäh, *Die Militärausgaben der Schweiz von 1848 bis 1874 unter besonderer Berücksichtigung der ausserordentlichen Ausgaben*. Zürich, 1933.

9. Zum fremden Dienst

Die Bedeutung des fremden Dienstes namentlich zugunsten von Frankreich ist bekannt. Es ist hier nicht der Platz, auf die Problematik den Umfang und die mit dem Dienst verbundenen Vor- und Nachteile für die Eidgenossenschaft und für die Kantone einzugehen. Festzuhalten ist, dass der Dienst für Napoleon für das Bestehen der Schweiz neben Frankreich politisch notwendig gewesen scheint. Die Verluste an Kader und Mannschaften auf den Schlachtfeldern und in den Spitälern von ganz Europa bis hinüber nach Übersee entzogen der Landwirtschaft, Handel und «Industrie» wertvolle Arbeits- und Führungskräfte. Damit entgingen ebenfalls dem Bundesheer und dem kantonalen Militär kräftige, nützliche Elemente, auch wenn die noch anwesenden Offiziere und die vorhandene militärtaugliche Jugend angesichts der Minimalforderungen für die Bundesarmee, 1 % der Bevölkerung, zu genügen vermochte.

Bei den Publikationen zum fremden Dienst ist immer noch auf die Klassiker wie Valière, Maag und Schaller zurückzugreifen. Während zum englischen Dienst mit der Regimentsgeschichte de Meuron ein wesentlicher Forschungsneuanfang gemacht worden war,⁸⁶ hat nur die Waadt die Gelegenheit des Mediationsgedenkens ergriffen – um «wenigstens», doch immerhin doch – Napoleonischen Dienst mit einer Ausstellung und mit Publikationen näher zu kommen⁸⁷.

10. Napoleons Fallen

Wenn Napoleon von einigen Historikern als «Père de la Suisse» bezeichnet wird⁸⁸, so ist dies bezüglich Militär gar nicht zutreffend. Ein echter Vater sorgt nämlich dafür, ein kräftiges und gesundes Kind zu haben. Napoleon hintertrieb dies und verhinderte die Bildung eines schnell mobilisierten und schlagkräftigen Bundesheeres. Dazu wandte er zwei Mittel an, die Kontingentierung des Bundesheeres und das Verbot eines Generalstabs.

Napoleon kannte das europäische Militärwesen mit seinen Stärken und Schwächen. So hatte er sehr in Theorie und in der Kampfpraxis gesehen, dass die so genannten Reichstruppen des deutschen Kaisers aus vielen und sehr kleinen

⁸⁶ Guy de Meuron: *Le régiment de Meuron 1781-1816*. Lausanne, 1982.

⁸⁷ Begleitet wurde die Ausstellung im Militärmuseum Morges von einem reich bebilderten Katalog, Alain-Jacques Tornare - Renato Pacozzi: *Les Vaudois de Napoléon*. Renens - Lausanne, 2003, als Pendant zu Alain-Jacques Tornare: *Les Vaudois de Napoléon. Des Pyramides à Waterloo 1798-1815*. Yens sur Morges, 2003. Dazu auch Actes du Colloque 2003: *Bicentenaire du canton de Vaud - Armée, société et personnalités vaudoises*. Pully, 2004.

⁸⁸ So z. B. Alain-Jacques Tornare, Marsens/Freiburg, im Artikel Chantal Tauxe: «Napoléon est le vrai père de la Suisse», dossier, *L'Hebdo*, 24 juillet 2003.

Kontingenten zusammengesetzt waren. Man spottete über die ein-Mann-Kontingente und halben Reiter der Reichsklöster und Reichsritter, während die Detachementen der Reichsstädte je nach Einwohnerzahl etwas grösser sein konnten. Dazu kam, dass die Offiziere noch nicht bestimmt waren und die Mannschaften erst angeworben, ausgerüstet und ausgebildet werden mussten. Die zusammengewürfelte Truppe hatte damit auch keinen Korpsgeist, liebte zu desertieren und war sehr unzuverlässig. Dazu kamen Kompetenzstreite zwischen dem Reichskriegsrat und den Reichsständen. Letztere zeigten sich zwar saumselig mit der Abgabe ihrer pflichtgemässen Militärsteuern, dafür aber schnell zu Einsprachen bezüglich des militärischen Einsatzes und der Abgabe von Verpflegung, Munition und Sold bereit. Von einer schnell einsatzfähigen und kampfstarken Reichstruppe konnte nicht die Rede sein wie die ersten Jahre der Revolutionskriege überdeutlich zeigten⁸⁹. Es lag am mehrheitlich guten Verständnis der Kantone für ihre Kontingentstruppen, dass Napoleons Rechnung nicht aufging und die in Deutschland festgestellten Missstände nicht oder nicht derart gravierend eintraten.

Napoleon hatte auch die Bildung eines permanenten Generalstabs verboten. Die Bedeutung des Generalstabs zur Führung grösserer Truppenkörper bzw. eines Heeres war und ist bekannt. Nicht nur der reibungslose Ablauf des Einsatzes, sondern vielmehr die dazu notwendigen Vorbereitungen auf den verschiedensten Gebieten konnten über Erfolg oder Misserfolg der militärischen Aktion entscheiden. Doch dazu brauchte es versierte Spezialisten, die in gegenseitiger Zusammenarbeit bereits in Friedenszeiten zum Einsatz kamen. Während das eidgenössische Militärreglement von 1804 noch einen permanenten Generalstab vorgesehen hatte, verhinderte Napoleons Verbot wesentliche Führungsarbeiten zum Aufbau und zum möglichen und angesichts der Zeit zu erwartenden Aufmarsch des Bundesheeres. Es war offensichtlich, dass Napoleon ein eidgenössisches Bundesheer zwar duldete, doch diesen grossen Truppenkörper der Führungskräfte beraubt schwach sehen wollte⁹⁰. Glücklicherweise sollte sich der Einsatz des Bundesheeres auf den Grenzschutz ohne Feindkontakte und Kämpfe beschränken, was die trotzdem solide Arbeit des nur ad hoc Generalstabs ohne wesentliche Probleme erlaubte.

⁸⁹ Heinz-Günther Borck: *Der Schwäbische Reichskreis im Zeitalter der französischen Revolutionskriege (1792-1806)*. Stuttgart, 1970 (= Veröffentlichungen der Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg B 61). Diese bedenkliche Lage ist keine Erkenntnis a posteriori oder auf den Schwäbischen Reichskreis beschränkt. Öffentliche Kritik übte man bereits 1782 auch für den Fränkischen Reichskreis. *Nachricht von den Fränkischen Craistrouppen*. Nürnberg, 1782, S. 5-22. Selbst die «reiche» freie Reichsstadt Augsburg hatte Mühe, ihr Kontingent zu stellen. Jürgen Kraus: *Das Militärwesen der Reichsstadt Augsburg 1548 bis 1806*. Vergleichende Untersuchungen über städtische Militäreinrichtungen in Deutschland vom 16.-18. Jahrhundert. Augsburg, 1980 (= Abhandlungen zur Geschichte der Stadt Augsburg 26), S. 256-325.

⁹⁰ Rapp- Hofer: *Generalstab*, Anm. 23, Bd. 1, S. 90-129, und Hubert Foerster: «Napoleons «Nein» zum Schweizer Generalstab 1804», *Peter Ochs Brief 2* (1991), S. 3-6.

11. Das Militärreglement von 1817

Die Bundesverfassung von 1815 befreite die Eidgenossenschaft von allen auswärtigen Einschränkungen zur Organisation ihres Militärwesens. Hingegen war die Schweiz verpflichtet, ihre vom Wiener Kongress gewährte Neutralität auch militärisch zu schützen.

Als Grundlage für die eidgenössische Militärorganisation von 1817 dienten die Vorschriften von 1804/07. Auf die Verbesserungen der eidgenössischen Militärorganisation und damit des kantonalen Militärwesens wird in einem eigenen Artikel näher eingegangen. Doch seien schon hier, abschliessend zur Mediation, verschiedene Schwerpunkte erwähnt. Die Vierfachung des Mediationsbestandes mit gleichstarken Auszugs- und Reservetruppen brachte eine wesentliche Verstärkung des Bundesheeres. Mit teilweise neuen Reglementen wurde die Einförmigkeit in der Ausbildung, Uniformierung und Ausrüstung befohlen. Der permanente Generalstab auch mit Instruktionsaufgaben, der Zusammenzug kantonalen Truppen in Übungslagern, eine Zentralmilitärschule für Kader und Truppen und eidgenössische Inspektionen der Kantonsmilizen förderten das eidgenössische und kantonale Militärwesen wesentlich. Abgestützt wurde die Entwicklung in breitesten Kreisen der zivilen Bevölkerung mit den kantonalen und eidgenössischen Schützen-, Turner- und Sängervereinen. Es war aber noch ein langer Weg bis zum Volksheer von 1874. Doch ohne die zwar schwierigen, doch grundlegenden Anfänge in der Mediation wären die Fortschritte von und seit 1817 nicht so zielgerichtet und erfolgreich vor sich gegangen.

H. F.

Exkurs *Das Mediationsmilitär in der Geschichtsschreibung*

Bis anhin haben die Historiker, welche sich ernsthafter mit dem eidgenössischen Militärwesen der Mediation beschäftigten, zum Bundesheer meist nur negative Aspekte gewonnen. Ist ihre Beurteilung unter der Berücksichtigung der damaligen Zeitumstände aber auch richtig? Aus folgenden Überlegungen ist dies zu verneinen:

1. Es stimmt zwar, dass sich bereits Zeitgenossen kritisch oder negativ zum eidgenössischen Militärwesen äusserten. Dies hatte aber weitgehend den Grund in gesuchtem Zweckpessimismus. Mit den Hinweisen auf die Mängel sollte nämlich die Voraussetzung für Verbesserungen geschaffen werden. Diese fanden ja in Folge der eidgenössischen Mobilisationen direkt und nicht zuletzt mit den eidgenössischen Reglementen und ihrer punktuellen Umsetzung bis 1813 statt. Dies schuf dann die notwendigen Voraussetzungen, die, im veränderten politischen Umfeld, Verbesserungen im grossen Rahmen mit dem eidgenössischen Militärreglement von 1817 erlaubten.

Ausser Acht gelassen wurde von den Kritikern, damals und heute, auch der Zeitfaktor. Welche neu aufgebaute Armee oder Truppe ist ja schon am ersten Tag der Mobilisation voll ausgerüstet, ausgebildet und sofort kriegstauglich? Das war zur Zeit der Mediation so, wie es heute selbst bei hochgerüsteten Armeen aus Berufssoldaten konstatiert wird, wenn man die letzten Grossenseinsätze zum Beispiel der USA betrachtet.

Die Mobilisation von 1805 ist als Wendepunkt in der kantonalen Militärpolitik der Stände anzusehen. Es wurde allen Verantwortlichen klar, dass das Militärwesen unbedingt zu verbessern war. Die Korrekturen erfolgten dann auch, so dass die kantonalen Milizen und damit das Bundesheer von 1813 nicht mehr mit denen von 1805 zu vergleichen sind, sondern auf allen Gebieten wesentlich verbessert worden waren.

2. Es ist festzustellen, dass nur das Bundesheer in einer Krisenzeit beurteilt wurde. Wenn dieses auch ein Ausfluss aus den kantonalen Kontingenten war, so wurde bei der Beurteilung keine Rücksicht auf die effektiven Wehranstalten der Kantone genommen. Und diese stehen, wie die Abklärungen in den Kantonen zeigen, bei weitem nicht so schlecht da. Aber ohne zeitaufwändige Einzelabklärungen in den Ständen, was eine differenzierte und positivere Darstellung erlaubt, und bei der Betrachtung nur eines Teilaspekts des Militärwesens in der Mediation sind Fehlurteile die zwingende Folge. Die Wiederholung alter Formulierungen und die Unkenntnis neuer Forschungsergebnisse geben der falschen Beurteilung des Militärwesens der Mediation auch nicht mehr Wert.⁹¹

3. Dazu kommt, dass die liberale oder radikale Geschichtsschreibung bis heute die Helvetische Republik und die Mediation als Zeit der Besetzung und Abhängigkeit von Frankreich sehen. Nur mit der Schwarzmalerei für die Jahre 1798 bis 1813 konnte der neue Bundesstaat von 1848 so richtig erstrahlen.⁹²

Es ist zu hoffen, dass dem eidgenössischen bzw. kantonalen Militär der Mediation in Zukunft differenzierter und damit, der Wirklichkeit entsprechender, positiver gegenüber getreten wird. Die Bemühungen vieler Politiker und Militärpersonen haben diese faire Beurteilung zum Nutzen des Staatswohls durchaus verdient. Es ist klar, dass das Urteil des verdienten und siegreichen österreichischen Feldmarschalleutnants von Colloredo vom 28. Dezember 1813 zum Freiburger Infanteriebataillon nicht durchgängig, doch sicher öfter als angenommen, zutrifft: «Dieses Bataillon kann durch die ganze (österreichische) Armee marschieren und müsste von jedem Corps bewundert werden».⁹³

⁹¹ Münger: *Militär, Staat, Nation*, Anm. 6, ist ein gutes Beispiel für diese Art der Geschichtsschreibung, wie das Literaturverzeichnis zeigt.

⁹² Zur liberalen Geschichtsschreibung und ihrer Tenöre Dazu Sascha Buchbinder: *Der Wille zur Geschichte. Schweizerische Nationalgeschichte um 1900 - die Werke von Wilhelm Oechsli, Johannes Dierauer und Karl Dändliker*. Zürich, 2002. Als Einzelbeispiele Anton von Tüllier: *Geschichte der Eidgenossenschaft während der Herrschaft der Vermittlungsakte...*, 2 Bde. Zürich, 1845-46; Wilhelm Oechsli: «Die Schweiz unter französischem Protektorat», *Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert*. Leipzig, 1903; Hans Nabholz: «Die Schweiz unter Fremdherrschaft, 1798-1813», *Schweizer Kriegsgeschichte*, 8. Heft. Bern, 1921; und mit einer verständnisvolleren Beurteilung Daniel Frei: «Mediation», *Handbuch der Schweizer Geschichte*, Bd. 2. Zürich 1977, S. 841-869; während für François de Capitani und Georges Andrey: «Beharren und Umsturz (1648-1815)» und «Auf der Suche nach dem neuen Staat (1798-1848)», *Geschichte der Schweiz und der Schweizer*, Bd. 2. Lausanne, 1983, bes. S. 1158 ff, wahrscheinlich nach den erlassenen Direktiven das Schweizer Militär kein Thema ist. Die Bevorzugung von 1848 fand sich auch im Vortrag von Prof. Dr. Urs Allematt anlässlich des grossen Festaktes am 5. Juli 2003 zur 200jahrfeier der Mediation und der ersten eidgenössischen Tagsatzung 1803 in Freiburg, *Neue Zürcher Zeitung* vom 21. Juli 2003, Nr. 166, S. 21.

⁹³ Es geht nicht um die Glorifizierung der Anstrengungen zum Aufbau des Militärwesens der Mediation, wie es mit Napoleon, seinem Militär und allem, was damit zusammenhängt, geschehen ist (vgl. Natalie Petiteau: *Napoléon, de la mythologie à l'histoire*. Paris, 2004), sondern um eine Korrektur des negativen Bildes.

Anhang 1

Der Eid 1805 ⁹⁴

Ein Eid gibt, von den modernen Fassungen abgesehen, immer einen guten Einblick in die Pflichten des Schwörenden. Auch beim Eid der Militärpersonen von 1805 ist dies der Fall. Vergleicht man ihn mit der Kurzfassung der Helvetik, stellt man fest, dass 1798 praktisch nur auf die Pflichten gegenüber Verfassung bzw. Gesetz und Regierung geschworen wird.

Eyd der Gemeineidgenössischen Truppen

Schwören alle Herren Staabs-Offiziere, Hauptleüte, Ober und Unter-Offiziers und gemeine Soldaten der Eidgenössischen Truppen, der Eidgenossenschaft und ihrer bestehenden Verfassung Treüe und Wahrheit zu leisten, ihren Nutzen zu fördern und Schaden zu wenden, für den Dienst und die Wohlfahrt des ganzen Schweizerischen Vaterlands Leib und Leben, Gut und Blut aufzuopfern, tapfer und männlich zu fechten; die Fahne nicht zu verlassen, sondern derselben aller Orten nachzufolgen; die erlassenen Kriegs-Verordnungen genau zu beobachten, ihren Vorgesetzten in ihren Befehlen die schuldige Ehrerbietung und Gehorsamkeit zu leisten, und sonst alles dasjenige zu thun, was einem tapferen, fleissigen, getreüen gehorsamen, ehrlichen und unverzagten Mann gebühret und wohl ansteht, auch eines jeden Amt und Stelle erforderet, ohne alle Gefährde!

Anhang 2

Rapport des Generals von Wattenwyl über die Grenzbesetzung 1805 (Auszug) ⁹⁵

Die Berichte des Generals von Wattenwyl über die Grenzbesetzungen von 1805 und 1809 geben ein sprechendes Bild vom Zustand und besonders 1805 auch von den Mängeln im Bundesheer. Vergleicht man aber den Bericht von 1809 werden auch die Fortschritte deutlich, welche nicht zu übersehen sind. Zur Beurteilung des Militärwesens der Mediation sind allerdings auch die kantonalen Zustände und Entwicklungen mit einzubeziehen.

(...) Die Verhältnisse des Eidgenössischen Militairs zu den Cantons Regierungen waren durchgehends sehr erfreulich. Alle Cantone stellten auf den ersten Ruff die geforderten Beiträge an Truppen, Bedürfnissen und Geld mit der grössten Bereitwilligkeit und mit rühmlicher Pünktlichkeit. Der Canton Tessin allein blieb ungeacht der ernstlichsten unermüdetsten Anstrengung seiner Regierung wegen dem langen Ausbleiben der bestellten und angekauften Gewehre mit der Ausrüstung seines Contingents zurück, und es konnte nicht eher zu Stand kommen, bis bereits die erste Verminderung der Truppen durch des Herrn Landammanns Excell. genehmiget war. Dennoch wollte dieser Canton noch die Ehre geniessen, seine Fahne mit derjenigen seiner Verbündeten zu vereinigen. Der aufgestellte Theil seines Contingents unterzog sich freudig bei der beissendsten Kälte einem mühsamen Marsch über die Gebirge und dieses schön ausgerüstete Corps bewies vor den Augen des H. Oberst und Divisions Commandanten von Gadi, der dasselbe musterte, dass es würdig in den Reihen der übrigen Eidgenössischen Truppen gestanden wäre, wenn der Dienst noch länger hätte fort-dauern müssen.

Die Verpflegung in den Cantons, wo Truppen zu stehen kamen, wurde mit sehr wenigen Ausnahmen mit Bereitwilligkeit und an mehreren Orten mit ganz zuvorkommender freund-

⁹⁴ STAF, Tagsatzung N.S. I/5, Anhang L.

⁹⁵ STAF, Tagsatzung N.S. I/6, Anhang C.

schaftlicher Gefälligkeit geleistet. Es ist hier nicht der Ort, über diesen Gegenstand und die verschiedenen Anordnungen, die zur Verpflegung der Truppen und Einrichtung der Spithäler getroffen wurden, in Details einzutreten, indem die Rechnungen und der Bericht des H. Oberst Kriegs Commissairs des mehreren mittheilen werden. Nur ist anzuzeigen, dass die Amtsführung des H. Oberst Heer ungeacht der zahlreichen Schwierigkeiten, welche er zu bekämpfen hatte, meisterhaft war, dass der Dienst der Armee niemals durch Mangel an Unterhalt unterbrochen oder gehindert worden ist, und dass auf die Besorgung der Kranken als auf einem der wichtigsten Gegenstände pflichtmässig die grösste Sorgfalt verwendet wurde. Zu diesem End hatte er einen geräumigen Haupt-Spithal in Zürich und 3 andere kleinere bewegliche Spithäler (Ambulances) in Schaffhausen, St. Gallen und Chur angelegt. Glücklicher Weise hatte die Armee ungeacht der bedenklichen Jahreszeit und der abwechselnden, oft sehr schlechten Witterung sehr wenig Kranke. Gute und gesunde Kost, Sorge für Reinlichkeit und öftere regelmässige Bewegung haben ohne Zweifel das meiste zu diesem glücklichen Umstand beigetragen. Die Competenz des Militairs war durch die Beschlüsse der Tagsatzung hinreichend bestimmt und kam selten in Collision mit denjenigen der Civil Behörden. Einiche beinahe unvermeidliche kleine Anstände wurden sogleich und ohne weitere Folgen beseitiget und störte nie die Harmonie zwischen der höheren Behörden.

Die Mannszucht der Eidgenössischen Truppen war durchgängig mit lobenswerther Treu beobachtet. Und die wenigen Strafen, die verhängt werden mussten, sind ein auffallender Beweis des vortrefflichen Geists, von welchem die Armee belebt war. Einige wenige Militair Verbrechen wurden von Bataillons Kriegs Gerichten beurtheilt, und ein ernsthafterer Vorfall, dem aber weniger boshafter Wille und Vorsatz als aber thörichter Unverstand etlicher ganz junger, noch nie im Militair Dienst gestandener Soldaten zum Grund lag, wurde schnell und angemessen auch durch ein Kriegs Gericht bestraft. Die Schuldigen bezeugten aufrichtige Reue und wurden noch durch allgemeine und laute Missbilligung ihrer Dienstgefährden und ihrer Mitbürger für die Zukunft belehrt.

Häufige Waffen-Übungen füllten die Zeit, die nicht dem Wacht- und Patrouillen-Dienst gewidmet war. Denn es hegt der Eidgenössische General die Überzeugung, dass der Miliz Soldat mehr als ein anderer beschäftigt sein muss. Fast alle Corps eilten mit Begierde auf den Exerzier-Platz, und man bemerkte bei ihnen den lebhaften Wunsch, durch Erreichung des, nach den vorhandenen Hilfsmitteln, möglichsten Grad der Fertigkeit, dem Vaterland mit Ehre dienen zu können.

Der Commandierende General ermunterte diesen Eifer durch successive und wiederholte persönliche Instruktion der mehrsten Corps und durch Zuschriften an die Commandanten derjenigen, deren entfernte Cantonierung ihm dieses Vergnügen nicht zukommen liess. Bei diesen Musterungen zeigte sich zwar allerdings, dass jene Cantons Milizen, die schon einige Zeit organisiert und geübt waren, einen grossen Vorsprung vor anderen hatten: dass aber die mehrsten Cantone, welche ihr Militair ganz neu erschaffen mussten, mit vielem Eifer und Erfolg vorwärts geschritten waren, dass es aber auch an mehreren Orten nicht sowohl an guten und willigen Soldaten, als an einem zweckmässigen System bei der Auswahl und der Bildung der Offiziers fehlt.

Es war überhaupt äusserst erfreulich zu sehen, wie sehr sich die Haltung der Eidgenössischen Truppen nach Verfluss ihrer 2 bis 3 Monat Dienstzeit zu ihrem Vortheil geändert hatte, und wie gut die Commandanten der Corps diese Zeit zu Beförderung der Ausbildung ihrer Mannschaft benutzten hatten.

Indessen liesse sich besonders bei Anfang des Feldzugs der gänzliche Mangel eines vollkommenen auf einförmige Grundsätze gebauten Dienstreglements und derjenige einer einförmigen Bildung der Truppen, so wie die Nachtheile verschiedenartiger Militair-Gebräuche auf eine bedenkliche und beunruhigende Weise fühlen.

Man darf wohl behaupten, dass, wenn das Anno 1803 und 1804 bearbeitete Militair-Reglement, welches nur die allgemeine Organisation vorschreibt, nicht wenigstens für die Eintheilung und Ausrüstung des Contingents eine Vorschrift gegeben hätte, die grosse Verwirrung hätte entstehen müssen. Man musste nun bedauern, dass die Zeit der Ruhe nicht benutzt worden war, um mit vereinten Kräften in allen Kantonen die Miliz nach einem einzigen System zu bilden. Dem unermüdeten Eifer des Eidgenössischen Staats, der restlosen Benützung dieser verdienstvollen Officiers, ihrem vaterländischen Sinn, ihrer beständigen Wachsamkeit, ihrer Geduld in dem Unterricht, den sie ihren Untergebenen gaben, ihrem Talent jeder Art von Mannschaft nach der ihrem National Charakter angemessenen Art zu behandeln, und ihrer Pünktlichkeit in Ausführung der Befehle hatte der Commandierende General zu verdanken, dass der ganze Feldzug so glückliche Folgen gehabt hat.

Das Artillerie Corps benutzte seine Vereinigung in Zürich, um unter der Leitung des H. Oberst Inspektors eine genaue Untersuchung über die Bedürfnisse dieser wichtigsten Waffe anzustellen. Obschon in den Übungen und Einrichtungen der Artillerie noch eine sehr nachtheilige Verschiedenheit herrschte, so sache dennoch der General mit vielem Vergnügen die Verrichtungen der verschiedenen Divisionen in einer grossen Übung im Feuer und Haubitze werfen. Der nachherige Antrag an den H. Landammann, eine Artillerie Commission niederzusetzen, um eine vollständige Arbeit abzufassen, war dem von allen Offizieren dieses Corps bei diesem Anlass lebhaft geäusserten Wunsch gemäss.

Der Cavallerie mangelte es an Gelegenheit, sich zu üben und gemeinschaftlich zu arbeiten. Sie wurde nur zum Ordonnanz-Dienst gebraucht. Allein ihre Ausrüstung und ihre Zusammensetzung lässt erwarten, dass, wenn sie einmal nach einem zweckmässigen und einförmigen Reglement unterrichtet wird, man von ihr gute, ja beste Dienste erwarten könne.

Die leichten Truppen fiengen zum Theil an sich in die Vorschriften hinein zu arbeiten, die ihnen in des H. Oberst Ziegler vortrefflichen Reglement gegeben werden. Es bleibt zu wünschen übrig, dass man dasselbe allgemein befolge.

Das Ingenieur Corps war unter allen dasjenige, an welchem der grösste Mangel herrschte. Es lässt sich aber hoffen, dass unter der Leitung des würdigen und Kenntniss vollen H. Oberst Quartiermeister Finsler durch höhere Aufmunterungen und durch zweckmässige Anstalten zu dem nöthigen Unterricht nach und nach sich fähige Männer bilden werden, die in diesem wichtigen Fach der Militair-Wissenschaft dem Vaterland nützlich zu sein trachten.

Für alle Corps der Eidgenössischen Armee war dieser kurze friedliche Feldzug eine Schule des militairischen Gehorsams, der Ordnung und Gefliessenheit im Dienst. Es war ein Stand der Eidgenössischen Freundschaft und Verbrüderung: ein sprechender Beweis des wieder auflebenden Gemeingeists und ein Ereignis das immer freudige und wohlthuende Erinnerungen in dem Herzen jedes ächten Schweizers zurück lassen wird.

Möchten nun die gemachten Erfahrungen benutzt und mit einmüthigem Geist an der Vervollkommenung unsers Kriegswesens gearbeitet werden, und die Ueberzeugung tief eindringen, dass es für das Vaterland wichtig seye, wohlgewählte und unterrichtete Offiziers und gute, brauchbare Soldaten zu bilden, die immer gehorsame Bürger und zufriedene sind, das Wohl so wie die Ehre des Staats zu befördern.

Anhang 3

*Rapport des Generals von Wattenwyl über die Grenzbesetzung 1809 (Auszug)*⁹⁶

Der von General von Wattenwyl der Tagsatzung vorgelegte Rapport umfasst nach der Schilderung der Ereignisse die Punkte «General-Staab (Oberst Quartiermeister und dessen Staab; Oberst-Kriegs-Kommissariat; Divisions- und Brigade-Commandanten (Herrenschwand, Pellizari, Gyger, Gady); Adjutanten des Generals; Bataillons-Commandanten; Artillerie (Ausrüstung, Artillerie-Divisionen, Munitions-Wagen; Eidgenössisches Militair-Reglement; Militärische Rechtspflege (Strafgesetzbuch, Kriegs-Gerichte, Befugnisse); hier wiedergegeben ist einzig das Kapitel, das die seit 1805 festgestellten und die noch vorzunehmenden Verbesserungen aufzählt.

Eidgenössisches Militär- Reglement

Die grossen wichtigen Vortheile einer eidgenössischen Militair-Organisation, die Zweckmässigkeit der in dem Reglement enthaltenen Grundsätze und Vorschriften haben sich nun zum zweytenmal durch die Erfahrung eines 7monatigen Feldzugs auf eine auffallende und erfreuliche Weise gezeigt. Die eidgenössische Contingents-Armee wird dadurch zu einem übereinstimmenden Ganzen, durch hohen National Geist belebt, geeignet, dem hohen Zweck ihrer Bestimmung zu entsprechen. Die grossen Gebrechen, welche der alten allgemeinen Militair-Einrichtung der Schweiz eigen waren, sind gehoben. Die Contingents-Truppen bilden nicht mehr ein unzusammenhängendes zu allen militairischen Operationen untüchtiges Wesen, sondern einen einzigen Körper, durch einen Willen geleitet, nach einförmigen Grundsätzen unterrichtet, gleich besoldet und bewaffnet. Sie kennen entlich kein Interesse als dasjenige des gesamten Bundes, keine Befehle als diejenigen der Bundesbehörden. Indessen haben sich noch in diesem Feldzug Mängel gezeigt, denen abzuhelpfen dringendes Bedürfnis ist und dem hier pflichtmässig Meldung geschehen soll.

A. Bildung der Contingents-Truppen

Die Einrichtungen zu Aufstellung der durch das Reglement bestimmten Contingenter sind in den Kantonen noch immer sehr verschieden. Hier wird eine gewisse Anzahl Truppen aus der gesammten Zahl junger Männer durch das Loos bestimmt, um während einem Zeitraum von 4, 6 oder 8 Jahren ausschliesslich den Dienst bey der eidgenössischen Contingents-Armee erforderlichen Falls zu machen. Jährlich tritt eine gewisse Anzahl aus. Dort stellt man in einer zahlreichen Miliz Auszügler-Bataillone auf. Im Fall eines eidgenössischen Aufgebotts wird aus jeder Compagnie eines solchen Bataillons ein kleines Detaschement beordert, welches nach vollendetem Contingents-Dienst wieder unter die Masse zurück trittet. Anderswo werden ganze Auszügler Bataillone an Zahl dem Doppelten, drei- oder vierfachen Contingent gleich, welche in der Reihe jährlich auf das Piquet beordert werden, und im Fall eines Aufgebotts marschieren. In andern Kantonen kommt aus der gesammten waffenfähigen Mannschaft eine gewisse Zahl während einem Jahr auf das Piquet. Ist die Zeit vollendet, so treten andere an die Stelle.

Es würden noch mehrere Verschiedenheiten angeführt werden, wie verschiedene Ansichten, Zumuthungen, Wünsche und Begehren dadurch veranlasst werden, wie unzuweckmässig sie auf das ganze Kriegswesen, welches die grösste Einheit erfordert, wirken, wird jedem Beobachter und Kenner auffallen.

⁹⁶ Tagsatzungsprotokoll 1810, Beilage B, hier Beilage B, S. 50-53.

Die mehrsten solcher Einrichtungen beruhen auf alten Übungen, sind aber in den jetzigen Zeiten dem Dienst äusserst nachtheilig. Unter allen hat die Erstere nach der gemachten Erfahrung einen grossen Vorzug. Die gewährt bessere Soldaten, tauglichere Offiziere, besonders wenn durch die Umstände Ablösungen nötig werden.

Schon in seinem Kreisschreiben vom Dezember hat der eidgenössische General diese Bemerkung gemacht. Und er wiederholt hier den sehnlichen Wunsch, dass bey einer allfälligen Revision der einen oder andern Cantonal-Organisationen auf diese wichtige Bemerkung zum Besten der eidgenössischen Militair-Einrichtung Rücksicht genommen werden möchte.

B. Instruktion derselben

Der Nachtheil der für den Dienst des Vaterlandes entsteht, wenn zu einer eidgenössischen Armee Truppen abgesandt werden, die keinerlei Kenntnis ihrer Pflichten haben, ist so auffallend, dass es überflüssig wäre, der hohen Bundesbehörde vorzustellen. Wie sehr eine schlechte Wahl der den Truppen vorgesetzten Offiziers, die durch Unfähigkeit, all zu gemeinem Umgang mit ihren Untergebenen, durch schlechte Aufführung und böses Beyspiel den Soldaten und Bürgern verächtlich werden. Wie sehr Unkenntnis der Waffen und aller Theile des Dienstes bey den Truppen, die Sicherheit, die Ehre und das Wohl des Staates gefährden und den Oberbefehlshaber ausser Stand setzen, den ihm vorgeschrieben hohen Zweck zu erreichen.

Durch die hohe Leitung, welche die Vorsehung den Ereignissen gegeben, hat man zwar in den beyden letzten Feldzügen, die ganz ungebildeten Contingente vermittelt Instructeurs an den Bataillons unterrichten und zum Dienst bilden können, allein es brauchte dazu 4 bis 5 Wochen Zeit, und eine unermüdete Arbeit. Ein solcher Zeitraum kann leicht unter andern Umständen sich nicht darbieten. Die Folgen wären alsdann höchst bedenklich.

Welche Vortheile hingegen gebildete Truppen und unterrichtete Offiziers, die sich Ansehen und Gehorsam zu verschaffen wissen, gewähren, das haben die Contingenter derjenigen Kantone bewiesen, welche die Grundlagen des Militairdiensts in den Instruktions Schulen erlernt hatten. Freylich sind solche Einrichtungen kostbar, allein was ist wichtiger als die innere und äussere Sicherheit des Vaterlandes? Was ist der Schweiz nöthiger als in den diesmaligen Verhältnissen, umgeben von Staaten, die stehende Heere unterhalten, eine wohl eingerichtete zum Dienst fähige Land-Miliz zu haben und den militairischen Geist bey unserem Volk zu erhalten? Und gewinnt nicht auch der Staat in bürgerlicher Hinsicht, wenn ein grosser Theil seiner Angehörigen den Werth strenger Kriegszucht kennen lernt?

Es findet sich daher der eidgenössische General verpflichtet, die betreffenden hohen Stände dringendst zu ermahnen: Auf die Auswahl der Offiziers die grösste Sorgfalt zu verwenden und wo möglich ihre Contingents-Truppen jährlich auf einige Zeit zusammen zu ziehen, und im Dienst, Manneszucht und Waffenübungen unterrichten zu lassen. Sollte letzteres aus Finanz Rücksichten durchaus nicht geschehen können, so sollten wenigstens die Offiziers, Unter-Offiziers und Corporals sorgfältig und fleissig gebildet und jährlich geübt werden.

Unter den gebildeten Truppen herrschten hie und da noch Verschiedenheiten im Unterricht, die in mehrern Rücksichten nachtheilig wirken, weilen im Kriegswesen Einförmigkeit und Übereinstimmung ein unnachlässliches Erforderniss sind.

Das nunmehr allgemein angenommene neue Exerzier- und das eidgenössische Dienst-Reglement, wenn sie in allen Kantonen genau befolgt werden, können diesen Inkonvenienzen abhelfen.

C. Bewaffung und Munition

Die mehreren Soldaten aus den Kantonen, wo sie ihre Waffen auf eigne Kosten anschaffen müssen, waren schlecht bewaffnet, und viele Gewehre nach kurzem Dienst unbrauchbar. Es ist daher höchst nöthig, dass bey jedem Aufgebott die Gewehre der Soldaten genau untersucht und alle fehlerhaften Waffen aus den Cantonal-Zeüghäusern ersetzt werden.

Bey mehrern Bataillonen sollen die Leüthe weder Kugelzieher noch Raumnadel gehabt haben, beyde sind unentbehrlich. Auch die Büchsenschmiede fehlten bey mehrern Corps. Diese Arbeiter müssen, nothwendig in allen Fällen mit dem gehörigen Werkzeug und Gerätschaften versehen, den Bataillonen mitgegeben werden. Mehrere Contingente führten äusserst schlecht gemachte, schlecht eingepakte und zuweilen auch nicht calibermässige Munitionen, auch schlechte Feüersteine mit sich.

Diesem wesentlichen Gebrechen abzuhelpen, werden gewis die sämmtlichen hohen Stände den Verwaltungen ihrer Zeüghäuser desshalbs in der Zukunft die genaueste Aufsicht abefehlen.

D. Kleidung

Vor dem Abmarsch der Truppen müsste allemal eine genaue Inspektion der Tornister statt haben, damit der Soldat sich nicht mit überflüssigen Kleidungsstücken und Gepäk belade, hingegen mit den zur Reinlichkeit nöthigen Hemden, Strümpfen und mit Schuhen versehen sey.

Da die eidgenössischen Truppen oft den Dienst in den Gebirgen machen und das Climat der Schweiz ausserordentlich veränderlich ist, so wäre zu wünschen, dass sämtliche Contingente mit Caput-Röcken versehen wären. Der Vortheil, der daraus für die Gesundheit der Soldaten entsteht, hat sich wesentlich bey denjenigen Truppen erwahret, die damit versehen waren.

Anhang 4

Zum Wehrwesen vor 1798

Um den Stand des Militärwesens während der Mediation besser erfassen zu können, seien kurz die Verhältnisse im Ancien Régime. Vor 1798 wurde jeder Schweizer als wehrfähiger und -pflichtiger Soldat betrachtet. Dies ergab beachtliche Bestandeszahlen, wie z. B. Zürich mit 30 000 Man oder Bern mit deren 63 697 zeigen. Diese Zahlen sagen aber nichts zu Ausrüstung und Ausbildung aus. Es sei jedoch vermerkt, dass jeder Stand seine eigenen Militärreglemente und mindestens eine Uniformordonnanz für jede Waffengattung hatte.

Das Bedürfnis nach einer eidgenössischen Armee bestand schon vor 1798. So sollten die 13 alten Orte nach dem «Wiler Defensionale» von 1647, aufgeteilt in drei Auszüge, 36 000 Mann und 147 Geschütze stellen. 1667 wurde dieser Bestand auf 40 000 Mann erhöht, um eine wirkliche Landesverteidigung zu gestatten. Infolge politischer und religiöser Unstimmigkeiten und bei kantonalen Egoismen bestand diese eidgenössische Armee aber nur auf dem Papier.⁹⁷ Immerhin war die Idee einer gemeinsamen Verteidigungsarmee geboren und entwickelte sich in den Fachkreisen in zunehmendem Masse.

⁹⁷ Oberst Wieland: *Geschichte der Kriegsgebeheiten in Helvetien und Rhaetien als Handbuch zum Militairunterricht für Schweizeroffiziere aller Waffen*, Bd. 2. Basel, 1827, S. 213.

⁹⁸ Mit dem Stab.

⁹⁹ Sappeure, Pioniere, Matrosen.

¹⁰⁰ Landsturm bewaffnet mit dem Morgenstern.

¹⁰¹ 8 Kompanien Freiwilliger aus der Stadt.

¹⁰² 4 Kompanien Artillerie aus der Stadt.

¹⁰³ Die Vogteien Thurgau, Sargans/Rheintal, Baden/Freiamt und im Tessin führten keinen Stab, weder Artillerie noch Kavallerie.

Die Milizstärke in der alten Eidgenossenschaft vor 1798 ⁹⁸

Kanton	Infanterie ⁹⁹	Jäger oder Scharfschützen	Kavallerie	Artillerie	Varia ¹⁰⁰	Total
Zürich	25430	670	860	890	150	28000
Bern	55450	2500	4500	2500	200	64450
Luzern	10100	250	210	140	100	10800
Uri	2407	300	–	300		3007
Schwyz	5050	400	–	400	Landsturm ¹⁰¹	5850
Unterwalden	1823	420	–	32		2275
Zug	2820	220	–	–		3040
Glarus	3810	450	–	50		4310
Basel	2650	200	160	200	Freiwillige ¹⁰²	3210
Freiburg	10900	600	168	100	Freiwillige ¹⁰³	11768
Solothurn	4260	500	230	100		5090
Schaffhausen	2835	–	200	60		3095
Appenzell	4040	800	50	160		5505
St-Gallen-Abtei	6100	800	–	80		6980
St-Gallen-Stadt	610	–	50	50		760
Graubünden	18000	2000	–	33		20000
Wallis	8000	1000	–	–		9000
Thurgau ⁹⁸	2000	60	–	–	Freiwillige	2060
Sargans/Rheintal	1500	–	–	–		1500
Baden/Freiamt	1200	–	–	–		1200
Tessin	3600	–	–	–		3600
Total	172585	11170	6428	5095		195500

Anhang 5

Die Bildung der kantonalen Truppen 1803-1813¹⁰⁴

Kanton	Miliz	Freikorps	Standeskompanie	Landjäger
Zürich ¹⁰⁵	23.02.1803	4.02.1804	12.12.1803	14./27.06.1804
Bern ¹⁰⁶	26.05.1804	29.02.1804	11.11.1803	26.10.1803
Luzern ¹⁰⁷	22.02.1804	11.05.1804	–	13.08.1803
Uri ¹⁰⁸	6.05.1804	–	–	19.09.1804
Schwyz	9.11.1805	–	–	29.11.1803
Nidwalden ¹⁰⁹	29.04.1804	–	–	17.06.1811
Obwalden ¹¹⁰	22.06.1804 11.12.1813	–	–	30.08.1804
Glarus ¹¹¹	1804/05	–	–	5.10.1804
Zug ¹¹²	9.11.1805 1.05.1808	05.1804	–	8.11.1804
Freiburg ¹¹³	1.10.1804	16.04.1804	16.11.1803	16.05.1804
Solothurn ¹¹⁴	16.05.1804 5.05.1807 24.12.1812	7.03.1804	31.12.1803	4.01./1.03.1804
Basel ¹¹⁵	9.03.1804	–	11.11.1804	1806
Schaffhausen ¹¹⁶	5.05.1804 1810	1808	–	18.02.1805
Appenzell AR	7.05.1805	10.1804	–	8.06.1803
Appenzell IR	11.12.1804	–	–	1803
St. Gallen ¹¹⁷	18.05.1804	6.07.1807	–	28.06.1803
Graubünden ¹¹⁸	16.05.1809	–	–	30.05.1804
Aargau ¹¹⁹	4.06.1804 2.12.1808	26.10.1803	1.06.1803	8.07.1803
Thurgau ¹²⁰	18.05.1804 8.05.1811	11.05.1804	–	28.05.1803/1807
Tessin ¹²¹	29.05.1804	–	–	2.06.1804
Waadt ¹²²	10.06.1803 7.06.1813	–	–	4.06.1803

¹⁰⁴ Conrad Peyer: *Verfassungsgeschichte der alten Schweiz*. Zürich, 1978, S. –. Georges Grosjean: *Berns Anteil am evangelischen und eidgenössischen Defensionale im 17. Jahrhundert*. Bern, 1953, gibt am Ende einen Ausblick in das 18. Jahrhundert. Jürg Stüssi-Lauterburg, «Das Defensionale von Wil (1747): eine Etappe schweizerischer Staatswerdung», in: Marco Jorio (Hrsg.), *1648, die Schweiz und Europa: Aussenpolitik zur Zeit des Westfälischen Friedens*. Zürich, 1999, S. 163-173.

¹⁰⁵ Emil Brunner: *Der Kanton Zürich in der Mediationszeit 1803-1813*. Zürich, 1908, S. 200-213. C. Max Willfratt: *Die allgemeine Wehrpflicht im Kanton Zürich 1798-1848*, Tiposcript. Zurich, 1982. Hubert Foerster: «Zürichs Standeskompanie (1803-1832) und Standeslegion (1804-1816)», *Zürcher Taschenbuch* 1981, p. 120-162.

¹⁰⁶ Bern fand noch keinen Bearbeiter für das Militärwesen der Mediation. Zur Legion Hubert Foerster: *Berns Standeslegion*, Ms. Freiburg.

¹⁰⁷ Hubert Foerster: «Luzerns militärische Freiwilligeneinheiten 1804-1818», *Der Geschichtsfreund* 28 (1979), p. 39-64. Heidi Bossart-Borner: *Im Bann der Revolution. Der Kanton Luzern 1798-1831/50*. Luzern 1998 (= Luzerner Historische Veröffentlichungen 34), ist das Beispiel einer Kantonsgeschichte, in der das kantonale Militär nicht vorkommt, obwohl die Staatsausgaben dafür bis zu 30% ausmachten....

¹⁰⁸ Zu Uri fehlt eine Publikation zum Militärwesen. Mangels Unterlagen ist nicht geklärt, ob das in den Staatsrechnungen 1808 und 1809 angeführte Freikorps wirklich ein derartiges war oder ob es sich nur um freiwillige Milizsoldaten handelte, die sich nur zur Parade an der Landsgemeinde formiert hatten.

¹⁰⁹ Für den Halbkanton Nidwalden fehlt noch eine fachspezifische Publikation zur Mediation. Verschiedene Aspekte finden sich bei Ferdinand Niederberger: *Nidwaldner Wehrbereitschaft 1515-1968*. Zum 100-jährigen Bestehen der Unteroffizierssektion Nidwalden. Stans, 1967, und bei von Flüe: «Obwaldner Wehrverordnung», vgl. folgende Fussnote.

¹¹⁰ Niklaus von Flüe: «Die Obwaldner Wehrverordnung in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts», *Obwaldner Geschichtsblätter* 12 (1974), p. 5-68.

¹¹¹ Hubert Foerster: «Die Anfänge der Glarner Militärorganisation 1803-1806», *Jahrbuch des Historischen Vereins des Kantons Glarus* 70 (1985), S. 35-85; Idem, «Die Glarner Militärmusik 1811-1812», *Figurina Helvetica* 1985, S. 27-32.

¹¹² Alex Nussbaumer: *Das Zuger Milizwesen in der Mediation (1803-1813)*, Tiposcript. Cham, 1981; Idem: «Die Uniform der Zuger Miliz in der Mediationszeit», *Figurina Helvetica* 1986/87, p. 6-13; Renato Morosoli: «Zur Miliz des Kantons Zug in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts», Marco Jorio (Lt.): «*Eilet dann, o Söhne*» Beiträge zur zugerischen Militärgeschichte. Zug, 1994, S. 96-129.

¹¹³ Hubert Foerster: «Freiburgs Militärorganisation während der Mediation», Actes du colloque 1803-2003 à Fribourg, (im Druck).

¹¹⁴ Leo Altermatt: *Der Kanton Solothurn in der Mediationszeit 1803-1813*. Solothurn, 1929, S. 215-283. Hubert Foerster: «Solothurns militärische Sondereinheiten 1803-1819», *Jahrbuch für Solothurnische Geschichte* 52 (1979), S. 291-315.

¹¹⁵ Basel fand noch keinen Bearbeiter für die Miliz. Paul Kölner: «Die Basler Standestruppen, 1804-1856», *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde* 8 (1909).

¹¹⁶ Jürg Zimmermann: *Beiträge zur Militärgeschichte bis zum Beginn des 19. Jahrhunderts*. Schaffhausen, 1961, S. 150-154. Hubert Foerster: «Schaffhausens Milizorganisation (1810-1818), das Freikorps (1808-1813) und die Feldmusik (1809-1820)», *Schaffhauser Beiträge zur Geschichte* 57 (1980), p. 34-82.

¹¹⁷ Die erweiterte Bearbeitung der St. Galler Miliz ist noch vorzunehmen. Hubert Foerster: «Die Uniformen und Fahnen der St. Galler Miliz 1804 bis 1812», *Figurina Helvetica* 1980, p. 44-50, Idem, «St. Gallens freiwillige Legion 1803-1818», *Rorschacher Neujaahrsblatt* 1981, p. 51-62.

¹¹⁸ Rudolf Jenny: *Beiträge zur Bündner Militärgeschichte von 1803 bis 1848*. Chur 1972 (= Jahresbericht der Historisch-Antiquarischen Gesellschaft von Graubünden 102), ist nach Sachgebieten chronologisch geordnet, was das Lesen nicht unbedingt vereinfacht. Zudem muss Pieth: *Bündner Milizwesen*, Anm. 62, beigezogen werden, da Jenny die Ausführungen von Pieth nicht wiederholt hat.

¹¹⁹ Walter Allemann: *Beiträge zur aargauischen Militärgeschichte 1803-1847*. Aarau, 1970 (= Argovia 82), S. 15-82.

¹²⁰ Albert W. Schoop: *Geschichte der Thurgauer Miliz*. Frauenfeld, 1948, S. 32-76, und Hubert Foerster: «Thurgaus Freikorps und Spiele 1804-1818», *Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte* 116/117 (1979/80), S. 219-248. André Salathé: *Geschichte des thurgauischen Polizeiwesens vom Ancien Régime bis zur Regenerationsbewegungen 1830/31*, Tiposkript. Zürich-Sulgen, 1987.

¹²¹ Trotz der verschiedensten Publikationen zum Tessiner-200-Jahr-Jubiläum fand sich kein Historiker zum kantonalen Militärwesen. Zur Polizei, der «Compania di linea», Silvio Martinoli: *Cronistoria della polizia ticinese*. Losone, 1992, bes. S. 9-11.

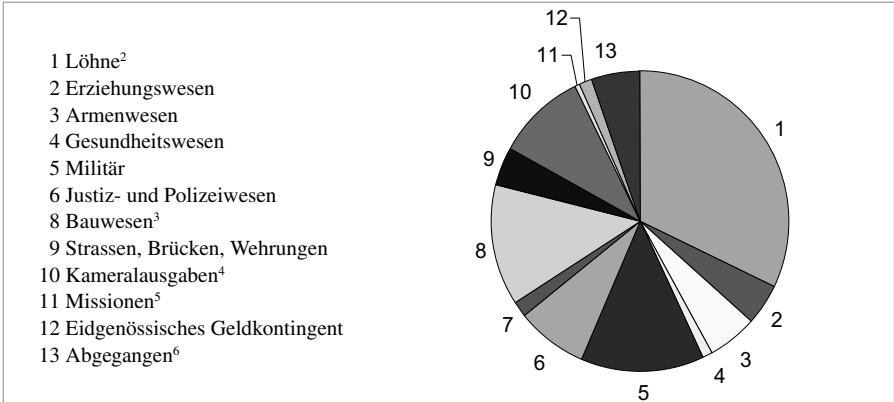
¹²² Grundlegend bleibt Frédéric Amiguet: *Les milices vaudoises*. Lausanne, 1914, S. 301-348. Olivier Meuwly: «L'organisation militaire et milices vaudoises», *Vaud sous l'Acte de Médiation*, S. 165-170, und Idem: «L'armée vaudoise sous l'Acte de Médiation: le bouclier d'un jeune canton», *Bicentenaire du canton de Vaud. Actes du colloque 2003*. Pully, 2003, p. 139-175. Dazu punktuell *Les milices vaudoises*. Yens, 1995.

Anhang 6

Zum Finanzhaushalt des Kantons Zürich 1803-1813 ¹

Es ist nochmals darauf hinzuweisen, dass die folgenden Zahlen nur Tendenzen aufzeigen und keine endgültige Aussage darstellen. Dazu würde es gehören, dass auch auf die Einnahmen der Kantone eingegangen werden, wie es als Beispiel mit dem Kanton Freiburg summarisch gezeigt wird. Ein detaillierter Kommentar wird dann für eine bessere Transparenz sorgen.

Die ordentlichen Ausgaben



	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	167428	209604	212289	212631	212370	213990	220489	220390	221709	223555	225436	2339891	32.27
2	26262	26152	24553	28946	31092	32199	31111	28321	29167	32095	28031	317929	4.38
3	20563	27500	31699	40547	38956	34071	34907	44325	34021	36796	35952	379337	5.23
4	4716	6003	8863	5423	9502	6260	11570	6623	5807	6394	4850	76011	1.05
5	45461	81822	110229	114954	98772	79821	81069	92230	88144	90387	92590	975479	13.45
6	23099	48549	54233	55973	58073	51980	51850	53819	55654	57432	57165	567827	7.83
7	6598	15007	18794	7943	8285	8729	9854	10502	10086	11332	14429	121559	1.68
8	39283	58631	96652	106909	62126	77141	88348	81126	86804	111708	127750	936478	12.91
9	11061	17881	23312	13033	26877	33454	30431	25645	37585	37257	58521	315057	4.34
10	56508	61207	54389	66968	71646	64906	59345	86412	68475	55254	51614	696724	9.61
11	6644	10300	4076	3603	1728	5188	3713	2840	6806	4129	794	49821	0.69
12		15430	7715	2571	3857	7715	7715	9868	24799	11021	9644	100335	1.38
13	26261	20724	30678	34769	38151	49957	53229	44102	24121	22560	30445	374997	5.17
Total	433884	598810	677482	694270	661435	665411	683631	706203	693178	699920	737221	7251445	100.00
%	5.98	8.26	9.34	9.57	9.12	9.18	9.43	9.74	9.56	9.65	10.17	100.00	

Einnahmen und Ausgaben

	Einnahmen	Ausgaben	+ / -
1803	430426	441370	9092
1804	620113	605569	14454
1805	608078	684714	- 76636
1806	638591	699577	- 60985
1807	670582	667639	2943
1808	746450	672607	73843
1809	612762	690613	- 77886
1810	609352	681843	- 72492
1811	747714	718796	28918
1812	813024	721254	91709
1813	661497	749021	- 87523
Total	6'728'163	7'333'003	220'959
Mittel	611'651	666'637	20'087

¹ In Franken

² Regierung, Gerichte, Kanzlei, Angestellte, Pensionen, Pfarrer

³ Mit der Brandassekuranz

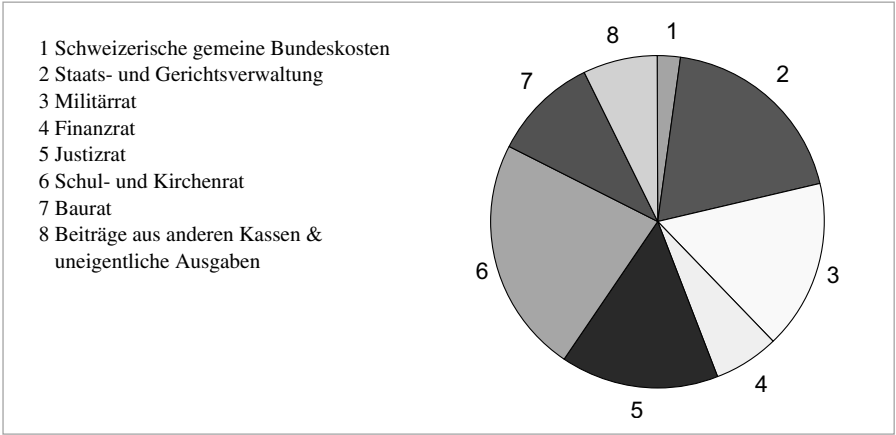
⁴ Besoldungen, Lehenwein, Bezug der Gefälle

⁵ Missionen im Kanton, Tagsatzungen

⁶ Abgegangen und verloren, Varia, Mindererlös bei Fruchtverkauf, Passivzinse

Zum Finanzhaushalt des Kantons Bern 1803-1813 ⁷

Die Ausgaben



	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	37567	37979	9582	7641	4584	9169	95'873	67529	11461	18011	18011	317407	2.16
2	356522	355964	209659	263617	239493	218207	214'360	219493	229132	251165	251208	2808'820	19.15
3	288245	267428	177581	248898	185382	157571	155'438	206853	199445	222317	311834	2420992	16.50
4	–	100486	131623	54562	60657	83149	86'880	93895	111173	134484	95260	952169	6.49
5	254406	227370	52943	174728	202868	191487	205'141	223745	215401	240601	213288	2201978	15.01
6	429361	418317	268198	302434	290266	265517	270'832	267948	274235	315219	306752	3409079	23.24
7	98532	140861	94884	99982	82898	130791	107'429	163225	180909	212497	196380	1508388	10.28
8	68544	190100	47251	38395	80038	22344	118'035	100794	126732	164657	95'25	1052115	7.17
Total	1533177	1738505	991721	1190'257	1146186	1078235	1'253'988	1343482	1348488	1558951	1487958	14670948	100.00
%	10.45	11.85	6.76	8.11	7.81	7.35	8.55	9.16	9.19	10.63	10.14	100.00	

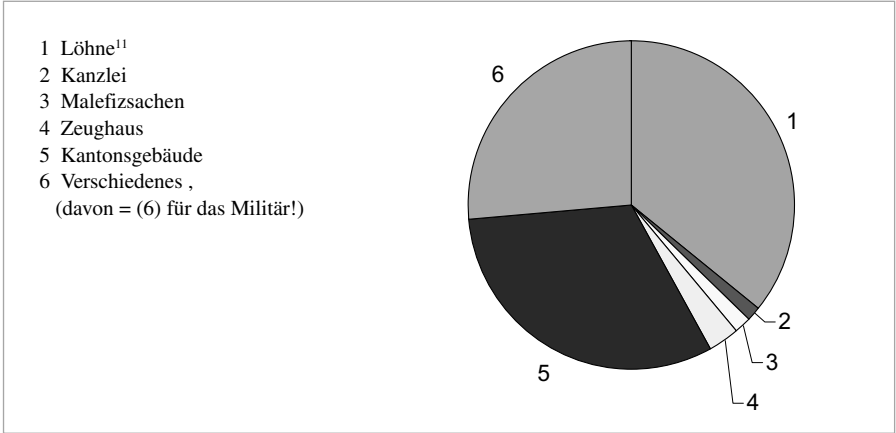
Einnahmen und Ausgaben

	Einnahmen	Ausgaben	+/-
1803	1746772	1612166	134606
1804	1696793	1738509	-41716
1805	1220576	991728	228848
1806	1473411	1190260	283151
1807	1441630	1146191	295439
1808	1509799	1078241	431558
1809	1724358	1253992	470366
1810	1921305	1343486	577819
1811	1870067	1348492	521575
1812	2318994	1558956	760038
1813	1951988	1487962	464026
Total	18875693	14749983	4125710
Mittel	1715972	1340908	375065

⁷ In Franken
⁸ Tagsatzungskosten
⁹ Löhne.

Zum Finanzhaushalt des Kantons Uri 1804-1813 ⁸

Die Ausgaben



	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	5928	3251	3235	3423	3767	4283	4980	4849	5131		38847	35.92
2	77	72	84	98	78	255	177	215	253		1309	1.21
3	194	156	458	–	89	214	221	198	224		1754	1.62
4	–	–	1037	110	61	1030	995	97	36		3366	3.11
5	–	9457	651	14675	3408	4386	1071	515	155		34318	31.73
6	1167	2151	4189	1815	1859	2420	7531	2958	2061	2401	28552	26.40
(6)	12	737	3043	545	212	695	5654	384	311	978	12571	11.62
Total	7366	15087	9654	20121	9262	12588	14975	8832	7860	2401	108146	100.00
%	6.81	13.95	8.93	18.61	8.56	11.64	13.85	8.17	7.27	2.22	100.00	

Einnahmen und Ausgaben

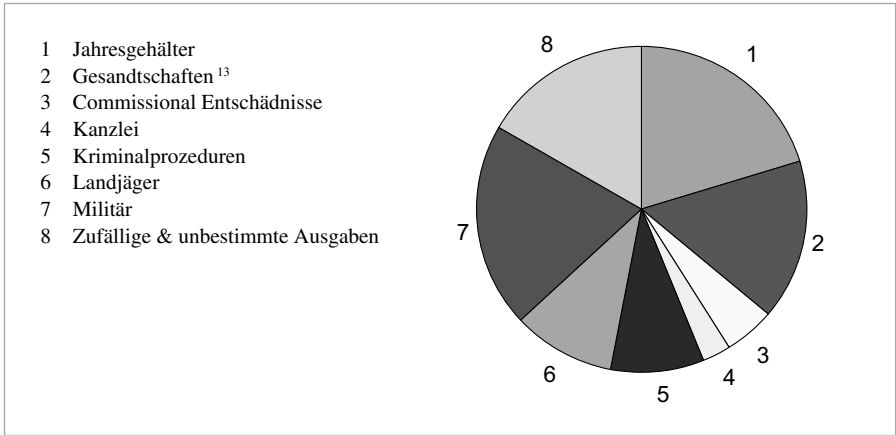
	Einnahmen	Ausgaben	+ /–
1804	4286	9654	-5368
1805	15897	7366	8531
1806	2710	15087	-12377
1807	3982	20121	-16139
1808	3885	9262	-5377
1809	5063	12588	-7525
1810	8080	14975	-6895
1811	4472	8832	-4360
1812	7046	7860	-814
1813			
Total	55421	105745	-50324
Mittel	6158	11749	-5592

¹⁰ In Gulden

¹¹ Beamtenlöhne, Sitzgelder, Reittlöhne

Zum Finanzhaushalt des Kantons Schwyz 1803/04-1813 ¹²

Die Ausgaben



	1803/04	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	3055	2431	3211	2337	3875	4206	4382	4393	4558	4472	36920	20.25
2	3060	2218	2592	2616	2236	2142	1786	4105	2424	5784	28963	15.89
3	2973	600	612	793	611	901	677	556	738	529	8990	4.93
4	1239	528	600	936	177	231	331	240	285	341	4908	2.69
5	3171	1605	878	1340	1020	786	2262	1754	2985	1326	17127	9.40
6	-	1183	1692	2119	2018	2185	2218	2152	2242	2210	18019	9.88
7	438	1119	633	2016	169	10730	1543	1728	2648	15852	36876	20.23
8	1178	823	2197	1111	4061	4998	2480	3793	4899	4946	30486	16.72
Total	15114	10507	12415	13268	14167	26179	15679	18721	20779	35460	182289	100.00
%	8.29	5.76	6.81	7.28	7.77	14.36	8.60	10.27	11.40	19.45	100.00	

Einnahmen und Ausgaben

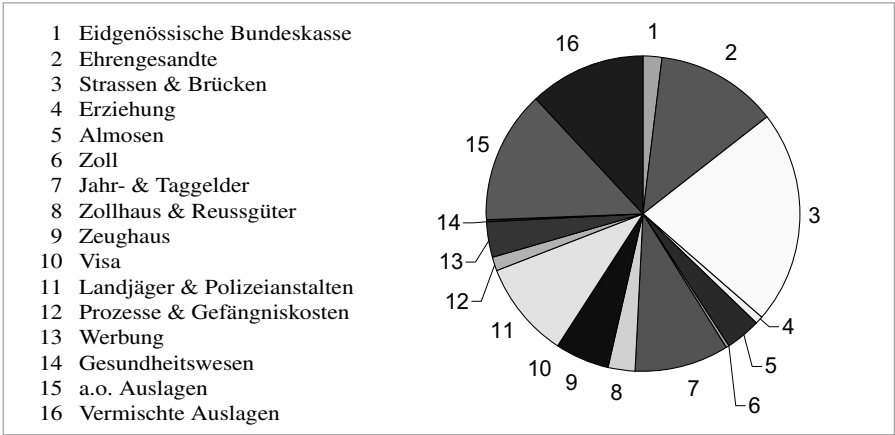
	Einnahmen	Ausgaben	+ / -
1803/04	?	15114	?
1805	8115	10507	-2392
1806	9960	12419	-2455
1807	8302	13268	-4966
1808	13081	14'167	-1086
1809	25174	26179	-1005
1810	16874	15679	1195
1811	17803	18721	-918
1812	17066	20779	-3713
1813	40769	35460	5309
Total	157144	182293	-10031
Mittel	17'460	18'229	-1'115

¹² In Franken

¹³ Gesandtschaften, Konferenzen, Reisen,, Boten

Zum Finanzhaushalt des Kantons Zug 1803-1813 ¹⁴

Die Ausgaben



	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	468	374	249	208	250	250	250	358	627	356	492	3882	2.03
2	2356	1825	1671	2039	1097	1489	2207	1556	3888	1833	3937	23'898	12.52
3	316	1093	13004	4481	5884	5178	4273	3908	2843	674	214	41868	21.93
4	—	—	—	250	96	96	96	96	96	425	96	1251	0.66
5	459	482	834	820	983	658	615	279	476	920	292	6818	3.57
6	—	—	37	62	59	127	44	45	55	96	234	759	0.40
7	807	1872	1842	196	1352	1364	1956	2002	2274	2200	3102	18'771	9.83
8	—	—	—	594	256	304	576	608	1769	536	594	5237	2.74
9	—	374	2369	416	—	207	—	—	1240	399	5358	10'363	5.43
10	25	48	—	57	—	—	—	—	80	83	66	359	0.19
11	—	1228	1709	1535	1720	1631	1921	2016	2278	2330	2384	18752	9.82
12	243	247	—	37	255	—	335	298	550	409	329	2703	1.42
13	—	—	—	—	68	216	128	1344	1537	2191	1462	6946	3.64
14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	314	277	591	0.31
15	—	1711	6739	—	—	—	11978	—	—	—	5220	25648	13.43
16	538	1396	1223	2510	6642	767	2286	1628	1974	2'077	2'022	23063	12.08
Total	5212	10650	29677	13009	18662	12287	26665	14138	19687	14843	26079	190909	100.00
%	2.73	5.58	15.55	6.81	9.78	6.44	13.97	7.41	10.31	7.77	13.66	100.00	

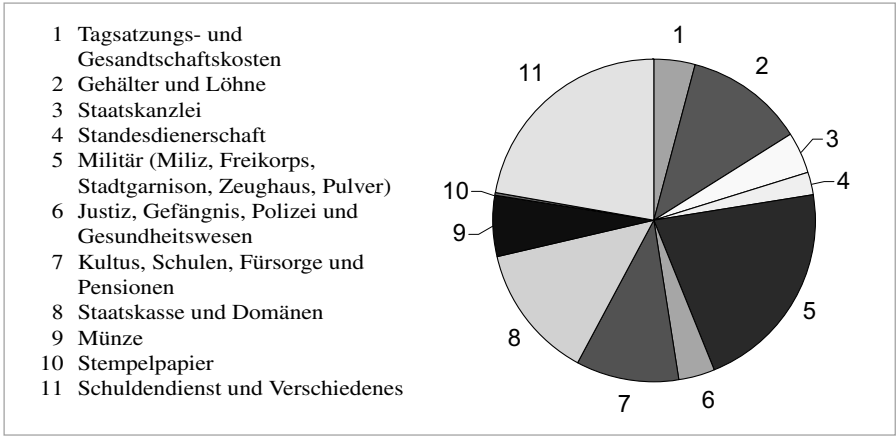
Einnahmen und Ausgaben

	Einnahmen	Ausgaben	+ / -
1803	7737	7776	-39
1804	14972	10650	4322
1805	28933	29677	-744
1806	15271	14305	-966
1807	17686	18662	-976
1808	17433	12287	5146
1809	24506	26665	-2159
1810	16555	14138	2417
1811	19807	19687	120
1812	16673	14843	1830
1813	29201	26079	3122
Total	208774	194769	18343
Mittel	18979	17706	1668

¹⁴ In Franken

Zum Finanzhaushalt des Kantons Freiburg 1803-1813 ¹⁵

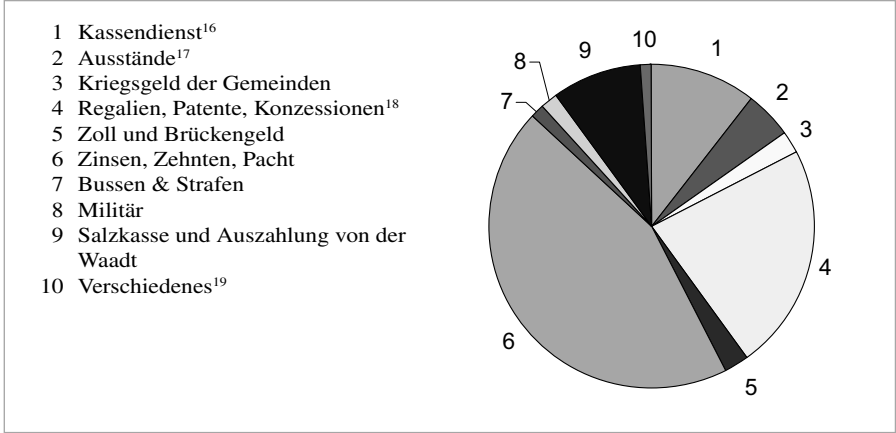
Die Ausgaben



	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	29454	10122	4630	4369	3407	4674	39342	4098	10756	3938	7706	122496	4.13
2	1277	36393	31576	31284	36589	31271	31632	39029	38942	39007	38977	355977	11.99
3	4304	9142	8730	11358	11748	12996	12580	11478	12732	14743	16147	125958	4.24
4	2578	1907	15480	4965	6414	4994	5334	5334	5334	5256	5202	62798	2.11
5	10369	43092	97029	68999	46620	41949	99043	32604	47603	49519	100029	636856	21.45
6	2821	13050	12168	5054	7492	10065	9384	9412	10396	12475	16833	109150	3.68
7	9530	24506	27723	27725	26350	28886	27477	29685	30433	34549	32304	299168	10.07
8	2821	29453	18190	27691	37353	48757	33203	41730	61328	57611	45402	403539	13.59
9	15067	—	138	10062	1722	3	156	11399	117528	7434	19160	182669	6.15
10	118	433	1850	852	1047	1487	1255	1175	1018	1321	983	11539	0.39
11	14926	453577	72337	84282	1293	1538	3164	18388	4478	2373	2930	659286	22.20
Total	93265	621675	289851	276641	180035	186620	262570	204332	340548	228226	285673	2969436	100.00
%	3.14	20.94	9.76	9.32	6.06	6.28	8.84	6.88	11.47	7.69	9.62	100.00	

¹⁵ In Franken

Die Einnahmen des Kantons Freiburg 1803-1813



	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	67108	104377	135395	3358	2132	4693	8038	16831	3229	4014	4099	353274	10.42
2	17785	10866	89785	21603	8193	901	1973	6570	316	1908	748	160648	4.74
3	707	3123	4011	9452	9488	9426	9280	9420	9420	9420	9420	83167	2.45
4	1080	5763	98253	51507	56624	52811	60778	75848	174163	102114	81410	760351	22.44
5	3353	8745	7487	5853	5681	7048	7764	8233	8729	8272	7729	78894	2.33
6	12506	538985	132911	106084	101231	88912	95963	90029	116112	113995	112993	1509721	44.55
7	718	1960	5368	4731	5097	3968	5105	5377	6104	6567	6097	51092	1.51
8		10632	17341	8924		139	2295	73		21	13189	52614	1.55
9	12000	44197	44000	21600	24000	24000	30000	30000	30630	24000	20000	304427	8.98
10	172	1844	1188	241	102	18536	773	7648	157	63	4075	34799	1.03
Total	115429	730492	535739	233353	212548	210434	221969	250029	348860	270374	259760	3388987	100.00
%	3.41	21.55	15.81	6.89	6.27	6.21	6.55	7.38	10.29	7.98	7.66	100.00	

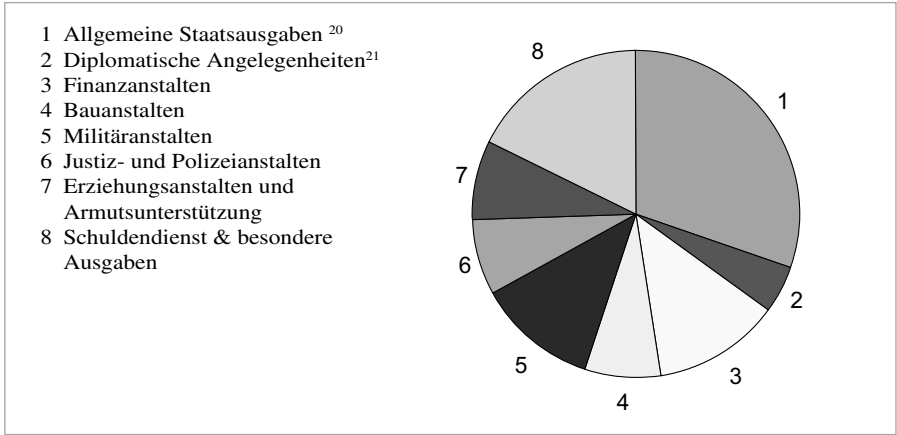
Einnahmen und Ausgaben

Jahr	Einnahmen	Ausgaben	+ / -
1803	115429	93265	22164
1804	730492	621675	108817
1805	535739	289851	245888
1806	167006	165838	1168
1807	166835	153433	13402
1808	202672	198443	4229
1809	233562	216420	17142
1810	275354	271243	4111
1811	230979	238419	-7440
1812	245665	218032	27633
1813	212102	246036	-33934
Total	3115835	2712655	403180
Mittel	283258	246605	36653

¹⁶ Kapital, Zinsen, Schulden- und Zinsrückzahlung.
¹⁷ Bei Zinsen, Löhern, Landjägersteuer der Gemeinden
¹⁸ Steuern und Abgaben auf Post, Glasfabrik, Münze, Pulver, Einbürgerung, Niederlassung, Schankrecht, Getränke, Jagd, Marktstand, Pässe, Visas, Amtsblatt, Tabak usw.
¹⁹ Darunter Kornverkauf.

Zum Finanzhaushalt des Kantons Solothurn 1803-1813

Die Ausgaben



	1803/04	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	67952	29787	52018	57694	60861	59555	61571	63004	61931	56960	571333	30.15
2	4889	4167	4106	2464	2078	6754	4693	27166	25884	8219	90420	4.77
3		10337	21384	19777	30212	29374	21930	36960	26167	42488	238629	12.59
4			10344	17009	19014	18233	23249	19993	17472	17423	142737	7.53
5	15907	42190	21084	18094	26663	23166	9706	23740	12123	33668	226341	11.94
6	14640	9511	9244	9860	8503	11337	22481	21904	26330	7599	141409	7.46
7	5169	2825	5437	5129	5830	10730	90689	2271	12930	8957	149967	7.91
8			42221	23406	45195	57271	36924	43377	35191	50722	334307	17.64
Total	108557	98817	165838	153433	198356	216420	271243	238415	218028	226036	1895143	100.00
%	5.73	5.21	8.75	8.10	10.47	11.42	14.31	12.58	11.50	11.93	100.00	

Einnahmen und Ausgaben

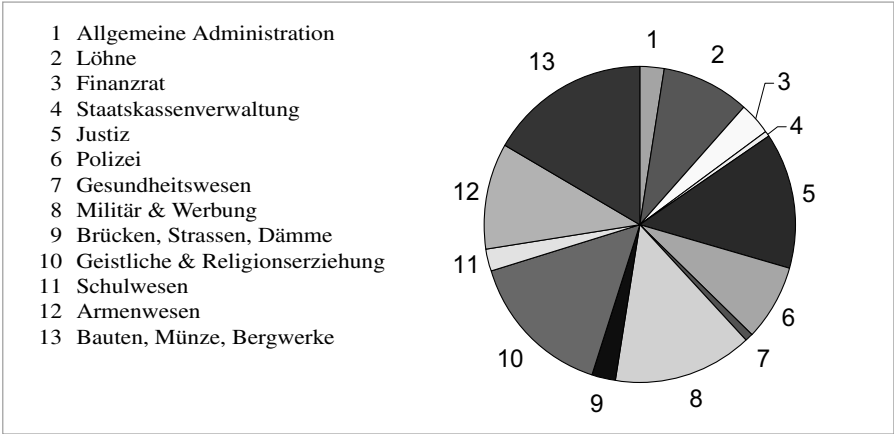
	Einnahmen	Ausgaben	+ / -
1803/04		108557	
1805		98817	
1806		165838	
1807		153433	
1808		198356	
1809		216420	
1810		271243	
1811		238415	
1812		218028	
1813		226036	
Total	1966565	1895143	+ 71422

²⁰ Löhne, Staatskanzlei

²¹ Tagsatzung usw

Zum Finanzhaushalt des Kantons Aargau 1803-1813

Die ordentlichen Ausgaben



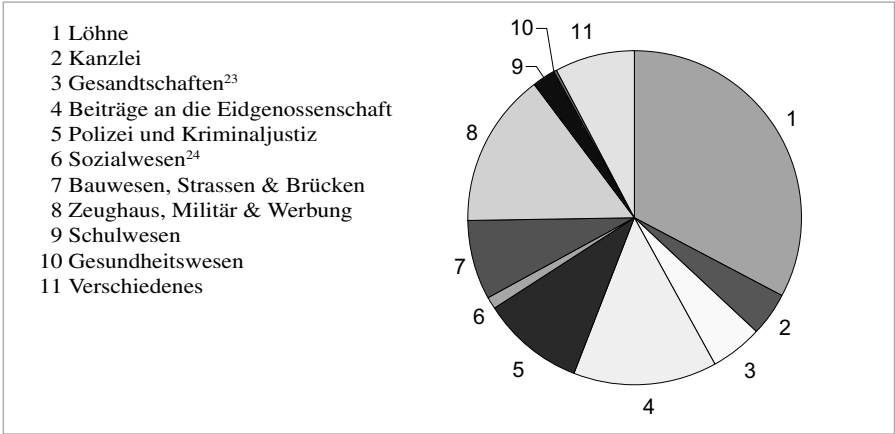
	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1					13783	11683	12138	13146	13405	13706	14556	92417	2.11
2					46761	43328	47356	49681	45577	52451	58827	343981	7.85
3					19679	17522	15518	14601	15283	17731	18782	119116	2.72
4					3066	3100	4026	3881	4302	4193	4780	27348	0.62
5					76654	74109	73779	72403	72848	74395	74097	518285	11.82
6					41285	35530	37591	38618	40952	44450	45997	284423	6.49
7					5096	3529	4438	3699	4356	4533	3988	29639	0.68
8		3237	80055	84274	56520	38335	40802	48022	49616	43084	100809	544754	12.43
9					11061	8436	9716	11872	11442	14437	16336	83300	1.90
10					76014	75996	76794	80124	86152	86813	87440	569333	12.99
11					9376	12657	14819	13969	16787	13080	11659	92347	2.11
12					46669	52461	49277	54772	60024	62318	71818	397339	9.06
13					54730	94342	136570	118950	85258	63465	68271	621586	14.18
Total	17097	116931	487482	205719	460694	471028	522824	523738	506002	494656	577360	4383531	100.00
%	0.39	2.67	11.12	4.69	10.51	10.75	11.93	11.95	11.54	11.28	13.17	100.00	

Die ordentlichen und ausserordentlichen Einnahmen und die ordentlichen Ausgaben

	a.o. Einnahmen	+	o. Einnahmen	o. Ausgaben	+ / -
1803			18430	1'097	1333
1804	478350		307680	116931	190749
1805	656373		361472	487482	-126010
1806			266135	205719	60416
1807	1144688	327481	528526	466111	-62415
1808	1170077	342954	527375	478743	48632
1809	1046924	275569	516991	526037	-9046
1810	1223857	384151	628549	526922	101627
1811	1508833	576696	703921	522266	181655
1812	1547268	725200	654456	494147	160309
1813	1580273	699272	607934	579674	188260
Total	10356643	3331323	5121469	4421129	735510
Mittel	1150738	475903	465588	401921	66865

Zum Finanzhaushalt des Kantons Thurgau 1803-1813 ²²

Die ordentlichen Ausgaben



	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	29410	24919	28123	27552	24650	31153	30675	30987	30439	29974	32887	320769	32.83
2	1943	3311	3829	3253	2853	3814	4156	4663	3734	3659	5763	40978	4.19
3	7681	3939	3713	2549	2681	7152	3719	2369	5127	2911	6314	48155	4.93
4		1773	36177	683	1773	1778	55914	2547	4406	2460	28141	135652	13.89
5	3394	7569	7129	7399	7929	6999	8190	8879	13806	13358	12769	97421	9.97
6	782	1075	1402	1221	796	883	1186	682	839	1231	828	10925	1.12
7	80	2504	4398	8026	8591	7058	4835	6975	13401	7421	12555	75844	7.76
8	12837	8383	25872	9662	9899	7612	14572	8309	12413	12095	25057	146711	15.02
9			1600	1000	3200	3000	3000	3900	3100	3000	1016	22816	2.34
10		1189		55							550	1794	0.18
11	288	11932	8659	4488	10043	7847	6598	4591	5834	6365	9244	75889	7.77
Total	56415	66594	120902	65888	72415	77296	132845	73902	93099	82474	135124	976954	100.00
%	5.77	6.82	12.38	6.74	7.41	7.91	13.60	7.56	9.53	8.44	13.83	100.00	

Die ordentlichen und ausserordentlichen Einnahmen und die ordentlichen Ausgaben

	Einnahmen	Ausgaben	+ / -
1803	84635	57637	26998
1804	108001	66609	41392
1805	195172	121087	74085
1806	148232	65900	82332
1807	162842	72426	90416
1808	166967	73492	93475
1809	217369	131569	85800
1810	170137	73914	96223
1811	180040	93102	86938
1812	186691	82486	104205
1813	239174	133117	106057

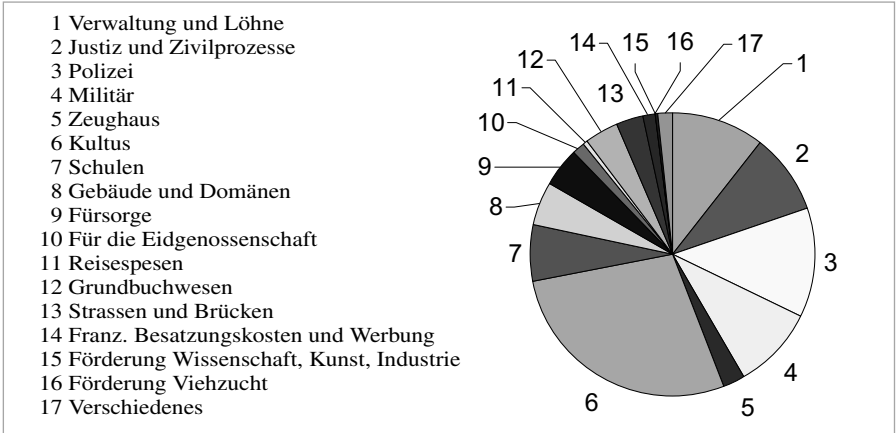
²² In Gulden

²³ Gesandtschaften, Reisespesen, Ehrenaussagen

²⁴ Liebessteuern, Almosen, Findelkinder, Pensionen

Zum Finanzhaushalt des Kantons Waadt 1803-1813²⁵

Die Ausgaben



	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813	Total	%
1	81114	83804	80807	80107	63892	84257	74369	77665	83127	89637	83450	882229	10.69
2	41807	49249	63789	61205	48207	60507	102958	70135	97400	70'476	82294	748027	9.07
3	42033	53080	54984	52721	412014	61111	56307	86094	77913	72'115	70190	1038562	12.59
4	34533	79186	90830	88062	47060	68632	68652	81242	69668	71414	68169	767448	9.30
5	3859	37690	32012	15179	10174	20817	41195	16932	11247	5903	9252	204260	2.48
6	190630	162865	176243	232478	152980	210489	203450	211871	239030	264956	246503	2291495	27.77
7	45174	40834	40038	49202	31314	48214	50164	48084	57730	53688	55521	519963	6.30
8	31928	73389	25457	27121	16493	49982	41253	49697	34366	39423	24074	413183	5.01
9	17099	33591	23599	36370	33756	37912	32032	44696	57806	36134	27645	380640	4.61
10	4382	13059	8583	18310	4447	9720	8206	9238	16794	15915	10665	119319	1.45
11	6126	10321	4510	364	740	13	3002	805	3417	447	102	29847	0.36
12	49996	44248	29553	30652	43876	47198	7992	18408	17339	11321	21623	322206	3.91
13	8838	15398	16663	22020	26295	31661	48863	55425	42841	1325	18	269347	3.26
14	13366	19108		973	30586	249		8774	9034	20991	6288	109369	1.33
15						981	508	580	1257	315	650	4291	0.05
16							1587	1444	1456	1452	1352	7291	0.09
17	4997	8533	10918	9712	7267	17701	10976	14285	33196	15078	10165	142828	1.73
Total	575882	724355	657986	724476	929101	749'44	751514	795375	853621	770590	717961	8250305	100.00
%	6.98	8.78	7.98	8.78	11.26	9.08	9.11	9.64	10.35	9.34	8.70	100.00	

Die Einnahmen und die Ausgaben

	Einnahmen	Ausgaben	+ / -
1803	599187	575882	+ 23305
1804	607387	724355	- 116968
1805	986793	657986	+ 328807
1806	748868	724476	+ 24392
1807	725109	929101	- 203992
1808	803258	749444	+ 53814
1809	790326	751514	+ 38812
1810	807783	795375	+ 12408
1811	851298	853621	- 2323
1812	772630	770590	+ 2040
1813	797081	717961	+ 79120
Total	8489720	8250305	+ 239415
Mittel	771793	750028	51154

²⁵ In Franken. ACV, Résumé des comptes rendus au Grand Conseil (KX a 75/1 = 1803-1807; 75/2 = 1808-1817). Die originalen Rubriken sind zur Vereinheitlichung und besseren Übersicht zusammengezogen.

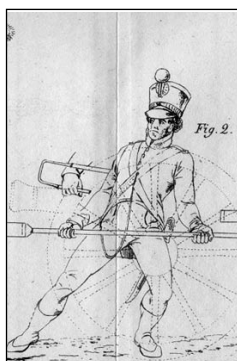
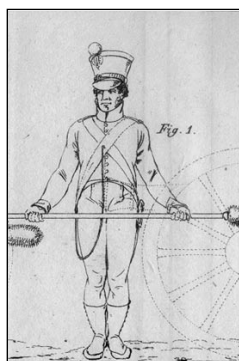
Résumé

L'Acte de Médiation, imposé par Bonaparte aux cantons suisses, a fixé le cadre dans lequel ont évolué les milices cantonales en direction d'une armée fédérale. Les bases constitutionnelles de ce document précisent les buts et les raisons d'être de la force armée helvétique, premièrement le maintien de l'ordre et de la tranquillité à l'intérieur du pays, deuxièmement la défense du territoire fédéral vis-à-vis de l'extérieur. Elles fixent les effectifs de l'armée fédérale à 15 203 hommes, ce qui correspond à 1 % de la population. Elles définissent les compétences en matière de mise sur pied, de déclaration de guerre et de négociations de paix. Ces dispositions sont le point de départ d'une évolution qui va aboutir à un nouveau Règlement militaire en 1817.

Le 7 juillet 1803, la Diète fédérale nomme une Commission militaire qui doit lui présenter rapidement des propositions pour la formation d'une armée fédérale. Elle comprend des militaires ayant acquis partiellement leur expérience au service étranger. A la fin de l'année 1803, cette Commission peut présenter à la Diète des projets relatifs à l'organisation de l'armée fédérale, à la constitution d'un Etat-major général, à la mise sur pied d'une école militaire et d'un fonds financier. Un certain nombre de règlements sont rédigés. Ils fixent des dispositions dans le domaine de l'engagement et de l'instruction.

La nécessité d'uniformiser l'armement et l'équipement de la troupe est également traitée. Il s'agit de simplifier la maintenance du matériel et de faciliter le soutien logistique, tout en prenant en compte les particularités cantonales en matière d'armement et d'équipement. Les contingents cantonaux sont appelés sous les armes pour un service fédéral de protection des frontières et de la neutralité. Les cantons assument un rôle-clé dans la formation de leur milice. A la tête des formations cantonales se trouve un inspecteur général. La mise sur pied d'une telle force militaire a, bien évidemment, des incidences financières. Pour pouvoir apprécier pleinement cet effort, il faut étudier les comptes des cantons. De grandes différences existent dans les effectifs des divers contingents cantonaux et cela influence les montants dépensés à cet effet. L'étude met en évidence les efforts financiers fournis par les cantons, compte tenu également de leur contribution, inégale en importance, au service à l'étranger.

En fixant avec précision l'effectif des divers contingents cantonaux et en interdisant la mise en place d'un Etat-major général, Napoléon met des limites à un développement harmonieux de la force militaire helvétique. Toutes les dispositions prises dans le domaine militaire, durant cette période, vont néanmoins servir d'expérience et de bases à la rédaction du Règlement militaire de 1817, qui est, à ce moment là, un élément déterminant de l'organisation et de la politique militaire du nouvel Etat fédéral.



Le travail du canonnier.

Le tribut des armes, les Suisses au service étranger

■ Colonel Dominic M. Pedrazzini¹

Le 29 janvier 1803, à 13 heures, dix parmi les délégués suisses convoqués à Paris à la Consulta helvétique sont introduits dans le cabinet du Premier consul aux Tuileries. Il s'agit de régler encore plusieurs points de l'Acte de Médiation. Ils prennent place à une longue table, les fédéralistes à droite, les unitaires à gauche, Bonaparte au bout. Il fait froid, on a l'impression de geler. D'emblée, Bonaparte aborde la question des organisations cantonales. Il rappelle que le rétablissement de l'ancien ordre des choses dans les Cantons démocratiques, est ce qu'il y a de plus convenable pour eux et pour lui.

«Sous peu, dit-il, les relations de la France avec ces Cantons seront rétablies, telles qu'elles étaient il y a quinze ans, et la France les influencera comme autrefois. Elle prendra des régiments à sa solde, et rétablira ainsi une ressource pécuniaire pour ces contrées pauvres. La France fera cela, non qu'elle ait besoin de ces troupes. Il ne me faudrait qu'un arrêté pour les trouver en France. Mais elle le fera puisqu'il est de l'intérêt de la France de s'attacher les démocraties. Ce sont elles qui forment la véritable Suisse; toute la plaine ne lui a été adjointe que postérieurement². » Il poursuit: *«Je n'ai pas besoin de troupes suisses: en France, tout citoyen est soldat. Mais j'aurai des troupes suisses par politique. Nous aurons des troupes suisses à notre solde³. »*

1. Du service de France au service français

Revenons un peu en arrière. Le glas de la monarchie sonne aussi, en 1792, l'agonie de plus de trois siècles d'alliances militaires des Louables Cantons suis-

¹ Chef des Services généraux de la Bibliothèque militaire fédérale, secrétaire général de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires, auteur de monographies sur la place d'armes de Bière, le régiment bernois de Tscharner au service de Piémont-Sardaigne et d'articles sur différents aspects des relations franco-suisses aux XIX^e et XX^e siècles. Ses communications et articles sur le service étranger, les régiments et Grandes Unités suisses sont publiés dès 1975. Colonel d'artillerie.

² *Bonaparte et la Suisse. Travaux préparatoires de l'Acte de Médiation (1803)*. Edité par Victor Monnier, Faculté de Droit. Helbing & Lichtenhahn, Slatkine, 2002, p. 106.

³ *ibid.* p. 114.

ses avec le Royaume de France. Sensible notamment aux plaintes des sirènes helvétiques comme à la voix des nouveaux champions suisses des vertus démocratiques, avide d'espèces et de débouchés, le Directoire envahit et saigne la Confédération des XIII Cantons en 1798. S'ensuit la même année une capitulation militaire, pour six demi-brigades de 3000 hommes chacune⁴. Sous les formes des anciens traités, la République helvétique subit la volonté de la France.

Vainqueurs de l'Armée sarde en 1798, les Français incorporent les restes des anciens régiments suisses du service piémontais à leurs propres troupes avec l'accord des autorités helvétiques⁵. De 1800 à 1805, seules trois demi-brigades subsistent⁶. Elles connaissent des engagements divers, sur mer parfois, sur terre le plus souvent, comme la deuxième qui franchit le Grand Saint-Bernard avec l'Armée des Alpes le 6 mai 1800. Le 1^{er} régiment suisse de l'Empire va naître des reliefs de ces demi-brigades⁷.

Si l'Acte de Médiation est signé à Paris le 19 février 1803, une capitulation parallèle à l'alliance est passée le 27 septembre entre les représentants des deux Etats : le général Ney et le landammann d'Affry. Cet accord reprend non seulement des dispositions de 1798 et 1799 mais aussi des clauses de l'Ancien régime⁸. Sont prévus au total, 16000 hommes, répartis en quatre régiments de quatre bataillons⁹.

2. Les régiments

– *Le 1^{er} régiment suisse*

Bien que formé selon le décret du 15 mars 1805, le 1^{er} régiment suisse n'est réellement organisé que le 4 juillet¹⁰. Le recrutement traîne, l'Empereur s'impa-

⁴ Commandée chacune par un colonel : Perrier, Schweitzer, Zwicki, Watteville, Turtaz, Tobler. Elles seront réduites à trois en 1800.

⁵ Capitulation de Mantoue du 30 juillet 1799 pour les anciens régiments Belmont, d'Ernst, Peyer-Imhof, Bachmann, Zimmermann qui forment deux Légions helvétiques.

⁶ Commandants : colonels Perrier (Fribourg), Watteville (Berne), Raguetty (Grisons).

⁷ H. de Schaller : *Histoire des troupes suisses au service de France*. Fribourg, Imp. A. Henseler, 1882.

⁸ La charge de colonel-général des Suisses (Lannes, Berthier), la désignation des officiers supérieurs par le Premier consul. Les régiments sont rétablis avec leur Conseil d'administration, comme la couleur rouge des uniformes (parements du 1^{er} au 4^e : jaune, bleu, noir, azur).

⁹ 9 compagnies par bataillon : 8 de fusiliers de 112 hommes, 1 de grenadiers de 92. Enrôlement entre l'âge de 18 et 40 ans. Taille minimum : 1,678 m. 1 compagnie d'artillerie à pied par régiment.

¹⁰ Commandant : colonel André Raguetty (Grisons).

tiente, promet de l'argent et destine ces soldats à la défense des côtes de France. Il s'écoulera encore une année avant la formation des trois autres régiments¹¹.

Relevant de la 28^e division, ce 1^{er} régiment, fort de près de 3000 hommes, est engagé en Italie. Il ne fera pas la campagne de 1805. L'un ou l'autre de ses bataillons prend part au blocus de Venise, à la répression de la rébellion des Piémontais, à la conquête du Royaume des Deux-Siciles en 1806, à l'affrontement avec les secours britanniques à cet Etat, à l'occupation de Naples jusqu'en 1811. Pire que les Anglais, la malaria décime le régiment. La Sicile reste à conquérir, mais en vain; Murat n'arrivera pas à en déloger les Bourbons en dépit d'une force de 25 000 hommes dont deux bataillons suisses renforcés. Le 1^{er} régiment rallie son dépôt à Rome, atteint Strasbourg à fin 1811 d'où il partira pour la terrible campagne de Russie.

Les 2^e, 3^e et 4^e régiments suisses

Prévus par la capitulation de 1803, les trois autres régiments suisses sont levés suite au décret de septembre 1806¹². Le recrutement en Suisse est laborieux; l'enthousiasme n'est pas excessif. Subordonnés aux 8^e, 16^e et 13^e divisions militaires, ces régiments sont cantonnés en Provence (2^e), dans les Flandres (3^e) et en Bretagne (4^e)¹³.

Fixée au préalable, la répartition cantonale des effectifs n'empêche pas les recruteurs de choisir leurs hommes dans toute la Suisse. Quelques centaines de prisonniers prussiens seront engagés jusqu'en août 1807. Ces difficultés ne sont-elles point significatives du malaise qui sévit dans la Confédération face au nouvel ordre politique imposé par l'Acte de Médiation? Si certains de ses partisans farouches – comme Dolder ou Jomini – vont jusqu'à demander l'annexion de la Suisse à la France, le climat est plutôt hostile. Tant de Suisses, des anciens Cantons surtout, flairent autour du nouveau régime, les relents des massacres, de l'occupation et de l'usurpation. L'usage de la force ne servirait à rien. Les Suisses irritent un Empereur menaçant, mais ils échappent à l'annexion¹⁴. Leur allié, le Valais, y succombera en 1810. Toutefois, Napoléon confirme «l'indépendance» de la Suisse sous quatre conditions:

¹¹ H. de Schaller: op. cit., p. 13.

¹² 4 bataillons par régiment, 9 compagnies par bataillon; effectifs par régiment à fin 1807: 3600 (2^e), 2711 (3^e), 3832 (4^e) au lieu des 4182 hommes prévus.

¹³ Commandants: colonels Castella de Berlens (Fribourg), de May (Berne), Perrier (Estavayer, Fribourg).

¹⁴ Entre autres: leur attitude à l'encontre du blocus continental, comme la nomination du général de Watteville à la tête des troupes de la Confédération.

- n’être plus insulté ;
- interdire tout autre service étranger ;
- renforcer le recrutement ;
- renouveler pour vingt-cinq ans la capitulation de 1803 ; nonobstant, les Cantons s’inclinent d’autant plus facilement qu’il ne faut plus fournir, aux termes de la capitulation de mars 1812, que 12 000 hommes, au lieu des 24 000 prévus en 1809¹⁵.

3. Les bataillons valaisan et neuchâtelois

Deux bataillons, valaisan et neuchâtelois, complètent les formations dites « suisses » sous l’Empire. République indépendante en 1802 par la grâce du Premier consul, le Valais répond aux besoins stratégiques de Bonaparte en raison des passages alpins du Simplon et du Grand Saint-Bernard. Par capitulation d’octobre 1805, les Valaisans s’engagent à fournir à Napoléon un bataillon de 960 hommes, autochtones ou Confédérés¹⁶.

Déjà fournisseur en hommes du roi d’Espagne et de la France même, le Valais peine à recruter. En 1807, les effectifs ne sont pas atteints ; le Grand bailli du Valais est prié en haut lieu d’accélérer le mouvement, sinon tout serait remis en question. Enfin constitué, le bataillon valaisan est envoyé en garnison à Montpellier en 1808 et intégré au 7^e corps d’armée du général Gouvion-Saint-Cyr, en vue d’une attaque de l’Espagne. Nous y reviendrons. En décembre 1810, le Valais devient le département français du Simplon. En 1811, le bataillon, valaisan, de retour en France, entouré d’unités corses et piémontaises, fera partie du 11^e régiment d’infanterie légère français et participera à la campagne de 1812¹⁷.

Qu’en est-il du bataillon neuchâtelois ? Principauté française puis prussienne, Neuchâtel, alliée de l’ancienne Confédération, est cédée par la Prusse à Napoléon en 1805 qui en confère le titre au maréchal Berthier¹⁸. En 1807 est constitué un bataillon neuchâtelois de quatre compagnies. Faut-il le ranger au nombre des troupes suisses ? Organisation, solde et armement sont semblables, mais l’uniforme, au lieu d’être « rouge suisse » est de drap jaune ; on appelle ses hommes les « Serins » ou les « Canaris »¹⁹.

¹⁵ H. de Schaller : op. cit., p. 93. On fait appel aux Suisses de l’étranger. Les régiments suisses d’Angleterre sont expédiés au Canada.

¹⁶ Colonel Charles-Louis de Bons, 1756-1841, de Saint-Maurice en Valais.

¹⁷ Colonel Casabianca.

¹⁸ Cession par le traité de Schoenbrunn du 15 décembre 1805.

¹⁹ Commandant, lieutenant-colonel Jean-Henri de Bosset.

En quelques mois, 630 hommes sont réunis. Instruits et organisés, ils se rendent du dépôt de Besançon au Havre pour la surveillance des côtes. Satisfait de son nouveau bataillon, Napoléon l'incorpore en 1808 à la Garde impériale, fait unique dans les unités «suisses». Au printemps 1809, les Neuchâtelois se dirigent avec la Grande Armée vers l'Allemagne jusqu'à Vienne. Lors de la bataille de Wagram, les «Canaris» se distinguent dans le corps d'armée du général Oudinot. Affectés à la garde du quartier général, ils regagnent la France.

La trêve sera de courte durée pour les troupes suisses. Hormis le 1^{er} régiment, tous les autres corps, les 2^e, 3^e et 4^e régiments, ainsi que les deux bataillons seront impliqués dans la guerre d'Espagne.

4. La guerre d'Espagne

Revenons en 1803; l'Angleterre reprend la lutte, mais Napoléon triomphe d'une 3^e coalition en 1805 comprenant, outre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. Il écrase la Prusse en 1806 et partage la domination du continent avec le Tsar en 1807. Le blocus économique, instauré en 1806 et destiné à ruiner l'Angleterre, entraîne l'Empereur dans la guerre d'Espagne. Elle commence en 1807 par l'invasion du Portugal, sous influence anglaise. L'application totale du blocus, l'éviction des Bourbons provoquent dans la Péninsule une résistance nationale aussi farouche que sanglante.

Réunies à Bayonne dans le «Corps d'observation de la Gironde» aux ordres de Junot, les troupes d'invasion du Portugal comptent 40000 hommes. Des unités des 2^e et 4^e régiments suisses, 2500 hommes, pénètrent en Espagne en octobre 1807. Après une marche longue et harassante à travers un pays hostile dépourvu de logements et de vivres, ils atteignent le Portugal qui n'oppose guère de résistance. Tenté par l'aventure et la conquête de l'Espagne, Napoléon y dépêche à la fin de l'année un «Deuxième corps d'observation de la Gironde», fort de 25000 hommes aux ordres de Dupont. On y dénombre des bataillons des 2^e, 3^e et 4^e régiments suisses, 3500 hommes. Un troisième corps expéditionnaire appelé «Corps d'observation des côtes de l'Océan» de 34000 hommes est constitué sous les ordres de Moncey; s'y trouvent des unités des 2^e et 3^e régiments suisses, 2000 hommes. Au total sept bataillons (8000 hommes), plus de la moitié des effectifs des troupes suisses d'élite de l'Empereur, sont engagés dans ce conflit.

Murat, beau-frère de Napoléon, reçoit le commandement en chef et s'empare de Madrid en mars 1808. Des troubles éclatent aussitôt. Napoléon saisit l'occasion d'écarter les rois Charles IV puis Ferdinand VII et de les remplacer par

A propos du «Chant de la Bérézina»

Les quatre strophes chantées par le lieutenant Legler de Glaris, le matin du 28 novembre 1812, à la demande du capitaine Blattmann pour donner du courage aux hommes au moment suprême de la bataille. Les paroles qui, à l'origine, ne faisaient pas allusion à la Bérésina, sont du poète allemand Ludwig Giske (1756-1832).

1. Le chant du lieutenant Legler

*Unser Leben gleicht der Reise
Eines Wandrers in der Nacht;
Jeder hat auf seinem Gleise
Vieles, das ihm Kummer macht;*

*Aber unerwartet schwindet
Vor uns Nacht und Dunkelheit,
Und der Schwergedrückte findet
Linderungen für sein Leid.*

*Darum lasst uns weiter gehen!
Weicht nicht verzagt zurück!
Hinter jenen fernen Höhen
Wartet unsrer noch ein Glück.*

*Muthig, muthig, liben Brüder!
Gebt die bangen Sorgen auf!
Morgen geht die Sonne wieder
Freundlich an dem Himmel auf.*

2. Dans les chansonniers, une version française très différente

*Notre vie est un voyage
Dans l'hiver et dans la nuit;
Nous cherchons notre passage
Dans un ciel où rien ne luit.*

*La souffrance est un bagage
Qui meurtrit nos reins courbés.
Dans la plaine aux vents sauvages
Combien sont déjà tombés?*

*Dans la plaine aux vents sauvages
La neige les a couverts.
Notre vie est un voyage
Dans la nuit et dans l'hiver.*

*Pleurs glacés sur nos visages,
Vous ne pouviez plus couler.
Et pourtant, amis, courage,
Demain va nous consoler.*

*Demain, la fin du voyage,
Le repos après l'effort,
La patrie et le village,
Le printemps, l'espoir, la mort.*

3. «Hymne» sur l'air du «Chant de la Bérézina» dans «La Gloire qui chante» (Gonzague de Reynold)

*Terre haute et féconde
Où se sont marqués nos pas,
Dans l'azur, au cœur du monde,
Dresse-toi loin des combats.*

*Eternelle, sainte et forte
Notre reine où Dieu est roi,
Nous pouvons tomber, qu'importe!
Car nos fils vivront pour toi.*

*Courbons-nous sur notre terre
Et poussons nos lourds chevaux.
Le soc pris aux mains des pères
Va t'ouvrir, sillon nouveau.*

*Sous les mottes qu'il soulève
Bien souvent il heurte encor
Les cimiers, le fer des glaives
Et les os sacrés des morts.*

Capitaine Jean Dubois: «Le chant de la Bérézina 28 novembre 1812», *Revue militaire suisse*, mars 1978, pp. 126-132

son frère Joseph. Tout le royaume s'embrase contre l'envahisseur français; 120000 agresseurs devront compter désormais sur 12 millions de résistants!

En juillet 1808, les troupes de Dupont, fortes de 23 000 hommes, sont battues à Baylen, dans la Sierra Morena, par un Schwytzais fidèle aux Bourbons, Théodore de Reding, et par le général espagnol Castanios²⁰. L'épisode de la rencontre des Suisses présents dans les deux camps est connu! Il y aura certes des retours offensifs favorables à Napoléon, venu en personne conduire les opérations, mais le retentissement de Baylen sera considérable en Europe. «*On crut à tort à une victoire de partisans (alors qu'il s'agissait de troupes régulières) sur la Grande Armée (en fait de jeunes soldats peu aguerris)*», affirme Jean Tulard. *Le réveil du nationalisme en Allemagne et en Italie, sera la conséquence de Baylen*²¹. »

La campagne de Russie de 1812 revêt à nos yeux un caractère particulier. Le sujet est traité par Alain-Jacques Tornare dans une autre communication. N'anticipons pas, mais soulignons toutefois que la légende s'est emparée du fameux passage de la Bérésina et l'a introduit en littérature, en musique et dans les arts de la Suisse héroïque. C'est peut-être la «strophe perdue» de la Légende des Siècles.

Quoi qu'il en soit, relevons un phénomène constant dans notre histoire. En dépit d'un recrutement difficile, d'oppositions marquées, de tendances au mal du pays, une fois incorporés, intégrés dans la grande famille régimentaire, stimulés par la camaraderie et la fuite vers l'honneur – la maîtrise d'une situation désespérée – les soldats suisses combattent avec acharnement, font preuve de qualités rares, non seulement au service français, mais partout où le sort des armes les a réunis.

5. Soldats suisses hors de France

Que sont devenus les Suisses servant d'autres causes, d'autres puissances? Entre les massacres d'août et de septembre 1792 à Paris qui déciment surtout le régiment des Gardes-Suisses, les soldats qui le souhaitent peuvent s'engager dans l'Armée nationale française. En Suisse, la Diète rappelle les dix régiments qui se trouvent encore en France. Le 20 août déjà, l'Assemblée nationale a décrété leur terme. Ils rentrent au pays; certains vont rempiler.

²⁰ 6 régiments suisses servaient alors les Bourbons d'Espagne: Wimpfen (Soleure), Reding (Schwyz), Betschardt (Schwyz), Trachsler (Unterwald), de Preux (Valais).

²¹ Jean Tulard: *La France de la Révolution et de l'Empire*. Paris, Presses Universitaires de France, 1995, pp. 161-162.

Du régiment de Châteaueux, nombre d'hommes s'engagent dans les Gardes-Suisses de Condé, dans l'Armée des Princes ou des Emigrés. Le régiment du prince-évêque de Bâle fournit des hommes aux troupes de la République, certains deviendront généraux comme Gressot, de Delémont.

Des autres régiments, peu ou point de Suisses vont se battre sous le drapeau tricolore, seulement quelques centaines d'hommes²². Certains, plus nombreux, s'engagent au service de la coalition contre la France. Les régiments de Courten et Salis-Samade vont renforcer pour une large part les troupes suisses d'Espagne et du Piémont. Jusqu'en 1798, la Suisse ne fournit plus officiellement de soldats à la France. A cette époque, lors de l'invasion du pays par les armées de la Révolution, des officiers provenant des services de Hollande, du Piémont, d'Espagne et de France accourent à la sauvegarde de la patrie.

La Légion fidèle de Rovéréa rassemble un millier d'hommes qui se signalent à cette occasion. Soldés par l'Angleterre comme les régiments de Salis-Marschlins, Bachmann, Paravicini, le bataillon de Courten, ils sont aux ordres du général autrichien Hotze, Zurichois d'origine puis du Glaronnais Bachmann. Ils combattent les Français dans le Haut-Rhin, lors de la première bataille de Zurich (4-6 juin 1799) et dans les Grisons (1800). Ils seront licenciés en 1801.

L'Angleterre forme alors le régiment de Watteville avec les hommes qui reprennent du service. De l'Egypte (1801-1804), il passe en Sicile (1805-1807) puis en Espagne, au Canada (1814-1815), aux Etats-Unis et termine son périple à Québec en 1816.

Evoquons encore les régiments suisses de Roll et de Meuron, dont les soldats servent pendant vingt ans Sa Majesté britannique.

Le régiment de Roll, de Soleure, comprend 1800 hommes répartis en deux bataillons. Il se distingue en Corse, au Portugal, en Egypte (1801-1807), en Sicile (1812), à Gibraltar, dans les îles Ioniennes (entre 1795 et 1816), à Corfou où il est licencié, décimé par la peste.

Le régiment de Meuron, neuchâtelois, d'abord au service de Hollande dès 1781, est abandonné à Ceylan au moment de la conquête des Pays-Bas par les armées de la Révolution. Il est repris par l'Angleterre en octobre 1795. Ce régiment compte 1323 hommes, répartis en deux bataillons. Fameux lors de la prise de Seringapatam en 1799, il mate le soulèvement des Mahrattes fomenté par les Français en 1803. Interdit par Napoléon, le recrutement baisse, les effectifs tombent à 600 hommes; les officiers capturés par ce dernier sont fusillés. Le régiment quitte les Indes en 1806, séjourne à Guernesey, à Gibraltar, en Sicile.

²² Légion Luckner, légion des Allobroges, 21^e demi-brigade.

En 1813, fort de 1700 hommes, il s'embarque pour le Canada dans la guerre contre les Etats-Unis. Il se distingue à la bataille de Platzbourg près du lac Champlain, alors qu'un Genevois, Georges Prevost, commande l'armée anglaise. Embarqué à Québec en juillet 1816, le régiment de Meuron regagne l'Angleterre. Il est dissout en septembre, après trente-cinq ans de service sur quatre continents²³.

6. Conclusion

Quelle vertige nous saisit depuis l'Acte de Médiation: que de destinées étranges, Etats et gens confondus, depuis le début du siècle! L'expression de la Suisse profonde ne s'est-elle pas manifestée en 1801 en la personne d'un homme éminent, de renommée internationale mais presque oublié en Suisse romande, le Schwyzois Aloys de Reding? Chef des petits Cantons contre l'envahisseur français, élu premier Landammann de la République helvétique par le Sénat devenu fédéraliste, il sera renversé par le coup d'Etat unitaire du 17 avril 1802²⁴?

Le premier acte de Bonaparte, lorsqu'il donne à la Suisse sa Constitution, est d'en recevoir le prix. Le 27 septembre 1803, la Diète se voit contrainte d'accepter une nouvelle alliance avec la France, fort semblable d'ailleurs au traité de 1798, source de tous les maux les années précédentes. Cette alliance assure à Bonaparte – en principe pour vingt-cinq ans – des troupes suisses!

Le service étranger n'effraie pas les Suisses sous l'Ancien régime, dans la mesure où les campagnes sont peu fréquentes. Or, les guerres incessantes du conquérant provoquent déception et ressentiment. Devenu obligatoire, le service change de caractère. Les Cantons, fournisseurs traditionnels des plus forts contingents aux régiments avoués de l'Ancien régime, ne participent qu'avec répugnance aux campagnes de Napoléon.

Si, tout au long du règne, nos soldats contribuent à la plupart des victoires impériales, le cœur n'y est pas. Le recrutement devient toujours plus pénible. Des difficultés croissantes surviennent entre le Landammann de la Suisse, qui invoque la fiction de l'indépendance, et le gouvernement impérial qui n'admet pas que les Suisses saignent moins que les Français.

²³ Guy de Meuron: *Le régiment Meuron, 1781-1816*. Lausanne, Ed. d'En bas, 1982.

²⁴ Jürg Stüssi-Lauterburg: *Föderalismus und Freiheit*. Brugg, Effingerhof, 1994, pp. 238, 240, 257, 260, 262, 265, 329.

Lorsque le matériel humain commence à s'épuiser dans ses Etats, l'Empereur exige que le service français soit obligatoire²⁵. Les Cantons se plient à sa volonté. Incapables de compléter les effectifs de leurs régiments sans contrainte, quelques Cantons introduisent le service militaire dans leur code pénal comme sanction des délits de droit commun. Ces pratiques, contre lesquelles l'ambassadeur de France proteste, montrent la résistance passive à laquelle se heurte l'idée du service français.

En même temps qu'il exige des contingents renforcés pour lui et ses alliés, Napoléon interdit aux Suisses de s'enrôler chez ses adversaires²⁶. Actuellement, nous serions tentés de l'en féliciter. Mais la neutralité consistait alors précisément dans le droit égal qu'avaient les différents Etats étrangers de recruter des soldats chez nous. Rien ne pouvait discréditer la neutralité autant que le monopole des enrôlements²⁷.

A propos de neutralité militaire, mentionnons qu'à diverses reprises, de mars à avril 1809, avant Essling et Wagram, puis en novembre, au retour des troupes après la paix de Vienne, des divisions françaises traversent notre territoire. La Diète s'en émeut. Le landammann Reinhardt est dépêché auprès de l'Empereur qui rétorque à ses plaintes: «*La neutralité vis-à-vis de moi est un mot vide de sens, qui ne vous est utile autant que je le veux*²⁸.» Cette réaction des autorités suisses est significative du mirage dont elles sont les victimes. La Suisse est un jouet entre les mains de Napoléon; elle assiste, impuissante et résignée, à la mutilation même de son propre territoire.

Rappelons également qu'en 1813, les Autrichiens invoquent, pour violer le territoire suisse, le fait que les autorités de la Médiation n'offrent aucune garantie d'impartialité. Négligeable pour Napoléon, notre neutralité est prestement oubliée lorsqu'elle le gêne. Des Suisses, de surcroît, combattent dans l'armée française. Entre autres concessions, la Suisse, pour survivre, doit payer le tribut des armes.

D. M. P.

²⁵ Capitulation du 28 mars 1812.

²⁶ Le 18 mai 1807, il oblige la Diète à rappeler, sous des sanctions sévères, ses soldats au service britannique. En 1808, au moment de la révolte des Espagnols, il reprend à son service les régiments suisses d'Espagne.

²⁷ William Martin: *Histoire de la Suisse*. Lausanne, Payot, 1974, p. 200, 201.

²⁸ Ibid. p. 200

Zusammenfassung

Nach dem Massaker im August/September 1792, das vor allem das Schweizer Garderegiment dezimiert hat, ruft die Tagsatzung die noch in Frankreich verbliebenen zehn Schweizerregimenter zurück. Die Schweizer engagieren sich nun bei verschiedenen Kriegsherren, z.B. in England und Oesterreich. Bis 1798 liefert die Schweiz offiziell keine Soldaten mehr nach Frankreich. Bei der Invasion der Heimat kehren Offiziere aus fremden Diensten zurück, um dem Vaterland zu helfen.

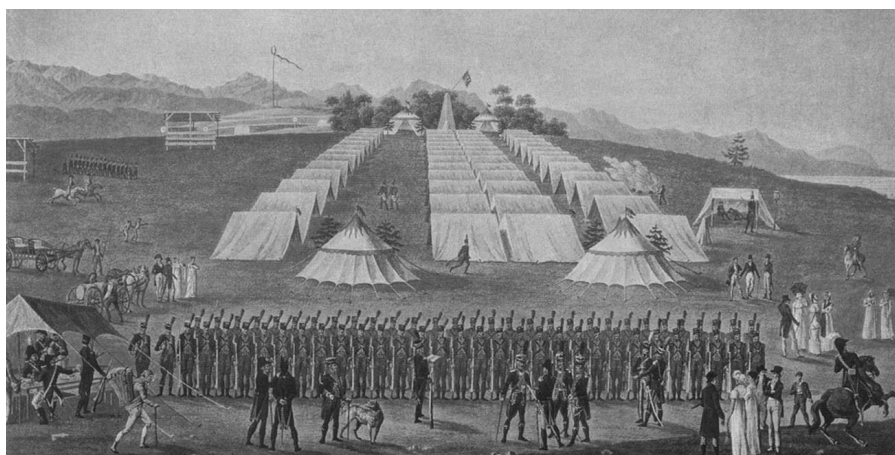
Nach der Besetzung der Schweiz durch Frankreich 1798, wird im gleichen Jahr eine Militärkapitulation abgeschlossen für sechs Halbbrigaden zu je 3000 Mann, später auf drei Halbbrigaden reduziert. In den Verhandlungen zur Mediationsakte erklärt Bonaparte, dass die Beziehungen zwischen Frankreich und der Schweiz wieder aufgenommen und Schweizer Soldregimenter aufgestellt werden sollen. Eigentlich habe er keine Schweizertruppen nötig, denn in Frankreich sei jeder Bürger Soldat. Parallel zur Mediationsakte wird im Herbst 1803 eine Kapitulation für 25 Jahre abgeschlossen, die Elemente von 1798/1799 aufnimmt und vier Regimenter zu je vier Bataillone, total 16000 Mann, vorsieht. In den vier Schweizerregimentern ist der Enthusiasmus für den Dienst nicht sehr gross; sie nehmen an verschiedenen Aktionen in Italien teil. Zwei Bataillone Walliser und Neuenburger vervollständigen die Schweizerformationen im Kaiserreich. Das Wallis seit 1802 unabhängige Republik, schliesst 1805 eine Militärkapitulation mit Frankreich ab und wird 1810 als französisches Departement Simplon Frankreich eingegliedert. Neuenburg wird 1805 von Preussen Frankreich überlassen.

Die Kontinentalsperre 1806 in Europa, um England zu ruinieren, führt den Kaiser in den Krieg mit Spanien. Im Oktober 1807 stossen französische Truppen nach Spanien vor; in diesem Konflikt sind total sieben Bataillone mit 8000 Mann, mehr als die Hälfte der Schweizertruppen engagiert. Nach einem Volksaufstand werden im Juli 1808 die Franzosen in Baylen von Schweizern (de Reding) und Spaniern geschlagen, was Auswirkungen auf den Nationalismus in Deutschland und Italien hat.

Die Schweizer Soldaten kämpfen hartnäckig, zeigen seltene Qualitäten, nicht nur im französischen Dienst, sondern überall wo sie durch die Waffen versammelt sind. Der fremde Solddienst vor der französischen Revolution war freiwillig und die Kriege selten. Unter Napoleon wird der Dienst obligatorisch und die Kriege sind zahlreich. Die Rekrutierung in der Schweiz wird immer schwieriger, wie auch die Beziehungen zu Frankreich. Die Neutralität bestand ursprünglich im Recht ausländischer Staaten in der Schweiz Soldaten zu rekrutieren. Nichts konnte die Neutralität mehr diskreditieren, als das französische Monopol der Anwerbung. 1809 durchqueren französische Divisionen, unter Protest der Tagsatzung, die Schweiz; der Kaiser erklärt jedoch, dass die Neutralität ihm gegenüber ein leeres Wort und nur zu seinem Nutzen sei. Die Schweiz ist ein Spielzeug in Napoleons Händen und neben andern Konzessionen muss sie, um zu überleben, den Tribut der Waffen bezahlen.



Die Bundesarmee bestand aus Kantonskontingenten. Dies findet auch in der Ikonographie, welche praktisch nur kantonale Soldaten wiedergibt. Eine der seltenen Ausnahmen zeigt die Angehörigen von Sankt Gallen, Tessin und Graubünden anlässlich der Grenzbesetzung 1809.



La 2^e compagnie de carabiniers vaudois au camp du Châtelard en 1807. Peinture de Th. Steinlen (Musée du Vieux Vevey). Archives de l'Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud. (Photo: Marcel Imsand)

Les Suisses au service de la France, de la campagne de Russie à la chute de Napoléon (1812-1814)

■ D^r Alain-Jacques Tornare¹

La dernière phase du service de France sous le Premier Empire est naturellement dominée par le poids de la campagne de Russie qui, malgré son énorme importance, ne doit pas faire oublier les quinze derniers mois de l'épopée impériale. La campagne de Russie n'est pas la dernière occasion qui est offerte aux Suisses de paraître dans les grandes guerres européennes². Ils s'illustrent notamment à Brême, un an après Polotzk.

L'effort suisse en faveur du service de France, même s'il a été surévalué par l'historiographie, reste énorme, y compris à la fin de l'Empire. Au cours de l'été 1811, le nombre des recrues livrées par la Suisse se monte à 2000, soit plus par rapport à la population que la conscription n'en fournit en France dans le même temps. Le nombre de recrues s'écroule durant le second semestre 1812 mais repart fortement à la hausse en 1813.

1. Le malheureux service de France

Pas d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram ou de Moskowa pour les soldats suisses capitulés³. Les Neuchâtelois sont plus chanceux, si l'on peut dire, puisque les «Canaris» prennent part à Wagram, Ciudad-Rodrigo, la Moscova, Smolensk,

¹ Docteur en histoire de la Sorbonne, historien indépendant, Alain-Jacques Tornare est chargé de cours à l'Université de Fribourg et archiviste au Musée franco-suisse de Rueil-Malmaison. A l'occasion du bicentenaire de l'Acte de Médiation, il a été le commissaire de deux expositions en Suisse romande, *Les Vaudois de Napoléon, des Pyramides à Waterloo* au château de Morges, *Quand Fribourg était capitale de la Suisse* à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg. Il a publié de nombreux ouvrages et contributions sur la période, entre autres *Les Vaudois de Napoléon* (2003) et, en collaboration avec Georges Andrey, *un Louis d'Affry (1743-1810), premier Landamann de la Suisse* (2003).

² Comme le prétendent Lavisser Ernest & Rambaud Alfred: *Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*. Paris, 1896-1897, vol. IX, p. 473.

³ Voir à ce sujet, Alain-Jacques Tornare: *Les Vaudois de Napoléon, des Pyramides à Waterloo, 1798-1815*. Yens sur Morges, Musée militaire vaudois, Cabédita, 2003, 581 pp.

Lutzen, Bautzen, Dresde, avec la Garde impériale, avant d'être décimés à Leipzig avec les Valaisans. Le général de brigade fribourgeois François-Pierre-Félix von der Weid (1766-1810) ne sert jamais dans les régiments suisses de Napoléon, mais directement dans l'armée française, ce qui lui permet de prendre part, par exemple, à la bataille d'Ulm, le 17 octobre 1805⁴. Il en va de même pour le général d'origine fribourgeoise, le baron Amey (1768-1850), qui est blessé à Eylau le 8 février 1807 ; il commande en Russie la 3^e brigade à laquelle appartient le 3^e régiment. Sa belle conduite à Polotzk lui vaut de devenir général de division. Il est blessé à la Bérézina.

Il n'y a pas de quoi pavoiser sur les champs de bataille aléatoires qu'offre l'Empereur, au milieu de la grisaille sordide et sans issue des opérations militaires de maintien de l'ordre. Les troupes s'usent prématurément dans une atroce guerre de partisans, dans les sièges de places fortes d'Espagne ou dans la poursuite infernale des impitoyables bandits de Calabre. Depuis le 10 août 1792, Napoléon sait que les Suisses sont excellents comme force de pacification, de répression et de soutien, comme le montre l'utilisation des régiments suisses en Espagne, à Naples et en Russie. Il n'y a toujours pas de cavalerie suisse au service de France : on sait quel rôle spectaculaire cette arme est amenée à jouer sous l'Empire !

Paul de Vallière remarque à juste titre que les Suisses sont surtout employés au moment du déclin de l'Empire : *«De l'épopée impériale, ils ne connurent que les marches forcées sous un ciel de feu, les embuscades, les massacres, la captivité sur les pontons, les évasions, les batailles gagnées à coups d'hommes et à force de sang, la pluie, le froid, la neige, la mort dans les plaines glacées, la poursuite des Cosaques, jamais le triomphe, jamais le repos. Malgré tout, les régiments rouges de Napoléon se battirent avec le courage légendaire de leurs devanciers ; sous les tuniques rouges, les mêmes cœurs vaillants ; sous les shakos à hauts plumets, les mêmes yeux fidèles que naguère sous les tricornes et les cheveux poudrés de l'Ancien Régime⁵.»* Qu'en termes charmants ces choses-là sont dites !

Pourtant, le service de France sous l'Empire engendre plus de frustrations et de déconvenues que de satisfactions. *«La Suisse attache un prix infini à la formation d'un bataillon des Gardes, pris par détachement dans les différents régiments suisses conformément aux article 9 et 16 de la capitulation»*, réaffirme

⁴ Voir à son sujet Georges Six : *Histoire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*. Paris, Saffroy, 1934, vol. 2, pp. 562-563.

⁵ Paul de Vallière : *Honneur et Fidélité*. Lausanne, 1940, chap. VI, p. 667.

le 27 août 1810 l'envoyé du Landamman, lors de la nomination de Berthier au poste de colonel général des Suisses⁶. Une clause de la capitulation prévoit la formation d'un bataillon suisse de la Garde, composé d'une compagnie de grenadiers de chaque régiment. Jamais cette Garde suisse ne verra le jour.

Le bon vieux temps du service du Roi semble lointain, même si le service individuel a toujours existé en marge des régiments capitulés. La composition des cadres des unités n'est décidément plus ce qu'elle était autrefois ! Plus question de rêver à Versailles, les jeunes fils de patriciens doivent partager les meilleurs postes des régiments avec des nouveaux venus, témoins gênants de la défaite récente des anciennes élites. Le service de France périlite malgré les fastes de l'Empire. Le cœur et l'esprit n'y sont plus. Dans une lettre au landamman de Watteville, le commandant du 1^{er} bataillon du 4^e régiment, Göldlin, de Tiffenau, évoque le *«dégoût [qui] s'est mis dans nos bataillons de guerre de n'y voir donner aucune croix d'honneur, malgré que plusieurs de nos compatriotes l'ont vraiment méritée»*⁷.

Le service capitulé n'a pas la cote. Des Suisses sont tentés de servir à titre individuel, notamment dans la cavalerie. C'est en qualité de capitaine dans le 24^e régiment de ligne français que le Lausannois de Bons achève de servir l'Empereur. Brun finit, sous l'Empire, capitaine des pionniers français, avant de se retirer «dans ses foyers en Suisse pendant l'interrègne»⁸.

D'autres, comme le capitaine Jean Aimé Schaubert⁹, de Villeneuve, ne passent même plus par les régiments capitulés. Ancien adjudant-major dans la 3^e demi-brigade helvétique, il sert comme capitaine au 2^e bataillon étranger à partir du 8 février 1813 à Civita Vecchia, amalgamé le 1^{er} janvier 1814 dans le 2^e régiment étranger par suite d'une nouvelle organisation, avant de passer, le 30 mars 1814, au 7^e bataillon du 81^e régiment de ligne et de recevoir l'ordre, en septembre 1814, de se retirer dans ses foyers à Villeneuve «pour y attendre de nouveaux ordres»¹⁰. Le Petit Conseil vaudois n'y trouve rien à redire, d'autant plus qu'il se charge de lui transmettre une lettre de service du 2^e bataillon étranger,

⁶ Service historique de l'Armée de terre (SHAT), XG 10. Mémoire de Luternau, envoyé du Landamman.

⁷ Archives fédérales, Berne, C 629, fol. 161-163.

⁸ SHAT, XG 9, dossier 2: «Demandes particulières d'emplois d'officiers dans les nouveaux régiments suisses».

⁹ Dit de Corsier sur Vevey dans un autre document, ayant servi en Hollande de 1785 à 1795 comme soldat. SHAT, XG 42, dossier 2, fol. 8. «Contrôle nominatif des officiers de la 3^e demi-brigade».

¹⁰ SHAT, XG 9, dossier 2: «Demandes particulières d'emplois d'officiers dans les nouveaux régiments suisses».

remise par Auguste de Talleyrand le 9 avril 1813¹¹. Le 26 avril 1815, il fait part, dans une lettre écrite de Villeneuve le 26 avril, au ministre de la Guerre de son «*dévouement respectueux*» et de son «*ardent désir*» de connaître son sort, «*en assurant Votre Excellence que mon zèle m'appelle à rejoindre les drapeaux de Sa Majesté*¹². »

Certains n'acceptent pas ou ne montrent guère de zèle à entrer dans un régiment suisse. C'est le cas du célèbre Jomini. Jean Marc Daniel Chanson¹³ passe des demi-brigades helvétique à l'armée française et finit chef de bataillon, chevalier de la Légion d'honneur le 2 novembre 1813, chevalier de l'Ordre royal de Saint-Louis le 10 décembre 1817¹⁴. Nommé au 3^e bataillon étranger par lettre du duc de Feltre le 11 novembre 1809, il passe adjudant-major lieutenant par décret impérial du 13 décembre 1810. Il est nommé capitaine adjudant-major pour prendre rang du 15 juin 1812.

Dans une lettre au duc de Feltre, ministre de la Guerre, datée de Livourne 1813, il n'imagine pas poursuivre sa carrière dans les régiments suisses: «*La bienveillance dont mon chef m'honore serait un moyen assez puissant pour m'attacher au 3^e bataillon étranger, si sa faiblesse et sa composition ne m'ôtait pas l'espoir d'entrer en campagne avec ce corps. Et lorsque j'ai accepté du service dans ce bataillon, Monseigneur, c'était dans l'espérance de passer par la suite dans un régiment français combattant sous les aigles du grand Napoléon. J'ai déjà eu l'honneur d'adresser à votre Excellence une demande à cet effet en date du 6 juin dernier, et j'ose encore la supplier de me faire passer dans un corps de l'armée afin que je n'ai plus à rougir de mon inaction dans laquelle je suis depuis longtemps et que je puisse satisfaire mon dévouement pour Sa Majesté.* » Il passe au 32^e régiment d'infanterie légère en vertu des ordres du ministre en date du 5 mars 1813, puis obtient le même grade au 37^e régiment d'infanterie légère. Il sert en Saxe en 1813, puis en Champagne en 1814 avec la Grande armée, puis dans le Doubs en 1815 avec les volontaires royaux de l'Est.

Plusieurs officiers suisses, ne désirant plus servir dans les régiments capitulés, préfèrent intégrer l'armée française. Le 25 juillet 1813, le Nyonais Eugène Monod¹⁵, lieutenant au 4^e régiment suisse, fait part à Berthier, depuis Nancy, de son désir «*de faire partie de l'armée active*», et donc de pouvoir passer dans un régiment français. Il fait la campagne de 1815 à l'armée du Rhin¹⁶.

¹¹ Archives cantonales vaudoises (ACV), K XV K 9/2.

¹² SHAT, 2 ye, dossier Schaubert.

¹³ A son sujet au SHAT, 2 ye, dossier Jean Chanson.

¹⁴ SHAT 23 YC 217, N° 943.

¹⁵ Cf. ACV, K XV K 8 N° 12. Cf. ACV, K XV K 8 N° 12.

¹⁶ SHAT, 2ye, dossier Eugène Monod.

Peu mis en évidence jusqu'à présent, le passage de soldats des troupes suisses à l'armée française, tout particulièrement à la fin de l'Empire à partir de 1813, est révélateur d'un service peu valorisant, qui ne fait plus recette. Le passage dans un régiment français n'est pas évident. De Metz, le 13 mai 1813, Manthe, capitaine à la suite du 1^{er} régiment, demande au duc de Feltre de pouvoir passer dans un régiment français avec le grade de capitaine, après dix-neuf ans de service et dix campagnes: *«J'ajouterai que faisant partie du 2^e corps qui se couvrit de gloire à la bataille de la Bérézina, j'eus l'honneur de mériter les éloges du Maréchal Prince de la Moskowa et de M. le général Merle qui de Mariembourg en Prusse adressa à votre Excellence en décembre 1812 un mémoire de proposition dans lequel je suis noté pour la grâce que je sollicite aujourd'hui. Monseigneur, j'espère avoir le bonheur de faire la première campagne dans l'armée active comme capitaine dans un régiment français. Je justifierai votre confiance par mon courage et par un dévouement sans bornes à la gloire de la France¹⁷.»* Manthe, qui espère recevoir la Légion d'honneur, essuie un refus du ministre en ce qui concerne son passage dans un régiment français.

Le 15 mai 1813, le capitaine Louis Tavel, du 3^e régiment suisse, est autorisé à «se rendre au quartier général de M. le Maréchal Prince de la Moskowa pour remplir les fonctions d'adjoint à l'état-major du 3^e corps». Du quartier impérial de Dresde, le 16 juillet 1813, Napoléon le nomme chef de bataillon aide de camp du général de division Delmas¹⁸.

Le plus connu, Nicolas-Antoine-Xavier de Castella de Berlens (1767-1830), colonel du 2^e régiment suisse, passe général de brigade employé au 1^{er} corps d'observation du Rhin, sous les ordres du prince de la Moskowa, au printemps 1813. Le colonel de Castella entraîne d'autres soldats dans son sillage. Albert Sigismond Fer, de simple soldat au 2^e régiment suisse où il entre le 19 avril 1807, passe caporal dès le 1^{er} août, puis fourrier le 8 avril 1808, avant de se retrouver sous-lieutenant le 4 mars 1810, puis lieutenant aide de camp de Castella le 17 juillet 1813¹⁹.

L'exemple du colonel de Castella est suivi par le Vaudois Frédéric-Georges Thomasset²⁰ qui renonce à son commandement du 3^e régiment pour devenir chef d'état-major de la cavalerie du IX^e corps. Le 24 juin, quelques jours après

¹⁷ SHAT, XG 96.

¹⁸ SHAT, 2 ye, dossier Louis Tavel.

¹⁹ SHAT, 2 ye, dossier A.-S. Fer.

²⁰ Né à Orbe le 15 août 1764, disparu en décembre 1812.

le passage du Niémen, le colonel en second Thomasset remet le commandement du 3^e régiment à Graffenried, qu'il laisse à Wilkomir, afin de se rendre à sa nouvelle destination. De Kowno, le 26 juin 1812, l'Empereur le nomme adjudant-commandant à Berlin. Il devient chef d'état-major de la division de cavalerie légère, aux ordres du général de division Fournier, du 9^e corps de la Grande armée, commandé par le maréchal Victor, duc de Bellune. C'est de Vilnius, peu avant le 10 juillet 1812, que Thomasset annonce à Louis de May²¹ qu'il quitte le régiment. Le chef d'état-major de la cavalerie du IX^e corps désire depuis longtemps cet avancement.

«L'état où nos régiments suisses se trouvent m'a depuis plus convaincu qu'il fallait tâcher d'en sortir; nous sommes réduits à rien. [A] la dernière revue de S.M., les quatre régiments suisses n'avaient pas 5000 hommes sous les armes, aussi avons-nous été bien mal reçus. Nous n'avons obtenu aucune faveur; la Suisse se compromet beaucoup de ne pas envoyer du monde; je crains que cela ne finisse très mal et on le mérite²².» Une attestation du 15 avril 1815 précise que Thomasset *«livra plusieurs combats au passage de la Bérézina. C'est à la suite de ces combats que M. Thomasset ne parut plus à la division»* et qu'il aurait *«disparu près de Wilna en décembre 1812»*. Lors de la déroute, le voltigeur Jean-Marc Bussy tombe nez à nez avec Thomasset et Graffenried, tous deux encore à cheval et sans nouvelles de leurs domestiques et de leurs équipages. Nous sommes le 11 décembre et c'est la dernière mention de ces deux officiers de leur vivant²³. Thomasset, lors de la débâcle, succombe sous les coups de lances des Cosaques.

2. En attendant le coup de grâce de la campagne de Russie

Au 1^{er} novembre 1811, 11 464 Suisses servent la France, dont les 1011 du 3^e régiment, faits prisonniers en Espagne²⁴. Ce ne sont pas des troupes fraîches et disposées qui vont se retrouver en Russie mais des détachements enfin réunis mais épuisés. La guerre en Espagne n'est pas seule en cause.

²¹ Rodolphe Béat Louis de May né à Berne le 3 juin 1764, colonel du 3^e régiment suisse en septembre 1806.

²² Archives fédérales, C 628, fol. 514.

²³ «Notes de Jean Marc Bussy, appointé voltigeur. Campagnes d'Espagne et de Russie», *Soldats suisses au service étranger*. Genève, A. Jullien, 1913, vol. 6, pp. 299-300.

²⁴ SHAT, XG 118, dossier 6.

Le 3^e régiment est décimé au bord de la mer du Nord sans jamais avoir eu à y combattre. Weber²⁵, major du 3^e régiment suisse, précise au landamman de Watteville, depuis Lille le 12 mars 1810, qu'employés par détachements, les Suisses font «un service très fatigant, dans un des pays les plus malsains; il y a eu un très grand nombre de malades», faisant l'objet de convalescences «longues et pénibles». Le 1^{er} janvier 1810, sur 753 hommes du 3^e régiment, 250 sont hospitalisés, dont une soixantaine sont probablement morts, comme 7 autres rayés des contrôles pour trop longue absence²⁶. Quantité de soldats contractent des fièvres. De Bergen op Zoom, le 25 avril 1811, Thomasset annonce au landamman Grimm de Wartenfels, que les Suisses «*ont souffert cruellement en Zélande, où nous avons perdu près de cinq cents hommes*²⁷.»

De Landau, le 17 septembre 1813, Louis de May, colonel commandant le 3^e régiment suisse, envoie au landamman Reinhardt un «*récit historique des événements militaires auxquels a eu part le 3^e régiment d'infanterie suisse pendant la mémorable campagne de l'année passée.*» Ce rapport est établi à partir des renseignements recueillis auprès du «petit nombre d'officiers de retour au corps qui se sont trouvés aux diverses opérations décrites dans ce récit²⁸.» Le rapport confirme que le régiment est parti affaibli du fait de son séjour au bord de la mer du Nord. Le régiment, sort de la Hollande et des îles de la Zélande; un des bataillons y était stationné depuis la campagne de 1809, «*après avoir fait partie déjà, en 1808, des troupes réunies au camp de Blankembergh et lieux circonvoisins, et un autre bataillon depuis le mois de juillet 1810, où le corps a souffert de très grandes pertes par le ravage des fièvres malignes, commune dans ce pays, se trouvait peu nombreux, la majeure partie de son monde était encore atteint de cette maladie ou en convalescence. Il avait, par cette raison, dû laisser beaucoup de soldats dans les différents hôpitaux sur son passage depuis son départ de Nimègue*²⁹.»

Le «Récit historique des événements militaires auxquels a eu part le 3^e régiment d'infanterie suisse pendant la campagne de l'an 1812³⁰» et la «Notice sur le 3^e régiment suisse pendant la campagne de Russie en 1812³¹», remise

²⁵ Archives fédérales, C 628, fol 41 v.

²⁶ Archives fédérales, C 628, fol 42. Weber, major du 3^e régiment suisse au landammann de Watteville, Lille le 12 mars 1810.

²⁷ Archives fédérales, C 628, fol. 203-204.

²⁸ Archives fédérales, C 628, fol. 599-610: «Récit historique des événements militaires auxquels a eu part le 3^e régiment d'infanterie suisse pendant la campagne de l'An 1812», par Louis de May.

²⁹ Archives fédérales, C 628, Louis de May, «Récit historique des événements militaires», fol. 599 v.

³⁰ Archives fédérales, C 628, «Récit historique des événements militaires», fol. 599-508.

³¹ Archives fédérales, C 628, fol. 590-592. «Notice sur le 3^e régiment suisse pendant la campagne de Russie en 1812», 18 juillet 1813. Manuscrit signé par Louis de May, colonel commandant le 3^e régiment suisse.

en juillet 1813 au landamman Reinhardt par le colonel Louis de May, nous apprennent que *«le régiment après s'être remis à Nimègue pendant les mois de janvier et février 1812, du service pénible et des maladies qu'il avait essuyés sur les côtes du Nord pendant le courant de 1811, partit de cette ville le 1^{er} mars 1812 fort de 1743 hommes et passa le Rhin à Wesel le 3 suivant pour se rendre aux cantonnements de Salzwedel en Westphalie en suivant la route de Munster, Hanovre et Brunswick*³².»

Louis de May explique qu'à cause des fièvres contractées sur les côtes hollandaises, le régiment a dû *«laisser beaucoup de monde dans les différents hôpitaux sur son passage depuis son départ de Nimègue. Par une marche forcée de 22 lieues faites en 24 heures, depuis Weillau dans la Prusse orientale, sans s'arrêter ni rafraîchir, et où les hommes les plus robustes pouvaient arriver à peine, tous les hommes qui n'étaient pas entièrement rétablis de la fièvre, ont eu des rechutes. Cette cause, ainsi que la grande chaleur et le manque de nourriture et de boissons saines ont réduit le régiment à moins de mille hommes présents sous les armes*³³.»

Et nous nous trouvons avant la traversée du Niémen et l'arrivée en Russie !

En attendant, beaucoup sont soulagés à la perspective de s'éloigner du bord de la mer. Pour la première fois, les quatre régiments, composés essentiellement de Bernois, Zurichois, Vaudois, Grisons et Saint-Gallois, participent à la même campagne – et quelle campagne ! – en compagnie des bataillons valaisans³⁴ et neuchâtelois, sans oublier les Genevois et autres Jurassiens servant pour cause d'annexion dans les régiments français.

Le 1^{er} régiment, fort sur le papier de 2962 hommes, se trouve en Italie méridionale avant son départ pour le grand Nord. Le 1^{er} janvier 1812, le 2^e régiment, commandé par Castella, compte 2608 hommes³⁵. D'après la nouvelle capitulation, le 3^e régiment est formé de trois bataillons de guerre de six compagnies chacun, dont une de grenadiers fort affaiblie, une de voltigeurs et une d'artillerie. Une grande partie du 1^{er} bataillon du 3^e régiment est toujours prisonnier de guerre en Espagne, 699 hommes sont à Lille et en Suisse, tandis que le 2^e bataillon y sert toujours et que les 3^e et 4^e bataillons, réunis, se trouvent dans la 17^e division militaire. L'effectif du régiment est théoriquement de 3315 hommes. Le 1^{er} décembre 1812, avant l'annonce des pertes subies en Russie, sur les 6776 engagés, 4449 ont disparu, dont 1077 morts, 942 déserteurs, 1606 rayés

³² Archives fédérales, C 628, fol. 590.

³³ Archives fédérales, C 628, Louis de May, «Récit historique des événements militaires auxquels a eu part le 3^e régiment d'infanterie suisse pendant la campagne de l'An 1812», fol. 599 v.

³⁴ Sur ce bataillon, qui a perdu son identité depuis l'annexion du Valais à la France en 1810, voir Alain Pigeard: *Dictionnaire de la Grande Armée*. Tallandier, Bibliothèque napoléonienne, 2002, pp. 581-584.

³⁵ Archives fédérales, C 627, fol. 317.

pour trop longue absence, 170 congédiés, 41 aux vétérans, 41 faits officiers, 24 partis avec traitement et 481 sans, 57 partis par jugement et 10 passés à d'autres corps³⁶. Sur les 2327 hommes restants, 2084 se trouvent à la Grande armée, de même que les 68 hommes de la compagnie d'artillerie.

Quant au 4^e régiment, il compte officiellement 2535 soldats : ces chiffres sont surfaits. Le colonel Gilbert Bodinier a établi qu'à l'époque de la campagne de Russie, le 1^{er} régiment compte 2103 hommes, le second 1822, le troisième 1743, le quatrième 1787, le bataillon de Neuchâtel 1027, ce qui représente un total de 8272, sans compter les Valaisans³⁷. Les Suisses prennent place dans « l'armée des vingt nations », au sein du 2^e corps de la Grande armée. A Liège, les 2^e, 3^e et 4^e régiments suisses forment une brigade de 6000 hommes dans la division commandée par le général Merle³⁸.

Le 15 mars 1812, les Suisses sont à Magdebourg. La traversée de l'Allemagne a lieu sous un temps qualifié d'« horrible » par Bégos³⁹. « Le grand froid »⁴⁰, les soldats le subissent déjà au début de la campagne, pas seulement à la fin de l'année 1812. Entre Berlin et Stettin, « arrivé au milieu d'avril, il fait ici aussi froid qu'en Suisse dans le mois de décembre »⁴¹. Près de la Vistule, arrivés au mois de mai, « nous avons encore froid »⁴².

De Stargard, le 28 mai 1812, Thomasset, commandant des trois bataillons de guerre à la Grande armée, adresse à chaud au colonel de May une situation des trois bataillons de guerre du 3^e régiment : « Vous les trouverez bien diminués, ce qui n'est pas surprenant après les marches pénibles que nous venons de faire dans un pays affreux, où nous avons eu bien de la peine à vivre, en outre la désertion est assez considérable ; j'ai déjà 40 hommes connus, outre cela 45 restés en arrière depuis déjà bien longtemps ; il faut en compter les trois quarts

³⁶ Archives fédérales, C 628, fol. 575.

³⁷ Gilbert Bodinier (lieutenant-colonel) : « Officiers et soldats suisses de l'Armée du Premier Empire », *Les nouvelles relations franco-suisses aux XIX^e et XX^e siècles. La Paix perpétuelle se poursuit*. Colloque de Rueil-Malmaison, 19-20 octobre 2001. Actes du colloque. Société historique de Rueil-Malmaison, 2002, p. 90.

³⁸ Merle (Pierre-Hugues-Victoire, baron), né à Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais) le 26 août 1766, général de brigade le 25 germinal an II, employé à l'armée d'Espagne de 1808 à 1811, commandant la 3^e division de réserve destinée à faire la campagne de Russie, mort à Marseille le 5 décembre 1830. Cf. « Mémoires d'un lieutenant au service de France, J.P. Maillard », *Soldats suisses au service étranger*. Genève, A. Jullien, 1913, vol. 6, pp. 50-51, note.

³⁹ *Souvenirs des campagnes du lieutenant-colonel Louis Bégos, ancien capitaine-adjutant-major au deuxième régiment suisse au service de France*. Lausanne, Librairie A. Delafontaine, 1859, pp. 77-78.

⁴⁰ Ibidem, p. 85.

⁴¹ Ibidem, p. 78.

⁴² Ibidem, p. 79.

désertés. Malgré cela nous n'en avons pas encore autant que le 2^e et le 4^e qui perdent horriblement de monde, ayant beaucoup de gens de ce pays⁴³. »

Les soldats sont répartis dans sept ou huit villages. « Nous sommes tous très mal, réduits à notre triste ration, le soldat nourrit même son paysan, jamais on n'a eu une disette pareille. Nous en sommes au point de découvrir les toits pour nourrir les chevaux, le froid étant si vif que rien ne peut croître; jamais je n'ai souffert en Espagne ce que j'ai souffert ici⁴⁴. » De Plaisance, le 1^{er} novembre 1812, Réal de Chapelle, commandant du 1^{er} régiment, transmet au Landamman le « *borde-reau par canton des extraits mortuaires des hommes morts pendant les 1^{er} et 2^e trimestres 1812* ». Sur 80 morts, Zurich en compte 15, Vaud 14, Bâle et Berne 10 chacun, Saint-Gall 6, les Grisons 5, Appenzell 4, Lucerne et Fribourg 3 chacun, Argovie et Glaris 2 chacun, Schaffhouse, Schwyz, Soleure, Tessin, Thurgovie, Zoug 1 chacun⁴⁵. Avant même l'arrivée en Russie, la mort a déjà moissonné ! La propagande impériale réussit à masquer ces pertes d'avant l'entrée effective en Russie, amalgamées rétroactivement aux victimes du général Hiver.

Dès les premiers jours de l'été 1812, rien ne va déjà plus. Des milliers de chevaux périssent parce qu'on ne trouve plus que du seigle vert à leur donner à manger. De Vilnius, Thomasset écrit le 10 juillet 1812 à Louis de May : « Vous ne vous faites pas une idée de ce que nous avons souffert dans cette campagne; depuis deux mois nous n'avons pas de pain, rien qu'un peu de farine, le soldat ayant un petit sac qui en contient quatre livres. Tout le pays est dévasté, les maisons pillées et le paysan en fuite. Nous avons perdu un monde incroyable par les marches forcées que nous avons dû faire. Le régiment n'a pas 800 hommes sous les armes; nous avons fait une marche de 12 milles en 24 heures qui a mis le comble à nos maux; les deux tiers sont restés en arrière et s'amuse à marauder; cependant journellement il en rejoint; j'en ai beaucoup rencontré surtout du régiment⁴⁶. » Thomasset désire quitter cet horrible pays. « La guerre d'Espagne est une plaisanterie en comparaison de celle-ci où nous manquons de tout ». C'est pourtant l'été et la Grande armée s'est rendue maîtresse de la Pologne russe sans coup férir. Sans même combattre, les Suisses perdent, durant l'été, près du tiers de leurs hommes, victimes de la dysenterie, des marches harassantes et déjà de malnutrition.

⁴³ Allusion aux prisonniers prussiens venus renforcer les rangs suisses.

⁴⁴ Archives fédérales, C 628, fol. 444.

⁴⁵ Archives fédérales, C 626, fol. 323.

⁴⁶ Archives fédérales, C 628, fol. 514.

3. Les troupes suisses au pays des tsars

Le 3^e régiment traverse enfin le Niemen, le 25 juin à la pointe du jour. Dans les premiers jours du mois d'août, le 2^e corps d'armée est déjà réduit de 44 000 à 21 000 hommes, moins par les combats que par les maladies et les privations. Les communications avec l'arrière deviennent de plus en plus difficiles. De Lauterbourg, le 5 août 1812, les membres du Conseil d'administration du 2^e régiment suisse annoncent au Landamman que «*la dernière situation que nous avons reçu des bataillons de guerre est du 24 avril*⁴⁷.» Pour le troisième trimestre, cruelle ironie, le bordereau des pertes par canton ne mentionne que 6 morts, soit 1 Bâlois, 1 Bernois, 1 Soleurois, 1 Vaudois, 1 Tessinois et 1 Zurichois⁴⁸. La première bataille de Polotzk, les 17 et 18 août 1812⁴⁹ donne aux Suisses, qui assurent les arrières de la Grande armée, une première occasion de s'illustrer, mais ils ne sont plus que 5 000 ! Selon Louis Bégos, «*nos régiments, plus solides que les régiments français, avaient, à cette époque, perdu près de la moitié de leur effectif. De 2 000 hommes que nous étions en quittant Paris, il nous restait à peine 1 200 hommes en état de combattre*⁵⁰.»

Le contact est rompu avec l'arrière. Entrés en campagne au nombre d'environ 9 000 avec les Valaisans, les Suisses ne sont plus, vers la mi-septembre 1812, que 2 825 sous les armes et 1 200 aux ambulances ou dans les hôpitaux-mouroirs. 1 000 à 1 200 recrues arrivent en renfort⁵¹. Le 1^{er} octobre, un état de situation des 1^{er}, 2^e et 3^e bataillons de guerre du 3^e régiment, établi à Polotzk, laisse apparaître la présence de 60 officiers et 1 639 soldats⁵².

Le 2 janvier 1813, de Mariembourg, Charles d'Affry (1772-1818), colonel du 4^e régiment, relate pour le Landamman la tragédie qui se joue en Russie⁵³.

⁴⁷ Archives fédérales, C 627, fol. 422.

⁴⁸ Archives fédérales, C 626, fol. 326. Plaisance, 6 novembre 1812.

⁴⁹ Polotzk, Polozk (aujourd'hui Polack, dans l'actuelle Biélorussie), ville située sur la Dvina (Dzvinia), entre Drissa (Druja) en aval et Vitebsk (Vicebsk), à 240 kilomètres au nord-ouest de Smolensk. Sur cette bataille, voir l'ouvrage d'Albert Maag: *Die Schicksale der Schweizer-Regimenter in Napoleon I. Feldzug nach Russland 1812*. Biel, Verlag von Ernst Kuhn, 1890, chapitre III, p. 81-92. Voir aussi H. de Schaller: *Histoire des troupes suisses*, p. 132-138. Georges Vallotton: *Les Suisses à la Bérésina*. Neuchâtel, La Baconnière, 1942, pp. 109-119. Voir *Die roten Schweizer 1812 zum hundertjährigen Gedächtnis an die Kämpfe der roten Schweizer Napoleon I. an der Düna und Beresina, dem Nachwuchs erzählt von Oberst L. Theodor Hellmüller*. Bern, 1912, S. 92-123. Voir également Emile Küpfer: *Nos dernières pages d'histoire héroïque. Les Suisses à Polotzk et à la Bérésina*. Lausanne, Payot, 1912, chapitre II, pp. 21-29.

⁵⁰ *Souvenirs des campagnes du lieutenant-colonel Louis Bégos*, pp. 83-84.

⁵¹ Cf. Gilbert Bodinier (lieutenant-colonel): «Officiers et soldats suisses de l'Armée du Premier Empire», p. 90.

⁵² Archives fédérales, C 628, fol. 523.

⁵³ Archives fédérales, C 629, fol. 428-429v.

Etant le seul colonel présent sous les drapeaux à l'époque, il étend son rapport aux trois autres régiments et le fait débiter au 15 octobre: «*Depuis quelques temps, les 1^{er} et 3^e régiments campaient sur la gauche du camp de Polotzk, le 3^e était à huit lieues de cette place sur l'extrême droite de l'armée, route de Vitbesk où il était détaché avec des cuirassiers et le 3^e régiment de lanciers français. Le 4^e régiment formait la garnison de Polotzk avec une partie du 123^e. L'on m'avait confié le commandement de cette place*⁵⁴.»

Malgré leur bravoure à la seconde bataille de Polotzk, les Suisses sont contraints de battre en retraite. De Smolensk, Napoléon fait imprimer dans le 28^e Bulletin de la Grande armée: «*La division suisse s'est fait remarquer par son sang-froid et sa bravoure*»⁵⁵. Et encore, l'Empereur n'a pas tout vu! On connaît le rôle que les Suisses jouèrent à la Bérézina⁵⁶. «*Du 20 octobre au 25 novembre, le corps d'armée dont le régiment faisait partie se retira pas à pas sur la Bérésina, étant continuellement harcelé par l'ennemi qui néanmoins ne put jamais obtenir aucun avantage. Le régiment pendant ce temps où il eut à souffrir de grandes privations, montra toujours les meilleures dispositions et observa la plus grande discipline*⁵⁷.»

Le 4 novembre, la neige se met à tomber. A ce moment-là, les Suisses sont encore 1300. «*Le 3^e régiment ne comptait que 400 à 450 hommes sous les armes*»⁵⁸. A partir du 6 novembre, l'hiver fait son apparition, le froid ne pardonne plus, comme le précise le 29^e Bulletin de la Grande armée, daté de Molodetschno le 3 décembre 1812⁵⁹. Quant au restant du 4^e régiment, il est réuni à la 3^e brigade mise sous les ordres du général Amey. Il n'aligne plus que 150 à 200 hommes après avoir fourni deux détachements pour conduire des prisonniers de guerre à l'arrière. Dans son rapport au Landamman, daté de Marienbourg le 2 janvier 1813, Charles d'Affry précise qu'à la veille des combats de Borisow des 27 et 28 novembre, «*les quatre régiments avaient environ 600 hommes sous les armes*»⁶⁰, dont 103 pour le 4^e Suisse, le «surplus» ayant con-

⁵⁴ Archives fédérales, C 629, fol. 428.

⁵⁵ *Die roten Schweizer 1812...* Mise en exergue dans l'ouvrage, p. 3.

⁵⁶ Sur les journées des 26 au 28 novembre 1812, voir par exemple d'Albert Maag: *Die Schicksale der Schweizer-Regimenter in Napoleon I. Feldzug nach Russland 1812*, chapitre IV, pp. 159-216. Voir aussi Emile Küpfer: *Nos dernières pages d'histoire héroïque*, chapitre IV, pp. 47-62. H. de Schaller: *Histoire des troupes suisses*, pp. 151-178. Georges Vallotton: *Les Suisses à la Bérézina*, pp. 209-238. Voir *Die roten Schweizer 1812*, S. 191-215. Voir aussi Oleg Sokolov: «La campagne de Russie 6: la Bérézina et le désastre final», *Napoléon I^{er}*. Le magazine du Consulat et de l'Empire, N° 10, septembre-octobre 2001, pp. 42-51.

⁵⁷ Archives fédérales, C 628, fol. 592.

⁵⁸ Archives fédérales, C 628, fol. 604.

⁵⁹ Publié dans *Le Moniteur* du 17 décembre 1812.

⁶⁰ Archives fédérales, C 629, fol. 428.

duit des prisonniers à Vilnius et se trouvant alors à Smorgonie⁶¹. Au petit matin du 29, il en reste à peine 300.

Comme l'explique Jean-Pierre Maillard, *«les restes de notre troupe suisse n'ont pas moins montré de valeur, le 28 novembre au pont de Borisow, où ils ont couvert la retraite de la plus grande partie des 2^e et 3^e corps d'armée. C'est pendant cette brillante journée que succombèrent sous le nombre nos braves Suisses. La plupart ont préféré mourir sur le champ de bataille, plutôt que de se rendre. Toute l'armée a regretté nos valeureux militaires, surtout ceux qui ont été témoins de leur bravoure et de leur dévouement. Ainsi ont fini nos beaux régiments, dont peu d'histoires ont fait mention*⁶². » A chaud, Charles d'Affry écrit dans son rapport au landamman Reinhard, le 2 janvier 1813 de Mariembourg, au sujet de la Bérézina ou combat de Borisow : *«Mais pour me servir d'une comparaison historique qui puisse bien faire connaître à Votre Excellence le mérite des services rendus par les Suisses dans ces mémorables journées, je ne craindrai pas de lui assurer qu'ils sont supérieurs à ceux que rendit le régiment de Pfyffer à la retraite de Meaux*⁶³ ! »

La défense des ponts de la Bérésina est la dernière bataille rangée de cette désastreuse campagne. L'Empereur et ce qui reste de la Grande armée peuvent s'échapper⁶⁴. Professeur à l'université de Saint-Petersbourg, Oleg Sokolov relève que, *«dans ce combat, les régiments suisses se couvrirent de gloire. Subissant des pertes terribles, ils ne reculèrent pas d'un pas. Le 2^e Suisse cessa pratiquement d'exister*⁶⁵. » Dans un ordre du jour du général de division, le comte Merle, au colonel de la brigade suisse, daté de Maëstricht le 30 janvier 1814, alors que la rumeur gronde d'un désarmement des Suisses après l'effondrement du régime de l'Acte de Médiation, on peut lire : *«Je connais les Suisses ; j'aime et j'estime les Suisses. J'aurai sans cesse présente à la mémoire leur valeureuse conduite dans la campagne de Russie, les six assauts qu'ils ont repoussés à Polotzk et les belles charges qu'ils ont exécutées à la baïonnette à la mémorable bataille de la Bérézina. (...) Au lieu de les désarmer, je désirerais qu'ils puissent s'armer chacun de deux fusils*⁶⁶. » Selon Denis de Rougemont,

⁶¹ AEF, Papiers d'Affry, 379.9. Rapport de Charles d'Affry au Landamman, adressé de Mariembourg le 2 janvier 1813.

⁶² «Mémoires d'un lieutenant au service de France, J.-P. Maillard», pp. 205-205. Appendice III: «Belle défense des quatre régiments suisses, à Polotzk, en Russie, 1812».

⁶³ Archives fédérales, C 629, fol. 429 et 429v. AEF, Papiers d'Affry, 379.9. Rapport de Charles d'Affry au Landamman, adressé de Mariembourg le 2 janvier 1813.

⁶⁴ Georges Vallotton: *Les Suisses à la Bérézina*, pp. 237-248: «La débâcle».

⁶⁵ Oleg Sokolov: «La campagne de Russie 6: la Bérézina et le désastre final», *Napoléon I^{er}*. Le magazine du Consulat et de l'Empire, N° 10, septembre-octobre 2001, p. 48.

⁶⁶ *Souvenirs des campagnes du lieutenant-colonel Louis Bégos*, pp. 178-179.

«l'épopée du service étranger devait trouver son couronnement en même temps que son crépuscule dans une retraite mémorable : elle se termina sur les bords glacés de la Bérésina en 1813 (sic), comme l'épopée de l'ancienne Suisse s'était terminée trois siècles auparavant sur la plaine de Marignan⁶⁷.»

62 décorations sont accordées le 28 novembre 1812 au général de division comte Merle pour les 4 régiments suisses, soit 13 pour les officiers et 4 pour les sous-officiers et soldats du 1^{er} régiment, 13 pour les officiers et 4 pour les sous-officiers et soldats du 2^e, respectivement 11 et 4 pour le 3^e, 9 et 4 pour le 4^e⁶⁸.

Après la Bérésina, le calvaire n'est pas près de prendre fin. C'est désormais le sauve-qui-peut général, la déroute à peu près complète pour une armée en décomposition, privée de l'Empereur, qui retourne à Paris le 5 décembre. Même la Garde impériale finit par se débander.

4. Bilan du désastre de Russie

De Marienbourg, fin décembre 1812, le chef de bataillon Du Fresnes, qui se présente désormais comme *«le commandant du 1^{er} régiment suisse»*, informe le Landamman de la Suisse à Zurich de *«la destruction presque totale de ces bataillons, dont les débris en sous-officiers et soldats forment aujourd'hui un détachement de 66 hommes ; 21 sont à Marienbourg et le reste au dépôt général de Custrin⁶⁹. Je ne prévois pas qu'il en rejoigne plus d'une centaine des hôpitaux de l'armée, la plupart d'entre eux sont blessés, ou ont les pieds ou mains gelés⁷⁰.»* Au complet, le 1^{er} régiment se compose toujours sur le papier, au 1^{er} janvier 1813, de 88 officiers et 2971 soldats⁷¹.

De Marienbourg le 25 décembre 1812, le colonel Charles d'Affry annonce au Landamman qu'il est de son *«devoir de faire connaître à votre Excellence que dans cette mémorable campagne les régiments suisses se sont acquittés d'une manière distinguée de tout ce qu'ils devaient à leur patrie. A l'honneur et au devoir, ils ont montré à toutes les troupes de l'Europe que les soldats suisses n'ont pas dégénéré et que les habitants des Alpes sont toujours et seront tou-*

⁶⁷ Denis de Rougemont: *La Confédération suisse*, p. 43.

⁶⁸ Archives fédérales, C 627, fol. 493.

⁶⁹ Custrin, Küstrin, ville fortifiée à la jonction de la Warta et de l'Oder, entre Berlin et Poznan. Les Français occupent cette ville de garnison jusqu'au 30 mars 1814, moment où elle est rendue à la Prusse. Elle appartient aujourd'hui à la Pologne.

⁷⁰ Archives fédérales, C 626, fol. 343-344.

⁷¹ Archives fédérales, C 626, fol. 346. Réal de Chapelle *«Premier régiment suisse. Situation de ce régiment au 1^{er} janvier 1813»*. Stettin, ville fortifiée de Poméranie aujourd'hui polonaise sous le nom de Szczecin.

jours guerriers, fidèles aux Princes qu'ils servent comme à leur chère Patrie. Les combats multipliés et opiniâtres que nous avons eu à soutenir, la rigueur du climat et une infinité d'autres circonstances ont entraîné la destruction presque entière des quatre régiments qui, réunis, ne présentent pas quatre cents hommes⁷². Ces régiments ont conservé tous leurs aigles et drapeaux (...). La perte en officiers de tous grades est proportionnelle à celle des officiers supérieurs. Dans cet état de désorganisation ou plutôt de destruction, j'estime que les régiments suisses ne peuvent se rétablir et être réorganisés que dans leurs dépôts en France. La presque totalité des sous-officiers et instructeurs est détruite, les adjudants-majors de même, de sorte que l'on peut considérer la réorganisation des régiments comme une création toute nouvelle. Parmi les 400 hommes environ existant encore, il y en aura un bon tiers à réformer hors de service, pour blessures et pour des membres gelés; beaucoup d'officiers sont dans le même cas. Je réclame de Votre Excellence pour ces régiments l'intérêt et la sollicitude qu'elle veut bien par sa lettre nous promettre au nom de la patrie. J'aime à penser qu'elle nous reconnaîtra pour ses enfants et que nous avons mérité l'estime de nos concitoyens⁷³.»

De Berlin le 23 janvier 1813, d'Affry annonce au Landamman que les «*débris des régiments suisses ont été formés en quatre compagnies provisoires en activité de service au 2^e corps*», soit environ 11 hommes du 1^{er} régiment et 87 hommes du 3^e régiment, formant deux compagnies, et 70 hommes du 2^e régiment et 43 du 4^e régiment, formant deux autres compagnies. «*Le surplus des individus des régiments, se composant d'officiers malades, blessés, gelés et sans troupe, de sous-officiers et soldats blessés, infirmes et hors de service actuel, se trouve aujourd'hui à Berlin et leur nombre total me paraît être d'environ 200 individus, mais je ne puis en donner une situation exacte à cause de l'embarras des circonstances, et la manière dont ces débris sont forcés de marcher*⁷⁴.» Le service de France a touché le fond.

Le colonel du 4^e régiment explique que, depuis la formation du bataillon provisoire le 8 janvier 1813, «*cette troupe a fait cent lieues de marche forcée en éprouvant des privations et par un froid fort vif, et je suis instruit que ces circonstances nous ont encore fait éprouver des pertes considérables. Cette troupe arrive aujourd'hui à Kustrin mais ne paraît pas destinée à faire partie de la garnison de cette place*⁷⁵.» Une fois de plus, d'Affry interpelle le Landamman : «*Je crois devoir réclamer de nouveau la sollicitude de Votre Excellence pour les régiments de notre Nation. Ces corps qui, par leur bravoure, leur fidélité et*

⁷² Y compris les hommes arrivés en renfort.

⁷³ Archives fédérales, C 629, fol. 425-426.

⁷⁴ Archives fédérales, C 629, fol. 430.

⁷⁵ Archives fédérales, C 629, fol. 430v.

la discipline qu'ils n'ont cessé d'observer, sont réduits à peu de choses, dans peu ils seront réduits à rien si, par une mesure sage, ils ne sont renvoyés dans leurs dépôts où ils puissent se réorganiser et réparer leurs pertes. Les cadres même sont à peu près détruits, notamment en sous-officiers⁷⁶. »

De Magdebourg, le 3 février 1813, Du Fresne informe le Landamman que ce qui reste du 1^{er} régiment en état de faire service est en activité à la 3^e division du 2^e corps avec 3 officiers et 56 sous-officiers et soldats, tandis que 27 officiers et 53 sous-officiers et soldats, considérés comme infirmes, sont dirigés sur le dépôt général de Custrin, *«où ils ont reçu l'ordre de se rendre à Mayence et de là je présume au dépôt du corps»⁷⁷*. De Mayence, le 25 février 1813, Du Fresne annonce l'arrivée à Mayence de 28 officiers et 64 sous-officiers rescapés des bataillons de guerre, qui vont poursuivre leur route sur Metz. *«Ce corps a laissé 5 officiers et 146 sous-officiers et soldats dans les places de Custrin et Spandau, tous en état de faire un service actif. Nous ne pouvons pas encore donner une situation exacte de notre perte en hommes pendant la campagne mais elle ne sera pas moins de 2000, en officiers, sous-officiers, soldats et musiciens. Nous avons eu 11 officiers tués et morts de maladie, 34 blessés, 25 prisonniers de guerre. S.M. l'Empereur et Roi a fait 14 promotions dans le régiment par décret du 19 novembre dernier et lui a donné le même jour 14 décorations de la Légion d'honneur. Depuis cette époque les Suisses se sont couverts de gloire au pont de Borisow; nous attendons les grâces de Sa Majesté pour ceux qui s'y sont distingués⁷⁸. »* Finalement, le dépôt du régiment arrive à Metz le 3 mars 1813.

Selon les calculs de Gilbert Bodinier, *«le 1^{er} régiment n'avait plus que 587 hommes dont 210 avaient fait la campagne de Russie, le 2^e 786, dont 295 rentrés de Russie, le 3^e 629, le 4^e 912 à la fin de l'année, dont 211 rentrés de Russie. Au total un peu plus de 1000 hommes avaient survécu à cette campagne, 1233 en y ajoutant le bataillon de Neuchâtel. Les soldats faits prisonniers en Russie ne rentrèrent que durant l'été 1814 et ceux qui étaient sur les pontons britanniques au printemps de cette même année⁷⁹. »* Le bilan de l'année 1812 est désastreux en terme de pertes en vies humaines pour le 1^{er} régiment suisse.

⁷⁶ Archives fédérales, C 629, fol. 431. D'Affry regagne ensuite Fribourg pour un congé de quelques semaines.

⁷⁷ Archives fédérales, C 626, fol. 347.

⁷⁸ Archives fédérales, C 626, fol. 349.

⁷⁹ Manuscrit du texte de Gilbert Bodinier, que nous utilisons dans la mesure où la version publiée a été tronquée. Cf. Gilbert Bodinier: «Officiers et soldats suisses de l'armée du Premier Empire», p. 90. Cet auteur s'appuie sur H. de Schaller: *Histoire des troupes suisses*.

Origine des recrues arrivées de 1812 à la chute de Napoléon en 1814

1044 recrues ont été faites en 1807 et seulement 41 l'année suivante. Ce chiffre est remonté à 495 en 1810. 594 recrues ont été engagées et sont arrivées en 1811 au 1^{er} régiment suisse. Ce chiffre tombe à 284 pour 1812; après le 1^{er} mars 1812, seuls 5 hommes intègrent le régiment jusqu'à la fin de l'année, alors que tous les autres engagés n'arrivent au corps qu'à partir du 8 mars 1813. Par contre, 798 hommes viennent renforcer les rangs clairsemés du 1^{er} régiment en 1813; 67 autres gagnent encore ce régiment jusqu'au printemps 1814. 102 recrues sont faites après la chute de Napoléon, dont 72 en 1815. 31 hommes s'engagent durant les Cent-Jours. On remarque le faible effectif en provenance de Suisse centrale et du Tessin et la forte représentation des autres nouveaux cantons.

1044 recrues arrivent au 2^e régiment en 1811, 519 en 1812. Peu de recrues y arrivent après juillet 1812, époque où l'on remarque surtout l'enrôlement de prisonniers espagnols d'origine suisse. 604 recrues intègrent le régiment en 1813, 89 en 1814.

1^{er} régiment suisse⁸⁰

Cantons	1812	1813	1814
AG	12	91	3
AR/AI	5	40	0
BE	39	95	2
BS	20	6	1
FR	10	59	0
GL	12	10	0
GR	9	43	0
LU	34	51	0
SG	14	72	1
SH	9	23	3
SO	3	3	69
SZ	9	13	0
TG	16	51	0
TI	7	9	0
UR	0	2	0
UW	1	2	0
VD	57	112	6
ZG	4	7	1
ZH	19	75	5
Etrangers	1	1	33
Inconnus	2	0	0
VS	1	0	0
NE	0	0	3
Total	284	798	

2^e régiment suisse⁸¹

Cantons	1812	1813	1814
AG	56	68	6
AR/AI	21	10	3
BE	67	86	8
BS	11	18	7
FR	40	32	12
GL	1	13	1
GR	32	21	2
LU	32	65	4
SG	54	65	2
SH	10	9	3
SO	11	8	2
SZ	4	14	4
TG	41	18	3
TI	15	5	0
UR	0	0	1
UW	7	7	1
VD	69	72	10
ZG	3	4	0
ZH	39	83	10
Etrangers	5	2	2
inconnus	0	4	10
VS	1	0	0
NE	0	0	0
Total	519	604	89

⁸⁰ SHAT: 23 yc 169.

⁸¹ SHAT : 23 yc 172 et 173.

457 hommes arrivent au 3^e régiment en 1809, 1052 en 1810, 999 en 1811, 203 en 1812, dont 18 après le 1^{er} juillet. 758 hommes intègrent le 3^e régiment en 1813. Tous les engagés de 1814 (53) le sont après le retour de Louis XVIII.

Au 4^e régiment, 767 recrues arrivent en 1808, 160 en 1809, 1110 en 1810, 1115 en 1811, 513 en 1812, 528 en 1813, une centaine en 1814, pour la plupart engagés sous Louis XVIII.

3^e régiment suisse ⁸²

Cantons	1812	1813	1814
AG	15	76	7
AR/AI	11	28	0
BE	37	145	11
BS	5	13	5
FR	15	23	4
GL	2	11	0
GR	10	34	1
LU	12	44	4
SG	13	68	3
SH	3	19	0
SO	12	47	0
SZ	10	26	2
TG	12	23	0
TI	4	11	0
UR	2	8	0
UW	1	9	0
VD	19	62	8
ZG	4	6	0
ZH	11	105	4
Etrangers	1	0	0
Inconnus	4	0	1
VS	0	0	0
NE	0	0	3
Total	203	758	53

4^e régiment suisse ⁸³

Cantons	1812	1813	1814
AG	47	48	0
AR/AI	14	6	0
BE	48	77	0
BS	16	19	1
FR	12	38	1
GL	15	15	0
GR	58	39	0
LU	30	24	1
SG	42	50	3
SH	12	6	0
SO	30	8	0
SZ	25	8	0
TG	37	23	0
TI	5	6	0
UR	14	6	0
UW	10	4	0
VD	25	66	4
ZG	7	10	0
ZH	62	75	0
Etrangers	0	0	0
Inconnus	0	0	0
VS	4	0	1
NE	0	0	0
Total	513	528	11

⁸² SHAT : 23 yc 176.

⁸³ SHAT, 23 yc 179.

Total des recrues par canton de 1812 à 1815

	1812	1813	1814	1815	Total
AG	130	238	16	39	423
AR/AI	51	84	3	8	146
BE	191	403	21	72	687
BS	52	56	14	25	147
FR	77	152	17	53	299
GL	30	49	1	3	83
GR	109	137	3	24	273
LU	108	184	9	11	312
SG	123	255	9	24	411
SH	34	57	6	10	107
SO	56	99	2	12	171
SZ	48	61	6	6	121
TG	106	115	3	15	239
TI	31	31	0	27	89
UR	16	16	1	5	38
UW	19	22	1	3	45
VD	170	312	28	125	635
ZG	18	24	1	9	52
ZH	131	338	19	55	543
Etrangers	7	3	35	41	86
Inconnus	6	4	11	5	26
VS	6	4	1	6	17
NE	0	0	6	0	6

Le 20 avril 1813, les membres du Conseil d'administration du 2^e régiment suisse constatent qu'il est bien difficile de fournir des renseignements sur les sous-officiers et soldats: *«Les archives des bataillons de guerre sont tombés au pouvoir de l'ennemi; le registre contenant les actes de décès, les contrôles tenus par le quartier-maître se trouvent compris dans cette perte; il est à présumer aussi que les registres tenus dans les hôpitaux, qui se trouvaient à la proximité de l'armée, auront eu le même sort. En conséquence les documents propres à constater authentiquement le décès des militaires tués ou morts dans les hôpitaux n'existent plus; il sera également impossible pendant longtemps de connaître ceux qui sont prisonniers de guerre* ⁸⁴.»

5. Les effectifs en 1813

Après la campagne de 1812, les recrues se font rares. Il n'y a plus de chair à canons dans les cantons suisses, plus de candidats au suicide collectif. Le 2 février 1813, le landamman Reinhard transmet aux Etats confédérés la demande de Napoléon, s'appuyant sur l'article 9 de la capitulation militaire, du contingent extraordinaire de guerre qui s'élève à 1000 hommes de plus⁸⁵. Le 1^{er} février 1813, le Landamman sollicite *«des ménagements en faveur des faibles mais honorables débris de nos régiments»*⁸⁶. Il écrit au comte de Talleyrand, ministre de France: *«Si les pertes considérables qu'ils ont essuyées rendent le besoin de renforts plus urgent; si leur bravoure et leur discipline, qui ne se sont jamais démenties, leur ont acquis l'affection et l'estime des généraux français, la Suisse ose espérer que V.M., mue par un sentiment de bienveillance, daignera consentir qu'ils se rapprochent de leurs dépôts et reprennent ainsi quelque consistance. L'organisation et l'alimentation successive des régiments suisses exigent des ménagements particuliers. La Suisse se flatte qu'ils les ont mérités et je supplie S.M. de permettre qu'ils en jouissent* ⁸⁷.»

Le 16 février 1813, une circulaire du Landamman invite les cantons *«à exécuter provisoirement la mesure proposée au ministre de la Guerre, tendant à remplacer les extraits de baptême exigés pour les recrues suisses par un certificat de la chancellerie du canton, constatant leur nationalité suisse»*.

De son palais de Saint-Cloud le 11 avril 1813, Napoléon écrit au Landamman: *«Autant j'aime le bonheur de votre Nation, autant j'apprécie ses bons et*

⁸⁴ Archives fédérales, C 627, fol. 498.

⁸⁵ ACV, K XV K 9/2.

⁸⁶ Cf. Lettre circulaire aux cantons du 2 février 1813. ACV, K XV K 9/2.

⁸⁷ ACV, K XV K 9/2.

*loyaux services: je les ai remarqués dans la dernière campagne, et je désire que vos régiments soient bientôt remis en état d'agir avec la même utilité et de continuer à soutenir ce renom de fidélité et de bravoure dont la Suisse s'est toujours honorée*⁸⁸. » Paradoxalement, malgré le contexte difficile, Napoléon tient toujours plus à ce que les recrues engagées soient de vrais Suisses et le Landamman doit établir une circulaire, en date du 16 février, informant les cantons que les recrues devront désormais produire des extraits baptistaires afin de « *constater leur nationalité suisse* », sur ordre de l'Empereur du 30 janvier⁸⁹. Le 29 mars 1813, le ministre de la Guerre réitère ses ordres, refusant que les extraits manquants soient remplacés par des certificats authentiques des chancelleries cantonales. Autant dire que la confiance règne !

Au 1^{er} mai 1813, le 4^e régiment suisse comprend 861 hommes après l'enrôlement volontaire de 101 recrues. L'état-major se trouve à Nancy (15) et à Utrecht (2). Les 604 hommes du 1^{er} bataillon sont répartis entre Nancy (137) et Utrecht (467), tandis qu'un demi-bataillon de 208 hommes se trouve à Nancy⁹⁰. Le régiment compte alors 84 officiers. Cette situation reste pratiquement inchangée dans les mois qui suivent, puisque le régiment compte 887 hommes le 1^{er} juin⁹¹, 931 le 1^{er} juillet, 912 le 1^{er} août⁹². Un état de situation des compagnies du 3^e régiment, présentes au dépôt de Landau à la revue de rigueur passée le 27 juin 1813, donne un total de 296 soldats, dont 36 sous-officiers et caporaux. Sur ce nombre, 85 sont absents, dont 47 aux hôpitaux du lieu et 24 hospitalisés à l'extérieur, 7 en recrutement. Seuls 211 hommes sont présents, mais pour une bonne part « non disponibles ». 24 hommes voient leur engagement expirer, 68 sont bons pour la réforme, 11 sont convalescents, 5 en jugement⁹³. Le bilan est également extrêmement lourd pour les officiers.

Alors que le 1^{er} décembre 1812⁹⁴, 2265 soldats du 2^e régiment servent encore sur le papier à la Grande armée et que 177 autres se trouvent en dépôt à Lauterbourg, combien se trouvent encore en vie au début 1813 ? Un « état de situation de ce régiment au 1^{er} février an 1813 » précise que, « *d'après le rapport de quelques officiers revenus de l'armée, il n'existait pas plus de 200 hommes présents sous les armes après les affaires de Polotzk et de la Bérézina* ». En principe, ils devraient être 2250, tandis qu'un demi-bataillon, formé de 396

⁸⁸ Archives fédérales, C 598, fol. 107.

⁸⁹ ACV, K XV K 9/2.

⁹⁰ Archives fédérales, C 629, fol. 446.

⁹¹ Archives fédérales, C 629, fol. 449.

⁹² Archives fédérales, C 629, fol. 453 et 459.

⁹³ Archives fédérales, C 628, fol. 595.

⁹⁴ Archives fédérales, C 627, fol. 451.

soldats, se trouve à Lauterbourg⁹⁵. Au 1^{er} mars 1813, le 2^e régiment compte officiellement 786 hommes, soit 295 soldats formant, en tout et pour tout, les 1^{er}, 2^e et 3^e bataillons stationnés à Erfurt avec le 2^e corps d'armée, et un demi-bataillon composé de 491 soldats au dépôt de Lauterbourg⁹⁶. Parmi les hommes alors à Erfurt, «en service extérieur», se trouvent 27 officiers, 5 sergents-majors, 18 sergents, 6 caporaux-fourriers, 35 caporaux, 7 tambours, 24 canonniers, 69 grenadiers et voltigeurs, 123 fusiliers.

Les régiments suisses se transforment en quatre bataillons de guerre, avec un demi-bataillon de dépôt. Soucieux de ne pas s'aliéner les Suisses en un moment si difficile, Napoléon, fragilisé, renonce prudemment à exiger un recrutement régulier et complet de ces corps. Les régiments suisses connaissent une terrible cure d'amaigrissement. Le 1^{er} avril 1813, le 2^e régiment suisse ne se compose plus que de 765 hommes, soit un 1^{er} bataillon de guerre de 398 soldats et un demi-bataillon de dépôt avec 367 hommes, dont une compagnie forte de 120 soldats détachée au 2^e corps de la Grande armée⁹⁷. Le 1^{er} juin 1813, l'effectif remonte à 883 hommes, à 924 au 1^{er} juillet, avant de retomber à 914 en septembre et de remonter à 955 en octobre⁹⁸. On est alors sans nouvelle du détachement de 90 soldats de la 1^{re} compagnie du demi-bataillon enfermé à Custrin. Le 2^e régiment compte 936 hommes le 1^{er} novembre⁹⁹.

Le 15 mai 1813, les premiers bataillons des quatre régiments capitulés forment une demi-brigade suisse forte de 1515 hommes, dont 108 sont hospitalisés. On y trouve 14 sergents-majors, 54 sergents, 14 fourriers, 100 caporaux et 26 tambours. Le 1^{er} régiment fournit 1 bataillon de 2 compagnies (128 et 129 hommes), dont 1 de grenadiers. Le 2^e régiment 5 compagnies, dont 3 compagnies de fusiliers. Le 4^e régiment 6 compagnies, 4 de fusiliers et 1 compagnie de voltigeur, respectivement 129, 111, 108, 74, 64 et 133 hommes¹⁰⁰. Le 30 juin 1813, cette demi-brigade, commandée par le colonel Abyberg, comporte 1916 hommes, 2180 au 5 août, 2391 en septembre¹⁰¹, au moment où elle se trouve dans le camp d'Utrecht, commandée par le baron Amey. 2168 hommes sont effectivement sous les armes et 148 hospitalisés. 594 proviennent du 1^{er} régiment, 561 du second, 562 du troisième, 599 du quatrième¹⁰².

⁹⁵ Archives fédérales, C 627, fol. 459.

⁹⁶ Archives fédérales, C 627, fol. 483.

⁹⁷ Archives fédérales, C 627, fol. 491.

⁹⁸ Archives fédérales, C 627, fol. 511, 529, 546, 550.

⁹⁹ Archives fédérales, C 627, fol. 558.

¹⁰⁰ Archives fédérales, C 628, fol. 594.

¹⁰¹ Archives fédérales, C 627, fol. 327, 534, 542.

¹⁰² Archives fédérales, C 628, fol. 611.

De Zurich, le 10 novembre 1813, Reinhard réitère son « *intime conviction* » qu'il « *est du plus haut intérêt politique pour la Suisse de se mettre au niveau des engagements qu'elle a contractés envers la France* ». En novembre 1813, la Suisse fournit encore 226 recrues, dont 27 Vaudois, 53 Argoviens, 34 Fribourgeois, mais seulement 23 Bernois et 17 Zurichois. Du 1^{er} octobre 1812 au 1^{er} décembre 1813, 3165 Suisses partent pour la France, dont 364 Vaudois, le plus fort contingent après Berne (478), Zurich (379) et Argovie (365). A titre de comparaison, Fribourg fournit, durant le même laps de temps, 180 recrues, Nidwald 12 seulement¹⁰³. Le dépôt général de recrutement des quatre régiments d'infanterie suisses situé à Besançon reçoit 3189 recrues du 1^{er} octobre 1812 au 24 novembre 1813, parmi lesquelles 2856 sont admises et 333 réformées par le général, 5 ont déserté, 1 est morte¹⁰⁴. Du 1^{er} octobre 1812 au 1^{er} janvier 1814, ce sont finalement 2993 hommes qui sont admis¹⁰⁵.

450 Vaudois sont recrutés du 24 novembre 1812 au 28 décembre 1813. Ce n'est que le 28 décembre 1813 que le Département de l'intérieur décide de suspendre le recrutement et de renvoyer chez eux les individus enrôlés, « *vu les événements survenus et l'occupation actuelle de la Suisse par les armées des puissances alliées* »¹⁰⁶.

6. Le rôle méconnu joué par les troupes suisses dans les places fortes

*La campagne de 1813*¹⁰⁷

Toute l'attention des auteurs s'est polarisée sur la tragique campagne de Russie. Les dernières étapes du service impérial ont donc été négligées¹⁰⁸. Selon Jean-René Bory, « *pour les Suisses, une telle destruction (près de 95 % de leurs effectifs) équivaut, en fait, à la fin de leur participation à l'épopée napoléonienne. Il n'est même plus question, à quelques individus près, de les associer aux campagnes d'Allemagne et de France, qui ne sont d'ailleurs que les derniers soubresauts de l'Empire agonisant* »¹⁰⁹. » En réalité, les Suisses continuent

¹⁰³ ACV, K XV K 9/2.

¹⁰⁴ SHAT, XG 12, dossier 2, fol. 220.

¹⁰⁵ SHAT, XG 12, dossier 2, fol. 229.

¹⁰⁶ ACV, K XV K 9/2, N° 13.

¹⁰⁷ Voir à ce sujet l'ouvrage d'Albert Maag: *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten vom Ruckzug aus Russland zum zweiten Pariserfrieden 1813-1815*. Biel, 1894, pp. 1-67.

¹⁰⁸ Voir à ce sujet la thèse de Jean-Christophe Raguet: *Les derniers soldats étrangers de Napoléon I^{er}: 1813-1816. Dissolutions et résurgences du service étranger impérial*. Thèse soutenue le 19 novembre 1998 à l'Université Paul Valéry-Montpellier III sous la direction du colonel Pierre Carles.

¹⁰⁹ Jean-René Bory: *Régiments suisses au service de France (1800-1814)*. Sion, 1975, p. XXVI.

à servir en Allemagne comme ils l'ont fait en Biélorussie l'année précédente, non pas aux avant-postes, mais sur les arrières de la Grande armée. Selon Gilbert Bodinier, «*ils ne prirent pas part à la campagne de 1813, sinon comme troupes de garnison*¹¹⁰.» A ce titre, ils ont tout de même l'occasion de s'illustrer, par exemple à Brême, sous la conduite du chef de bataillon vaudois Du Fresne.

Le 1^{er} mai, 476 soldats du 1^{er} bataillon prennent position à Utrecht, tandis que 98 stationnent à Custrin et 285 à Lauterbourg, soit un effectif de 857 soldats¹¹¹. Début octobre 1813, les premiers bataillons des 1^{er}, 2^e et 3^e régiments suisses forment le noyau d'un corps d'observation sur le Weser et prennent, à dater du 8 octobre, cette dénomination¹¹². Le 1^{er} bataillon du 3^e régiment se compose alors de 629 hommes¹¹³.

La défense de Brême le 13 octobre 1813

La défense de la place de Brême en 1813 est le fait d'armes méconnu des Suisses, à la veille de la grande bataille de Leipzig. Jean-François-Charles Du Fresne sert dans la Grande armée jusqu'au 22 février 1813, puis du 10 juin au 10 novembre de la même année. De Wesel¹¹⁴, le 27 octobre 1813, en tant que lieutenant-colonel commandant le 1^{er} bataillon de guerre du 1^{er} régiment suisse, il fait un rapport circonstancié des journées du 13 au 15 octobre¹¹⁵, que Castella de Berlens s'empresse de remettre au Landamman le 8 novembre¹¹⁶.

Sur ordre du prince d'Eckmühl, le bataillon quitte le 8 octobre Minden pour Brême, où il arrive le 11 octobre. Toute la défense de la ville repose sur les

¹¹⁰ Gilbert Bodinier: «Officiers et soldats suisses de l'Armée du Premier Empire», p. 90.

¹¹¹ Archives fédérales, C 627, fol. 503.

¹¹² Archives fédérales, C 628, fol. 614.

¹¹³ Archives fédérales, C 628, fol. 616.

¹¹⁴ Wesel, ville fortifiée de Rhénanie, au confluent de la Lippe et du Rhin, à environ 30 kilomètres au nord de Duisbourg, près de la frontière hollandaise.

¹¹⁵ Jean François Charles Dufresne, né le 6 avril 1774 à Vevey, fils d'Etienne Du Fresne et de Marie Catherine de Lienhardt (il naît à Vevey le 2 avril 1773 selon Montet), *Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois*. Lausanne, 1877, t. 1^{er} p. 253. Il entre au service du Piémont, dans le régiment suisse bernois de Rochmondet comme sous-lieutenant le 15 mai 1791 et devient lieutenant de grenadiers le 1^{er} juin 1797. Il entre au service de la République française dans la 1^{re} demi-brigade helvétique comme capitaine le 27 janvier 1799, puis devient chef de bataillon dans la 5^e le 12 février 1799 et chef du 3^e bataillon de la 3^e demi-brigade. On observe à son sujet qu'il est «*passablement instruit, de la conduite et de la moralité*». SHAT, XG 42, dossier 2, fol. 16, «Etat nominatif des officiers de la 3^e demi-brigade, Bastia le 2 messidor an X».

¹¹⁶ Archives fédérales, C 627, fol. 561-565.

Suisses, dont un détachement du 4^e régiment¹¹⁷, en plus du 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment. Cette troupe occupe la porte de Hambourg, dite Osterthor, qui est attaquée par surprise le 13 au matin. Selon le major commandant la ville de Brême, «*ce bataillon occupa en arrivant le poste le plus essentiel, la porte ouvrant sur la grande route d'Hambourg et celle que les ennemis cherchèrent à surprendre.*» L'adversaire a alors «*obtenu par son audace l'avantage essentiel d'empêcher au poste avancé, composé d'un caporal et quatre hommes, de communiquer l'alarme. Nous dûmes au sergent de voltigeurs [François] Delapierre, chef de poste un service signalé; il ferma la porte de retranchement au moment où la cavalerie ennemie y arrivait en chargeant.*» La lance d'un Cosaque vient juste de s'être «*trouvée serrée entre les deux battants de la porte*».

La présence d'esprit du chef du poste de l'Osterthor stoppe la première attaque-surprise des partisans prussiens et russes. «*La compagnie de voltigeurs fit ensuite une sortie qui causa la perte de ce détachement (...). Sur 97 voltigeurs sortis de la place, 86 furent tués, grièvement blessés ou prisonniers. Parmi ces derniers se trouva l'adjudant-sous-officier Louis Bornand, décoré à Pölitz*¹¹⁸.» Ce 13 octobre, un détachement est en effet chargé de débusquer l'ennemi du faubourg et se retrouve cerné entre les dunes du Weser et la route de Hambourg par un bataillon de chasseurs prussiens et une nuée de Cosaques. H. de Schaller précise qu'«*ils firent bonne contenance et se laissèrent hacher plutôt que de se rendre*». Selon le témoignage de Dufresne, «*tous les efforts se dirigeaient vers l'Osterthor, nous opposâmes la plus vive résistance toute la journée et je puis vous assurer, mon général, que les officiers et les soldats suisses, seuls engagés dans l'action, se distinguaient à l'envie et montraient un courage et un sang-froid peu commun.*» Du Fresne reçoit un coup de fusil à la partie moyenne et antérieure de la cuisse gauche, tandis qu'il guerroye à la tête de son bataillon¹¹⁹. Le caporal Peneveyre se fait également remarquer par sa bravoure. Néanmoins, la garnison doit capituler avec les honneurs de la guerre le 15 octobre, et remettre la ville aux mains du corps d'armée du général Tettenborn. Les Suisses, comme le reste de la garnison, peuvent repasser le Rhin avec armes et bagages le 25 octobre 1813¹²⁰.

Lors des journées des 13 et 14 octobre, le bataillon perd 180 hommes, tués, blessés ou prisonniers. Ne restent plus alors à disposition que 17 officiers et

¹¹⁷ Archives fédérales, C 629, fol. 480-482. Rapport du 27 octobre 1813 en allemand par le sous lieutenant Landolt relatifs aux combats soutenus à Brême.

¹¹⁸ H. de Schaller: *Histoire des troupes suisses*, p. 185.

¹¹⁹ SHAT, 2 yf, dossier Dufresne N° 156434.

¹²⁰ Cf. lettre de Réal de Chapelle, «colonel commandant le 1^{er} régiment», au Landammann de la Suisse, de Metz le 4 novembre 1813. Archives fédérales, C 626, fol. 386.

389 sous-officiers et soldats. Ailleurs, Du Fresne annonce la perte de 2 officiers et 107 sous-officiers et soldats¹²¹. «*Je dois à la vérité louer la fidélité et le bon esprit des soldats de mon bataillon; outre leur ardeur au feu, ils se sont trouvés exposés à toutes les séductions qu'ont pu employer les officiers ennemis et les mauvais habitants pour les engager à quitter leurs drapeaux, mais ils ont rejeté avec indignation les propositions qui attaquaient à leur honneur*¹²². » Il établit un rapport des événements, de Brême le 24 octobre 1813, qui fait forte impression sur le landamman Reinhard; celui-ci s'empresse de l'envoyer aux Cantons le 5 novembre 1813¹²³. La place de Brême est «*sauvée des horreurs du pillage par la bonne conduite de ce bataillon*»¹²⁴.

Le 30 octobre 1813, les quatre régiments suisses sont «entièrement séparés»¹²⁵. Le 1^{er} bataillon du 3^e régiment est fait prisonnier lors de la prise de Brême, l'autre reste auprès du général Amey, à Landau. Le bataillon neuchâtelois participe à la bataille de Leipzig, au cours de laquelle le général Reynier, trahi en pleine bataille par ses Saxons, est livré à l'ennemi. Des Valaisans prennent également part à cette bataille, entre autres le capitaine Hyacinthe Clemenso (1781-1862), qui est blessé et fait prisonnier.

Le blocus de Wesel

Le 19 novembre 1813, le baron Abyberg informe le Landamman qu'il quitte Brême pour se retirer à Wesel, avec les 1^{er}, 2^e et 3^e régiments suisses, pour faire partie de la garnison destinée au siège. «*Ces trois bataillons sont réduits à 1360 hommes par suite des pertes essuyées par le feu de l'ennemi et dans une retraite pénible, ayant été poursuivis par les Cosaques pendant 48 heures.*» De son côté, le 1^{er} bataillon du 4^e régiment suisse se trouve toujours à Greuningen, mais s'apprête à rejoindre les autres corps suisses. «*Messieurs les généraux sous les ordres desquels je me suis trouvé dans ces circonstances m'ont témoigné leur satisfaction particulière de la bonne discipline et la bravoure de la demi-brigade suisse que j'ai l'honneur de commander*¹²⁶. »

¹²¹ Archives fédérales, C 628, fol. 621. Lettre de Dufresne au baron d'Abiberg, commandant la demi-brigade suisse.

¹²² Archives fédérales, C 627, fol. 565.

¹²³ ACV, K XV, K 3.

¹²⁴ SHAT, 2 yf, dossier Dufresne N° 156434. «Etat des services».

¹²⁵ Archives fédérales, C 628, fol. 678v. Lettre de Louis de May au landammann Reinhard, Landau le 30 octobre 1813.

¹²⁶ Archives fédérales, C 627, fol. 568.

Le 1^{er} novembre 1813, les 540 hommes du 1^{er} bataillon du 2^e régiment suisse se trouvent à Wesel, le 2^e bataillon (199 hommes) et un demi-bataillon (154 hommes) sont avec l'état-major à Lauterbourg. La première compagnie du demi-bataillon se trouve encore à Custrin avec 90 soldats. Le 2^e régiment compte alors 983 hommes¹²⁷.

En novembre 1813, le 1^{er} régiment est en garnison à Wesel avec mission de garder les postes extérieurs de la ville pour lutter contre la désertion. Les Suisses sont chargés de fonctions de police particulièrement délicates¹²⁸.

Le 18 décembre 1813, tous les hommes disponibles des 2^e et 3^e régiments suisses reçoivent l'ordre de « *partir le plus promptement possible pour se rendre à Wesel où ils rejoindront leur bataillon de guerre*¹²⁹. » Le 10 décembre 1813, la demi-brigade suisse ne se compose plus que de 1344 soldats¹³⁰, dont 294 pour le 3^e régiment¹³¹.

7. Le service de France survit à l'effondrement du régime de l'Acte de Médiation

Le régime de l'Acte de Médiation a dix ans; presque personne n'imagine encore qu'il ne passera pas l'année. Le 18 novembre 1813, la Diète extraordinaire, réunie en session extraordinaire, « *à Zurich, notre ville fédérale* », déclare sa neutralité dans la tourmente qui emporte son « protecteur »¹³². Pour produire son effet, cette déclaration de neutralité aurait dû s'accompagner du rappel de ce qui restait des quatre régiments¹³³. Le 16 décembre 1813, dans une lettre

¹²⁷ Archives fédérales, C 627, fol. 571.

¹²⁸ SHAT, XG 43.

¹²⁹ Archives fédérales, C 628, fol. 629, ordre du 18 décembre 1813.

¹³⁰ Archives fédérales, C 628, fol. 626-628.

¹³¹ Archives fédérales, C 628, fol. 631, 15 décembre 1813.

¹³² L'arrêté fribourgeois du 24 novembre 1813 contient la proclamation de la Diète. Cf. *Bulletin officiel des lois, décrets, arrêtés et autres actes publics du gouvernement du canton de Fribourg*, 7^e volume, pp. 158-163. Voir au sujet de cette neutralité Victor Monnier: *Le Général. Analyse juridique de la fonction du commandant en chef de l'armée fédérale suisse de 1798 à 1874*. Bâle et Francfort-sur-le Main, Helbing & Lichtenhahn, 1990, pp. 28-31.

¹³³ « Au mois de décembre 1813, la Diète fédérale décida le rappel des Suisses au service de France », prétendent Lavis Ernest & Rambaud Alfred: *Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*, vol. IX, p. 473.

adressée à Reinhard, Napoléon reconnaît la neutralité que la Diète a proclamée à l'unanimité¹³⁴.

La reconnaissance de la neutralité suisse par l'Autriche passe par le rappel des régiments suisses. Le 9 décembre, alors qu'à la frontière Nord la Confédération du Rhin a été dissoute, le Landamman, bien peu visionnaire en la circonstance, lance encore une circulaire aux Cantons pour les inviter à activer le recrutement de 3000 hommes, destinés à compléter les régiments¹³⁵. On se croirait revenu à l'été 1792, lorsque les onze régiments suisses furent livrés à eux-mêmes en France et quasiment laissés sans instructions. Les Cantons, tétanisés par les événements, avaient attendu septembre 1792 pour battre le rappel de leurs troupes.

Dans un envoi, du 10 décembre 1813, au colonel du 3^e régiment suisse, le chef de bataillon Buecher, depuis Wesel, se montre très pessimiste et empressé de voir revenir les Suisses au pays, *«car les événements présents ne nous laissent que la crainte d'un triste avenir si les circonstances ne changent point et n'améliorent notre position. Nos forces diminuent et il est à appréhender que le tout ne se dissolve en peu de temps sans que nous n'ayons été d'aucune utilité marquante, ni à la France, ni à notre chère patrie. De nouveaux transports de recrues n'alimentent plus nos régiments pour réparer les pertes que nous essuyons. Le mal de désertion s'est glissé dans nos bataillons et commence à reprendre parmi nos soldats. Les hôpitaux se remplissent; le soldat fatigué par un service outré est fort mal logé. Ils sont à plusieurs ensemble couchés sur de la mauvaise paille, quelquefois remplie de vermines, et gagnent de cette manière toutes sortes de maladies.*

L'ennemi aux portes de la ville, connaissant notre situation, profite de ces circonstances. Etant bien servi par les habitants de ce pays, il ne lui était pas difficile de faire semer le bruit trompeur que les soldats suisses, qui quitteraient les drapeaux français, sans avoir cependant dessein de prendre service chez les coalisés, seraient munis de bons passeports et même pourvus d'argent pour s'en retourner dans leur patrie. Ils ont réussi d'égayer les esprits des soldats par ces promesses. Déjà le 1^{er} bataillon compte plus de 40 et le 2^e au moins la moitié de ce nombre de déserteurs depuis notre séjour dans cette ville. J'en ai 10 dans mon bataillon pendant ce temps (...). Chez le reste de la garnison composée de nouveaux régiments, c'est encore pis; la désertion est beaucoup plus considérable que chez nous. L'habillement, usé par le service continuel, commence à se délabrer complètement (...).

¹³⁴ Archives fédérales, C 598, fol. 111.

¹³⁵ Archives fédérales, C 259, fol. 361.

C'est avec une peine extrême que je vois décliner mon beau bataillon de jour en jour. Il était brillant il y a trois mois; il se distinguait par sa belle tenue, sa discipline aussi bien que par son habileté dans les manœuvres. Et quelle perspective ai-je ? De me voir peut-être seul en peu de temps avec mes officiers et sous-officiers. Dans ces circonstances, il n'y aurait rien de si avantageux pour nous tirer encore avec honneur du péril qui nous menace de perdre la bonne réputation dont nous jouissons, que d'être rappelés pour la défense des frontières de notre patrie. Les quatre régiments, étant en Suisse, pourraient être mis au complet et conduits et dirigés par les bons officiers et sous-officiers qui se trouvent dans nos quatre bataillons, nos jeunes compatriotes ne manqueraient pas d'être dressés en peu de temps et formeraient l'élite de l'armée suisse qui, alors même, n'aurait pas besoin d'être aussi considérable. Le gouvernement suisse y profiterait et nous aurions également tous les avantages de notre côté. Exposer aux magistrats de l'Helvétie les avantages d'une pareille demande, c'est se rendre utile à sa patrie¹³⁶. »

Cette demande est également transmise au général en chef des troupes de la Confédération, de Watteville, ancien landammann, par le colonel de May le 28 novembre 1813. De Nancy le 3 décembre 1813, d'Affry fait part de son inquiétude à Louis de May : *«Que deviendrons-nous si, aux termes du traité résultant d'une alliance et annulée par un nouveau système, que deviendrons-nous si les fonds et les recrues capitulées ne sont plus fournis de part et d'autre. Où en sera notre existence politique et militaire ? Deviendrons-nous des cosmopolites errants et isolés ? Il me semble qu'il est du devoir de notre gouvernement de nous éclairer sur notre sort, d'en devenir l'arbitre et de garantir notre existence actuelle ou de nous en créer une nouvelle¹³⁷. »*

Charles d'Affry, colonel du 4^e régiment, se montre également favorable à un rapatriement des Suisses. *«Je ne sais quel parti pendra la Confédération relativement à ses troupes au service de S.M. Le système qu'elle a adopté à la face de l'Europe semble nous annoncer la mise à exécution de l'article 31 de notre capitulation, si toutefois l'on est conséquent avec soi-même. D'après ma manière de voir personnelle, il me semble que cette mesure concordant avec une neutralité absolue tournerait au profit de la Patrie par les services qu'elle a droit d'attendre de ses fidèles enfants; au profit des troupes elles-mêmes qui acquerraient une force numérique et une consistance que leur fidélité et leur valeur leur méritent; et enfin à l'avantage de notre Auguste Médiateur qui, perdant peu dans ses Etats sous le rapport du nombre, verrait les rangs des*

¹³⁶ Archives fédérales, C 628, fol. 626-628.

¹³⁷ Archives fédérales, C 629, fol. 492v.

*Suisses neutres se remplir de soldats qui ont appris à combattre glorieusement sous ses aigles*¹³⁸. »

D’Affry parvient à convaincre de May. Ce dernier brosse un bilan de l’existence des quatre régiments dans un envoi à Reinhard, de Landau, en date du 20 décembre 1813 : *« Ces corps, malgré leur organisation précipitée et par conséquent vicieuse, ont soutenu en diverses occasions la réputation justement méritée que s’étaient acquises les troupes de notre Nation qui servaient autrefois cette Couronne, la plus ancienne alliée de la Confédération helvétique. Je ne me permettrai point de faire ici l’apologie de ces corps, dont la conduite et les désastres sont connues. J’observerai simplement qu’avec des éléments aussi hétérogènes, il est remarquable que nos régiments aient fourni des résultats aussi avantageux. Cela prouve au moins qu’ils n’étaient pas étrangers à l’excellent esprit national qui distingua dans tous les temps le soldat suisse, accueilli et estimé de toutes les puissances européennes. Que votre Excellence considère combien il serait flatteur pour ces troupes soumises depuis leur création aux chances les plus défavorables des événements incertains et rapides de la guerre, d’être appelées à contribuer à la défense de cette patrie si chère, qu’ils n’ont jamais effacée de leurs cœurs, même dans les pénibles moments où il semblait qu’ils en avaient été totalement oubliés. Comme doyen des chefs qui les commandent, j’ose me constituer ici l’interprète de leurs vœux ; puissent-ils être accueillis par le Magistrat suprême de la Suisse qui dirige la résolution de son gouvernement avec tant de sagesse. »*

Cette *« demande instante et respectueuse »* est fondée sur l’article 31 de la capitulation du 28 mars 1812¹³⁹. Anticipant une éventuelle crainte de voir revenir au pays ces soldats, Louis de May tient à affirmer combien il est *« content du bon esprit qui anime ma petite troupe ; des hommes de cette espèce conduits par des officiers estimables et considérés ne sauraient jamais devenir ni mauvais citoyens ni mauvais soldats*¹⁴⁰. » Les soldats suisses devront attendre 1815 pour jouer ce rôle.

Aussitôt que le haut commandement allié informe le Landamman de l’imminence de l’invasion, le général de Watteville décide, le 19 décembre, de céder et de replier ses troupes. Le 20 décembre, à la demande du Landamman, le Canton de Vaud ordonne *« que la censure ne laisse rien insérer »* dans les papiers publics relativement au progrès et à l’état du recrutement des régiments

¹³⁸ Archives fédérales, C 629, fol. 492.

¹³⁹ Archives fédérales, C 628, fol. 524-625.

¹⁴⁰ Archives fédérales, C 628, fol. 625.

suisses¹⁴¹. Le 21 décembre 1813, les premiers détachements autrichiens traversent le Rhin à Bâle.

8. La campagne de 1814¹⁴²

Lors de la campagne de 1814, ce qui reste des régiments suisses est employé dans des places fortes isolées. Alain Pigeard relève qu'en décembre, le 1^{er} régiment «*qui se trouve à Clèves est aimablement reçu par le maréchal Macdonald. En janvier 1814 il se trouve en garnison à Maastricht où la ville est assiégée*¹⁴³. » Pendant ce temps, le 3^e régiment, avec à sa tête le colonel de May, fait partie de la garnison de Landau, encore en Alsace, et participe à la défense de cette place. Après la mort du colonel grison André Raguettly, Rodolphe Louis Emmanuel Réal de Chapelle commande le 1^{er} régiment qui participe au blocus de Metz de janvier à avril 1814. On remarque quelques faits d'armes ponctuels.

Début 1814, le capitaine Jean-Charles Belmont participe en Alsace, avec des restes du 3^e régiment suisse, au blocus de Strasbourg¹⁴⁴, tandis que, sous-lieutenant au 4^e régiment suisse, Charles Aimé Bonjour fait partie de la garnison bloquée pendant six mois et demi à Delftzyl, en Hollande, et s'y distingue d'une manière particulière le 4 septembre 1813, lorsqu'il entre parmi les premiers dans la batterie de Marsum et de Veyvers. Avec 60 hommes, il y encloue 4 pièces de canon. Le 3 mars 1814, il fait 18 prisonniers et «*contribua vivement par son intrépidité à l'enlèvement et à la protection de deux pièces de canon prises sur l'ennemi dans le village d'Amsveer*¹⁴⁵. » Le 3 mars 1814, ce détachement suisse s'empare en pleine campagne de deux canons, les tourne contre l'ennemi et les conduit dans la place. Comme l'écrit H. de Schaller, «*au moment de la prise de Paris, il y avait encore à Wesel, Crefeld, Juliers et Maestricht 300 hommes du 1^{er} régiment, 300 du 2^e, 358 du 3^e, et 80 du 4^e. Le reste du 4^e, cerné à Coverden et à Delfzil, sans nouvelles de la patrie, demeura fidèle à l'Empe-*

¹⁴¹ Archives fédérales, C 259, fol. 363.

¹⁴² Voir à ce sujet l'ouvrage d'Albert Maag: *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten vom Rückzug aus Russland bis zum zweiten Pariserfrieden 1813-1815*, pp. 105-118. Pour le point de vue français, voir Jacques-Olivier Boudon et Jacques Garnier: «La campagne de France», *Napoléon I^{er}*, le magazine du Consulat et de l'Empire, N° 18, janvier-février 2003, pp. 18-29; N° 19, mars-avril 2003, pp. 38-47; N° 20, mai-juin 2003, pp. 14-23; N° 21, juillet-août 2003, pp. 44-53.

¹⁴³ Alain Pigeard: «Les régiments suisses sous l'Empire 1803-1815», *Tradition magazine*, N° 184, décembre 2002, p. 15.

¹⁴⁴ SHAT, XG 71.

¹⁴⁵ SHAT, XG 73.

reur jusqu'à ce que le général hollandais Van der Capellen vint lui signifier le traité de paix¹⁴⁶. »

Octave Byrde¹⁴⁷, du 4^e régiment suisse, est le seul capitaine des quatre régiments suisses à faire les campagnes de 1813 et de 1814. Le 24 juin 1814, le lieutenant-général Brahier certifie que le Vaudois l'a suivi dans sa retraite de Hollande à travers la Frise insurgée, avec sa compagnie, formant l'escorte des caisses des administrations, *«et déployé la plus grande fermeté et le plus grand dévouement dans ces circonstances critiques, particulièrement à Levar-den, et au moment de l'embarquement à Harlingue, où les révoltés offraient jusqu'à soixante louis à chacun de ses soldats pour les porter à la trahison; qu'à Amersfoort il a repoussé avec sa compagnie une masse considérable de cavalerie russe qui était parvenue à pénétrer dans la ville; enfin, que tant dans la retraite que pendant son séjour antérieur à Groningue, sa compagnie était en dernier lieu la seule force militaire disponible pour maintenir une population considérable prête à se révolter. Cet officier a constamment soutenu de la manière la plus éclatante le caractère d'honneur et de loyauté qui distingue sa nation, et que j'ai rendu au Gouvernement le compte le plus avantageux de sa conduite*¹⁴⁸. »

A titre individuel, Louis Lambert, chef d'escadron au service de France, natif d'Yverdon, fait la campagne de 1814 avec ce qui reste de la Grande armée et se trouve aux affaires de Champobert, Saint-Dizier, Bar-sur-Aube, Arcis-sur-Aube, où il a son cheval tué sous lui¹⁴⁹. Après l'abdication de Napoléon, il continue à servir comme premier aide de camp du général Laval, inspecteur général d'infanterie et gouverneur de Dunkerque. Celui qui se fait alors appeler Lambert de Saint-Christophe reçoit la Légion d'honneur le 23 juin 1810 et le grade de chef d'escadron le 3 mars 1813. Le 12 mars 1814, il est fait officier de la Légion d'honneur.

Chef de bataillon à titre provisoire le 18 décembre 1813, chef de bataillon effectif le 22 décembre de la même année, François de Riaz¹⁵⁰ fait partie de l'armée d'observation du Weser en 1813, sous les ordres du général Amey. Il est à

¹⁴⁶ H. de Schaller: *Histoire des troupes suisses*, p. 190.

¹⁴⁷ Né le 30 mars 1779 à Aubonne, lieutenant au régiment de Nyon le 27 mars 1799, capitaine le 10 avril 1799. Il combat les Autrichiens et les Russes en 1799, les insurgés en Suisse en 1802, puis sert aux frontières de la Suisse en 1805. Il est capitaine le 18 mars 1807 dans le 4^e régiment. Cf. SHAT, XG 58, fol. 30.

¹⁴⁸ SHAT, 2 ye, dossier Octave Byrde.

¹⁴⁹ SHAT, XG 94.

¹⁵⁰ SHAT, 3 yf, dossier de Riaz, N° 56090. «Services successifs de Monsieur de Riaz François».

nouveau proposé à Wesel en novembre comme officier de la Légion d'honneur par le duc de Tarente, «*sur les rapports favorables qu'il a eus sur cet officier*». Il se trouve à Utrecht en septembre 1813, et reste bloqué dans la forteresse de Julliers jusqu'à la paix : «*J'eus, dans cette place le bonheur de me distinguer en commandant presque toutes les sorties avec succès*», écrit-il de Lyon le 30 octobre 1820. Il est «*bloqué dans la place de Julliers en 1814 où il a donné des nouvelles preuves de bravoures de zèle et d'activité*». Sa «*conduite distinguée*» en la circonstance est soulignée dans les rapports du général baron Buquet, gouverneur de la ville et citadelle, et du chevalier Saint-Loup, commandant de la place, qui sont insérés dans la presse. «*Il a surtout montré un dévouement absolu pour l'auguste maison des Bourbons ayant été le premier dans la place de Julliers qui donna son adhésion à l'arboration de la cocarde blanche, exemple qui fut suivi par les officiers de la garnison*¹⁵¹. »

9. Le passage de l'Empire à la Restauration en 1814 et le service de France

La Diète, réunie à Zurich, décide, le 29 décembre 1813 d'abroger l'Acte de Médiation et de le remplacer par une simple convention. Mais il faut attendre la certitude de la chute de l'Aigle pour que, le 15 mars 1814¹⁵², la Diète générale des dix-neuf Cantons de la Suisse décrète à l'unanimité que «*les chefs, officiers, sous-officiers, soldats et tous les individus que la Suisse a fournis au gouvernement français en suite de la capitulation du 28 mars 1812 ont cessé d'être au service de Napoléon Bonaparte*. » Elle les déclare «*formellement déliés du serment qu'ils lui avaient prêté*» (article premier). L'article 2 stipule que les soldats suisses doivent désormais «*s'abstenir de toute hostilité directe ou indirecte envers les armées des hautes puissances alliées et spécialement contre les corps de siège ou de blocus qui tiendraient encore pour Napoléon Bonaparte*», tels Maëstricht, Landau, Metz, Sélestat, Besançon, Wesel et Mayence.

Par l'article 3, la Diète émet le désir d'améliorer par une convention provisoire le sort des régiments suisses¹⁵³. La décision est transmise à la France par

¹⁵¹ SHAT, XG 59, fol. 38: «Etat des services des officiers du régiment suisse de Salis N° 4 à l'époque du 1^{er} septembre 1816».

¹⁵² Dr Albert Maag: *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten vom Rückzug aus Russland bis zum zweiten Pariserfrieden 1813-1815*, pp. 217-222.

¹⁵³ Sur le passage des troupes suisses de Napoléon au service de Louis XVIII, voir l'ouvrage d'Albert Maag: *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten vom Rückzug aus Russland bis zum zweiten Pariserfrieden, 1813-1815*, pp. 154-200.

l'intermédiaire de Reinhard, bourgmestre du Canton de Zurich et président de la Diète. Le Sénat français vote le 2 avril la déchéance de Napoléon Bonaparte et appelle, le 6, Louis XVIII à monter sur le trône. Celui-ci conserve les quatre régiments suisses, réduits à environ 3500 hommes, au nom de la traditionnelle amitié franco-suisse. Conformément au décret de la haute Diète de la Confédération suisse du 15 mars 1814, les troupes suisses passent au service du Roi comme si de rien n'était. Les Suisses changent de camp, sans même donner l'impression de changer leur fusil d'épaule. Le Roi s'empresse de récupérer les débris des quatre régiments suisses, qui sont stationnés aux environs de Paris, afin qu'ils fournissent conjointement des détachements pour le service des Tuileries dès le mois de mai 1814¹⁵⁴.

Même si cela n'est pas reconnu officiellement en haut lieu, l'idée de se référer aux capitulations conclues sous l'Empire semble alors prédominante au sein des bureaux d'un ministère de la Guerre dont le personnel a été nommé par Napoléon 1^{er}. On peut lire que les bases du nouveau projet de capitulation « *sont généralement prises dans la capitulation du 17 octobre 1803 et dans celle du 28 mars 1812*¹⁵⁵ ». Lors des Cent-Jours, Caulaincourt, duc de Vicence, peut donc écrire à l'Empereur le 3 avril 1815 : « *La capitulation de 1812 n'a jamais cessé d'être en vigueur. C'est en vertu de cette capitulation qui a été conclue pour vingt-cinq ans que les régiments suisses sont restés en France au retour des Bourbons. Ces capitulations nouvelles n'ont fait d'ailleurs que consacrer les principes établis dans celle de 1812*¹⁵⁶. »

10. Conclusion

Par leurs actions et leurs sacrifices, les soldats suisses contribuent au maintien de l'existence de la Confédération et à la consolidation des nouveaux cantons. A défaut d'avoir été toujours la plus glorieuse, la période impériale forme la partie la plus intense de l'histoire du service étranger. Il faudra qu'un jour nos amis français se souviennent que, durant la campagne de Russie, les Suisses se sont sacrifiés à Polotzk et à la Bérésina, pour couvrir la retraite des Français.

¹⁵⁴ SHAT, Xg 54, 4^e dossier, fol. 13.

¹⁵⁵ SHAT, Xg 3, fol. 31 : « Notes sur le projet de capitulation militaire avec la Suisse ».

¹⁵⁶ AAE, CP. Suisse, 1815, avril-juin, t. 498, fol. 14. Document cité par A. Maag : *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten vom Rückzug aus Russland bis zum zweiten Pariserfrieden, 1813-1815*, p. 490.

Il convient également de redécouvrir la dernière étape du service de l'Empire, même si elle apparaît beaucoup moins spectaculaire. En 1813, un grand nombre de Suisses s'engagent au service de France, tant en raison de la crise économique que de la pression des autorités.

Le 20 novembre 1815, les puissances européennes reconnaissent enfin à Paris « *la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse, ainsi que son indépendance de toute influence étrangère* ». Le service de France va pourtant connaître une suite. Au retour des Bourbons dans les fourgons de la coalition, Louis XVIII a compris qu'il ne peut compter sur ses sujets et s'empresse de s'entourer des fidèles Suisses. Dans ce domaine aussi, il n'a rien appris ni rien oublié. Le 1^{er} juin 1816, de nouvelles capitulations militaires sont conclues entre le Roi de France et les cantons. Six régiments servent la Restauration jusqu'en 1830¹⁵⁷.

A.-J. T.

¹⁵⁷ Sur le dernier service de France, voir l'ouvrage du Dr Albert Maag: *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten während der Restauration und Julirevolution*. Biel, 1899. 864 p.

Zusammenfassung

Die Schweizer dienen unspektakulär im Alltag; sie werden vor allem eingesetzt als das Kaiserreich in Schwierigkeiten ist. Zum Teil treten die Schweizer direkt in die kaiserliche Armee ein und nicht mehr in die Schweizer Regimenter, die gezeichnet sind durch Krankheiten, schlechte Ausrüstung und Ernährung, sowie körperliche Erschöpfung.

Am 1. November 1811 sind 11464 Schweizer im Dienste Frankreichs. Im Russlandfeldzug nehmen die vier Schweizerregimenter erstmals an einer gemeinsamen Aktion teil. Bereits der Anmarsch nach Russland bringt grosse Probleme, die Kälte und die Desertion setzen der Truppe zu; es gibt zahlreiche Todesfälle. Die Schweizer verlieren auf dem Vormarsch einen Drittel des Bestandes. Mit zunehmendem Vordringen in Russland werden die rückwärtigen Verbindungen immer länger und schwieriger; später brechen sie ganz ab. Von 9000 Mann zu Beginn des Feldzuges sind Mitte September noch 2825 Schweizer unter der Waffen und 1200 in Lazaretten. Die Schweizerregimenter kämpfen in den Schlachten bei Polotzk und an der Beresina (Borisowbrücke) mit Bravour, um den französischen Rückzug zu decken. Im November 1812 zählen die Schweizer noch 1300 Mann; sie bevorzugen auf dem Schlachtfeld zu sterben, als sich zu ergeben. Ende 1812 ist der Bestand der vier Regimenter auf ca. 400 Mann zusammengeschmolzen; aus diesen Resten werden vier Kompanien gebildet und zu einem Bataillon zusammengefasst. Die genauen Verluste sind unbekannt, da die Archive der Bataillone in Feindeshand geraten und unauffindbar sind.

Trotz Kapitulation mit Frankreich verläuft die Rekrutierung in der Schweiz zur Auffüllung der Bestände der Regimenter schleppend. Im Mai 1813 bilden vier Schweizerbataillone eine Halbbrigade; die Schweizer werden in der Folge als Garnisonstruppen in Deutschland eingesetzt, unter anderem in Bremen und Wesel. Nachdem die Tagsatzung am 18. November 1813 die Neutralität der Schweiz erklärt hat, werden im Dezember die Schweizer in die Heimat zurückgerufen. Die Reste der Schweizerregimenter werden 1814 in verschiedenen Garnisonen Deutschlands und Frankreichs verwendet; nur wenige Schweizer nehmen bis zum Friedensschluss noch an Kampfhandlungen teil.

Nach der Aufhebung der Mediationsakte wird auch der Dienst im Kaiserreich Napoleons für beendet erklärt. Ludwig XVIII behält die vier Schweizerregimenter bei, reduziert auf ca. 3500 Mann, als Zeichen der traditionellen französisch-schweizerischen Freundschaft. Die Schweizer Truppen wechseln in den Dienst des Königs, wie wenn nichts geschehen wäre.

Durch ihre Aktionen und ihre Hingabe tragen die Schweizergoldaten zur Aufrechterhaltung der Eidgenossenschaft bei. Das Kaiserreich ist die intensivste Periode in den Fremddiensten der Schweiz. Am 20. November 1815 anerkennen die europäischen Mächte in Paris die Neutralität und Unverletzlichkeit der Schweiz, wie ihre Unabhängigkeit von allem ausländischen Einfluss. Der französische Dienst wird unter Ludwig XVIII fortgesetzt. Am 1. Juni 1816 werden neue Kapitulationen zwischen dem König von Frankreich und den Kantonen abgeschlossen; sechs Schweizerregimenter dienen der Restauration bis 1830.

Le cas de la « Gazette de Lausanne » lors de la campagne d'Autriche (1809)

■ D^r Georges Andrey¹

L'intérêt de l'historien pour l'information militaire à l'époque napoléonienne va de soi. Le XIX^e siècle débute par des années de guerre, comme finit le XVIII^e. On considère généralement que ce qu'on appelle « guerres de la Révolution et de l'Empire » couvre une période s'étalant de 1792 à 1815. Dans ce cadre chronologique, l'Europe napoléonienne occupe, au sens étroit, les années 1804 à 1814 (décennie impériale) et, au sens large, les années 1799 à 1815 (inclusion du Consulat et des Cent-Jours)².

Dans un cas comme dans l'autre, la France domine l'Europe. Son omniprésence dicte les grandes pages de l'histoire, y compris dans le domaine culturel puisque la langue de Voltaire, reconnue universelle par l'Académie de Berlin³ avant même la Révolution de 1789, atteint alors son apogée, appuyée sur l'hégémonie stratégique d'un coq gaulois dont l'appétit insatiable égale le chant séducteur. Le succès appelant le succès, l'expansion française atteint son apogée en 1810 par le mariage de Napoléon avec Marie-Louise d'Autriche. L'Europe napoléonienne (120 millions d'habitants) tient la dragée haute à une Europe non napoléonienne certes aussi peuplée que sa rivale (125 millions d'habi-

¹ Georges Andrey a obtenu une licence et un doctorat ès lettres à l'Université de Fribourg avec une thèse sur *Les émigrés français dans le canton de Fribourg (1789-1815)*. Après une période d'assistantat aux universités de Fribourg et de Berne, il devient co-rédacteur de *l'Année politique suisse*, puis collaborateur scientifique au Département fédéral des affaires étrangères. Dès 1980, il est parallèlement chargé de cours en histoire des médias à l'Institut du journalisme et des communications sociales de l'Université de Fribourg, puis chargé de cours en histoire moderne. Avec Alain-Jacques Tornare, il est l'auteur de *Louis d'Affry. 1743-1810. Premier landamman de la Suisse*. Genève, Slatkine, 2003.

² Les sept coalitions, alliances des puissances européennes contre la France et ses alliés se comptent à partir de 1792 et non de 1799, arrivée au pouvoir de Napoléon Bonaparte. Mais seule la première (1792) est conclue avant lui.

³ L'Académie de Berlin couronne le *Discours sur l'universalité de la langue française* de Rivarol en 1784.

tants), mais aux contours instables, tributaires du jeu diplomatique et des alliances successives entre puissances jalouses de la sauvegarde de leurs propres intérêts⁴. C'est dire sa faiblesse face à la masse imposante et apparemment invincible d'un bloc commandé de Paris par celui qu'on dénomme volontiers «le Maître de l'Europe».

Napoléon Bonaparte s'y connaît en matière d'information, de presse et de propagande⁵. Il est sans égal dans la manière de les contrôler et de les exploiter. Ce savoir-faire, les historiens le lui reconnaissent. Dès lors, comment un homme d'Etat qui a bâti sa carrière sur les armes lâcherait-il la bride à la presse ! Pour Napoléon plus encore que pour Bonaparte, la liberté de la presse, dont il dit admettre le principe, ne se conçoit pas comme droit de l'homme, mais plutôt comme faculté de l'individu de s'exprimer dans le cadre d'institutions légales dûment reconnues et qui en appellent à son dévouement inconditionnel. Loin d'être dupe de cette conception plus étatiste que libérale, Germaine de Staël, opposante à l'Empire, trouve le mot juste quand elle parle de la «tyrannie barbare» qui, selon elle, caractérise la presse de l'époque⁶. Nous y reviendrons.

Quelle est la place de la Suisse dans ce contexte général ? En droit international public, elle est liée à sa grande voisine occidentale par l'Alliance défensive du 27 septembre 1803, signée à Fribourg à la faveur de la première Diète qui, en vertu de l'Acte de Médiation du 19 février, inaugure officiellement sur sol helvétique le système nouveau de la Confédération des XIX Cantons, élaboré et décidé à Paris par la Consulta⁷. Fait majeur pour notre propos, cette alliance, à placer dans la tradition séculaire d'une «Suisse neutre et amie de la France», est assortie d'un Traité de capitulation militaire⁸ du même jour, conclu du côté français par le général et ministre plénipotentiaire Ney, futur prince de la Moskova, et du côté suisse par le général et landamman Louis d'Affry, premier président de cette nouvelle Confédération née le 30 pluviôse An XI (19 février 1803) sur les bords de la Seine, au terme d'un laborieux accouchement de plusieurs mois, bien accueilli par la population suisse⁹. Tout est bien qui finit bien !

⁴ Voir Jean Tulard : *Le Grand Empire*. Paris 1982.

⁵ Voir Jean Tulard (dir.) : *Dictionnaire Napoléon*. Paris 1987, article «Propagande» par François Monnier, p. 1406 ss.

⁶ Voir Georges Andrey : «Bonaparte, le nouvel Hannibal ou la presse au service de la propagande. Le cas de deux publications (1800-1801)», *Actes Colloque Bonaparte du bicentenaire 1800-2000*. Zürich, Thesis Verlag, 2001, p. 131-148.

⁷ Voir Georges Andrey et Alain-Jacques Czouz-Tornare : *Louis d'Affry 1743-1810 Premier landamman de la Suisse. La Confédération suisse à l'heure napoléonienne*. Genève, Slatkine, 2003.

⁸ Ibidem, p. 183 ss.

⁹ Ibidem, p. 1-5.

Ce Traité, qui renoue avec la longue tradition franco-suisse du service capitulé, dit aussi soldé ou «étranger» (du mot alémanique *Fremdendienst*), stipule l'engagement par la Grande Nation de 4 régiments de 4000 hommes, soit, à un moment où la Suisse connaît un taux de chômage élevé, 16000 emplois bienvenus offerts aux jeunes et moins jeunes du pays. Tant que les armées du «Général heureux» seront victorieuses, ils n'hésiteront pas à en garnir les rangs, que ce soit pour y gagner leur vie, en gravir les échelons, y cueillir des médailles ou sillonner la vaste Europe par simple goût de l'aventure ou par obligation. Ajoutons-y le besoin pour certains d'échapper à l'atmosphère étouffante du milieu ambiant, à la tyrannie d'un père trop autoritaire ou à la tentation suicidaire de l'amoureux éconduit, et l'on aura un tableau assez complet des raisons susceptibles d'expliquer l'attrait de la Grande Armée dans sa phase la plus glorieuse et la plus économe en sang versé. Ce moment coïncide avec l'éclat du soleil d'Austerlitz (2 décembre 1805). Ce n'est pas celui qui nous paraît le plus riche d'enseignements pour traiter de l'information militaire. La campagne d'Autriche et le terrible choc de Wagram, quatre ans plus tard, nous instruisent mieux sur les tours et détours des techniques de manipulation et de désinformation.

Par l'Alliance et la Capitulation de 1803, la Suisse de la Médiation, c'est indéniable, fait partie de l'Europe napoléonienne. Géopolitiquement, elle s'y trouvera même complètement englobée dès 1810: tous ses voisins forment un même système continental. Or, grâce à sa neutralité «médiatisée»¹⁰ et généralement respectée par les deux Europe (les exceptions confirment la règle), la Confédération helvétique vit en paix dans l'Europe en guerre¹¹. Les dernières troupes françaises, dites «d'observation» du Général Premier consul, qui y stationnaient encore depuis octobre 1802 en vertu de la «médiation armée»¹² dûment sollicitée par la Suisse, se retirent en février 1804. L'insolente et placide liberté helvétique dans une Europe à feu et à sang fait l'originalité de l'histoire nationale de la Confédération à l'heure napoléonienne.

C'est sous cet angle qu'il convient d'étudier l'information militaire telle qu'elle est donnée par la presse suisse de l'époque. Les journaux d'un pays épargné par la guerre n'informent pas comme ceux des pays qui y sont impliqués. La

¹⁰ Voir Georges Andrey et Alain-Jacques Tornare: «La Suisse en paix dans l'Europe en guerre (1803-1813) ou les vertus de la neutralité médiatisée», Alfred Dufour, Till Hanisch, Victor Monnier (dir.), *Bonaparte, la Suisse et l'Europe*. Actes du Colloque européen d'histoire constitutionnelle pour le bicentenaire de l'Acte de Médiation (1803-2003), Genève, Schulthess Médias Juridiques SA, 2003, p. 321-347.

¹¹ Georges Andrey et Alain-Jacques Czouz-Tornare: *Louis d'Affry*, op. cit., p. 8-10 et 248-249.

¹² Voir Georges Andrey: «L'Acte de Médiation porte-t-il bien son nom?», Actes du Colloque franco-suisse de la Sorbonne (mars 2003), à paraître.

comparaison pourrait d'ailleurs être faite avec les situations identiques de la guerre franco-allemande de 1870-1871 et des deux conflits mondiaux du XX^e siècle. Tel n'est pas notre propos ici : nous nous concentrerons sur la description, aussi précise et circonstanciée que possible, d'un cas, celui de la *Gazette de Lausanne* lors de la campagne d'Autriche de 1809, dominée par l'instinct paroxystique de la bataille de Wagram (5-6 juillet).

Le régime de la presse suisse sous l'Acte de Médiation (1803-1813)

Il convient au préalable de décrire, dans ses grandes lignes, le régime de presse qui est celui de la Médiation¹³. On l'imagine, il n'est pas sans analogie avec celui qu'a connu le pays lors des deux guerres mondiales. Mais, là encore, on prendra le risque de laisser le lecteur sur sa faim. Ce dernier, fort de son bon sens, concevra sans peine qu'une presse du temps de guerre ne saurait jouir de la même liberté qu'en temps de paix. La question est plutôt de savoir dans quelle mesure cette liberté a été limitée, dans quelle mesure aussi la censure a été efficace. On tâchera de le montrer dans le cas de la décennie 1803-1813, celle qui voit se former quatre coalitions successives, les seules années d'accalmie étant 1803-1804, 1808 et 1810-1812. Les coalitions ne disent d'ailleurs pas tout : la guerre d'Espagne, si cruelle, occupe les colonnes des journaux dès 1808. Dès l'été 1812, c'est la campagne de Russie, glorieuse puis désastreuse. On n'oubliera pas non plus que la paix d'Amiens, conclue entre l'Angleterre et la France le 25 mars 1802, est rompue par Londres dès le 16 mai 1803. Elle le restera jusqu'au Traité de Paris du 30 mai 1814.

Partie intégrante de l'Europe napoléonienne, la Suisse de la Médiation connaît, en matière de presse, un système similaire, fondé sur deux principes : celui, institutionnel, du contrôle général (censure et autorisation préalables) et celui, informel, de l'exploitation par le pouvoir (propagande). La formule lapidaire de Germaine de Staël citée plus haut résume avec bonheur ce qui est à la fois une conception et une pratique : la « tyrannie » de la censure, préventive et répressive, réduit au silence les feuilles indociles, tandis que les impératifs de la propagande astreignent les autres à la logorrhée propre aux caisses de résonance de la bonne parole officielle. D'où le statut inconfortable des journaux et des journalistes : asservis d'une part, courtisés de l'autre, ils sont considérés par le pouvoir comme aussi indispensables que dangereux.

¹³ Voir Christoph Guggenbühl : *Zensur und Pressefreiheit. Kommunikationkontrolle in Zürich an der Wende zum 19. Jahrhundert*. Zürich, Chronos Verlag, 1996, p. 271 ss.

Cette situation foncièrement ambiguë dit à la fois la fragilité et la pérennité de la presse, sa vulnérabilité et sa force. Sa liberté est conditionnelle, elle a un prix : elle s'achète par allégeance à l'ordre établi. Une coexistence s'instaure, fruit de compromis entre le besoin de vivre de l'entreprise de presse, l'aspiration du lecteur à une information fiable et la nécessité de l'autorité de donner d'elle-même une image convenable. Il n'y a pas de régime politique indifférent à sa propre popularité. La formule fameuse, « Qu'importe qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent », applicable aux gouvernés par le gouvernant, n'est pas viable à terme. La tyrannie pure est éphémère. A presse asservie, régime desservi ! Raison pour laquelle, vis-à-vis de ce que, dès 1787, le journaliste anglais Edmund Burke appelle « le quatrième pouvoir »¹⁴, les trois premiers, aussi tyranniques qu'ils puissent être, sont toujours en quête d'un *modus vivendi* garant de leur apparente honorabilité. En d'autres termes, pouvoir politique et pouvoir médiatique (prenons le mot avec ce qu'il comporte de capacité de séduction) sont condamnés à coexister.

Dans son évolution générale, la politique de presse pratiquée par les autorités de la Médiation est celle d'un durcissement, reflet de celui constaté en France dans le passage du Consulat à l'Empire¹⁵. Cette similarité pourrait étonner : la Confédération des XIX Cantons ne disposant ni de gouvernement central ni de parlement souverain (la Diète ne légifère pas mais vote des « recès » invitant les cantons à légiférer), on a à faire à autant de régimes de presse que d'Etats cantonaux. Or une évidente uniformité s'instaure en la matière, même si certains cantons légifèrent et d'autres pas. C'est le fruit d'un consensus.

Le Landamman¹⁶ ou Président de la Confédération dispose, en tant qu'autorité de surveillance, de compétences non négligeables en matière de police et d'ordre public. Il est en outre doté de pouvoirs importants de décision, d'initiative et de coordination dans le domaine diplomatique, notamment en cas de crise et dans les situations d'urgence. Son pouvoir d'appréciation lui confère une liberté d'action que l'historiographie traditionnelle sous-estime. En effet, le Landamman de la Suisse détient seul les prérogatives dont il vient d'être question : en l'absence de Conseil ministériel, il est délié des devoirs de concertation et de collégialité qui seront ceux du Conseil fédéral à partir 1848 et qui sont encore les siens aujourd'hui. Il n'a de compte à rendre qu'à la Diète, laquelle ne se réunit, ordinairement, qu'une fois par an. Or, à notre connaissance, des huit

¹⁴ Voir Georges Andrey : « Comment écrire l'histoire de la presse valaisanne ? », Actes du colloque *Révolutions, Institutions, Mémoires, l'héritage de 1798-1848*. Sion, Annales valaisannes 1998, 1999, p. 105-106.

¹⁵ Voir André Cabanis : *La presse sous le Consulat et l'Empire (1799-1814)*. Paris, 1975.

¹⁶ Voir Georges Andrey et Alain-Jacques Czouz-Tornare : *Louis d'Affry*, op. cit., p. 1 et 389.

landammans¹⁷ qui président, à tour de rôle et pour un an, la Confédération de 1803 à 1813, aucun n'est jamais blâmé pour sa gestion. Tout se passe comme si, spontanément, une discipline fédérale s'imposait aux dix-neuf Etats souverains. Il n'est pas hasardeux d'y voir, face à l'Europe bipolaire incorrigiblement guerroyante et partant dangereusement instable, l'expression d'une solidarité et d'une volonté de cohésion d'allure proprement nationale. En d'autres mots et avant la lettre, une union sacrée. Tel est l'esprit qui, dans le domaine de la presse comme en bien d'autres, inspire les décisions prises par les instances fédérales durant la belliqueuse décennie 1803-1813. En voici quelques exemples.

Peu après son retour de Paris, le landamman d'Affry, l'Acte de Médiation sous le bras, fait usage des pleins pouvoirs dont il est nanti pour intervenir en matière de presse. En avril 1803, il pose le principe fondamental que «la liberté de la presse soit contenue dans les limites que demandent le bien commun et l'ordre actuel des choses¹⁸.» Aucune résistance quelconque – officiellement du moins – à cette recommandation présidentielle ne se manifeste chez les autorités cantonales zurichoises auxquelles elle est adressée et où se publient deux gazettes rivales, *Der Republikaner*, que rédige Usteri, et la fameuse *Bürkli-Zeitung*¹⁹.

Qu'en est-il du canton de Vaud où paraissent également deux journaux, les deux seuls de la Suisse francophone, la *Gazette de Lausanne* et le *Nouvelliste vaudois*? En mai, d'Affry écrit au Petit Conseil, présidé par Monod: «*Les circonstances actuelles exigent une surveillance nouvelle et sévère sur les papiers publics. Les difficultés qui s'élèvent entre diverses puissances sont étrangères à la Suisse et il est entièrement convenable qu'aucun papier public imprimé en Suisse ne se permette aucune improbation et ne jette aucun blâme sur les faits qui naîtront de ces difficultés*²⁰.»

Le 30 mai, de Fribourg, canton directeur dont il est avoyer président, c'est-à-dire chef d'Etat, le landamman d'Affry adresse une circulaire à ceux des autres cantons où se publient d'importants journaux et leur demande d'instituer des offices de censure²¹. Tous s'exécutent. Fribourg, qui se doit de prêcher par l'exemple, puis Zurich où, il est vrai, on se hâte lentement (les Conseils délibèrent pendant deux ans)²², promulguent une loi en la matière. Pour sa part,

¹⁷ Ibidem, p. 216-217, avec liste des noms de tous les landammans de la Médiation.

¹⁸ Fred de Diesbach: *Louis d'Affry 1743-1810*, tapuscrit inédit, p. 254, Fonds d'Affry dit de Boccard, Archives de l'Etat de Fribourg (Suisse). Consultation sur autorisation.

¹⁹ Ibidem, p. 255. Voir aussi Christoph Guggenbühl, op. cit., p. 274-275.

²⁰ Fred de Diesbach, op. cit., p. 255. Voir aussi André Cabanis: «Le statut de la presse vaudoise pendant le premier tiers du XIX^e siècle», *Revue historique vaudoise*, 89^e année, Lausanne 1981, p. 100-101.

²¹ Fred de Diesbach, op. cit., p. 255.

²² Voir Christoph Guggenbühl, op. cit., p. 277 ss.

Berne – démenti à sa proverbiale lenteur ! – devance la circulaire fédérale et, ce 30 mai 1803, ordonne aux journalistes, sous peine de suppression de leurs gazettes, de « s’abstenir d’observations et de critiques sur des objets politiques et de se borner à relater des faits²³. »

D’Affry le « dictateur » (c’est le titre à la romaine qu’il se donne sur le ton de l’autodérision²⁴) ayant déposé ses pleins pouvoirs temporaires devant la première Diète qu’il préside, c’est en lien avec elle que, le 8 août, à titre de Landamman de la Confédération, il invite les cantons à la vigilance quant aux commentaires que les journaux feraient des travaux de la Diète même. Les papiers publics se voient interdire d’émettre une quelconque critique à son encontre, comme aussi envers les gouvernements cantonaux. Tout éditeur soumettant un article à la censure est tenu d’en révéler l’auteur²⁵. La surveillance vise aussi les journaux étrangers vendus en Suisse. La *Gazette de Tubingue* ayant publié un article indiscret sur les affaires politiques de la Confédération, le Landamman écrit au gouvernement du Wurtemberg pour lui faire part de son désagrément et menace le journal d’une mesure d’interdiction sur territoire helvétique. Il va de soi que les lignes incriminées sont de la plume d’un correspondant du journal en Suisse. D’Affry en demande même l’identité. Par quoi on voit que la nouvelle Confédération est décidée à se faire respecter²⁶.

Toutes les mesures qu’on vient de mentionner datent de 1803, année pourtant relativement calme sur le plan international : pas de coalition, aucune hostilité aux frontières de la Suisse. Pourquoi donc cette fébrilité de la classe dirigeante ? Pour trois raisons au moins. D’abord, Bonaparte s’est porté garant de l’Acte de Médiation, c’est-à-dire du maintien de la paix intérieure après la guerre civile de 1802 où deux armées suisses s’étaient affrontées sur le Plateau (bataille de Faoug du 3 octobre 1802). Il faut donc éviter que « l’esprit de parti », désigné comme destructeur du lien social²⁷, ne reprenne le dessus par le ferment de la presse, qu’il ne ruine la réconciliation obtenue grâce à la Consulta et qu’il ne provoque finalement une nouvelle intervention militaire française. Ensuite, le nouveau régime de la Médiation est dominé par les treize anciens Cantons et leurs élites de retour au pouvoir²⁸. Les habitudes invétérées

²³ Fred de Diesbach, op. cit., p. 254.

²⁴ Voir Georges Andrey : « Ma dictature ». Le discours du landamman d’Affry devant la Diète fédérale de Fribourg (4 juillet 1803), *Actes du colloque « Médiation »* du 10 octobre 2004 à Fribourg (Suisse), à paraître. Voir aussi Georges Andrey et Alain-Jacques Czouz-Tornare : *Louis d’Affry*, op. cit., p. 262-263.

²⁵ Fred de Diesbach, op. cit., p. 255.

²⁶ Idem.

²⁷ Georges Andrey et Alain-Jacques Czouz-Tornare : *Louis d’Affry*, op. cit., p. 264-265.

²⁸ Ibidem, p. 15-17.

d'Ancien régime en matière de presse reviennent en force au détriment des principes de liberté proclamés par la République helvétique: autorisation et censure préalables vont de soi. Enfin, le souci de prévenir toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures pousse la Confédération à maintenir une stricte neutralité morale, basée non seulement sur l'abstention d'un quelconque jugement de valeur ou commentaire quant aux faits et gestes des gouvernements européens, mais aussi sur les égards et formules de politesse qui leur sont dus dans la simple narration des événements. Le respect des convenances envers «ceux qui gouvernent» est un critère constitutif de la neutralité helvétique.

Cette conception des relations helvético-européennes vaut aussi pour les rapports entre Etats cantonaux souverains: la neutralité est également et depuis toujours à usage interne; elle régit le ménage helvétique autant que la notion de fraternité confédérale. Ce faisant, les exigences imposées à la presse en matière d'information étrangère valent aussi pour la manière de traiter l'information relative aux cantons et à leurs relations réciproques, encore réglées par un important protocole diplomatique. L'Ancien régime avait poussé si loin ce principe de respectueuse neutralité mutuelle que les XIII Cantons et leurs Alliés en étaient venus à interdire purement et simplement toute information d'ordre politique sur les affaires intérieures du Corps helvétique²⁹. Le lecteur suisse était ainsi mieux informé sur l'actualité étrangère que sur son propre pays. La République helvétique corrigea cette anomalie. La Médiation s'est faite, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, l'héritière de l'Helvétique, mais en imposant aux censeurs cantonaux des directives de constante et rigoureuse vigilance.

Ainsi en est-il dans le canton de Vaud, soucieux de ne donner à celui de Berne aucun prétexte d'intervenir dans ses affaires intérieures³⁰. La grande préoccupation du Petit Conseil est d'éviter tout incident susceptible de dégénérer en *casus belli* avec l'Etat naguère suzerain et avec raison suspecté de secrètes ambitions de reconquête. Les Vaudois, indépendants depuis 1798 et souverains depuis 1803, n'oublient pas qu'il y a cinq ans ils étaient encore sujets de Leurs Excellences et qu'actuellement une partie même de l'opinion indigène ne cache toujours pas ses sympathies pour l'ancien seigneur et maître. «Douce servitude», aurait dit La Boétie.

²⁹ Voir *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, t. 2, Neuchâtel 1924, article «Censure», p. 456.

³⁰ Voir Silvio Corsini: «De l'huile dans les rouages de la machine. La censure vaudoise à pied d'œuvre», Fabrizio Panzera, Elisabeth Salvi, Danièle Tosato-Rigo (dir.), *Créer un nouveau canton à l'ère des révolutions. Tessin et Vaud dans l'Europe napoléonienne 1798-1815*. Prahins (Suisse), Editions du Zèbre, p. 279 ss.

C'est à la lumière de ces faits qu'il convient d'interpréter la réglementation vaudoise en matière de presse: censure préalable (décision du 9 mai 1803) et autorisation préalable (arrêté du 3 avril 1804)³¹. La première loi vaudoise sur la presse ne sera adoptée qu'en 1822. Jusque-là prévaudra un régime de simple ou de haute police, laissant au gouvernement et à l'administration une appréciable marge de manœuvre. C'est dire qu'il s'agit pour les gouvernants d'arbitrer cas par cas entre deux ordres de priorité: d'une part, les impératifs de la sécurité intérieure et extérieure; d'autre part, les aspirations de la majorité des gouvernés aux libertés modernes, qu'elles soient d'expression (celle du journaliste), d'entreprise (celle de l'éditeur propriétaire) ou d'accès à l'information (celle du lecteur). Il n'y a aucune raison de douter a priori des autorités vaudoises de la Médiation quant à leur sensibilité à cette triple liberté. En quoi elles sont véritablement, pour employer un terme alors choyé, «éclairées». Mais les lumières dont elles se réclament – héritage du XVIII^e siècle? – ne sauraient porter ombrage à la raison d'Etat.

La «Gazette de Lausanne» et la campagne d'Autriche (1809)³²

L'information militaire, abondante, que livre le journal vaudois sous la Médiation s'inscrit naturellement dans le contexte qu'on vient de décrire. Il conviendrait, au préalable, de brosser le portrait de l'organe de Miéville. On sait en fait peu de choses sur sa gestion à cette époque³³. En l'absence du fondateur, alors à Paris, c'est Fornerod, l'un de ses collaborateurs, qui, de 1804 à 1812, tient la plume. Quant à Henri Vincent, dont le nom figure à l'en-tête du journal, il est «Imprimeur & Editeur». La «Feuille Miéville» passe pour l'organe officieux du gouvernement, tandis que le *Nouvelliste*, devenu *Journal suisse* en 1804, joue l'opposition, avec Briatte comme rédacteur jusqu'en 1808, et Soutter depuis lors. Les deux organes rivaux sont bihebdomadaires. Il n'y a pas de quotidien dans le Pays romand à l'époque. La qualité typographique du *Journal suisse* est supérieure à celle de la *Gazette de Lausanne*. L'organe de l'opposition donne l'apparence d'une meilleure santé. Mais on ignore son tirage,

³¹ André Cabanis: «Le statut de la presse vaudoise pendant le premier tiers du XIX^e siècle», *Revue historique vaudoise*, 89^e année, 1981, Lausanne 1981, p. 99 ss.

³² Sur la campagne d'Autriche, voir Jean Tulard (dir.): *Dictionnaire Napoléon*, op. cit., p. 347-350, par Jacques Garnier, avec carte.

³³ Voir Pierre Grellet: *Reflets de cent cinquante années. La «Gazette de Lausanne» de 1798 à 1948*. Lausanne, 1948, p. 31 ss. Voir aussi André Cabanis: *La presse politique vaudoise sous la République helvétique*. Lausanne, 1979, p. 141-143 («Liste des personnalités citées»).

Le prix de l'abonnement pour le Canton de Vaud & le Valais, est de 11 fr. pour un an, 5 fr. 10 s. pour six mois, & 3 fr. 5 s. pour trois mois. — Pour le canton de Fribourg, 11 fr. 10 s. pour un an ; 5 fr. 15 s. pour six mois. & 3 fr. 10 s. pour trois mois. — Pour Neuchâtel, Berne & les autres Cantons de la Suisse, de 12 fr. pour un an 6 fr. pour six mois, & 3 fr. 40 s. pour trois mois. — Les abonnemens se paient d'avance. Toutes les lettres & l'argent adressés au bureau de la Gazette de Lausanne doivent être affranchis. On s'abonne dans tous les bureaux des postes.

NB. Les avis se paient aussi d'avance.

A LAUSANNE, (No. 5.) Chez HENRI VINCENT,
Imprimeur & Editeur.

GAZETTE DE LAUSANNE.

Mardi 18 Juillet 1809.

ANGLETERRE. De Londres, le 2 juillet.

Le chancelier d'Angleterre a terminé, le 21 juin, la session du parlement par le discours suivant :

Milords & messieurs, — " L'incertitude des choses humaines & les vicissitudes qui accompagnent la guerre, ne nous permettent pas de nous livrer avec trop de confiance à l'espérance de voir la lutte présente se terminer heureusement, car nous avons à lutter contre un ennemi d'un génie actif à qui tout prospère, & dont tous les desseins, même les plus incroyables, s'accomplissent toujours ; cependant S. M. nous ordonne de vous féliciter des succès qui viennent de couronner les armes de l'empereur d'Autriche.

S. M. m'ordonne de vous assurer qu'elle est résolue de continuer d'aider & de soutenir de tout son pouvoir les efforts que fait cette puissance, persuadée que vous pensez avec elle que toutes les mesures qui tendent au rétablissement de son indépendance ne sont pas moins utiles aux vrais intérêts de la Grande-Bretagne, qu'elles sont convenables à son caractère & à son honneur. »

Après ce discours, le chancelier a annoncé au parlement qu'il était prorogé jusqu'au jeudi 16 août prochain. — On nous assure que l'on a découvert une conspiration dans la Basse-Hongrie ; que le prince Esterhazy aspirait à la couronne de Hongrie, & que les français appuyaient ses prétentions. Nous ne serions pas surpris que Bonaparte ne vint à bout de déterminer la Basse-Hongrie à proclamer son indépendance.

(Times)

— On pousse avec la plus grande activité l'expédition secrète qui sera la plus formidable dont l'histoire de la Grande-Bretagne fasse mention. Le commandement des forces maritimes sera confié à S. Rich. Strachan ; les forces de terre seront commandées par lord Moira. Les troupes seront embarquées en partie sur des vaisseaux de guerre. On a débarqué les matelots de la flotte russe, des transports sur lesquels on les avait mis ; ces transports seront employés à la grande expédition. La presse des matelots se fait avec beaucoup de sévérité, & tous les bâtimens sont retenus à des prix très-élevés, pour transporter l'artillerie, les bateaux plats & la cavalerie. On embarque de l'artillerie de siège avec des munitions pour six mois de siège, & une grande quantité d'artifice incendiaire du colonel Congrève.

(Statesman.)

— Une lettre particulière annonce la prise d'une frégate (*el Casamero*) venant de Buenos-Ayres, expédiée par Liniers. Elle avait à bord beau-

Tome X.



Antoine Miéville.

comme celui de son concurrent. Quoi qu'il en soit, le fait est là: les deux titres coexistent. Ils paraissent avoir trouvé un *modus vivendi*, parfois rompu par de légères frictions apparemment sans lendemain. C'est que la conjoncture n'est pas défavorable. Sur le plan économique, l'actualité du théâtre de la guerre aiguise la curiosité du public et amène aux journaux bien faits de nouveaux abonnés. Sur le plan politique, le régime de la Médiation est une époque d'apaisement des passions; toute feuille qui adopte le ton de la modération peut voir son avenir avec sérénité. On semble l'avoir compris sur les bords du Flon.

Tel est le climat dans lequel baignent les rapports de force des deux journaux de 1804 à 1812. C'est alors que, de retour de Paris d'où il ramène probablement quelques bonnes recettes, Miéville parvient – important investissement sans doute – à améliorer le look de sa feuille. D'où vient l'argent? Des recettes accumulées par le journal à la faveur de la guerre? De la famille, d'amis politiques, de frères en loge³⁴? Toujours est-il que la nouvelle formule de son journal semble plaire à ses lecteurs (les lectrices devront encore patienter pour

³⁴ Voir Georges Andrey, Hubert Foerster, Alain-Jacques Tornare: *La franc-maçonnerie à Fribourg et en Suisse du XVIII^e au XX^e siècle*. Genève, Slatkine, Fribourg, Musée d'art et d'histoire, 2001, p. 133, 134 et 138.

avoir leur feuilleton). Quatre ans plus tard, il élimine son concurrent en l'absorbant : la désormais fameuse *Gazette de Lausanne* et *Journal suisse* est née. Il en sera l'homme orchestre jusqu'à sa mort en 1852, à l'âge de quatre-vingt-six ans³⁵.

En 1809, alors que l'Autriche, alliée à l'Angleterre, affronte l'Europe napoléonienne (cinquième coalition), Miéville, quarante-trois ans (il n'a alors fait que la moitié exactement de sa longue vie), dirige de Paris la *Gazette de Lausanne*, titre adopté lors de son départ pour la capitale française en 1804. On imagine qu'ainsi logé au cœur du pouvoir de décision impérial, il est en mesure de passer à Fornerod des informations précieuses, souvent faites d'ailleurs de rumeurs, sur le déroulement des opérations militaires. L'absence de sources ne nous permet pas de vérifier cette présomption. Une comparaison avec les nouvelles publiées par le *Journal suisse*³⁶ pourrait nous dire en quoi la *Gazette* fait œuvre d'originalité. Mais la marge de manœuvre est étroite, la censure veille. Il reste au lecteur du XXI^e siècle à faire comme celui de 1809 : lire attentivement le journal en prêtant une attention particulière à l'information militaire. Une différence néanmoins dans la démarche : la lecture qui sera la nôtre se fera sous deux angles : quantitatif et qualitatif. Les « études de presse » à l'ère napoléonienne étaient le fait des censeurs et des spécialistes de la propagande, pas des chercheurs, historiens et autres universitaires !

Repérer et grouper la totalité des nouvelles d'ordre militaire contenues dans la *Gazette de Lausanne* sur la campagne d'Autriche serait une tâche disproportionnée par rapport à la place qui nous est ici impartie. Ce serait plus d'un millier de dépêches totalisant dix à quinze mille lignes imprimées qu'il s'agirait de classer et d'analyser. Le volume d'informations ainsi recueillies serait calculé en pourcentage de la surface totale imprimée. Les pour-cents, répartis par mois, dessineraient une courbe en forme de cloche, le sommet étant atteint en juillet 1809, instant crucial, avec la bataille de Wagram, de l'affrontement des deux armées impériales, autrichienne et française.

L'analyse porte donc sur le seul mois de juillet³⁷. La *Gazette de Lausanne*, au format de poche (13 x 21 cm), paraît huit fois, tous les mardis et vendredis. Le volume total de pages (impression serrée sans colonne ni illustration) est de soixante-quatre, soit huit éditions de huit pages chacune. La pagination est continue et la tomaison semestrielle. Aussi, la première édition de juillet porte-t-elle le numéro 1, la page 1 correspondant au recto de la première feuille.

³⁵ *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, t. IV, Neuchâtel, 1928, article « Miéville ».

³⁶ Le *Journal suisse*, à notre connaissance, n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucune étude historique.

³⁷ Le dépouillement et le traitement des données recueillies ont été effectués par Fabien Pasquier, étudiant en histoire, que nous remercions pour la qualité de son travail.

Le tableau statistique dressé montre, fait majeur, que l'information militaire totalise, sur l'ensemble du mois, 64 % du nombre de lignes imprimées, soit environ les deux tiers. Les taux par édition varient de 46 % (7 juillet) à 75 % (11 juillet). A partir du 18 juillet, ils ne sont jamais inférieurs à 65 %. Il n'y a pas lieu de s'étonner de ce décalage dans le temps par rapport à la date de la bataille de Wagram (5 et 6 juillet). Le temps d'acheminement des nouvelles en provenance de Vienne est d'au moins une dizaine de jours, à quoi il faut souvent ajouter le détour par Paris, centre névralgique de l'information dans l'Europe napoléonienne. Il est vrai que ce détour ne retarde pas exagérément les nouvelles: le télégraphe Chappe³⁸, moyen de loin le plus rapide quoique rudimentaire, permet déjà de transmettre des messages sobres. Réservée aux services officiels de l'armée et de l'administration impériales, l'invention de l'ingénieur français leur assure un avantage certain qui les laisse sans rivaux dans l'Europe antinapoléonienne du Vieux Continent. La supériorité française n'est pas que militaire, elle passe aussi par la technique.

Tableau statistique

Edition		Information	militaire
	Nombre total de lignes	Nombre de lignes	%
4 juillet	444	267	60.1
7 juillet	451	211	46.8
11 juillet	442	334	75.6
14 juillet	449	247	55.0
18 juillet	446	294	65.9
21 juillet	443	310	70.0
25 juillet	444	314	70.7
28 juillet	442	302	68.3
Total pour la période	3561	2279	64.0

³⁸ Sur Claude Chappe, voir Patrice Flichy: *Une histoire de la communication moderne. Espace public et vie privée*. Paris, 1991, p. 19 ss.

Une seconde explication à la place considérable de l'information militaire réside dans le fait que, par rapport à la partie publicitaire, la partie rédactionnelle occupe, dans la presse de l'époque, une surface imprimée nettement plus importante qu'à partir de l'apparition de la presse à gros tirage (seconde moitié du XIX^e siècle). Sur les 64 pages que nous avons sous les yeux, 9 seulement (14 %) concernent les petites annonces et avis divers. Il arrive que cette partie du journal contienne des informations militaires, raison pour laquelle nous l'avons aussi dépouillée systématiquement pour l'intégrer dans nos calculs de surface. Mais lesdites informations y sont rares. C'est dire que les 86 % de la surface imprimée consacrés à la partie rédactionnelle rassemblent à eux seuls presque tout ce qui est d'ordre militaire. Aussi le taux de « concentration » qui est celui de l'information militaire dans la masse rédactionnelle du journal est-il supérieur aux 64 % énoncés ci-dessus. Il avoisine en fait les 70 %.

Il s'agit là d'une constatation majeure. Elle mérite explication puisque tout se passe comme si la chose militaire avait envahi le journal. La *Gazette de Lausanne* de 1809 se serait-elle spécialisée dans l'information militaire ? Là non plus, nous n'avons pas cru nécessaire de procéder à une comparaison avec le *Journal suisse*. Nous admettons qu'une telle opération serait instructive : une différence significative entre les deux feuilles rivales engagerait la recherche sur une piste bien précise. La « Feuille Miéville » disposerait-elle de sources d'information privilégiées ? Celles-ci se situeraient-elles à Paris ? Un lobby militaire se serait-il formé autour de Vincent et de Fornerod ? Un investissement – coûteux – en abonnements aux meilleures gazettes d'Europe aurait-il été consenti ? Autant de questions, autant d'hypothèses, laissées en partie à l'imagination vagabonde. A fin heuristique, la méthode historique autorise, on nous le concédera, une telle démarche interrogative. Elle induit la recherche, ouvre des pistes, débouche occasionnellement sur des découvertes parfois surprenantes. On n'en est pas là aujourd'hui où il s'agit plutôt d'expliquer nos chiffres.

Afin de permettre au lecteur d'interpréter de façon correcte les chiffres impressionnants du tableau résultant de nos comptages et calculs, il convient d'abord de définir ce qu'on entend par information militaire. La lecture des 3561 lignes que comportent les huit éditions de juillet fait apparaître rapidement deux grandes catégories d'informations : celles proprement militaires et celles qualifiables de mixtes, car mêlées à des nouvelles d'ordre politique, diplomatique, économique, technique, social, culturel voire religieux. Devant ce fait, il n'a pas paru judicieux de nous borner aux seules nouvelles à contenu strictement militaire. La raison en est simple : ne retenir que ces dernières aurait abouti à écarter du champ d'analyse des informations de premier plan, non seulement indispensables à l'intelligence même du théâtre de la guerre, mais aussi certaine-

ment lues avec intérêt par le lecteur de l'époque : décisions d'ordre politique et diplomatique, impact sur les affaires et l'économie en général, attitude et réaction des populations victimes du conflit, évolution de l'opinion publique, etc. Deux exemples, mieux qu'un long discours méthodologique, feront comprendre notre propos.

Le premier est illustré par le traitement technique auquel il y a lieu de soumettre l'une de nos principales sources en la matière, à savoir les *Bulletins de l'armée française*³⁹, bientôt dits *de la Grande Armée* quand celle-ci comptera autant d'étrangers que de Français, formant alors une véritable armée européenne. Rédigés et diffusés par l'Etat-major général, ils contiennent d'intéressantes informations non exclusivement militaires. En voici une, tirée du 26^e *Bulletin*, daté de « Wolkersdorf, le 9 juillet 1809 » et repris par la *Gazette de Lausanne* dans son édition du 25 juillet. Ce *Bulletin*, comme d'autres, narre la victoire de Napoléon à Wagram. Or le troisième paragraphe du document, fidèlement reproduit semble-t-il à l'instar de tout texte officiel, est libellé comme suit : « *L'empereur d'Autriche, le prince Antoine, une suite d'environ deux cents ca-lèches, carrosses & autres voitures ont couché le 6 à Erensbrunn, & le 8 à Znaim, d'où ils sont partis le 9 au matin ; selon les rapports des gens du pays qui les conduisaient, leur abatement était extrême.* »

Derrière ce qui apparaît comme un fait divers, voire comme un potin de la cour sans aucune teneur proprement militaire, le message implicite est nettement militaire : la bataille des deux empereurs de 1809 (Wagram), après celle des trois de 1805 (Austerlitz), s'achève de la même manière : la défaite de la coalition antinapoléonienne. En d'autres termes, la nouvelle déconvenue de l'Autriche et la déroute de son Empereur, symbolisée par sa fuite, confirment l'invincibilité de la Grande armée, thème récurrent de la presse officielle ou officieuse de l'Europe napoléonienne.

Le texte que nous venons de citer fait partie du corpus militaire de notre étude. On a là une bonne illustration de la technique de propagande, subtile s'il en est, telle que la pratiquent quotidiennement les services napoléoniens : sélection de faits vérifiables (lieux, dates, personnages) et relatés de façon apparemment neutre (le voyage n'est pas décrit comme une fuite, alors que c'en est bien une) ; confirmation par des témoignages crédibles probablement recueillis par les services de renseignement de l'Etat-major (les « gens du pays » sont voituriers) ; vraisemblance des faits rapportés (l'Empereur et les siens quittent le champ de bataille dès le 6 juillet ; itinéraire logique aboutissant à Znaim en Bohême, sous suzeraineté autrichienne) ; effort d'exactitude (« environ ») et

³⁹ Voir Jean Tulard (dir.) : *Dictionnaire Napoléon*, op. cit., p. 313-314, article « Bulletins de la Grande armée ».

précision des détails («calèches», «carrosses», «autres voitures»); style direct et dépouillé (ordre classique des mots: sujet, verbe, complément); vocabulaire accessible au grand public (absence de jargon); respect des formes de politesse (aucun mot ou tournure à connotation dépréciative); ordonnance soignée des éléments constitutifs de la phrase-paragraphe («l'Empereur» en tête, son «abattement extrême» en queue). Le détachement apparent du rédacteur qui se veut objectif tout au long du récit l'autorise à achever ce dernier – *in cauda venenum* – par un superlatif, le seul du paragraphe («extrême»).

Le lecteur attentif ne sera pas dupe de cette chute, mais conclura qu'on a à faire à un professionnel de la plume tel que sans doute Napoléon le souhaitait. Son texte relate un fait anodin mais expressif et, à ce titre, repris sans doute par toute la grande presse européenne qui se charge au besoin d'en faire la traduction. Une traduction d'ailleurs aisée de par la limpidité du texte original. On comprend Metternich – le chancelier autrichien possède parfaitement le français – quand il écrit: «*Les bulletins journaliers de l'armée française (...) dont on inonde l'Allemagne et l'Europe entière, valent à Napoléon une armée de 300 000 hommes*⁴⁰.»

Venons-en à notre second exemple. Le texte que nous avons sélectionné est le passage d'un discours du chancelier d'Angleterre au Parlement britannique en date du 21 juin 1809. En voici la teneur: «*Milords & messieurs, – L'incertitude des choses humaines & les vicissitudes qui accompagnent la guerre ne nous permettent pas de nous livrer avec trop de confiance à l'espérance de voir la lutte présente se terminer heureusement, car nous avons à lutter contre un ennemi d'un génie actif à qui tout prospère, & dont tous les desseins, même les plus incroyables, s'accomplissent toujours; cependant S.M. [Sa Majesté britannique] nous ordonne de vous féliciter des succès qui viennent de couronner les armes de l'Empereur d'Autriche.*»

Fallait-il écarter ce texte de notre analyse? La décision même du rédacteur de la *Gazette de Lausanne* de le reproduire à l'attention de ses lecteurs dit son évident intérêt pour le suivi de la guerre de la cinquième coalition dans laquelle l'Angleterre est directement impliquée à titre d'alliée de l'Autriche. Il appelle d'ailleurs d'autres remarques, de forme et de fond, en rapport direct avec notre sujet.

La forme d'abord. La qualité de la traduction française à partir de l'original anglais met en valeur l'éloquence du chancelier de l'Echiquier, Perceval, alors dans la pleine force de l'âge (47 ans), et dans quelques mois Premier ministre. Nul doute que, sur les bords d'un Léman connu de Genève à Lausanne et au-

⁴⁰ Cité d'après Alain Pigeard: *Dictionnaire de la Grande Armée*. Paris, Tallandier Editions, 2002, p. 106, article «Bulletins de la Grande Armée», avec bibliographie.

delà pour sa traditionnelle anglophilie (tempérée il est vrai à l'ère napoléonienne), les lecteurs de la *Gazette* aient apprécié ce discours de haute tenue et l'opportunité de sa publication. Qu'il figure à la une du journal n'est pas pour déplaire non plus. Cela dénote probablement, en l'absence d'éditorial (la pratique s'en instaurera bien plus tard), la volonté du rédacteur d'en souligner l'importance. On y relèvera d'ailleurs que les admirateurs de Napoléon, cet «ennemi au génie actif à qui tout prospère», pour reprendre les mots flatteurs de Perceval, preux chevalier en la circonstance, y sont bien servis. Au vrai, on est ici en présence d'un morceau d'anthologie que tout désigne pour figurer dans la presse suisse du moment: le respect parfait des convenances ne heurte en rien la susceptibilité impériale du coq gaulois, tandis que place est faite aussi, en ce temps de guerre, à la voix de la perfide Albion. En somme, la «Feuille Miéville», sous le couvert de l'objectivité et de l'équilibre stratégique de l'information, pratique une politique de neutralité conforme à celle de la Confédération. Ce trait caractérise donc aussi l'information militaire telle qu'elle s'y pratique dans un pays épargné par les hostilités.

Sur le fond, le discours de Perceval ne manque pas d'intérêt non plus. Par sa voix, c'est évidemment le Cabinet britannique qui s'exprime. On sait que ce dernier, présidé par le premier ministre Portland, est «violemment antifrçais»⁴¹. Or l'habileté rhétorique de l'orateur n'occulte guère les doutes de l'Angleterre (en témoignent les premiers mots du discours, «incertitude», «vicissitudes») quant à une issue prochaine de la guerre. Les perspectives n'ont rien de réjouissant. Ce manque d'assurance d'un gouvernement face à l'avenir est un aveu de faiblesse.

Toutefois, les «succès» récents de l'Empereur d'Autriche – il s'agit évidemment de la bataille d'Aspern du 22 mai, dont l'archiduc Charles passe pour le «héros» aux yeux de la presse de l'Europe antinapoléonienne – laissent percer une lueur d'optimisme. «Espérons contre toute espérance», semble dire le brillant orateur qui veut croire peut-être à un retournement de situation. C'est qu'en fait, secret militaire oblige, il ne dit pas tout. Au moment précis où il parle (fin juin), une vaste opération de débarquement sur le Vieux Continent est en préparation: c'est l'expédition de Walcheren, forte de 40 000 hommes, dans l'embouchure de l'Escaut⁴². Celle-ci commencera le 11 août, soit un mois après la défaite autrichienne de Wagram. Ce sera un désastre (épidémie de fièvre et retour au bercail dès septembre). La déception sera profonde sur les bords de la Tamise. Une crise ministérielle éclatera, entraînant la démission de Castle-reagh, secrétaire à la Guerre et de Canning, ministre des Affaires étrangères.

⁴¹ Jean Tulard (éd.): *Dictionnaire Napoléon*, op. cit., p. 828, article «Grande-Bretagne».

⁴² Ibidem, p. 1739, article «Walcheren (expédition de l'île)», par Jacques Garnier.

L'un et l'autre se battront même en duel. Scandale suivi de la mort en novembre de Portland. L'heure de Perceval, étoile montante, aura alors sonné : il succédera au disparu. Néanmoins, son assassinat aux Communes en 1812 sera, lui aussi, la conséquence des déboires de l'Angleterre face à un Empire napoléonien apparemment inébranlable⁴³. Autant de faits qui montrent, si besoin est, le lien étroit entre le sort des armes et le destin des gouvernements. Autant de raisons aussi de ne pas dissocier la stricte information militaire de celle qui ne l'est pas.

S'agissant du discours de Perceval, un dernier point mérite mention. Il est d'ordre purement technique, mais concerne le lecteur de l'époque en quête d'information fraîche. Quête d'autant plus légitime qu'elle concerne la guerre et ses multiples impacts possibles. Il s'agit à nouveau de la vitesse d'acheminement des nouvelles par voie de presse.

Qu'en est-il dans le cas particulier qu'on vient d'évoquer ? Le discours de Perceval, prononcé le 21 juin, est publié dans le *Times* et fait l'objet de la dépêche d'Angleterre en date du 2 juillet avant d'être repris du quotidien anglais par la *Gazette de Lausanne* du 18. Les lecteurs suisses du journal vaudois ont donc attendu environ un mois pour en prendre connaissance. Or, le 18 juillet, la bataille de Wagram a déjà eu lieu. La *Gazette de Lausanne* en traite d'ailleurs dans son édition du 14. C'est dire qu'en lisant le remarquable discours de Perceval où ce dernier parle des « succès » de l'Empereur d'Autriche (bataille d'Aspern/Essling), les Suisses savent déjà ce qu'il faut en penser.

Le demi-revers napoléonien du 22 mai a été effacé par l'éclatante revanche des 5 et 6 juillet. Il est ainsi permis de penser que la publication étonnamment tardive du discours de Perceval en Suisse – seize jours s'écoulent entre la date de la dépêche de Londres (2 juillet) et son insertion dans la *Gazette de Lausanne* (18 juillet) – est probablement le résultat d'un embargo jusqu'au lendemain de la bataille de Wagram. Dès lors, Aspern n'est qu'une péripétie dans l'épopée de la campagne d'Autriche et le mythe de l'invincibilité de l'armée napoléonienne est sauf.

Revenons à notre constatation principale, la place considérable – par rapport à nos critères d'aujourd'hui – de l'information militaire dans la *Gazette de Lausanne* de juillet 1809. Un constat paraît s'imposer : dans le cas de la campagne d'Autriche, l'organe de Miéville se comporte, au paroxysme de la guerre, comme un *journal à sensations avant l'heure*, c'est-à-dire comme une feuille sans

⁴³ Perceval est assassiné par un agent de change qui reproche au Cabinet britannique d'être responsable de sa ruine. Une ruine liée à la guerre économique franco-britannique (Blocus continental contre blocus maritime). Voir Michel Mourre : *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, nouvelle édition. Paris, Bordas, 1996, p. 4253 s.

images ni commentaires mais exploitant à fond la masse d'informations brutes dont elle dispose. On serait tenté de parler de matraquage : des faits, encore des faits, toujours des faits ! Dans ce contexte, la « Feuille Miéville », par la place grandissante qu'elle accorde à l'actualité militaire, focalise peu à peu l'attention du lecteur sur un moment précis, à la fois le plus palpitant, le plus spectaculaire et le plus dramatique des opérations, soit le mois de juillet où, par le décalage du calendrier (lenteur involontaire ou au contraire soigneusement calculée de l'information) se produit le choc gigantesque, par armées interposées, des deux Europe. L'épisode danubien de l'île de Lobau, rebaptisée sur le moment même « île Napoléon », où l'Empereur concentre ses forces, précède l'affrontement décisif, celui de la bataille terrible de Wagram dont les opérations proches et lointaines, les accrochages initiaux et le combat final de Znaïm⁴⁴ mettent aux prises des centaines de milliers d'hommes, avec son immense cortège funèbre de morts et de blessés, un point sur lequel nous reviendrons.

A décharge du journal, il faut voir que, sociologiquement parlant, le fait militaire tel qu'il est rapporté dans son infinie diversité événementielle et spatio-temporelle – Wagram n'est qu'un instant et l'Autriche l'un des théâtres d'opération de la cinquième coalition – imprègne pratiquement toute la sphère des activités humaines. En un mot, c'est une réalité incontournable. Sous cet angle, le journal, simple compilation de faits bruts puisés aux sources les plus « autorisées », c'est-à-dire préalablement normalisés par les organes de censure et de propagande, apparaît comme un reflet fidèle de cette omniprésence de la chose militaire au sens le plus large du terme, toute manipulée soit-elle. Pour qualifier ce genre de chronique, narration lisse de « ce qui est », on serait tenté de dire que le journal est « objectif », « neutre » ou « sans opinion ». En effet, parce que purement factuel (absence de tout commentaire et de tout discours normatif), il ne prétend interférer en rien sur le jugement du lecteur ni militer pour une cause quelconque. Ligne de conduite en parfaite harmonie avec la neutralité officielle de la Suisse telle qu'elle est alors conçue, c'est-à-dire excluant toute prise d'initiative (neutralité passive) et toute liberté d'appréciation (neutralité morale)⁴⁵.

⁴⁴ Voir Alain Pigeard, op. cit., p. 795 s., article « Znaïm ». C'est la localité actuelle de Znojmo en République tchèque, à une centaine de km de Vienne. Le combat fait 3058 tués et blessés dans l'armée napoléonienne et 5310 hommes hors combat, prisonniers compris, chez les Autrichiens battant en retraite.

⁴⁵ La notion séculaire de « Suisse neutre et amie de la France », définie sous l'Ancien régime et fidèlement observée, consiste à respecter la Paix perpétuelle de 1516 à travers l'Alliance défensive reconduite aux XVII^e et XVIII^e siècles et excluant toute présence militaire permanente des armées du roi sur sol suisse en temps de paix. Cette doctrine, rompue par l'Alliance offensive de 1798 conclue avec la République française, est reprise par l'Alliance de 1803 conclue avec la France consulaire de Bonaparte à la suite de l'Acte de Médiation.

De l'omniprésence du fait militaire tel qu'on vient de le définir, il serait aisé de donner de multiples illustrations. Pour faire bref, on n'en retiendra qu'une. Elle réside dans l'importance de l'interpénétration de l'information d'ordre militaire au sens large du terme et de celle des autres domaines d'activité en période de guerre. L'analyse de la masse de faits militaires livrés en vrac par le journal montre la diversité de leurs points d'impact et de leurs liens avec le non-militaire. Le but assigné à cet examen n'est pas de vérifier la conformité de l'information avec la réalité vécue, mais seulement d'objectiver l'impression qu'une telle information peut produire sur le lecteur, partant la vision du monde, consciente ou non, qu'il en retire.

Le dépouillement systématique de toutes les dépêches reproduites par la *Gazette de Lausanne* et la statistique des faits militaires préalablement classés en catégories-types (nous n'avons retenu que les dix premières, rangées selon le nombre d'occurrences), puis mis en lien avec d'autres catégories-types (domaines d'activité en tout genre, sciences et techniques, savoir-faire) fournit le classement suivant, dans l'ordre décroissant de fréquence.

Le tableau de la page ci-contre appellerait de longs commentaires concernant la méthode (choix des catégories-types), les résultats obtenus (fréquence des occurrences) ou la représentativité de ces derniers.

Nous sommes conscients de la fragilité de la première et de l'impossibilité de la dernière quant à sa généralisation à l'ensemble de l'information militaire. En revanche, la fréquence des occurrences semble digne d'attention. Il convient de s'y arrêter un instant pour trouver une logique au classement. Un double constat s'impose.

Le premier est capital. C'est que la condition militaire de l'individu ou, si l'on préfère, l'individu en situation militaire retient prioritairement, sciemment ou non, l'attention de la presse : l'homme prime la chose et, dans le cas particulier, l'homme militarisé prime la chose militaire. C'est ce qui ressort des points 1 (mouvements de troupes) et 2 (personnalités militaires) du classement. Les individus, groupés bon gré mal gré en collectivité organisée sous forme de troupes en mouvement (position de tête), constituent une représentation, peut-être majeure, de l'homme en société. Ils sont plus présents sous la plume du rédacteur que ceux qui les commandent. Mais l'apparition de ces derniers immédiatement après (seconde position) souligne également leur importance. Le message implicite à décrypter par le lecteur – à l'insu peut-être du rédacteur non engagé – serait donc le suivant : il faut des hommes pour diriger les hommes, ou certains hommes sont faits pour commander et les autres pour obéir. Les premiers incarnent l'élite, les seconds la multitude. En ce sens, la thèse classique

- 1. Mouvements de troupes.**— Planification et logistique, cartographie, géographie et topographie, sociologie et démographie, épidémiologie, hygiène et santé publique, météorologie, etc.⁴⁶.
- 2. Personnalités militaires.**— Politique et diplomatie, science politique et sociologie, psychologie, caractérologie et biographie, formation et instruction, culture, etc.⁴⁷.
- 3. Préparatifs militaires, mobilisation, stratégie, tactique.**— Planification, logistique et prospective, finances, industrie, agriculture et élevage, commerce, etc.⁴⁸.
- 4. Communiqués, bulletins, rumeurs, proclamations, discours.**— Gestion de l'information, télégraphie, imprimerie, écriture, éloquence, culture, multilinguisme, etc.⁴⁹.
- 5. Combats, batailles, accrochages.**— Polémologie, analyse stochastique, systémique, mathématique, prospective, topographie, cartographie, etc.⁵⁰.
- 6. Bilan militaire (morts, blessés, prisonniers, disparus).**— Statistique, démographie et sociologie de la mort, hygiène, médecine, chirurgie et soins hospitaliers; religion, etc.⁵¹.
- 7. Négociations de paix, armistices, alliances, traités.**— Diplomatie et politique, droit et histoire, relations internationales, etc.⁵².
- 8. Approvisionnement.**— Logistique et transports, commerce, agriculture, industrie, finances, etc.⁵³.
- 9. Equipement, armement.**— Industrie, agriculture, élevage chevalin, commerce, technique, finances, etc.⁵⁴.
- 10. Arrestations, jugements, exécutions, désertion, mutinerie, répression.**— Justice, droit, droits de l'homme, ordre et tranquillité publique, etc.⁵⁵.

⁴⁶ «Louisbourg, le 22 juin: l'entrée des troupes autrichiennes dans le Pays de Bayreuth, celle en Saxe d'un autre corps, qui doit avoir déjà pénétré jusqu'en Thuringe (...) ont engagé S.M. le roi à mettre en mouvement plus de forces militaires, pour couvrir, autant que possible, ses Etats contre toute attaque hostile de quelque côté qu'elle puisse venir.» (édition du mardi 4 juillet 1809, p. 4).

⁴⁷ «Stuttgart, le 9 juillet: Nous sommes informés que le chef de l'insurrection dans la principauté de Mergentheim est un baron de Homstein, chevalier de l'ordre Teutonique, qui se dit chargé des pouvoirs de l'archiduc Victor-Antoine, Grand-maître teutonique (...).» (édition du mardi 18 juillet 1809, p. 38).

⁴⁸ «Vienne, le 25 juin: On a (...) mis en réquisition des échelles qu'on croit devoir être employées contre le camp autrichien de Marschfeld» (édition du vendredi 7 juillet 1809, p. 11).

⁴⁹ «Francfort, 1^{er} juillet: Les Autrichiens ont traduit et fait imprimer avec des notes le Bulletin français qui décrit la bataille d'Essling & d'Aspern.» (édition du vendredi 7 juillet, p. 13).

⁵⁰ «Francfort, le 14 juillet: On mande de Cracovie que Sandomir, après trois jours de résistance, s'est vu dans la nécessité de se rendre. La garnison a obtenu de retourner en Pologne.» (édition du vendredi 21 juillet 1809, p. 43).

⁵¹ «Munich, le 12 juillet: [après la bataille de Wagram], On a déjà trouvé parmi les morts plusieurs généraux autrichiens qui ont été reconnus par les prisonniers; on est cependant incertain sur le sort réel de quelques-uns d'entre eux, vu l'horrible état de mutilation de leurs visages, la plupart ayant été foulés aux pieds des chevaux dans les charges de cavalerie qui ont eu lieu avant qu'on pût les enlever. On estime le nombre des tués de l'ennemi entre 30 & 40000.» (édition du mardi 25 juillet 1809, p. 51).

⁵² «Petersbourg, le 28 juin: (...) On croit que la paix ne tardera pas à être conclue (entre la Russie et l'Angleterre).» (édition du 28 juillet 1809, p. 57).

⁵³ «Vienne, le 1^{er} juillet: Déjà depuis quelques jours, on avait mis en réquisition dans les couvents de cette ville une grande quantité de vin qu'on a transporté à Lobau; on a aussi requis 400 lanternes pour éclairer les ponts.» (édition du vendredi 14 juillet 1809, p. 26).

⁵⁴ «Salzbourg, le 26 juin: D'après une ordonnance du 9 de ce mois, notre daché doit de nouveau fournir à la grande armée 20000 paires de souliers, 5000 paires de bottes, 10000 manteaux, & 10000 quintaux de bœufs vivants.» (édition du vendredi 7 juillet 1809, p. 9-10).

⁵⁵ «Vienne, le 25 juin: On a publié ici un ordre du jour de S.M. l'empereur, en date (...) du 14 juin, dont l'objet est de punir les auteurs des désordres qui ont eu lieu sur les arrières de l'armée. A cet effet, il est créé des colonnes mobiles chargées d'arrêter tous les traîneurs qui abandonnent leurs corps sous prétexte de lassitude pour marauder, & de les livrer aux commissions militaires pour être exécutés sur le champ.» (édition du vendredi 7 juillet, p. 11).

selon laquelle la société militaire, avec son potentiel de force et de menace, reproduirait en miniature les schémas d'autorité et de hiérarchie de la société tout court, semble vérifiée. Elle l'est aussi, *a contrario*, par la position en queue (point 10 où nous avons aussi comptabilisé les cas de comportement des civils) du militaire en rupture de ban, impliqué dans les situations d'anormalité et d'auto-exclusion – délinquance, résistance, obstruction – face à l'ordre établi. Tout se passe comme si l'information se voulait ici plutôt discrète. On n'imputera pas cette discrétion au journaliste non engagé, mais à la rétention de l'information à la source, à défaut à l'intervention probable de la censure dans le filtrage de l'information.

Le second constat porte sur la place qu'occupent dans le tableau les combats (point 5) et le bilan militaire qui leur fait suite (point 6). Elle étonne, car on pouvait s'attendre à ce que leur côté spectaculaire et fascinant les plaçât plus haut dans le classement. Il y a lieu de penser que ces informations ne sont pas sciemment parcimonieuses. Elles sont simplement rares, comme le sont les combats eux-mêmes. Une campagne militaire d'envergure – celle de 1809 en est une et elle ne fait pas exception à la règle – est faite d'abord de longs préparatifs, de troupes en mouvement (elles sillonnent, innombrables, une bonne partie du Vieux continent, de l'Espagne à l'Europe centrale), de l'intendance des armées (énorme en la circonstance), de l'information en tout genre (éparpillée, éclatée, sporadique, contradictoire), de la visibilité des chefs, etc.

La presse interdite de commentaires et étroitement surveillée exploite au mieux toutes les dépêches qui lui parviennent. Le flux, le plus souvent composé d'informations atomisées sous forme de «brèves», en est continu quoique désordonné et inégal en volume. Il enfle au moment des grandes batailles et de leur bilan, point d'orgue de l'immense effort censé décider du sort de la guerre, mais les batailles ne sont pas le pain quotidien de la presse. Dès lors, il est logique que l'information militaire (point 4) et les préparatifs (point 3) précèdent en fréquence les batailles et le sort fait aux combattants. Une grande partie des dépêches renseigne le lecteur sur tous les domaines possibles de l'évolution du théâtre de la guerre. Quant aux derniers points non encore mentionnés (7, 8, 9), leur position dans le bas du classement obéit plutôt à la stratégie des états-majors en matière d'information: le secret, qu'il soit militaire (effectifs, logistique, armement, équipement) ou diplomatique (envoi d'émissaires, contacts exploratoires, pourparlers officiels, marchandages en coulisses, etc.), est de règle et, en l'absence de liberté de presse, les journaux en sont réduits au mutisme.

La bataille de Wagram (5 – 6 juillet 1809)⁵⁶

Il conviendrait, pour montrer en quoi consistent la teneur de l'information militaire au jour le jour et sa narration dans le style de l'époque, de reprendre chacun des points ci-dessus et de l'illustrer par le texte des dépêches. Faute de place, on s'est contenté d'en fournir en note au moins un exemple, choisi pour sa brièveté. Néanmoins, il faut s'attarder sur l'information sans doute préférée du lecteur, celle relative aux combats (point 5) et, parmi ceux-ci, la bataille de Wagram, avec son bilan (point 6).

La toute première information relative à ce qui sera bientôt appelé la bataille de Wagram, contenue dans la *Gazette de Lausanne*, paraît dans son édition du 14 juillet, soit huit jours après l'événement. Elle consiste en une dépêche datée «*des bords de l'Inn, le 7 juillet*». Elle rapporte le témoignage d'un courrier français qui a quitté Vienne le 4 et selon lequel «*on s'attendait le 5 à une bataille générale*». Et le journal suisse de préciser que, selon une autre estafette, «*il doit y avoir eu le 5 une action très chaude qui a tourné à l'avantage des Français*». Ces présomptions sont immédiatement confirmées, dans la même édition, par un «extra-supplément» de la *Gazette politique de Munich* du 9 juillet qui rapporte le contenu d'une lettre du quartier-général français «*que nous sommes autorisés à publier*», précise le journal bavarois. Cette lettre est datée du 6 juillet, donc du jour même de l'issue de la bataille. Le libellé, tel un scoop, en est le suivant (nous en donnons quelques extraits): «*La journée d'hier sera à jamais mémorable. On prit presque sans coup férir, mais uniquement par des manœuvres tellement savantes qu'on peut les appeler merveilleuses, tous les camps retranchés de l'ennemi. (...) Toutes les forces de l'Autriche ont été (...) battues. A dix heures du matin la victoire était complète. La perte de l'ennemi, tant en tués qu'en blessés, doit être énorme. (...) Nous n'avons pas perdu un seul officier de marque. L'Empereur se porte très bien. Je vous écris du champ de bataille, où il fait une chaleur terrible.*»

Tel est le récit, sur le ton épique, d'un témoin oculaire. Il respire l'enthousiasme de la victoire et célèbre le génie militaire de Napoléon. Il émane du quartier-général impérial, là même où se rédigent les *Bulletins de la Grande armée*. On sait ce qu'en disaient les soldats auxquels ils étaient d'abord destinés: «*menteur comme un Bulletin*». De fait, on l'apprendra plus tard, le texte ci-dessus est mensonger sur plusieurs points: «*sans coup férir*», défaite totale de l'ennemi, absence de mort parmi les officiers supérieurs. Mensonge délibéré? Ecrite à chaud («*du champ de bataille*») et expédiée probablement sans aucune

⁵⁶ Voir Jean Tulard (dir.): *Dictionnaire Napoléon*, op. cit., p. 1737-1739, article «Wagram (bataille de)» par Jacques Garnier, avec carte. Voir aussi Alain Pigeard, op. cit., p. 787-788.

vérification, c'est-à-dire en double contradiction avec la pratique bien rôdée des bureaux de presse de l'armée, cette version a sans doute ses excuses. Elle n'en a pas moins la caution de l'officialité, d'où sa reprise comme telle par la presse bavaoise et vaudoise.

La *Gazette de Lausanne* est à l'affût de confirmations et surtout de détails. Chaque édition en contient. Ils composent d'ailleurs la substance d'un nombre élevé de dépêches, la plupart courtes. Ils sont livrés en vrac, souvent dans un seul et même paragraphe où un simple trait de séparation assure le passage de l'un à l'autre. Le journal les débite comme autant d'épisodes bihebdomadaires d'un feuilleton disparate dont les éléments forment les pièces d'un puzzle, à charge du lecteur plus ou moins habile de les agencer correctement pour en obtenir une lecture intelligible. Pour employer une autre image, tout se passe comme si, à partir d'un matériau brut livré à domicile deux fois par semaine, le lecteur était appelé à collaborer personnellement à la construction de l'édifice informationnel. A la différence d'aujourd'hui, où le journal est fait d'une information dûment traitée, commentée et illustrée, la gazette d'il y a deux cents ans est comme un produit semi-fini. Mais ce qui mécontenterait à coup sûr le lecteur d'aujourd'hui n'offusquait nullement celui de jadis, non gâté par le confort actuel, partant moins exigeant.

De ces « brèves » qui forment la majorité des nouvelles de la *Gazette de Lausanne*, voici un exemple, puisé dans l'édition du 18 juillet. Il narre les origines de la bataille, à la manière d'un film utilisant le procédé du retour en arrière.

La dépêche, chronologiquement la plus proche de l'événement (« *De Vienne, le 5 juillet* »), dit en substance que le passage de la Grande armée sur la rive gauche du Danube, commencé le 1^{er} juillet, s'est achevé la nuit dernière (mardi 4 et mercredi 5) et que, précieux détail faisant tout le poids de la nouvelle, « *l'empereur Napoléon en personne se trouve depuis hier sur l'autre rive.* » Soucieux de rendre compte des tout derniers développements des combats, le narrateur, tel un correspondant de guerre au front, poursuit : « *Aujourd'hui, nous entendons de tems de tems une furieuse canonnade venant du côté d'Aspern et d'Essling, & dans ce moment, immédiatement avant le départ de la poste, on apprend que les Français ont déjà emporté à la bayonnette quelques-unes des redoutes qui sont en avant du camp retranché de l'archiduc Charles.* »

Après cette sobre évocation de la violence des combats (« furieuse canonnade ») et de l'engagement victorieux des soldats de Napoléon (assaut à l'arme blanche), notre reporter, dont le langage imagé et le récit vivant suppléent en quelque sorte à l'absence de caméra et de micro, prend de la distance et quitte le champ des opérations. Pour lui, ce qui se passe est de portée historique. Il faut illico en faire part aux gazettes et ne pas manquer la poste. Le stress –

manque de temps – l’oblige à faire vite et bien. Il ponctue un peu brusquement sa petite chronique du jour en risquant un pronostic militaire et politique aussi saisissant par le fond que concis par la forme: «*La journée de demain pourra être sanglante, & décidera peut-être du sort de la monarchie autrichienne.*»

Dans sa même édition, la gazette suisse reproduit quatre autres dépêches, plus tardives (10 juillet) mais plus informatives. Elles proviennent de Munich et confirment la nouvelle sensationnelle. Elles retiennent sans doute l’attention de lecteurs qu’on supputera de plus en plus nombreux. Fait à relever, c’est sans doute le travail de la *Gazette de Lausanne* même, elles sont rangées en une gradation allant du plus laconique au plus circonstancié. Donnons-en l’essentiel.

La première ne fait qu’indiquer l’arrivée dans la ville, le 8 juillet au soir, d’un colonel bavarois venu tout droit du champ de bataille: «*Il a quitté l’armée victorieuse qui poursuivait l’ennemi.*» La seconde émane d’un général wurtembergeois parti du quartier-général impérial le 5 dans l’après-midi. Déjà à ce moment-là, «*les Français avaient enlevé 5 batteries & fait 3000 prisonniers.*» La troisième relate l’arrivée «*chez S.M. le roi [de Bavière] à Nymphenbourg*» d’un courrier venant de la Grande armée et annonçant – correctif jugé nécessaire – que «*la bataille du 6 a été plus grande et plus décisive qu’on l’avait cru d’abord. L’armée vaincue a été poursuivie par les Français et leurs alliés jusques à la nuit noire, & l’on ramassait à chaque heure une quantité de prisonniers, de canons & de chariots de munitions etc.*» Quant à la quatrième et dernière, c’est une note diplomatique «*apportée par estafette à S. Exc. [son Excellence] le ministre de France*» à Munich. On y voit apparaître pour la première fois l’expression «*bataille de Wagram*», ainsi qu’un bilan des victimes. Nous en reproduisons la plus grande partie: «*Wolkersdorf, le 7 juillet. Depuis la bataille de Wagram l’armée ennemie se trouve dans une épouvantable déroute. On la poursuit sur tous les chemins. (...) Le quartier-général de S.M. l’Empereur est à Wolkersdorf, au même endroit où cette nuit se trouvait l’Empereur d’Autriche. Ce Prince, d’une éminence qui domine le village d’Hebersbrunn, contemplait la bataille, & lorsqu’il aperçut qu’elle était perdue, il disparut & se retira à Brunn. Les habitants du pays donnent pour très considérable la perte de l’ennemi en tués, blessés et déserteurs. Cette armée qui consistait en 200000 hommes n’en a vraisemblablement plus que 45000 sous les drapeaux. On évalue le nombre de ses morts à 30000; on trouve des blessés par milliers dans chaque village, & des pièces d’artillerie dans tous les bois.*»

L’édition du 21 juillet de la *Gazette de Lausanne* est l’une des plus riches en informations sur Wagram. Elle contient cinq textes de diverse longueur, dont un important extrait (il occupe trois pages) du 25^e *Bulletin* de l’armée française (Wolkersdorf, 8 juillet), le premier relatif à la bataille. Le rédacteur en narre

d'abord les longs préparatifs en insistant sur le puissant dispositif défensif mis en place par les Autrichiens et consistant en «*redoutes palissadées & armées de plus de 150 pièces de canon de position (...) On ne concevait pas comment il était possible qu'avec son expérience de la guerre, l'Empereur voulut attaquer des ouvrages si puissamment défendus, soutenus par une armée qu'on évaluait à 200 000 hommes, appuyés par une artillerie de 8 à 900 pièces de campagne.*»

Le récit de la bataille proprement dite – elle dura deux jours – est des plus circonstancié. Il est farci de noms de lieu dont la longue liste invite le lecteur à se munir d'une carte topographique. Les opérations sont narrées dans l'ordre chronologique. Le vocabulaire n'a rien de technique, il est manifestement choisi pour être accessible au grand public. On y trouve aussi mentionnés tous les généraux de la Grande armée, français et alliés, qui se sont illustrés dans ce combat gigantesque : Bertrand, Oudinot, Macdonald, Lauriston ; les ducs de Montebello, de Rivoli, d'Auerstaedt, de Raguse, de Pont Corvo et d'Istrie ; Lasalle, Seras, Grenier, Vignolle, Sahuc, Frère, Defrance ; le général bavarois de Wraede ; les généraux de division Broussier, Lamarque, Nansouty, Reille ; enfin le colonel Sainte-Croix, aide de camp du duc de Rivoli. Du côté autrichien n'apparaissent que le prince Charles et Rosenberg.

De tous ces officiers supérieurs, certains sont morts au combat, d'autres ont été blessés. Le *Bulletin*, sous l'apparence d'une parfaite objectivité, ne le cache pas : «*Notre perte a été considérable, on l'évalue à 1500 hommes tués et à 3 ou 4000 blessés.*» Cet aveu est, en fait, très partiel. Les historiens chevronnés de la Grande armée, y compris du côté français, font état de chiffres beaucoup plus élevés. Citons les plus récents, empruntés à Alain Pigeard⁵⁷ : «*Environ 5000 morts, 28000 blessés, 3000 à 4000 prisonniers*». Parmi eux, 453 officiers et 1409 blessés. L'énorme différence est sans doute imputable à la volonté délibérée de l'Etat-major impérial de minimiser les pertes. S'y ajoute le fait que le bilan dressé par le 25^e *Bulletin* est, en fait, provisoire. Il s'agit, comme on l'a lu, d'une évaluation. D'ailleurs, ledit *Bulletin* s'achève par : «*L'Etat-major fait dresser l'état de nos pertes.*»

Le bilan des pertes ennemies est également provisoire⁵⁸. Il est intégré dans la conclusion du récit de la grande bataille, dont voici la majeure partie : «*Tel est le récit de la bataille de Wagram, bataille décisive et à jamais célèbre, où 3 à 400 000 hommes, 12 à 15 000 pièces de canon se battaient pour de grands intérêts, sur un champ de bataille retranché et fortifié depuis plusieurs mois. Dix drapeaux, 40 pièces de canon, 20 000 prisonniers, dont 3 ou 400 officiers, et*

⁵⁷ Ibidem, p. 787. Au nombre des tués figurent cinq généraux, dont un Saxon (von Hartitzsch).

⁵⁸ Pigeard (op. cit., p. 787) fait état du bilan suivant : 5631 tués (dont 4 généraux), 18 113 blessés (dont 13 généraux) et 7585 prisonniers.

bon nombre de généraux, de colonels et de majors sont les trophées de cette victoire. Les champs de bataille sont couverts de morts. (...) On peut calculer que le résultat de cette bataille sera de réduire l'armée autrichienne à moins de 60 000 hommes.»

L'affaiblissement de l'Autriche proviendra en fait des stipulations territoriales du Traité de Vienne du 14 octobre 1809 (perte de la Galicie et des provinces illyriennes, notamment), qui réduisent sa population de près de quatre millions d'habitants, soit du sixième. En outre, elle aura à payer une forte indemnité de guerre. Mais sa puissance sera surtout neutralisée, pour quelques années du moins, par le mariage de Marie-Louise avec l'Empereur des Français.

Conclusion

Au terme de cette étude qui n'a que le mérite de la nouveauté⁵⁹, il serait téméraire de porter un jugement sur la presse de la Médiation. Notre but n'a été que d'en donner un aperçu à travers un cas précis qui ne se veut pas représentatif de l'ensemble des journaux suisses de l'époque. Nous croyons néanmoins avoir montré l'intérêt de cette source d'information pour la connaissance de l'histoire de la Confédération à l'heure napoléonienne. Bien qu'étroitement contrôlés, les «papiers publics» fournissent une masse impressionnante de renseignements sur l'actualité politique et surtout militaire. Qu'en est-il de leur valeur? Toute exploitation de l'imprimé à fin de propagande a ses limites: la sagacité du lecteur qui apprend vite à lire entre les lignes. Le succès même des gazettes – les témoignages abondent en ce sens dans la correspondance officielle et privée – est l'indice de leur utilité. Le mensonge, inhérent à la propagande, n'en est qu'une composante. La propagande consiste d'abord à grossir la réalité, non à la nier. Quant à la censure préalable, elle impose à la presse le mensonge par omission, qui consiste à cacher la réalité plus qu'à la travestir.

Boycottée d'un côté, travestie de l'autre, l'information de la Médiation, comme celle de tous les régimes de non-liberté de presse, symboliserait-elle le mensonge? Le cas précis de l'information militaire à travers la *Gazette de Lausanne*, l'un des journaux les plus appréciés en Suisse à l'époque, montre que la presse est peut-être bavarde, pour reprendre l'adjectif de Germaine de Staël, mais qu'elle n'exerce qu'une douce «tyrannie». Elle chante les louanges du «Maître de l'Europe» sans médire de ses ennemis. Quant à son côté mensonger, il est également limité. Miéville, comme ses confrères en journalisme, sait qu'on peut mentir quelquefois sur ceci ou cela, mais jamais tout le temps sur tout. Vérité partagée sans doute par les abonnés fidèles de son journal.

G. A.

⁵⁹ A notre connaissance, aucune approche du même genre n'a été tentée jusqu'ici.

Zusammenfassung

Georges Andrey unternimmt in seiner Studie zum ersten Mal den Versuch, anhand einer Presseanalyse den Informationsgehalt der *Gazette de Lausanne* auszuwerten. Er hat dazu den Juli 1809 ausgewählt, das Umfeld der Schlacht bei Wagram (5./6. Juli 1809). Diese Zeitperiode ist nicht zuletzt dadurch interessant, weil nach der verlorenen Schlacht von Essling und Aspern (22. Mai 1809) aus schweizerischer Optik wieder die Feldherrengrosse Napoleons, des Mediators der Eidgenossenschaft, zelebriert werden konnte. Es konnte in dieser Untersuchung nicht darum gehen, die schweizerische Presse während der Mediation zu vergleichen. Das Ziel der Studie war allein die exemplarische Erfassung der Besonderheit der wohl namhaftesten Zeitung der Romandie, das Sprachrohr eines durch Frankreich befreiten Kantons.

Mit dem methodischen Ansatz der konzentrischen Kreise nähert sich Andrey in zwei Schritten der eigentlichen Inhaltsanalyse.

In einem ersten Kreis, in dem der allgemein schweizerisch-französischen Medienlandschaft, zeichnet er die schwierige Stellung der eidgenössischen Presse während der Mediation. Napoleon Bonaparte, welcher allein das Sagen hatte, wusste zweifellos um den Wert der Presse und der Propaganda. Obwohl er die Pressefreiheit immer wieder verbal anerkannte, setzte er wirksame Mittel ein, um die Medien ihm dienstbar zu machen. Germaine de Staël nannte diese Methode treffend «tyrannie bavarde». Diese weitgehende Unfreiheit der Presse manifestierte sich einerseits durch direkte Kontrollen im Sinne einer Zensur und andererseits durch indirekte Nutzung zum Zwecke der Propaganda. Vergleichbare Verhältnisse waren auch in der Eidgenossenschaft vorherrschend. Der erste Landammann der Schweiz, der Freiburger Louis d'Affry, meinte im April 1803 treffend, die Pressefreiheit finde ihre Grenzen an den Anforderungen des Allgemeinwohls und an den Zwängen des Tagesgeschehens.

In einem zweiten Kreis wird die *Gazette de Lausanne* als waadtländisches Presseorgan situiert. Durch Miéville 1798 gegründet, wechselte das Blatt 1804 den Namen in *Gazette de Lausanne*. Miéville lebte zu diesem Zeitpunkt in Paris und profitierte im weitesten Sinne von seinem Standort. Er wurde in der Redaktion bis 1812 durch Fornerod vertreten. Die Zeitung war das Sprachrohr der Regierung, während sich der *Nouvelliste* in der ersten Zeit eher der Opposition verpflichtet fühlte. Die *Gazette de Lausanne* hatte ein kleines Format (13x21 cm), umfasste acht Druckseiten und erschien achtmal monatlich (immer Dienstags und Freitags).

Im Zentrum der Analyse stehen die acht Ausgaben der *Gazette de Lausanne* vom Juli 1809 (4.-28.7.). Die Auszählung hat überraschend ergeben, dass 64 % des Inhalts militärischen Meldungen reserviert waren. Rund zwei Drittel der Informationen waren also der französischen Armee und ihren täglichen Meldungen sowie der europäischen Militärpolitik im allgemeinen und dem Schlachtgeschehen bei Wien (Berichte über die Schlacht bei Wagram 5./6. Juli) im besonderen gewidmet. Darunter finden sich einzigartige Augenzeugenberichte, die meisten ohne Bilder und ohne Kommentar. Die Aktualität war nur in den wenigsten dieser Sondermeldungen gewährleistet. Immer wieder konnte Miéville durch Primeurs aus der Zentrale aufwarten. Überraschend ist insbesondere der Detaillierungsgrad der militärischen Berichte. Neben dem Schlachtgeschehen (Gefechte, Verlustzahlen etc.) wurden militärische Persönlichkeiten oder Menschen im Kriege (Exekutionen, Desertionen, Meutereien, Repressionen etc.) in all ihren Facetten dargestellt. Die taktisch-logistischen Überlegungen gingen so weit, dass teilweise nur Spezialisten zu folgen vermochten.

Der Rest, rund ein Drittel der 3561 durch Andrey ausgewerteten Linien bestand aus Meldungen aller Art und Inseraten. Was die Leserin oder der Leser aus all den vielen militärischen und wenigen nichtmilitärischen gezogen hat, lässt sich nicht sagen, aber es ist anzunehmen, dass sie nicht minder quellenkritisch gewesen sind als heute.

Was einzigartig ist an dieser Studie, ist der Einblick in eine weitgehend gelenkte Presse. Sie habe in der Gestalt der *Gazette de Lausanne* nur eine sanfte Tyrannei ausgeübt, wertet der Autor abschliessend.



Charles-Daniel de Meuron, de Neuchâtel. Colonel propriétaire du régiment suisse de Meuron au service d'Angleterre. Lieutenant-général de S.M. britannique. Chevalier du Mérite militaire. Grand croix de l'Ordre de l'Aigle rouge.

La neutralité de la Suisse sous l'Helvétique et la Médiation

■ Professeur Jean-Jacques Langendorf

Lorsqu'un événement majeur, sous forme d'un grand ébranlement, se produit aux frontières de la Suisse, la nature tellurique de ce dernier se répercute immédiatement sur la cohésion nationale du pays, voire sur la forme de ses institutions. On ne sait que trop comment, dans ce pays, la Révolution française, mais on pourrait aussi bien dire l'affrontement germano-français de 1914-1918, commotionne et divise les esprits. La sagesse populaire nous enseigne que «le premier mouvement est toujours le bon». Or, en l'occurrence, cette sagesse populaire se fourvoie.

Si les Suisses de 1792, comme ceux de 1914, ne cédant qu'à leur premier et, à leurs yeux «bon mouvement», n'écoutaient que la voix de leurs sentiments, réactionnaires ou progressistes, on les verrait se ranger politiquement, peut-être même militairement, du côté des Austro-Prussiens de 1792, ou des Girondins. De même, le Conseil fédéral de 1914, harcelé de tous côtés, plus exactement d'un certain côté, ne représenterait qu'une partie du pays s'il condamnait la violation de la neutralité belge. Il ne cède pas à son premier mouvement, qui aurait été de le faire.

Lorsque Prussiens et Sardes se tournent en 1792 vers l'avoyer bernois von Steiger – qui ne fait nullement mystère de ses convictions réactionnaires – pour lui demander une aide militaire afin de soutenir la bonne cause monarchiste, l'homme d'Etat énumère une série de raisons qui interdisent toute participation armée de la Suisse au conflit: cette dernière a signé des traités avec la France, elle a des troupes à son service, elle ne veut pas s'exposer à devenir le théâtre d'une guerre, la nature de son gouvernement, la diversité des opinions entre les différents membres du corps helvétique, l'organisation de ses troupes de milice, qui ne sont pas prévues pour le service à l'étranger, etc. Edgar Bonjour prétend voir dans cette prise de position la «*justification la plus exacte, et la plus honnête, de la volonté de neutralité*¹.»

Qu'on nous permette de douter qu'il s'agisse là d'une justification «exacte» de cette neutralité. Les arguments évoqués par von Steiger relèvent plutôt d'un

¹ Edgar Bonjour: *Geschichte der schweizerischen Neutralität. Drei Jahrhunderte eidgenössischer Außenpolitik*. Basel, 1946, p. 84.

système d'expédients permettant de ne pas être mêlé à un conflit majeur, système d'expédients qui aurait pu tout aussi bien être mis en avant par n'importe quel homme d'Etat d'un pays non neutre, par exemple, la Saxe ou la Saxe-Anhalt durant la guerre de Sept Ans. Ce qui, en revanche, relèverait plutôt d'une vraie neutralité, c'est l'attitude, disons *éthique*, de von Steiger qui, en dépit de ses convictions, s'interdit de suivre son premier mouvement: il sait trop qu'il n'est pas le bon.

Jusqu'en 1798, la neutralité suisse n'a été faite que d'un petit système d'expédients. Comme le soulignent à juste titre les spécialistes du droit des gens, on peut considérer cette dernière comme «relâchée et floue». Le Défensional de Wil, par exemple, permet de lever des troupes pour protéger la frontière contre des incursions étrangères. Dans ce cas, elles défendent plus l'indépendance que la neutralité. C'est à nouveau essentiellement d'indépendance – par rapport aux Chambres impériales – dont un Wettstein se préoccupe à Münster. Jusqu'au Congrès de Vienne, on assiste d'ailleurs à un amalgame constant, tant dans le langage que dans la pratique, les termes *neutralité* et *indépendance* étant fréquemment employés l'un pour l'autre, sans qu'une différenciation claire ne s'établisse dans les esprits. Comme il se doit, le droit des gens de l'époque reflète le «relâché et le flou» de ce concept de neutralité. Ainsi Grotius, dans son *De jure belli ac pacis libri tres* de 1625, considère qu'il ne revient pas aux neutres d'interdire le passage de troupes étrangères. Mais il ajoute aussitôt qu'on peut faire une exception s'il s'agit d'une puissance qui se livre à une guerre injuste. Avec cette considération, le juriste hollandais introduit une dimension morale, une *bonne intention* si l'on veut, mais il conduit la question du droit de passage dans une impasse. En effet, qui décidera de la justice ou de l'injustice d'une cause?

Dès lors, la question du droit de passage à travers la Confédération est traitée avec une grande libéralité et j'utilise un euphémisme. Bâle laisse transiter des troupes impériales en 1633 et, un peu plus tard, celles du duc de Rohan traversent la Valteline et franchissent les cols grisons. Avec le temps, les Confédérés s'éloignent des règles édictées par Grotius, refusant de prendre en considération le droit de passage, avec toutefois une exception, celle du feld-maréchal impérial Mercy, en 1709. Il est vrai que ce passage s'apparente plus à une violation puisqu'il s'effectue à l'insu de la Diète. Une chose est toutefois certaine. Si on ne le dit pas tout haut, on le pense tout bas, en se référant à l'excellent Jean de la Fontaine: «Selon que tu seras fort, selon que tu seras faible!» Une neutralité qui n'est garantie par personne ne peut tenir devant la volonté d'une grande puissance, la France ou l'Autriche.

Dans son *Droit des gens* (1758), le Neuchâtelois Emmer de Vattel désembrouille quelque peu la question de neutralité, mais il l'embrouille aussi. Pour lui, si

les belligérants ne défendent pas une cause « odieuse et injuste » (il ne se démarque pas, sur ce point, de l'erreur de Grotius), l'Etat neutre peut autoriser des levées de troupes sur son territoire, consentir à des prêts d'argent et à la fourniture de matériel militaire et même, dans des cas exceptionnels, au transit de troupes par son territoire.

Dans tous les cas, il convient de bien s'imprégner d'une idée : rien n'est moins naturel que le concept de neutralité, car il contrevient aussi bien à l'élan spontané des sentiments (en l'occurrence, le premier mouvement est mauvais) qu'aux règles de la rationalité. En effet la logique occidentale repose sur des principes aristotéliens et, parmi eux, celui, central, du tiers exclu qui affirme que, de deux propositions contradictoires, l'une est vraie et l'autre fausse. Autrement dit, il ne peut y avoir que de l'être et du non être, une porte doit être ouverte ou fermée, on ne peut être que vivant ou mort, etc. Or la neutralité contrevient à cette notion fondamentale, *neuter* signifiant *ni l'un ni l'autre*, ce ni l'un ni l'autre constituant un défi au principe du tiers exclu.

Lorsque Talleyrand déclare, en 1798, qu'il faut que « *la Suisse soit française ou autrichienne, et qu'il n'existe pas d'autre voie* », il se rallie résolument aux principes du tiers exclu car, en bonne logique, il ne peut y en avoir d'autre. Il en résulte que, pour de sévères rationalistes, la neutralité n'est rien d'autre qu'un non être, comme le démontre cet épisode conté par le philosophe Emile Chartier, alias Alain, engagé volontaire en 1914, à l'âge de cinquante-cinq ans : « *Je fus appelé un jour et je trouvais au carrefour un lieutenant-colonel qui m'attendait (...). Il me demanda ce que je pensais de la violation de la neutralité belge ; je lui répondis, ce que je crois encore, que ce fut une belle manœuvre militaire, d'ailleurs annoncée depuis vingt ans dans tous les cours de stratégie (...). Là dessus il me remercia fort honnêtement des services que je rendais, et ce fut tout. Nous savons maintenant, par documents, que quelques années avant la guerre nos diplomates, d'accord avec nos militaires, préparaient une offensive de précaution par la Belgique, pour le cas où les dispositions des armées allemandes auraient rendu ce mouvement nécessaire. J'aurais vraiment lieu d'être fier maintenant si j'avais protesté en ce temps-là, au nom de la morale outragée, contre une manœuvre de force évidemment utile² !* »

Puisque la neutralité bafoue aussi bien le sentiment que les principes élémentaires de la logique classique, il revient en définitive à la raison d'Etat de lui conférer sa légitimité. Or, les impératifs de cette raison d'Etat sont souvent des plus difficiles à saisir. La manière dont la sagesse des nations appréhende la neutralité ne nous laisse aucun doute sur la façon dont elle est perçue par la conscience populaire. Quelques exemples : Christoph Lehmann, dans son

² Alain : *Souvenirs de guerre*. Paris, 1937, pp. 59-60.

Politischer Blumengarten de 1662, écrit que l'on ne peut faire confiance aux neutres, car ils ne songent qu'à leur propre profit, ajoutant qu'ils veulent laver leur fourrure sans la mouiller et marcher sur des œufs sans les casser. Au fronton d'une maison de Westphalie, on pouvait lire jadis: «*Le neutre est arrosé par le haut et enfumé par le bas*». Et ailleurs: «*Les neutres sont de mauvais chrétiens. Lorsqu'ils sont devant, ils sont poussés; lorsqu'ils sont derrière, ils reçoivent des coups de pied*³». Rien ne montre mieux d'ailleurs la difficulté de comprendre ce qu'implique le concept de neutralité que le fait que des gens, cent cinquante après le Congrès de Vienne, la considèrent – un Frisch ou un Dürrenmatt par exemple – comme une forme subtile de lâcheté ou comme une exclusion de l'histoire universelle.

Une chose est certaine: lorsque les Français envahissent la Suisse en 1798, ils le font sans état d'âme – à la manière d'Alain pourrait-on dire – par rapport à la violation de la neutralité. Pas plus qu'ils ne montrent un quelconque état d'âme lorsqu'il s'agit de négocier un traité d'alliance. Les plénipotentiaires helvétiques, qui se souviennent que la neutralité, aussi imparfaite soit-elle, a tout de même servi quelque peu le pays depuis 1648, voudraient conclure un traité d'alliance uniquement *défensif* plus ou moins compatible avec cette neutralité. Les Français toutefois se montrent intraitables, imposant un traité *défensif* et *offensif* à la Suisse, chacune des deux républiques pouvant recourir en cas de guerre à l'assistance de son allié.

Pour ne pas dissiper tout à fait l'ectoplasme de la neutralité, on bricole un édifice juridique aussi hypocrite que vain: la puissance qui requière l'aide de son voisin doit spécifier contre qui cette aide est demandée. La puissance requise conserve sa neutralité par rapport à celles des puissances qui n'ont pas été nommées, bien qu'elles se trouvent en guerre avec la puissance requérante. Quelques mois plus tard, la Suisse fournit 18 000 hommes à la France, pour se conformer aux termes du traité. Dès cette époque, la neutralité cesse d'exister. Les armées française, autrichienne et russe s'affrontent au cœur du pays, détronquant définitivement ceux qui nourrissent encore quelques illusions sur la possible survivance de cette neutralité.

Un pâle lueur perce toutefois les nuages de ce ciel d'orage, avec la mise en place de la Commission exécutive, qui remplace le Directoire helvétique, au lendemain de la révolution du 7 janvier 1800. Les hommes politiques ressentent avec toujours plus d'acuité le poids de l'alliance offensive avec la France. Chaque jour, les avantages de la neutralité – qui se confond, nous l'avons dit, dans l'esprit de beaucoup avec l'indépendance – apparaissent plus évidents. A la suite de démarches entreprises auprès du ministère français, Talleyrand,

³ Ces exemples sont tirés de Franz Freiherrn von Lipperheide: *Spruchwörterbuch*. Berlin, 1907, p. 663.

ministre des Relations extérieures, rédige un mémoire qu'il remet au Premier consul au début de 1800. Ce texte est remarquable, tant par sa franchise (il énumère toutes les avanies subies par la Suisse du fait de la France) que par la vision des erreurs commises. La neutralité a rendu des services à la France en couvrant sa frontière faible durant la guerre de la Révolution mais, en cédant aux injonctions des Ochs et des Laharpe, le Directoire a commis une grave faute en ne respectant pas la neutralité qui a été «une tradition merveilleuse et non moins heureuse, qu'il faudrait encore à présent se garder de détruire, si cela n'avait malheureusement eu lieu déjà⁴.» Toutefois, ajoute Talleyrand, ce ne sera qu'à la paix générale que l'on pourra débattre de cette question.

Dans ses instructions à Reinhardt, son ministre plénipotentiaire en Suisse, Bonaparte reprend plus ou moins les conclusions de Talleyrand: «*C'était sans doute un privilège heureux, respecté par la guerre et le temps, que celui de la neutralité helvétique, et s'il dépendait de vous de la conserver, vous rejetteriez comme un attentat inutile l'idée d'y porter atteinte. Mais aujourd'hui que les nations belligérantes ont détruit cet heureux prestige et traversé en tous sens cette région réputée inaccessible, les siècles peuvent refaire leur ouvrage qu'un moment a détruit*⁵.» Commentant ce propos Paul Schweizer, l'incomparable historien de la neutralité helvétique, constate que «*cette singulière prophétie se réalisera complètement mais beaucoup plus rapidement que ne l'avait imaginé Bonaparte et par la volonté de ses adversaires*⁶.»

Le discours de près de quatre heures, que le Premier consul adresse à Saint-Cloud, le dimanche 12 décembre 1802, aux députés helvétiques, leur enlève leurs illusions en ce qui concerne un retour à une neutralité authentique. Certes, Bonaparte déclare: «*Votre neutralité est plus assurée que jamais. La France a le Simplon, l'Autriche le Tyrol. Vous êtes en sûreté entre ces puissances qui sont en équilibre; même dans les moments d'oscillation, parce que vous tenez le milieu dans les bras de la balance*⁷.» Ensuite Bonaparte explique la manière dont il comprend la neutralité: pour la Suisse pas de salut hors de la France. A la moindre tentative des Britanniques ou des Autrichiens, il n'hésitera pas à faire occuper le pays par 100000 hommes. Certes, dans une certaine mesure, l'indépendance de la Suisse est plus grande qu'elle l'a été auparavant. En effet le Premier consul renonce à une alliance *offensive* et se contente d'une alliance *défensive*, qui n'est pas absolument inconciliable avec la neutralité, du moins avec l'idée que l'on s'en fait alors.

⁴ Charles Monnard: *Histoire de la Confédération suisse*, tome XVI. Paris-Lausanne, 1847, p. 430.

⁵ Paul Schweizer: *Geschichte der Schweizerischen Neutralität*, 2^e vol. Frauenfeld, 1895, pp. 533-534.

⁶ Ibid., p. 534.

⁷ Monnard: op. cit., tome XVII, p. 334.

Mais pour le reste, si la chaîne liant les Suisses s'est quelque peu allongée, elle est toujours présente et s'alourdit au fur et à mesure que les conquêtes napoléoniennes se confirment. En ce qui concerne la neutralité proprement dite, l'Acte de Médiation n'est pas explicite, mais son préambule, qui évoque l'affection portée par la France à la Suisse, démontre que le grand frère occidental tient bien en mains la Confédération, peut-être mieux qu'auparavant, dans la mesure où sa réorganisation, impliquant un délicat rééquilibrage entre unitaires et fédéralistes, satisfait les protagonistes, en introduisant un élément de concorde dans une époque troublée. Si l'article 10 du titre premier, stipule que « *toute alliance d'un canton avec un autre canton, ou avec une puissance étrangère, est interdite* », il est sous-entendu que cela ne vaut pas pour les possibles alliances défensives avec la France.

Pour un temps l'idée de neutralité va dormir d'un sommeil inquiet, mais tout de même bercé par la relative sécurité octroyée par l'Acte de Médiation. En ce qui concernait cette neutralité, les Français accordent à la Confédération une liberté de manœuvre, dans la mesure où cette dernière sert leurs intérêts. Désormais, les velléités de neutralité helvétique sont l'expression des volontés stratégiques de Napoléon, en fonction des données de l'échiquier européen.

En 1805 par exemple, il est essentiel pour l'Empereur de pouvoir se glisser le long du flanc septentrional de la Suisse pour atteindre l'Autriche dans ses œuvres vives. Or qui parle stratégiquement de flanc, parle aussi de menace. La neutralité va conjurer cette possible menace provenant d'une Suisse qui accueillerait les Autrichiens. En 1806, même retenue pendant la guerre contre la Prusse, sauf en ce qui concerne la levée de troupes helvétiques. En revanche durant la nouvelle guerre napoléonienne contre l'Autriche en 1809, la Suisse manifeste quelque velléité d'affirmer sa neutralité avec un peu plus de détermination, entre autres en levant des troupes pour surveiller la frontière du Vorarlberg. Napoléon la remet aussitôt à sa place, montrant mieux que jamais ce qu'il entend par neutralité et les limites qu'il lui assigne.

Au bourmestre Reinhard qui l'a rejoint à Ratisbonne, il déclare crûment : « *Vis-à-vis de moi, cette neutralité est un mot vide de sens qui ne vous sert qu'autant que je le veux*⁸. » Mais pour faire jouer en même temps sa fameuse patte de velours, il propose – ce qui démontre bien qu'il n'a aucune idée ou qu'il ne veut avoir aucune idée de ce que signifie la neutralité – de dédommager la Suisse en lui offrant le Tyrol ! Un peu plus tard, la violation de cette neutralité ectoplasmique – *Scheinneutralität* – revêt des formes nouvelles : des troupes italiennes occupent le Tessin et Misox, les importations et exportations suisses étant soumises à un sévère contrôle.

⁸ Schweizer: op. cit., p. 538.

Entre 1803 et en 1813, les Suisses s'accrochent tant bien que mal d'un système qui, s'il leur impose des limites et des servitudes pesantes, leur assure toutefois l'ordre et la restructuration dont ils ont tant besoin après les troubles de l'Helvétique. En ce qui concerne leur indépendance et leur neutralité perdues, ils se conduisent comme Clemenceau à l'égard de la « ligne bleue des Vosges » : « *Y penser toujours, n'en parler jamais !* »

On n'a toutefois pas prêté suffisamment attention au fait que certains éléments, se rattachant idéologiquement à des courants radicalement opposés, considéraient cette neutralité, ou ce qu'il en reste, comme une véritable malédiction. Il en est ainsi des deux esprits les plus considérables de la Suisse de cette époque, l'un vaudois, qui va s'attacher à déchiffrer les arcanes de la stratégie, l'autre bernois qui, lui, s'est attaché à déchiffrer les arcanes de la science de l'Etat, Antoine Henri Jomini et Carl Ludwig von Haller. S'ils sont farouchement opposés au principe de la neutralité, c'est en fonction de ce que j'appellerai le « paradigme bernois » ! Jomini, en 1804 encore, ignorant superbement l'Acte de Médiation, fait parvenir une pétition à Murat pour lui demander, en toute simplicité, le rattachement de la Suisse à la France⁹. S'il effectue une telle démarche, c'est parce qu'il y a chez lui, et chez ses amis, une crainte viscérale de ce qu'il nomme « le monstre olygarchique bernois ». Il a sans cesse à l'esprit la vision d'horreur d'un canton de Vaud redevenu Pays de Vaud et bernois. Il en va de même pour l'Argovie. Seul l'abandon de la neutralité et le rattachement à la grande voisine occidentale permettront de conjurer une telle menace.

Même chose chez de Haller mais, si l'on peut dire, de l'autre côté du miroir. Pour ce patricien bernois, l'existence de la Suisse et même la grandeur de celle-ci se confondent avec celle de son Canton oligarchique. Dès 1798, lorsque la situation l'exige, il se met au service de Vienne, œuvrant entre autres à la chancellerie du Conseil aulique de la guerre. Bien que rentré à Berne en 1806 – à l'ombre des bienfaits de l'Acte de Médiation, pourrait-on dire – il ne cesse de considérer un rattachement à l'Autriche comme l'unique possibilité de garantir la force et la grandeur de son canton contre les « visées jacobines » (sic) et il joue à ce titre, en 1813/14, un rôle important dans les menées berno-autrichiennes pour restaurer l'ancien état de choses. Haller, en ce qui concerne la neutralité helvétique, ne change plus d'avis. Cette « broderie pour vieille femme », comme il la nomme dans sa *Restauration der Staatswissenschaften* n'est qu'un tuteur gênant qui empêche la Suisse de tourner son pistil, sa corolle et

⁹ Sur cette affaire cf. Jean-Charles Biaudet : « Le général Jomini et la Suisse », *Le général Antoine-Henri Jomini (1779-1869)*. Contributions à sa biographie. Bibliothèque historique vaudoise, XLI, Lausanne, 1969, pp. 44-48.

ses pétales vers le soleil autrichien¹⁰. S'il y a sur ce point une continuité remarquable chez de Haller, on en est bien éloigné chez Jomini. Après son passage de l'armée française à l'armée russe en août 1813, il devient – et il le restera sa longue vie durant – un partisan inconditionnel de la neutralité¹¹.

Cette évolution de Jomini correspond en gros à l'évolution des Suisses par rapport à la neutralité, une évolution qui se dessine en fonction de la situation militaire sur le terrain. Plus les troupes impériales essuient d'échecs et plus l'idée de neutralité reprend force. Début mars 1813, alors que le canon de Leipzig est loin d'avoir tonné, l'ancien avoyer de Berne, Frédéric de Mulinen, propose un armement général de la Suisse. «*Par ce déploiement des forces, dans l'intérêt de la neutralité, la France verrait couverte la plus dangereuse de ses frontières, celle de Genève à Bâle. Les autres Puissances, quelles que fussent leurs intentions, respecteraient bien plus et traiteraient plus favorablement à la paix générale un peuple en armes à l'heure de la crise, qu'un peuple prêt à partager le sort des vaincus*¹². »

Toutefois, le Conseil d'Etat de Berne – comme d'ailleurs le reste du pays – n'écoute pas ces recommandations dans la mesure où tous, ou presque, sont convaincus que le génie napoléonien va à nouveau triompher sur les champs de bataille d'Allemagne. Mais après Leipzig, le doute ne peut plus subsister : les aigles sont effectivement brisées. Alors la Diète extraordinaire, qui se tient du 15 au 26 novembre 1813, relève la tête. Elle émet une déclaration solennelle, affirmant le principe de la neutralité et déclarant la vouloir défendre, si nécessaire, par les armes. Mais une démarche délicate reste encore à effectuer : la notification de l'arrêté à l'Empereur des Français, aux empereurs de Russie, d'Autriche et au roi de Prusse, dans leurs quartiers-généraux, qui, dans le cas des deux premiers, ont la fâcheuse tendance de se rapprocher de plus en plus de la frontière suisse.

Napoléon loue la décision de la Diète, car cette neutralité helvétique a en l'occurrence l'avantage de couvrir sa frontière orientale. La délégation qui se rend à Francfort/Main pour y rencontrer les souverains alliés se trouve confrontée à une tâche beaucoup plus délicate. François I^{er} et Frédéric-Guillaume III se montrent hostiles à cette neutralité, car ils la considèrent comme liée au système de la France.

¹⁰ Sur les conceptions politiques de C.L. von Haller, cf. J.-J. Langendorf: „Carl Ludwig von Haller oder die Größe des illiberalen Menschen», *Carl Ludwig von Haller Satan und die Revolution*. Vienne, 1991, pp. 7-30.

¹¹ Sur Jomini et la neutralité, cf. J.-J. Langendorf: *Faire la guerre: Antoine Henri Jomini*, vol. II, *Le penseur politique, l'historien, le stratège*. Genève, 2004, chapitre premier.

¹² Anton von Tiliér: *Geschichte der Eidgenossenschaft während der Herrschaft der Vermittlungsakte* [...], vol. I. Zürich, 1845, p. 484.

En outre Metternich, pour l'Autriche, estime qu'une redistribution des cartes est nécessaire en ce qui concerne la Suisse. Neutralité certes, mais l'influence française désormais écartée, une neutralité sous surveillance autrichienne! Dans le cas du roi de Prusse, des données supplémentaires attisent encore son hostilité. Il n'est pas homme à oublier la manière dont Napoléon a violé la neutralité d'Anspach en 1805. Au baron vom Stein, il déclare: «*Je déplore que la Suisse n'ait pas pris ouvertement parti aux côtés des Alliés et ne se soit pas déclarée pour la cause sacrée de l'humanité. La neutralité est un mot tombé dans un discrédit total. J'ai moi-même fait l'expérience [en 1805 et 1809] combien cette politique est difficile à pratiquer et, pour ma part, je n'ai pu me convaincre de son utilité*¹³.» En parlant ainsi, Frédéric-Guillaume cède à un sentiment profond mais aussi à la volonté germanique qui, dans sa lutte de libération contre «l'ogre corse», s'érige en défenseur de la liberté et du droit.

Pour les Arndt, Jahn ou Schenkendorf, hérault de la cause juste et sacrée, la neutralité est chose incompréhensible et le poète Clemens Brentano la qualifie même «d'œuvre diabolique». Comment peut-on se déclarer neutre par rapport au Bien, avec un grand B? En Allemagne, les brochures dénonçant la neutralité se multiplient, au même titre que les articles, par exemple ceux publiés dans le *Feldzeitung* prussien ou la *Nemesis* d'Heinrich Luden. A cet égard, la réaction du jeune Heinrich von Bülow, futur ministre des Affaires étrangères de Prusse, dans une lettre adressée en 1814 à von Tillier lui-même, futur historien de la Médiation, est significative. Elle peut se résumer ainsi: devant la tyrannie, napoléonienne en l'occurrence, aucune forme de neutralité ne se justifie¹⁴. On a là déjà, *in nuce*, le problème devenu classique depuis de la neutralité mesurée à l'aune de la bonne cause qui, puisqu'elle est bonne, ne peut tolérer aucune forme d'abstention.

En revanche la position du tsar Alexandre s'avère plus complexe, car moins tranchée. Dans un premier temps, il déclare au Vaudois Laharpe, son ancien précepteur: «*La Suisse, à mon avis, aurait pu nous être utile et, ayant souffert comme tous les autres Etats de la prédominance de la France, on aurait pu attendre d'elle qu'elle se joindrait à nous. Nous lui en aurions tenu compte à la paix en plaidant ses intérêts, ce que nous ne pouvons faire si elle reste les bras croisés. Nous ne forçons personne, aussi peu que nous ne l'avons fait jusqu'à présent. C'est pour la liberté et l'indépendance des nations que nous combattons*¹⁵.» Mais finalement assailli par Laharpe (à distance), par Jomini et quelques autres, le Tsar finit par se prononcer pour la neutralité, à la condition de pouvoir utiliser le pont de Bâle pour le passage des troupes.

¹³ Luc de Meuron: *Notre neutralité*. Lausanne, 1946, pp. 54-55.

¹⁴ Von Tillier: op. cit., vol. II, note 1, pp. 352-353.

¹⁵ De Meuron: op. cit., p. 54.

Il convient de noter que, pour des raisons historiques, c'est indéniablement les Russes qui sont le mieux préparés à comprendre cette notion de neutralité car ils ont fait, dans le vif, l'expérience de ce qu'implique son non-respect. En effet, en mars 1780, l'impératrice Catherine II, excédée par les contrôles britanniques sur ses navires marchands (la Russie s'est déclarée neutre dans la guerre anglo-française), émet une déclaration adressée à la France, à l'Angleterre et l'Espagne, qui stipule que ses vaisseaux de guerre accompagneront désormais ses navires transportant une cargaison neutre. Si une telle déclaration constitue l'acte fondateur de la neutralité armée, elle est aussi une des premières affirmation de la liberté des mers¹⁶. Il en découle aussi que l'école juridique russe accorde, dès cette époque, une attention extrême aux problèmes relatifs au droit des gens et à ceux inhérents à la neutralité.

Toutefois le poids spécifique de la guerre ou de la stratégie l'emporte sur celui, en l'occurrence moindre, de ce droit des gens. Laharpe a beau faire valoir par personne interposée ses arguments devant le Tsar, Jomini déployer des trésors de rhétorique devant Metternich, en lui expliquant qu'un passage des Alliés à travers la Suisse est inutile militairement parlant, l'irréversible ne s'en produit pas moins. Les Autrichiens sont en effet convaincus, en s'inspirant des leçons militaires de l'archiduc Charles et des dogmes de son positionnisme, que le plateau de Langres, ligne de partage des eaux, constitue la clé stratégique de la France jusqu'à Paris ! Or pour atteindre Langres, le chemin le plus rapide passe par la Suisse. On se donne toutefois bonne conscience en déclarant que, de toute manière, la neutralité helvétique est une neutralité imparfaite, oubliant qu'un Galiani et un Caesar, dans leur *Droit de la Neutralité* publié en 1790, ont admis que l'imperfection de cette dernière ne l'abolit pas pour autant.

On se rassure également en croyant ou en feignant de croire qu'on se présente en libérateurs, oubliant que la Suisse de la Médiation n'est plus celle de l'Helvétique ! En même temps, car le poids de la neutralité demeure malgré tout grand dans le droit des gens (les juristes allemands noirciront des dizaines de milliers de pages pour tenter d'expliquer et de justifier la violation de la neutralité belge en 1914), Russes et Autrichiens présentent une justification de la violation, remise au Landamann un jour après leur entrée en Suisse, qui se résume ainsi. A une Suisse asservie, incapable de se soustraire à l'influence française, Napoléon a imposé une pseudo neutralité, qui n'existe que de nom. Or aussi longtemps que Napoléon règne, ce leurre subsiste. Par conséquent, les Puissances reconnaîtront la neutralité de la Confédération que le jour où celle-ci sera libre et indépendante. Plus tard, Jomini déclarera que la Suisse a eu, en décem-

¹⁶ Sur cette question cf. Charles F. Carusi et Constantine D. Kojouharoff: *The First Armed neutrality*, Washington D.C., 1971.

bre 1813, ce qu'elle méritait car, s'il y a eu violation de la neutralité, c'était en raison de son impéritie militaire et du désaccord de ses édiles.

Lorsque les députés suisses se rendent au Congrès de Vienne, ils sont à peu près en désaccord sur tout, sauf sur la nécessité – nécessité absolue – de faire reconnaître la neutralité. Ils savent toutefois une chose, c'est que la France, conformément à l'article 1^{er} de la paix de Paris du 30 mai 1814, reconnaît, conjointement avec les Alliés, l'indépendance de la Suisse. Dans un premier temps, le comité nommé pour s'occuper des affaires helvétiques – avec la Prussien vom Stein et le Russe Capo d'Istria – progresse rapidement dans ses travaux. Le 16 janvier 1815, le comité rédige sa conclusion : « *Les puissances alliées se sont engagées à reconnaître et à faire reconnaître, à l'époque de la pacification générale, la neutralité perpétuelle du Corps helvétique (...)*¹⁷. » Mais deux conditions sont posées : il faut que la Suisse garantisse sa tranquillité intérieure et qu'elle soit capable de faire respecter sa neutralité. Ces conditions ne sont d'ailleurs que momentanées, se rapportant uniquement à l'état actuel de la Confédération.

Dans le rapport du comité contenant les recommandations concernant la Suisse apparaît, pour la première fois dans l'histoire, le terme de « neutralité perpétuelle ». Dans la déclaration des Puissances du 20 mars 1815, qui formera désormais la base du droit public en Suisse, on peut lire que, dans la mesure où la Confédération se ralliera aux propositions de la conférence, un document sera établi « *portant la reconnaissance et la garantie de la part de toutes les puissances de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans toutes ses frontières*¹⁸. »

Mais un événement inattendu, le retour de Napoléon de l'île d'Elbe en mars, brouille les cartes dans des proportions inconnues jusqu'alors. La Suisse mobilise pour couvrir ses frontières, alors que la Diète évite soigneusement de prononcer le mot « neutralité ». D'une part elle déclare aux Puissances (qui ont mis Napoléon hors-la-loi) qu'elle leur demeurera fidèle tout en faisant savoir au fugitif de l'île d'Elbe qu'elle ne peut, « *en reconnaissant le gouvernement actuel de la France, suivre un système opposé à toutes les Puissances de l'Europe.* »

Dans ces conditions, on comprend que Napoléon ne se sente plus lié par le respect de la neutralité. Effectivement, des troupes se concentrent à la frontière occidentale du pays. A partir de là, l'accélération des événements projette la Suisse hors de l'orbite de la neutralité. Les ambassadeurs des Puissances, qui discernent bien à quel danger les exposerait une invasion de la Confédération, demandent à la Diète de faire cause commune avec eux, et de couvrir la

¹⁷ Schweizer: op. cit, pp. 552-553.

¹⁸ Ibid, p. 554.

frontière de manière efficace. Dans une position plus qu'inconfortable, entre l'enclume et le marteau, et de plus taraudée par la peur de dissensions internes – d'un côté les partisans de la monarchie restaurée, de l'autre ceux de l'Empereur réinstallé à Paris – la Suisse, dans la Convention (malheureuse) du 20 mai, déclare se ranger derrière les Puissances qui, de leur côté, s'engagent, la paix revenue, à respecter les avantages concédés par le Congrès de Vienne, ce qui, *de facto*, revient à abandonner la neutralité présente contre l'assurance d'une neutralité future. Une semaine plus tard, la Diète transmet aux représentants des souverains l'Acte d'acceptation de la Déclaration du Congrès de Vienne, du 20 mars. Peu après les Autrichiens, invoquant la Convention qui vient d'être signée, annoncent que leurs troupes vont passer par le Simplon et le Valais et franchir le Rhin sur trois points.

«Près du terme de cette histoire, comme dit un ancien historien, nous devons encore tourner nos regards vers Paris, où le Conseil des rois victorieux et de leurs ministres va couronner l'œuvre du Congrès de Vienne, en fixant pour la seconde fois et pour longtemps les rapports des Etats de l'Europe¹⁹.» Le 20 novembre, la Déclaration est signée par les cinq Puissances, dont la France, auxquelles se joindra le Portugal. En outre l'Espagne et la Suède donneront leur agrément. La neutralité de la Suisse est formellement reconnue, l'inviolabilité de son territoire dans ses nouvelles limites garantie, ce qui vaut aussi pour les parties neutralisées de la Savoie, du Chablais et du Faucigny.

Trois expressions prennent un poids particulier dans cette Déclaration. D'abord «reconnaissance», ce qui implique une existence préalable de la neutralité, interrompue pour un temps par l'invasion de 1798, par l'Helvétique et par la Médiation; ensuite «garantie», ce qui signifie qu'en cas d'une violation quelconque du territoire suisse, les Puissances auront des obligations à remplir; enfin «neutralité dans l'intérêt de l'Europe»: l'Europe dans sa totalité étant intéressée au maintien de cette neutralité, des liens privilégiés, par exemple avec la France, ne peuvent plus subsister.

La Déclaration de Paris ne marque nullement la fin de l'histoire pour l'Etat neutre, reconnu comme tel. Un texte s'interprète, il contient des obscurités, des imprécisions, des ambiguïtés, des lacunes. Enfin, il est un moment de l'histoire, de cette histoire qui ne se repose jamais, avec ses révolutions, ses changements de régime, ses renversements d'alliance, ses guerres, la constellation sans cesse modifiée d'intérêts nouveaux, la transformation des sensibilités. C'est dire que durant tout le XIX^e siècle, pour ne parler que de faits, la neutralité, sans cesse remise en question, devra se défendre et s'affirmer, qu'il s'agisse

¹⁹ Monnard, XVIII: op. cit., p 405.

de l'insertion de la Confédération dans la Sainte Alliance, de la question des réfugiés, de l'activité politique des exilés (Metternich décrète alors que «la Suisse est le cloaque fortifié de l'Europe»), de la guerre civile du Sonderbund, du statut hybride de Neuchâtel, du statut du Chablais et du Faucigny, de la contrebande d'armes, de l'internement d'armées, de l'internationalisation de la ligne du Gothard, de la rupture des relations diplomatiques avec l'Italie, de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance de tel Etat, de la possibilité d'arborer un pavillon de haute mer...

En déclarant toutefois que le chemin de la neutralité est également le chemin du martyr, le pape Benoît XV ne laisse-t-il pas entendre qu'il pouvait être aussi celui de la béatitude ?

J.-J. L.

Zusammenfassung

Drei Schlüsseljahre kennzeichnen die von J.-J. Langendorf analysierte Periode der schweizerischen Neutralitätsgeschichte: 1798, 1803 und 1815.

1798 erklärte der französische Aussenminister Talleyrand, dass er sich nur eine französische oder eine österreichische Schweiz vorstellen könne; einen dritten, einen neutralen Weg gebe es nicht. Die Besetzung der Alten Eidgenossenschaft enthielt denn auch keinerlei Elemente, die darauf hindeuteten, dass in Paris schwerwiegende Skrupel bestanden hätten, die eidgenössische Neutralität zu verletzen (Defensiv-Offensiv-Allianz, Stellung von 18000 Mann, Benützungsrecht der operativen Linien, Wirtschaftsabkommen etc.). Als Folge dieses Einbezugs des schweizerischen Territoriums in die französischen Expansionspläne wurde das Territorium der Schweiz zum Kriegsschauplatz fremder Heere. Damit wuchs in der helvetischen Führungsschicht die Einsicht, dass ein grossartiges Gut verloren gegangen sei, was man sogar bei Bonaparte deponierte (Mémoire an den Ersten Konsul von Anfang 1800). Talleyrand liess verlauten, diese Frage könne man erst nach einem allgemeinen Frieden in Europa diskutieren. Die schweizerische Neutralität war zunehmend wieder im eigenen aber stand nicht im Interesse der führenden europäischen Grossmacht.

Bonaparte nahm diesen Faden zur Jahreswende 1802/1803 in Saint Cloud wieder auf. Den Mitgliedern der eidgenössischen Consulta gab er zu verstehen, Neutralität und Unabhängigkeit seien zweifellos zwei glückliche Privilegien der eidgenössischen Orte gewesen. Die kriegerischen Ereignisse und die europäischen Sachzwänge hätten dieses Idyll jedoch für lange Zeit zerstört. Man müsse aber in der Schweiz eingestehen, dass die Sicherheit des Territoriums zur Zeit gewährleistet sei. Das Gleichgewicht der europäischen Kräfte sei intakt und man bilde die Mitte der Waage. Dann wurde er konkreter: Es gebe jedoch keine Zukunft für die Schweiz ausserhalb des französischen Einflussbereichs.

Langendorf meint, die Idee der Neutralität sei in dieser Zeit in einem unruhigen Schlaf gelegen. Die Schweiz habe weitgehend die strategischen Wünsche Frankreichs erfüllt, nach französischen Weisungen Truppen aufgeboden (Grenzbesetzungen von 1805 und 1809) und sich redlich bemüht, Napoleon keinen Vorwand zur direkten Intervention zu liefern. Die französische Wertung der Scheinneutralität und der gelenkten Selbständigkeit der Schweiz gipfelte im berühmten Dictum des Kaisers an den Zürcher Bürgermeister Reinhardt:

«Für mich ist eure Neutralität ein leeres Wort; die euch genau so lange nützt, wie ich es will.»

Die französische Niederlage in der Völkerschlacht von Leipzig brachte die Wende. Die Tagsatzung erinnerte sich in Anbetracht der Schwäche Napoleons an die verlorenen Strategien und erhob in einer feierlichen Erklärung Mitte November 1813 die Neutralität wieder zur Staatsmaxime. Während Napoleon diesen Willen umgehend unterstützte – das neutrale Territorium deckte ihm den rechten Flügel der Rheinlinie – durchkreuzte die Neutralitätserklärung die operativen Pläne der Alliierten. Um die Südmarmee Schwarzenbergs trotzdem durch die Schweiz auf das Plateau von Langres marschieren lassen zu können, setzte man die Tagsatzung unter Druck. Die schweizerischen Orte könnten gar nicht souverän entscheiden; sie stünden ja seit Jahren unter französischem Diktat, hiess es aus dem alliierten Hauptquartier. Dazu meinten die Siegermächte, vor der französischen Tyrannei gebe es keine Neutralität. Das Gerechte und Gute müsse unterstützt werden. Die Sympathie des Zaren Alexander (unter dem Einfluss Laharpes und Jominis) für die schweizerische Neutralität endete auch am Benützungsrecht der Rheinbrücken für die alliierten Truppen.

Am Wiener Kongress und schliesslich in der Pariser Akte vom 20. November 1815 wurde die dauernde Neutralität der Schweiz als im Interesse einer Neuordnung Europas anerkannt.

Damit beginnt die jüngste Phase der schweizerischen Neutralitätsgeschichte.

Adresses des auteurs

D^r Georges Andrey

9, route de Jubindus
1762 Givisier

Professeur Hervé Coutau-Bégarie

45-47, rue des Ecoles
F-75005 Paris

Major Hubert Foerster

4, route Monseigneur-Besson
1700 Fribourg

D^r Hans Rudolf Fuhrer

32, Juststrasse
8706 Meilen

Oberst Roland Haudenschild

19, Grünenbodenweg
3095 Spiegel b. Bern

Professeur Jean-Jacques Langendorf

Schloss
A-3552 Dross

Colonel Dominic Pedrazzini

1, chemin des Falaises
1722 Bourguillon

D^r Jürg Stüssi-Lauterburg

Scheuerrain 1
5210 Windisch

D^r Alain-Jacques Tornare

Près l'Ecole
1633 Marsens

Cdt C Adrien Tschumy

37, route de Bénex
1197 Prangins

Colonel Hervé de Weck

7, rue Saint-Michel
2900 Porrentruy

Veröffentlichungen der SVMMM

Publications de l'ASHSM

1. *Krieg und Gebirge/La guerre et la montagne/La guerra e la montagna*. Hauser, Editions Gilles Attinger, 1988. 287 pp. **Fr. 25.-** (épuisé). Il s'agit d'un recueil d'études destinées à «préparer» le colloque de Zurich organisé par l'ASHSM en 1991.

- F. **Wille**: Der Einfluss der Alpen und des Juras auf die Strategie im Laufe der Jahrhunderte
- G. **Walser**: Die militärische Bedeutung der Alpen in der Antike
- H.C. **Peyer**: Die militärische Bedeutung (8.-13. Jahrhundert)
- L.-E. **Roulet**: L'obstacle de la montagne dans les guerres de Bourgogne
- W. **Schaufelberger**: Der alpine Beitrag zum Kriegswesen
- J. **Stüssi-Lauterburg**: Die Schweizer Alpen von der bernischen Eroberung der Waadt bis zum Untergang der alten Eidgenossenschaft
- D. **Pedrazzini**: La campagne de la Valteline (1635)
- D. **Reichel**: La guerre en montagne dans l'œuvre de Jomini
- D. **Heuberger**: Strategische Bedeutung der Schweiz aus der Sicht des Auslandes (1798-1815)
- H. **Rapold**: Schweizer Jura und Alpen zwischen Wiener Kongress und Versailles
- H. **Senn**: Vom Versailler Vertrag bis heute.

2. *Krieg und Gebirge/La guerre et la montagne/La guerra e la montagna. Revue internationale d'histoire militaire* N° 65/1988. **Fr. 15.-**. Il s'agit des mêmes textes que dans le N° 1, mais sur un autre

papier et avec une couverture plus austère.

3. *Die Kriegsmobilmachung der schweizerischen Armee und der Aktivdienst 1939/1945/La mobilisation de guerre de l'armée suisse et le service actif 1939-1945*. Bern, ASHSM, 1990. 88 pp. **Fr. 15.-**. Publié à l'occasion des cinquante ans de la mobilisation générale de 1939.

- G. **Kreis**: Neue Forschungen zum zweiten Weltkrieg. Literaturbericht
- Ph. **Chenau**: Bibliographie des publications disponibles à la Bibliothèque militaire fédérale
- E. **Stettler**: L'engagement de l'armée suisse durant le service actif 1939-1945
- W. **Schaufelberger**: Wissenschaftliche Tagung an der Eidg. Technischen Hochschule Zürich.

4. *La guerre et la montagne - Krieg und Gebirge - Mountains and Warfare*. Actes du XVII^e Colloque CIHM. Bern, ASHSM/SVMM, 1993. 2 vol. **Fr. 30.-** (pour les deux volumes). Une quarantaine de communications éclairant des périodes allant de l'Antiquité à nos jours, dues à des historiens ou à des militaires de niveau international (3 en italien, 10 en allemand, 15 en français et 15 en anglais).

5. *Le 10 août 1792*. Berne, Bibliothèque militaire fédérale, 1993. 93 pp. **Fr. 20.-**. Publié à l'occasion du 200^e anniversaire du massacre des Gardes suisses aux Tuileries.

– D. **Pedrazzini**: Le régiment des Gardes suisses d'après le livre d'ordres de son commandant

– J. **Chagniot**: Les régiments capitulés dans l'optique révolutionnaire française

– A.J. **Tornare**: Perception du mouvement révolutionnaire au régiment des Gardes suisses

– G. **Bodinier**: L'attaque des Tuileries vue du côté des émeutiers

– H. de **Weck**: La défense du palais des Tuileries

– D. **Pedrazzini**: Le 10 août 1792, légalité et responsabilités.

6. 1945-1995: von Ende des Zweiten Weltkrieg zur neuen Weltordnung/1945-1995: de la fin de la Seconde Guerre mondiale à un nouvel ordre mondial. SVM/ASHSM, 1995. 116 pp. **Fr. 20.-**. Actes du colloque tenu à l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

– M. **Rauchensteiner**: Die Entwicklung im Zentrum Europas

– J.E. **Jessup**: America's Role in the New World Order. Some Thoughts on the Process

– L. **Rühl**: Les relations Europe - Union soviétique

– J. **Thobie**: Le bassin méditerranéen après la Seconde Guerre mondiale

– H. **Rapold**: Die Entwicklung der schweizerischen Verteidigungspolitik.

7. Claude Bonard et Philippe Coet: *Guide du patrimoine militaire suisse. Musées, monuments, fortifications, associations*. Introduction par Hervé de Weck. 40 illustrations. Yens, Editions Cabédita, 1996. 16,5 x 24 cm, 160 pages. Relié. **Fr. 39.-**.

8. *Beiträge zur Forschung/Travaux & Recherches*. Berne, ASHSM, 1997. Fascicule de 18 x 25 cm, broché, **Fr. 30.-**.

– Oberst Hans Rudolf **Fuhrer**: Das «Stillesitzen». Zur Problematik der schweizerischen Neutralität im Dreissigjährigen Krieg.

– Capitaine Derck **Engelberts**: Les forces d'occupation française face à l'insurrection. Problèmes de conduite et de commandement du général Schauenburg en 1798.

– Major Hubert **Förster**: Der misglückte Volksaufstand 1799 in der Schweiz.

– Colonel Hervé de **Weck**: Aspects du maintien de l'ordre par l'armée. Grèves générales (1918), Genève (1932), Jura bernois (1836, 1874, 1968)

– Oberstleutnant i GSt Jürg **Stüssi-Lauterburg**: Historischer Abriss zur Frage einer Schweizer Nuklearbewaffnung.

9. *Suworov in der Schweiz/Souvorov en Suisse*. Actes du Colloque Souvorov du bicentenaire. 1799-1999. Andermatt, 24-25 septembre 1999. Berne, ASHSM, Bibliothèque militaire fédérale. Thesis Verlag, 2001. 272 pp. **Fr. 35.-**.

– D^r Jürg **Stüssi-Lauterburg**: Einleitung

– Brigadier Fred **Heer**: Der russische Feldzug von 1799 in der Schweiz: Die Planung

– Jacques **Garnier**: La campagne de Suisse vue par des témoins français

– Hofrat D^r Manfred **Rauchensteiner**: Der Verbündete. Was bedeutete Suworows Alpen traversierung für Österreich?

– Frau Direktorin Nina **Plisko**: Einfluss der Suworow-Feldzüge auf Belarus

– D^r Anton **Pestalozzi**: Briefe an Lord Sheffield, ein britischer Verbindungsoffizier bei Alexander Suworow

– PD. D^r Hans Rudolf **Fuhrer**: Suworow's Ort in der Schweizer Geschichte
– General-major Vladimir A. **Zolotarev**: Der italienische und schweizerische Feldzug Suworow und seine Bedeutung für die Entwicklung der Kriegskunst

– D^r Fritz **Hermann**: Die geistliche Betreuung der russischen Soldaten 1799

– Prince Alexandre **Troubetskoï**: Le généralissime Suworov, un homme, un soldat, un patriote, un chrétien

– Prof. D^r Raimondo **Luraghi**: Suworow, Bonaparte e la storia italiana del XIX secolo

– Prof. D^r Francesco **Frasca**: La campagna degli Austro-Russi in Italia

– Hon. Stephen **Halbrook**: European History of 1799 as seen from the USA

– Richard **Munday**, Esq.: The Swiss Rifleman: the Emergence of an International Model

– D^r Taras **Tschuchlib**: Suworow in Ukrainian History

– Prof Arthur **Dürst**: Kartographische Voraussetzungen und Folgen der Ereignisse von 1799

– D^r Anselm Zurfluh: Suworow, Urseren und Uri, die Akollateralen Schäden

– Alexandre I. **Kouzmine**: Le Musée Souvorov et la campagne de Suisse en 1799

10. *Bonaparte et les Alpes*. Actes du Colloque Bonaparte du bicentenaire. 1800-2000. ASHSM, Bibliothèque militaire fédérale. Thesis Verlag, 2001. 174 pp. **Fr. 25.–**

– Jean-Etienne **Genequand**: Bonaparte en Suisse en 1797, quelques réflexions

– Marco **Jorio**: Un nouveau maître pour l'Europe. La situation politique européenne en 1800

– Jürg **Stüssi-Lauterburg**: La Suisse dans la stratégie de Bonaparte

– Hubert **Foerster**: Le Simplon, une alternative?

– Dominic **Pedrazzini**: Légende et perception d'un mariage de raison: le Valais et Bonaparte

– Léonard Pierre **Closuit**: Entre Martigny et le Grand Saint-Bernard. Passage de Bonaparte et de l'Armée de réserve

– Vincent **Quartier**: Sur la route de Marengo, bloquant l'avance de Bonaparte...., le fort de Bard!

– Claudio **Recupero**: Joseph Gautier, correspondance d'un soldat français en Suisse. 1799-1801

– Georges **Andrey**: Bonaparte, le nouvel Hannibal ou la presse au service de la propagande. Le cas de deux publications (1800-1801)

– Adrien **Tschumy**: L'importance du Grand-Saint-Bernard depuis le passage de Bonaparte (1800-1990).

11. Dominic Pedrazzini: «*Monsieur le Suisse*». Jomini, un républicain et ses empereurs. Berne, ASHSM, 2001. 24 pp. Fr. 10.–.

12. 1950-1990: *La Suisse et la guerre froide / Die Schweiz und der Kalte Krieg*. Actes du Colloque de Berne. Berne, ASHSM/SVMM, 2003. (épuisé) Un CD-ROM avec l'intégralité des textes et des illustrations est disponible pour Fr. 20.–.

– Commandant de corps Adrien **Tschumy**: Introduction et cadre général

– Oberst Roland **Haudenschild**: Chronologie «Kalter Krieg»

1. Neutralité et guerre froide

– Ambassadeur Edouard **Brunner**, Ancien secrétaire d'Etat: Le manie-
ment de notre neutralité durant la
guerre froide

2. Etudes et recherches

– Oberst i Gst Roland **Beck**, Peter **Braun**: Integration oder autonome Verteidigung? Die schweizerische Landesverteidigung im Spannungsfeld von nuklearen Gefechts Waffen und bewaffneter Neutralität. 1955-1961

– Oberst Hans Rudolf **Fuhrer**: Alle roten Pfeile kommen von Osten. Bedrohung Ost aus heutiger Sicht

– Colonel EMG Jürg **Stüssi-Lauterburg**, – Colonel Dominic **Pedrazzini**: Etat-major général suisse vu de l'Ouest

– Brigadier Fritz **Stoeckli**: Österreich und die Schweiz während des kalten Krieges

3. Témoignages suisses

– Divisionnaire Mario **Petitpierre**: Le renseignement suisse face à la bipolarité politico-militaire en Europe

– Korpskommandant **Walter Dürig**: Die schweizerische Luftverteidigung in der Mitte des geteilten Europas

– Brigadier Hans-Jörg **Huber**: Politische und militärische Aktivitäten zu Gunsten unserer Landesverteidigung

– Le général Rogers reçoit «L'Hebdo»

4. Témoignages d'attachés militaires

– Colonel Jean-Jacques **Furrer** (Suisse): En mission à l'Est, un attaché de défense suisse vit la guerre froide

– Divisionär Rüdiger **Stillfried** (Österreich): Meine Zeit als Verteidigungsattaché in der Schweiz

– Général François **Koscher** (France): La Suisse et l'après-guerre froide

Bestellungen / Commandes:

General Sekretär SVMM / Secrétaire général ASHSM

Col Dominic M. Pedrazzini, Bibliothèque militaire fédérale
Palais fédéral-Est, CH-3003 Berne.

E-mail: dominic.pedrazzini@gs-vbs.admin.ch

Remerciements

*Le colonel Jean-Jacques Furrer et Claire de Weck
ont assuré la relecture des textes.*

Le comité ASHSM les en remercie vivement.

*La conception graphique et la mise en page
ont été réalisées par
DEMOTEC SA – Microédition, CH-2900 Porrentruy.*

*L'impression est l'œuvre de
l'Imprimerie 2000, CH-2900 Porrentruy.*

Achevé d'imprimer en septembre 2004